

# Étude des crédits

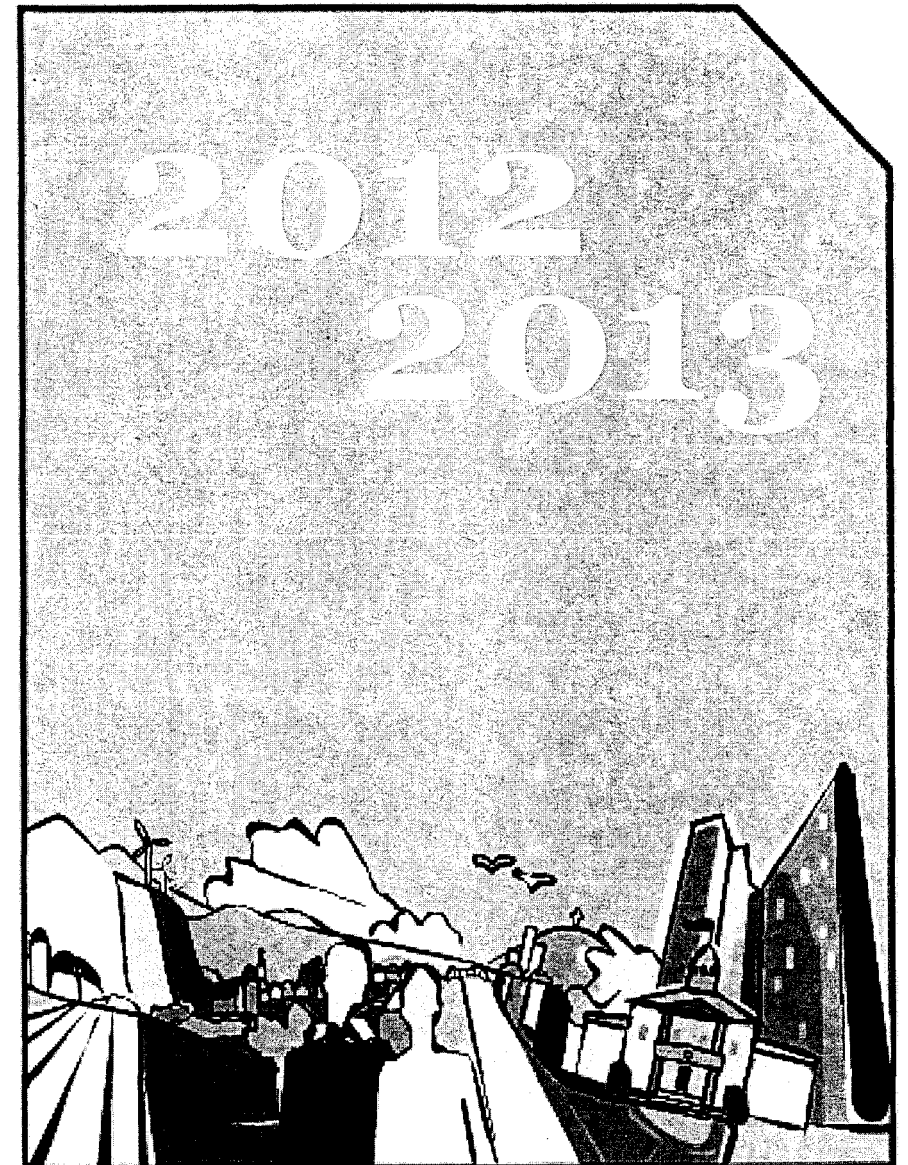
---

## Demande de renseignements particuliers

DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL  
VOLUME 7

DEMANDES 92

Avril 2012



**Étude des crédits 2012-2013**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande #92

Copie de l'ensemble des ententes spécifiques où le MAMROT est signataire pour 2011-2012, préciser pour chaque entente : a) les montants engagés; b) le nom des partenaires signataires

Les copies des ententes signées en 2011-2012 sont jointes en annexe.

a) Montants engagés : voir la réponse à la question # 87.

b) Nom des partenaires signataires : voir la réponse à la question # 87.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE  
SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES  
DANS LA RÉGION DU BAS-SAINT-LAURENT  
2011-2015**

**ENTRE**

**LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE**, madame Christine St-Pierre, pour et au nom du gouvernement du Québec, agissant par madame Sylvie Barcelo, la sous-ministre,

ci-après désignée le « **MCCCF** »,

**ET**

**LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec, agissant par monsieur Sylvain Boucher, le sous-ministre,

ci-après désigné le « **MAMROT** »,

**ET**

**L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU BAS-SAINT-LAURENT**, personne morale de droit public régie par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2), ayant son siège social au 288, rue Pierre-Saindon, 1<sup>e</sup> étage, Rimouski (Québec) G5L 9A8, représentée par la présidente-directrice générale, madame Isabelle Malo, dûment autorisée,

ci-après désignée l'« **ASSS** »

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS** du Bas-Saint-Laurent, personne morale instituée par la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire* (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège social au 186, rue Lavoie, Rimouski (Québec) G5L 5Z1, représentée par monsieur Michel Lagacé, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration datée du 16 septembre 2011 dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »,

**ET**

**LA TABLE DE CONCERTATION DES GROUPES DE FEMMES DU BAS-SAINT-LAURENT**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social à la case postale 308, Matane (Québec) G4W 3N2, représentée par la coordonnatrice, madame Brigitte Michaud, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration datée du 18 novembre 2011 dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **TCGFBSL** »

ci-après désignés « **les PARTIES** »,

## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la négociation et la conclusion d'ententes spécifiques entre la **CRÉ** et les ministères sectoriels permettent la mise en œuvre de priorités de développement régional;

**ATTENDU QUE** le **MAMROT**, en tant que responsable de l'organisation municipale et du développement régional, a la charge de conseiller le gouvernement et d'assurer la coordination interministérielle dans ces domaines;

**ATTENDU QUE** le **MAMROT** a pour rôle de favoriser l'élaboration et la conclusion d'ententes, notamment entre les conférences régionales des élus et les ministères et organismes du gouvernement;

**ATTENDU QUE** la **CRÉ** est, pour le territoire qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement et qu'elle peut conclure avec les ministères et organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et responsabilités, notamment en matière de développement régional, social et culturel;

**ATTENDU QUE** la **TCGFBSL** promeut la place des femmes dans le développement des régions ainsi que l'amélioration de leurs conditions de vie;

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Québec a adopté le 17 décembre 2006 la politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*, dont le deuxième plan d'action 2011-2015 a été lancé le 17 juin 2011;

**ATTENDU QUE** l'une des mesures prévues dans ce plan d'action vise à « favoriser la réalisation de projets régionaux en matière d'égalité entre les femmes et les hommes par la conclusion d'ententes avec des partenaires locaux et régionaux, notamment les conférences régionales des élus ».

## **1. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des **PARTIES** à l'égard de la réalisation de projets et d'initiatives visant à promouvoir la mise en œuvre régionale du plan d'action gouvernemental en matière d'égalité entre les femmes et les hommes sur le territoire du Bas-Saint-Laurent. Les **PARTIES** conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

## **2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

Les objectifs poursuivis par cette entente sont de :

- promouvoir des modèles et des comportements égalitaires, notamment en poursuivant le travail amorcé pour contrer l'hypersexualisation;
- viser l'égalité économique entre les femmes et les hommes, notamment en favorisant l'augmentation de la présence des femmes dans les métiers traditionnellement masculins;
- favoriser une meilleure conciliation des responsabilités familiales et professionnelles ou scolaires, en lien notamment avec les résultats des consultations régionales menées sous l'égide de la **CRÉ**;
- favoriser des approches en santé adaptées aux spécificités des femmes, notamment des femmes aînées;



- o contrer la violence faite aux femmes, notamment en explorant la problématique de l'exploitation sexuelle;
- o augmenter la participation des femmes et des jeunes femmes aux instances décisionnelles, en particulier lors des élections municipales prévues en 2013;
- o encourager l'adoption et la mise en œuvre de politiques d'égalité dans les instances locales et régionales;
- o favoriser l'application de l'analyse différenciée selon les sexes dans des projets concrets.

### 3. ENGAGEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIES

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, les **PARTIES** s'engagent à :

- participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- prendre part aux activités du comité de gestion et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;
- déléguer une représentante ou un représentant au comité de gestion de l'entente et à tout autre comité *ad hoc* le cas échéant.

### 4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

#### Engagement du MCCCCF

##### 4.1 Le MCCCCF s'engage à :

Dans le cadre du programme de soutien financier à des initiatives de partenariat *Égalité entre les femmes et les hommes* et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 159 000 \$ répartie sur quatre années financières gouvernementales, somme qui sera versée à la **CRÉ** de la façon suivante :

- un montant de 32 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- un montant de 35 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 46 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- un montant de 46 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Pour la première année, les sommes accordées par le **MCCCCF** seront versées à la **CRÉ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les trois années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption des rapports bilan requis de chacune des années financières.

#### Engagements de la CRÉ

##### 4.2 La CRÉ s'engage à :

- contribuer à la mise en œuvre de l'entente en réservant un montant total de 159 000 \$ pour une période de quatre ans provenant du *Fonds de développement régional* (FDR) conditionnellement à la disponibilité des crédits et conformément aux règles et aux normes applicables à ce fonds;

- pour la première année, la somme de 32 000 \$ sera réservée à la signature de l'entente. Pour les années subséquentes, le montant sera réservé en fonction de l'ajout d'autres **PARTIES** à l'entente, du moment que l'appariement avec la somme investie par le **MCCCF** soit respecté;
- prendre connaissance des recommandations du comité de gestion et décider, en conformité avec ses règles de gestion, quels sont les projets qui pourront bénéficier de l'aide financière provenant du FDR;
- administrer les sommes qui lui sont versées par les autres **PARTIES** en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de gestion et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables;
- effectuer les déboursés directement auprès des organismes bénéficiaires selon le plan de financement établi;
- assumer la coordination du comité de gestion et du comité de concertation;
- tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports au comité de gestion;
- déposer chaque année aux membres du comité de gestion, un bilan des activités réalisées de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- à partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de gestion, produire, au terme de l'application de l'entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente;
- s'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;
- percevoir des organismes bénéficiaires tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente.

#### **Engagements du MAMROT**

##### **4.3 Le MAMROT s'engage à :**

- favoriser la collaboration et la concertation des **PARTIES** pour la mise en œuvre de l'entente;
- assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- être dépositaire de l'entente spécifique.

## Engagements de l'ASSS

### 4.4 L'ASSS s'engage à :

- alimenter les membres des comités de gestion et de concertation sur les enjeux et actions spécifiques en santé et services sociaux pour la santé des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes.

## Engagements de la TCGFBSL

### 4.5 La TCGFBSL s'engage à :

- alimenter les membres des comités de gestion et de concertation sur les enjeux en condition féminine et les actions spécifiques déployées par la TCGFBSL et ses groupes membres pour l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes.

## 5. MODALITÉ PARTICULIÈRE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6.001).

## 6. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

Les **PARTIES** conviennent du plan de financement suivant :

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total
<b>MCCCF</b>	32 000 \$	35 000 \$	46 000 \$	46 000 \$	159 000 \$
<b>CRÉ</b>	32 000 \$	35 000 \$	46 000 \$	46 000 \$	159 000 \$
<b>Total</b>	<b>64 000 \$</b>	<b>70 000 \$</b>	<b>92 000 \$</b>	<b>92 000 \$</b>	<b>318 000 \$</b>

## 7. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire d'application de cette entente est la région administrative du Bas-Saint-Laurent.

## 8. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2015 ou à la date où son objet et les obligations qui y sont prévus auront été réalisés.

À l'expiration de la présente entente, la **CRÉ** doit rembourser au **MCCCF** tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

## 9. SUIVI ET ÉVALUATION

Pour soutenir la **CRÉ** dans la gestion de l'entente et afin d'assurer une concertation dans la mise en œuvre des objectifs, les **PARTIES** conviennent de créer un comité de gestion de l'entente. Ce comité, qui sera composé de représentantes et représentants de chaque partie, pourra, au besoin, faire appel à d'autres organismes ou ressources jugés utiles à la réalisation des objectifs de cette entente. Il pourra aussi s'adjoindre tout autre comité *ad hoc* qu'il jugera nécessaire à la mise en œuvre et au suivi de l'entente.

#### 9.1 Les responsabilités du comité seront les suivantes :

- administrer l'entente et faire des recommandations à la **CRÉ** pour l'affectation des sommes provenant du FDR et prendre les décisions nécessaires concernant les sommes d'argent provenant des autres **PARTIES** dont celle de procéder à des réajustements du budget de l'entente;
- approuver, dans les 90 jours suivant la première signature de l'entente, le plan d'action et le cadre d'évaluation de l'atteinte des objectifs de l'entente;
- contribuer à procéder annuellement à l'évaluation des résultats obtenus en fonction des objectifs initiaux prévus à l'entente;
- à la fin de l'entente, faire un bilan global quant à l'atteinte des objectifs.

Les **PARTIES** conviennent de tenir, au moins deux fois par année, une rencontre afin de mesurer l'état d'avancement des actions et des projets prévus au plan d'action ainsi que pour effectuer le suivi budgétaire et l'évaluation de l'entente.

Le comité de gestion sera constitué dans les jours suivant la ratification des présentes.

Les règles de fonctionnement du comité de gestion feront l'objet d'un accord entre les **PARTIES**.

### 10. COMITÉ DE CONCERTATION

La **CRÉ** mettra en place un comité de concertation composé d'une représentante ou d'un représentant de chacune des **PARTIES**, lequel se réunira au moins deux fois par année. Selon les besoins, d'autres personnes pourront être invitées à se joindre aux membres du comité.

Les responsabilités du comité seront les suivantes :

- mobiliser les partenaires autour des objectifs de l'entente;
- élaborer un plan de travail annuel permettant la mise en œuvre du plan d'action;
- formuler des suggestions, commentaires ou avis au comité de gestion de l'entente;
- favoriser une harmonisation des interventions.

### 11. CONFLITS D'INTÉRÊTS

La **CRÉ** doit éviter toute situation mettant en conflit l'intérêt de ses administrateurs et employés ou créant l'apparence d'un tel conflit pour la mise en application de l'entente, notamment lors du choix des projets subventionnés par des fonds provenant de cette entente.

Les membres du comité de gestion de l'entente doivent éviter toute situation mettant en conflit leur intérêt personnel ou créant l'apparence d'un tel conflit dans l'exercice de leurs fonctions.

## 12. RÉSILIATION

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les **PARTIES**, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

## 13. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (*Loi sur le ministère des Finances*, L.R.Q., c. M-24.01).

## 14. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## 15. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Sous réserve de la clause 12 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courriel, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

### **MCCCF**

Monsieur Louis Landry, directeur régional par intérim  
337, rue Moreault, RC-12  
Rimouski (Québec) G5L 1P4

### **MAMROT**

Monsieur Gilles Julien, directeur régional  
337, rue Moreault, 2<sup>e</sup> étage  
Rimouski (Québec) G5L 1P4

**ASSS**

Madame Isabelle Malo, présidente-directrice générale  
288, rue Pierre-Saindon, 1er étage  
Rimouski (Québec) G5L 9A8

**CRÉ**

Monsieur Gérald Beaudry, directeur général  
186, rue Lavoie  
Rimouski (Québec) G5L 5Z1

**TCGFBSL**

Madame Brigitte Michaud, coordonnatrice  
Case postale 308  
Matane (Québec) G4W 3N2

Tout changement d'adresse ou de représentante ou représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.

**16. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable des **PARTIES**, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

**17. ANNEXES**

La présente entente, y compris les annexes et tout autre document dont il y est fait mention, ainsi que toute modification écrite de ces documents, constituent l'entente complète entre les **PARTIES** et lient celles-ci. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaut.

Les **PARTIES** reconnaissent avoir pris connaissance de ces annexes et documents et les acceptent.

La présente entente constitue la seule entente entre les **PARTIES** et toute entente verbale non reproduite aux présentes est réputée nulle et sans effet.

**18. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

18.1 Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentantes ou représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉ**, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des **PARTIES**;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les **PARTIES** s'engagent à assurer leur visibilité, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux bénéficiaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les **PARTIES** acceptent que leurs représentantes ou représentants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **PARTIES** doivent être informées, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

#### **19. SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** ont signé :

**MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION  
FÉMININE**

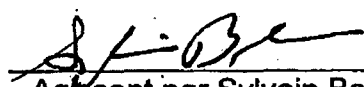


Agissant par Sylvie Barcelo  
Sous-ministre

19 janvier 2012  
Date



**MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE  
L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**

  
Agissant par Sylvain Boucher  
Sous-ministre

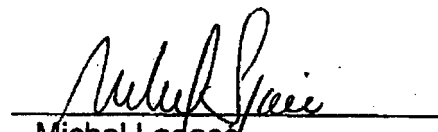
11 janv. 2012  
Date

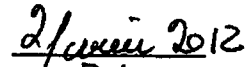
**AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU BAS-SAINT-  
LAURENT**

Isabelle Malo  
Isabelle Malo  
Présidente-directrice générale

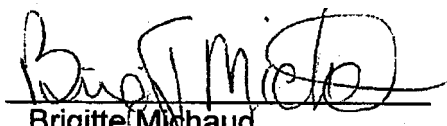
2012/01/30  
Date

**CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUÉS DU BAS-SAINT-LAURENT**

  
Michel Lagace  
Président

  
Date

**TABLE DE CONCERTATION DES GROUPES DE FEMMES DU BAS-SAINT-LAURENT**

  
Brigitte Michaud  
Coordonnatrice

30-01-2012  
Date

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

### SUR L'IMPLANTATION ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA CHAIRE UQAC-CÉGEP DE JONQUIÈRE SUR LES CONDITIONS DE VIE, LA SANTÉ ET LES ASPIRATIONS DES JEUNES

#### ENTRE

**LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT,**  
madame Line Beauchamp, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « MELS »

ET

**LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE  
L'OCCUPATION DU TERRITOIRE,** monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du  
gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « MAMROT »

ET

**L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU SAGUENAY-  
LAC-SAINT-JEAN,** personne morale de droit public régie par la Loi sur les services de santé et  
les services sociaux (L.R.Q., c.5-4.2), ayant son siège social au 930, rue Jacques-Cartier Est,  
Chicoutimi (Québec) G7H 7K9, représentée par la présidente-directrice générale,  
madame Martine Couture, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil  
d'administration adoptée le 7 juillet 2010 et portant le numéro CA-35-2010-0547, dont copie est  
jointe à la présente,

ci-après désignée l' « Agence »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN,**  
personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de  
l'Occupation du territoire (L.R.Q., c. M-22-1.), ayant son siège social au 2155, rue de la Peltrie,  
Jonquièrre (Québec) G8A 2A1, représentée par le président, monsieur Georges Bouchard, dûment  
autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 6 mai 2010 et portant le  
numéro CRÉ-CA-06-05-10/7.3, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « CRÉ »

ET

**L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI,** personne morale légalement constituée, en  
vertu de l'article 27 de la Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q. c. U-1), ayant son siège social  
au 555, boulevard de l'Université, Chicoutimi (Québec) G7H 2B1, représentée par le recteur,  
monsieur Michel Belley, dûment autorisé en vertu d'une résolution adoptée le 15 juin 2010 et  
portant le numéro CAD-9418, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée l' « UQAC »

ET

**LE CÉGEP DE JONQUIÈRE**, personne morale légalement constituée en vertu de la *Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., c. C-29.1)*, ayant son siège social au 2505, rue Saint-Hubert, Jonquière (Québec) G7X 7W2, représenté par le directeur général, monsieur Michel Gravel, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 12 mai 2010 et portant le numéro 10.05.05, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « Cégep de Jonquière »

ET

**LE REGROUPEMENT ACTION JEUNESSE 02**, personne morale légalement constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec (L.R.Q., c.C-38), sis au 2155, rue de la Peltrie, Jonquière (Québec) G8A 2A1, représenté par la présidente, madame Cynthia Ruest, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 19 avril 2010, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « RAJ-02 »

ET

**LA FONDATION ASSELIN DU CÉGEP DE JONQUIÈRE INC.**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, ayant son siège social au 2505, rue Saint-Hubert, Jonquière (Québec) G7X 7W2, représentée par le président, monsieur Conrad Masson, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 25 mai 2010, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « Fondation Asselin CJ »

ET

**LA VILLE DE SAGUENAY**, personne morale de droit public sise au 201, rue Racine Est, C. P. 129 Chicoutimi (Québec) G7H 5B8, représentée par le maire, monsieur Jean Tremblay, dûment autorisé en vertu d'une résolution du comité exécutif adoptée le 10 juin 2010 et portant le numéro VS-CE-2010-1022, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « Ville de Saguenay »

ci-après désignés les « PARTIES »

ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN**, monsieur Serge Simard, pour et au nom du gouvernement du Québec.

## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean bénéficie de structures de recherche et d'intervention ayant permis de développer une expertise reconnue en recherche et en intervention touchant la jeunesse et la scolarisation de la population;

**ATTENDU QUE** l'UQAC a ainsi développé, depuis plusieurs années, une expertise en matière de recherche sur la thématique des jeunes;

**ATTENDU QUE** depuis 1982 le Cégep de Jonquière, par l'intermédiaire d'ÉCOBES Recherche et transfert, a également contribué, par ses travaux en recherche appliquée, à la progression des connaissances et des méthodes scientifiques, notamment dans le domaine de la prévention de l'abandon scolaire;

**ATTENDU QU'**afin de mettre à profit leur expertise respective sur la thématique des jeunes, l'UQAC et le Cégep de Jonquière ont créé une chaire de recherche conjointe sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ);

**ATTENDU QUE** dans le cadre d'une entente conclue avec l'UQAC, la ministre de l'Éducation du Loisir et du Sport s'est engagée à verser, pour les années financières 2008-2009 à 2010-2011, une subvention de 572 000 \$ pour la mise sur pied et le développement de cette Chaire de recherche;

**ATTENDU QU'**aux fins de la gestion de cette Chaire, l'UQAC et le Cégep de Jonquière ont conclu une entente de partenariat visant à déterminer les modalités de leur participation au développement de cette Chaire, entente dans laquelle ils se sont engagés à contribuer au financement de la Chaire pour un montant total de 1 264 382 \$ pour les années financières 2008-2009 à 2013-2014;

**ATTENDU QUE** le Consortium régional de recherche en éducation (CRRE) se consacre depuis 1998 au développement d'une culture de recherche collaborative dans l'ensemble des milieux éducatifs, afin d'améliorer les pratiques aux divers ordres d'enseignement;

**ATTENDU QUE** les volets de recherches menés par le Consortium régional de recherche en éducation sont complémentaires à ceux de la Chaire de recherche (VISAJ);

**ATTENDU QUE** pour les intervenants de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, il importe de privilégier une stratégie globale d'intervention qui réunit tous les partenaires régionaux en vue de créer des conditions favorables à l'établissement des jeunes en région;

**ATTENDU QUE**, en tant d'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional, la CRÉ du Saguenay–Lac-Saint-Jean a adopté un *Plan quinquennal de développement 2007-2012*, qui prévoit les actions prioritaires pour les secteurs suivants :

- **Jeunesse :** *Ouvrer à l'avènement d'un bilan migratoire positif des jeunes au Saguenay–Lac-Saint-Jean;*
- **Emploi, économie et main-d'œuvre :** *Développer l'entrepreneuriat;*
- **Enseignement, formation et recherche :** *Encourager la persévérance scolaire et la réussite;*
- **Santé :** *Contribuer à la mise en œuvre du plan d'action du CREPAS;*

**ATTENDU QUE** les partenaires signataires de la présente entente souhaitent ainsi soutenir la poursuite et le développement des activités de la *Chaire de recherche conjointe sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes* afin de :

- consolider les avancées du Saguenay–Lac-Saint-Jean en recherche et en intervention en la matière, en ce qui concerne la jeunesse et la scolarisation;
- développer de nouveaux créneaux de recherche;
- maximiser les retombées sur l'enseignement et les programmes d'études;
- former une relève compétente en recherche visant les jeunes;
- valoriser la recherche en sciences sociales;
- favoriser le transfert de connaissances;

**ATTENDU QUE** cette Chaire de recherche permettra de favoriser la mise en place d'une plateforme régionale de valorisation de la scolarisation qui assurera la convergence et la cohérence des efforts en région, en complémentarité aux missions et mandats respectifs des structures et des institutions régionales.

**EN CONSÉQUENCE, les PARTIES conviennent de ce qui suit :**

## **1. DÉFINITIONS**

### **JEUNE**

Personne âgée de moins de vingt ans.

### **CRÉPAS**

Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Il regroupe différents partenaires du réseau de l'éducation, du milieu socioéconomique et du gouvernement du Québec et a pour mission de prévenir l'abandon des études chez les jeunes du Saguenay-Lac-Saint-Jean au secondaire, au cégep et à l'université, par des actions concertées au plan local et régional.

### **CRRE**

Consortium régional de recherche en éducation.

Rattaché à l'UQAC, il regroupe des partenaires publics et privés qui partagent des objectifs de recherche communs. Il se consacre au développement d'une culture de recherche dans l'ensemble des milieux éducatifs dans le but de favoriser l'amélioration des pratiques aux divers ordres d'enseignement.

### **ÉCOBES Recherche et transfert**

Étude des **CO**nditions de vie et des **BES**oins de la population.

Dédié à la recherche en sciences sociales appliquées, rattaché au Cégep de Jonquière et reconnu comme un Centre collégial de transfert de technologie en pratiques sociales novatrices. ÉCOBES oeuvre dans le domaine du développement socio-organisationnel en santé et en éducation.

### **VISAJ**

Chaire UQAC-Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ).

Chaire de recherche sous la responsabilité conjointe de l'UQAC et du Cégep de Jonquière.



## 2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet d'associer les partenaires régionaux, nationaux et gouvernementaux afin d'assurer le déploiement de la *Chaire de recherche conjointe sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ)* par la mise en commun de ressources financières et techniques dans le respect des mesures, programmes et normes applicables aux PARTIES concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des PARTIES.

## 3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Plus spécifiquement, le déploiement de la Chaire UQAC-Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ), dont le plan d'action est présenté à l'annexe 1, s'articule autour de quatre objectifs principaux :

- Objectif 1 :** Stimuler la recherche sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes.
- Objectif 2 :** Participer activement au développement d'un réseau de recherche sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes.
- Objectif 3 :** Contribuer à la reconnaissance du Saguenay-Lac-Saint-Jean comme pôle d'excellence en matière de recherche et d'intervention sur la jeunesse.
- Objectif 4 :** Diffuser les résultats des recherches menées par VISAJ.

## 4. RÉSULTATS ATTENDUS

Au terme de l'entente, l'évaluation de l'atteinte des objectifs portera notamment sur les aspects suivants :

- Objectif 1 :** Stimuler la recherche sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes :
  - consolider des créneaux de recherche et favoriser l'émergence de nouveaux projets dans ce domaine;
  - offrir un soutien professionnel et financier aux projets en cours et à venir;
  - soutenir la qualification d'une relève compétente par l'accompagnement d'étudiants à la maîtrise et au doctorat;
  - susciter l'intérêt des étudiants du secondaire et du collégial pour la recherche en sciences sociales.
- Objectif 2 :** Participer activement au développement d'un réseau de recherche sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes :
  - encourager le développement de partenariats entre les réseaux collégial et universitaire;
  - initier des projets de collaboration avec d'autres unités de recherche fondamentale ou appliquée sur les plans régional, national et international;
  - décloisonner les connaissances sur les jeunes en favorisant l'interdisciplinarité;
  - soutenir des projets de collaboration avec les instances québécoises régionales de concertation sur la persévérance scolaire et la réussite éducative.

**Objectif 3 :** Contribuer à la reconnaissance du Saguenay–Lac-Saint-Jean comme pôle d'excellence en matière de recherche et d'intervention sur la jeunesse :

- consolider le travail des organismes de recherche déjà en place dans la région et oeuvrant dans ce domaine : ÉCOBES Recherche et transfert, le Consortium régional de recherche en éducation (CRRE), le Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), etc.;
- soutenir, par la production de nouvelles connaissances, le travail d'intervention des organismes régionaux oeuvrant dans ce domaine : le Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire (CREPAS), l'Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean, les cégeps, les commissions scolaires, les centres jeunesse, le Regroupement Action Jeunesse 02, le Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean, etc.;
- encourager l'établissement de jeunes chercheurs au Saguenay–Lac-Saint-Jean.

**Objectif 4 :** Diffuser les résultats des recherches menées par VISAJ :

- favoriser le transfert des connaissances vers les milieux qui interviennent auprès des jeunes afin d'inspirer leur action (réseaux scolaires, services sociaux et de santé, professionnels de l'orientation, milieux de stages, parents, etc.);
- rendre les nouvelles connaissances sur les jeunes accessibles aux enseignants en sciences sociales et en éducation de l'enseignement postsecondaire afin d'assurer la mise à jour des savoirs dans ce domaine.

## **5. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Aux fins de la présente entente, les PARTIES s'engagent conjointement à :

- Mettre en place un comité de suivi et d'évaluation qui aura notamment pour mandat de convenir d'un cadre d'évaluation au regard de l'atteinte des objectifs mentionnés à l'article 3. Ce cadre d'évaluation permettra de connaître annuellement l'impact des actions posées par rapport à la situation prévalant à la date de signature de l'entente;
- Faciliter dans la mesure de leurs compétences et des moyens dont elles disposent l'atteinte des buts et des objectifs de l'entente.

## **6. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

### **6.1 Engagements de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport**

Aux fins de la présente entente et en outre de la subvention de 572 000 \$ qu'il s'est déjà engagé à verser pour la mise sur pied et le développement de la Chaire pour les années financières 2008-2009 à 2010-2011, le MELS s'engage à :

- 6.1.1 Désigner, pour la durée de sa participation financière à la présente entente un représentant pour participer aux travaux du Comité de suivi et d'évaluation;
- 6.1.2 Statuer sur sa participation et sa contribution financière pour l'année 2011-2012 et faire connaître sa décision par écrit à la présidence du comité de suivi et d'évaluation en juin 2011. Dans la mesure où le MELS confirme une contribution financière pour l'année 2011-2012, celle-ci est considérée comme partie intégrante de l'entente à la suite de l'acceptation de cette décision par le comité de suivi et d'évaluation;

- 6.1.3 Verser, sous réserve de l'article 6.1.2, sa contribution financière annuelle pour l'année financière 2011-2012 à l'UQAC selon les modalités à être définies et suivant la réception d'une recommandation positive du comité de suivi et d'évaluation à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;
  - 6.1.4 Statuer sur sa participation et sa contribution financière pour l'année 2012-2013 et faire connaître sa décision par écrit à la présidence du comité de suivi et d'évaluation en juin 2012. Dans la mesure où le MELS confirme une contribution financière pour l'année 2012-2013, celle-ci est considérée comme partie intégrante de l'entente à la suite de l'acceptation de cette décision par le comité de suivi et d'évaluation;
  - 6.1.5 Verser, sous réserve de l'article 6.1.4, sa contribution financière annuelle pour l'année financière 2012-2013 à l'UQAC, selon les modalités à être définies et suivant la réception d'une recommandation positive du comité de suivi et d'évaluation à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;
  - 6.1.6 Statuer sur sa participation et sa contribution financière pour l'année 2013-2014 et faire connaître sa décision par écrit à la présidence du comité de suivi et d'évaluation en juin 2013. Dans la mesure où le MELS confirme une contribution financière pour l'année 2013-2014, celle-ci est considérée comme partie intégrante de l'entente à la suite de l'acceptation de cette décision par le comité de suivi et d'évaluation;
  - 6.1.7 Verser, sous réserve de l'article 6.1.6, sa contribution financière annuelle pour l'année financière 2013-2014 à l'UQAC, selon les modalités à être définies et suivant la réception d'une recommandation positive du comité de suivi et d'évaluation à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;
  - 6.1.8 Soutenir les travaux de l'axe de recherche 2 de VISAJ (la reproduction des inégalités sociales en matière de santé et d'éducation) en fournissant à VISAJ les données appropriées concernant les indicateurs de cheminement scolaire au secondaire, au collégial et à l'université.
- 6.2 Engagements du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire**
- Aux fins de la présente entente, le MAMROT s'engage à :
- 6.2.1 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation;
  - 6.2.2 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
  - 6.2.3 Informer la Conférence administrative régionale du suivi de l'entente.
- 6.3 Engagements de l'Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay--Lac-Saint-Jean**
- Aux fins de la présente entente, l'Agence s'engage à :
- 6.3.1 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation;
  - 6.3.2 Contribuer par ses connaissances et son expertise à la réalisation du projet;

- 6.3.3 Signer avec l'UQAC et le Cégep de Jonquière un protocole d'entente particulier qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion, par VISAJ, des informations, des données, des relevés, des cartes et de tout autre document pertinent au projet et appartenant à l'Agence.

#### **6.4 Engagements de la Conférence régionale des élus du Saguenay–Lac-Saint-Jean**

Aux fins de la présente entente, la CRÉ s'engage à :

- 6.4.1 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation et en assurer la présidence;
- 6.4.2 Soutenir financièrement à même le Fonds de développement régional, la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme totale de 300 000 \$, répartie sur cinq ans, somme qui sera versée à l'UQAC à raison d'un versement annuel de 60 000 \$, à partir de l'année financière 2009-2010, sous réserve de la disponibilité des crédits. Cet engagement constituera la seule contribution financière de la CRÉ aux activités de VISAJ réalisées dans le cadre de la présente entente et inclut deux participations à deux activités par année offrant une visibilité publique à la CRÉ (gala, salon, colloque, etc.), excluant les activités de financement et de formation;
- 6.4.3 Verser, pour l'année financière 2009-2010, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente;
- 6.4.4 Verser, pour les quatre années subséquentes, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la réception d'une recommandation favorable du comité de suivi et d'évaluation à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis.

#### **6.5 Engagements de l'Université du Québec à Chicoutimi**

Aux fins de la présente entente, l'UQAC s'engage à :

- 6.5.1 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation;
- 6.5.2 Déposer annuellement au comité de suivi et d'évaluation un bilan des activités réalisées et des résultats, de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- 6.5.3 Produire, au terme de l'application de l'entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente, incluant un rapport financier couvrant la durée de l'entente, à partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de suivi et d'évaluation;
- 6.5.4 Soutenir professionnellement le comité de suivi et d'évaluation et en assumer le soutien logistique et technique;
- 6.5.5 En outre de ses engagements à contribuer au développement de la Chaire pour l'équivalent d'un montant de 128 436 \$ en 2008-2009 et de 131 568 \$ en 2009-2010, soutenir financièrement le développement de la Chaire, conformément aux engagements déjà prévus à l'Entente de partenariat conclue avec le Cégep de Jonquière, en y affectant une somme de 554 378 \$ en argent, biens et services, pour les années financières 2010-2011 à 2013-2014 pour accueillir VISAJ en lui offrant les infrastructures nécessaires à ses opérations selon les modalités suivantes :

- un montant de 134 778 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
- un montant de 138 068 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- un montant de 140 766 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 140 766 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;

- 6.5.6 En outre de ses engagements à obtenir de la Fondation Lucie et André Chagnon, des contributions de 75 000 \$ en 2008-2009 et de 50 000 \$ en 2009-2010 pour le développement de la Chaire, réaliser les obligations, activités ou projets déjà prévus au protocole intervenu entre l'UQAC, le Cégep de Jonquière et la Fondation Lucie et André Chagnon présenté à l'annexe 3 permettant d'obtenir, de la Fondation Lucie et André Chagnon, des contributions de 100 000 \$ par année pour les années 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013.
- 6.5.7 Favoriser par ses actions, conjointement avec le Cégep de Jonquière, la collaboration entre les partenaires locaux et régionaux ainsi que l'harmonisation des activités de recherche en région;
- 6.5.8 Soutenir, conjointement avec le Cégep de Jonquière, le mandat de VISAJ à titre de structure animée et représentative de tous les intervenants du secteur qui maximisera la coordination de la concertation et de la participation active de ces derniers;
- 6.5.9 Procéder, dans le cadre de cette entente et à même les engagements prévus à l'article 6.5.5, à l'embauche du professeur-chercheur sélectionné et lui fournir le support prévu pour ce type de personnel et l'intégrer à titre de professeur régulier, sous réserve et en conformité avec la convention collective intervenue entre l'UQAC et le Syndicat des professeures et professeurs de l'UQAC;
- 6.5.10 Tenir une comptabilité distincte des dépenses effectuées dans le cadre de cette entente;
- 6.5.11 Déposer, à la fin de l'entente, un rapport final sur l'utilisation des sommes convenues à la présente et un rapport financier;
- 6.5.12 Maintenir en vigueur l'entente de partenariat existante avec le Cégep de Jonquière définissant les mécanismes de coordination, de gestion et du suivi financier dont se dotent l'UQAC et le Cégep de Jonquière pour toute la durée de la présente entente. Cette entente est présentée à l'annexe 4;
- 6.5.13 Soutenir le Cégep de Jonquière dans ses démarches pour offrir à VISAJ les locaux et équipements dont elle a besoin;
- 6.5.14 Signer avec l'Agence et le Cégep de Jonquière un protocole d'entente particulier qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion, par VISAJ, des informations, des données, des relevés, des cartes et de tout autre document pertinent au projet et appartenant à l'Agence.

## **6.6 Engagements du Cégep de Jonquière**

Aux fins de la présente entente, le Cégep de Jonquière s'engage à :

- 6.6.1 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation;
- 6.6.2 En outre de ses engagements à contribuer au développement de la Chaire pour l'équivalent d'un montant de 75 000 \$ par année pour les années 2008-2009 et 2009-2010, soutenir financièrement le développement de la Chaire, conformément aux engagements déjà prévus à l'Entente de partenariat conclue

avec l'UQAC, en y affectant une somme de 300 000\$ en argent, biens et services, pour les années financières 2010-2011 à 2013-2014 pour accueillir VISAJ en lui offrant les infrastructures nécessaires à ses opérations selon les modalités suivantes :

- un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
  - un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
  - un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
  - un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- 6.6.3 Reconnaître les fonctions du professeur-chercheur titulaire de VISAJ et lui fournir le support nécessaire à l'exercice de son mandat;
- 6.6.4 Favoriser par ses actions, conjointement avec l'UQAC, la collaboration entre les partenaires locaux et régionaux ainsi que l'harmonisation des activités de recherche en région;
- 6.6.5 Soutenir, conjointement avec l'UQAC, le mandat de VISAJ à titre de structure animée et représentative de tous les intervenants du secteur qui maximisera la coordination de la concertation et de la participation active de ces derniers;
- 6.6.6 Maintenir en vigueur l'entente de partenariat existante avec l'UQAC définissant les mécanismes de coordination, de gestion et du suivi financier dont se dotent l'UQAC et le Cégep de Jonquière pour toute la durée de la présente entente. Cette entente est présentée à l'annexe 4;
- 6.6.7 Poursuivre, avec le support de l'UQAC, des démarches pour offrir à VISAJ les locaux et équipements dont elle a besoin;
- 6.6.8 Signer avec l'Agence et l'UQAC un protocole d'entente particulier qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion, par VISAJ, des informations, des données, des relevés, des cartes et de tout autre document pertinent au projet et appartenant à l'Agence.

## **6.7 Engagements du Regroupement Action Jeunesse 02**

Aux fins de la présente entente, le RAJ-02 s'engage à :

- 6.7.1 Désigner, pour la durée de sa participation financière à la présente entente, un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation;
- 6.7.2 Soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme totale de 60 000 \$ répartie sur les années financières 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012, somme qui sera versée à l'UQAC à raison d'un versement annuel de 20 000 \$;
- 6.7.3 Verser, pour la première année, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente;
- 6.7.4 Verser, pour les deux années subséquentes, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la réception d'une recommandation favorable du comité de suivi et d'évaluation à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;
- 6.7.5 Confirmer, le cas échéant, en janvier 2012 sa participation et sa contribution financière annuelle pour l'année financière 2012-2013, par écrit à la présidence du comité de suivi et d'évaluation. Suite à l'acceptation de cette confirmation par le comité de suivi et d'évaluation, celle-ci sera considérée comme partie intégrante de l'entente;

- 6.7.6 Verser, sous réserve de l'article 6.7.5, sa contribution financière annuelle pour l'année financière 2012-2013 à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception d'une recommandation positive du comité de suivi et d'évaluation à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis;
- 6.7.7 Confirmer, le cas échéant, en janvier 2013 sa participation et sa contribution financière annuelle pour l'année financière 2013-2014, par écrit à la présidence du comité de suivi et d'évaluation. Suite à l'acceptation de cette confirmation par le comité de suivi et d'évaluation, celle-ci sera considérée comme partie intégrante de l'entente;
- 6.7.8 Verser, sous réserve de l'article 6.7.7, sa contribution financière annuelle pour l'année financière 2013-2014 à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception d'une recommandation positive du comité de suivi et d'évaluation à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis.

## **6.8 Engagements de la Fondation Asselin CJ**

Aux fins de la présente entente, la Fondation Asselin CJ s'engage à :

- 6.8.1 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation;
- 6.8.2 Soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme totale de 100 000 \$, répartie sur les années financières 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019, somme qui sera versée à l'UQAC à raison d'un montant annuel de 10 000 \$;
- 6.8.3 Verser, pour la première année, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente;
- 6.8.4 Verser, pour les quatre années subséquentes, sa contribution annuelle à l'UQAC, en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la réception d'une recommandation favorable du comité de suivi et d'évaluation à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis.

## **6.9 Engagements de la Ville de Saguenay**

Aux fins de la présente entente, la Ville de Saguenay s'engage à :

- 6.9.1 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation;
- 6.9.2 Soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme totale de 100 000 \$, répartie sur les années financières 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, somme qui sera versée à l'UQAC à raison d'un montant annuel de 20 000 \$;
- 6.9.3 Verser, pour la première année, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente;
- 6.9.4 Verser, pour les quatre années subséquentes, sa contribution annuelle à l'UQAC en un seul versement, et ce, dans les soixante jours suivant la réception d'une recommandation favorable du comité de suivi et d'évaluation à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports et bilans requis.

7. MODALITÉ PARTICULIÈRE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

8. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

PARTENAIRES	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	TOTAL
MELS	165 000 \$	195 000 \$	212 000 \$	À déterminer <sup>1</sup>	À déterminer <sup>1</sup>	À déterminer <sup>1</sup>	572 000 \$
CRÉ / MAMROT	0	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	300 000 \$
UQAC	128 436 \$	131 568 \$	134 778 \$	138 068 \$	140 766 \$	140 766 \$	814 382 \$
Cégep de Jonquière	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	450 000 \$
RAJ-02	0	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	À déterminer <sup>2</sup>	À déterminer <sup>2</sup>	60 000 \$
Fondation Asselin CJ	0	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	50 000 \$ <sup>3</sup>
Ville de Saguenay	0	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	100 000 \$
Fondation Lucie et André Chagnon <sup>4</sup>	75 000 \$	50 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	À déterminer	425 000 \$
TOTAL :	443 436 \$	561 568 \$	631 778 \$	423 068 \$	405 766 \$	305 766 \$	2 771 382 \$ <sup>5</sup>

<sup>1</sup> À déterminer selon les articles 6.1.2 à 6.1.8  
<sup>2</sup> À déterminer selon les articles 6.7.5 à 6.7.8  
<sup>3</sup> La Fondation Asselin CJ contribuera au total un montant de 100 000\$, soit 50 000\$ pour les années indiquées au tableau et un autre 50 000 \$ pour les années indiquées à l'article 6.8.2 à raison de 10 000 \$ par an.  
<sup>4</sup> Il est de la responsabilité de l'UQAC et du Cégep de Jonquière d'obtenir une confirmation écrite (lettre ou contrat) des contributions financières de la Fondation Lucie et André Chagnon.  
<sup>5</sup> S'ajoutent à ce total les contributions qui pourraient être obtenues pour la réalisation du plan d'immobilisation de VISAI, qui fera l'objet, le cas échéant, d'une convention hors entente spécifique.

9. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire à l'intérieur duquel s'applique l'entente est la région administrative du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

10. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2014.

Malgré la fin de la présente entente, les articles 6.8.2 et 8 des présentes demeurent en vigueur jusqu'à leur pleine réalisation.

11. SUIVI ET ÉVALUATION

- 11.1 Aux fins de suivi et d'évaluation de l'entente, les PARTIES conviennent de constituer un comité de suivi et d'évaluation présidé par un représentant de la CRÉ et dont les aspects logistiques sont assumés par l'UQAC.
- 11.2 Ce comité de suivi et d'évaluation est formé d'un représentant de chacune des PARTIES de la présente entente. Le comité de suivi et d'évaluation peut s'adjoindre les personnes-ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Ces personnes-ressources n'ont pas le droit de vote.
- 11.3 Entre autres, le comité de suivi et d'évaluation adopte, dans les soixante jours suivant la signature de l'entente, les règles de fonctionnement dudit comité et le cadre d'évaluation comprenant les indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour procéder annuellement à l'examen des résultats obtenus, en fonction des objets et buts de l'entente.



- 11.4 Le comité de suivi et d'évaluation accepte annuellement le plan d'action, le bilan des résultats obtenus, les états financiers, les rapports annuels produits et fait les recommandations appropriées aux PARTIES.
- 11.5 À la fin de la présente entente, le comité de suivi et d'évaluation accepte le bilan global produit par l'UQAC et le Cégep de Jonquière, par l'entremise de VISAJ, lorsque celui-ci répond à ses attentes quant à l'atteinte des objectifs de l'entente.

## **12. RÉSILIATION**

Si l'une des PARTIES est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres PARTIES se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre, par courrier recommandé, un avis de résiliation écrit à toutes les PARTIES énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura trente jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, selon le cas, l'UQAC et le Cégep de Jonquière s'engagent à rembourser à la partie qui s'est prévaluée du droit à la résiliation, tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de trente jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

## **13. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## **14. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les PARTIES. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## **15. COMMUNICATIONS**

Aux fins de la présente entente, les PARTIES conviennent que toutes les communications (avis, instruction, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier, courrier recommandé, courrier remis en mains propres ou par huissier.

Pour le MELS :

Monsieur Francis Paradis  
Directeur  
Ministère de l'Éducation, du Loisir  
et du Sport  
2220, rue Saint-David  
Jonquière (Québec) G7X 0L3

Pour le MAMROT :	Monsieur Gilles Gauthier Directeur régional par intérim Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire 227, rue Racine Est, bureau RC.03 Chicoutimi (Québec) G7H 7B4
Pour l'Agence :	Madame Martine Couture Présidente-directrice générale Agence de la Santé et des services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean 930, rue Jacques-Cartier Est Chicoutimi (Québec) G7H 7K9
Pour la CRÉ :	Monsieur Marc Dubé Directeur général Conférence régionale des élus 2155, rue de la Peltrie Jonquière (Québec) G8A 2A1
Pour l'UQAC :	Madame Nicole Bouchard Doyenne des études de cycles supérieurs et de la recherche Université du Québec à Chicoutimi 555, boulevard de l'Université Chicoutimi (Québec) G7H 2B1
Pour le Cégep de Jonquière :	Monsieur Gilbert Grenon Directeur des services aux entreprises et aux organisations Cégep de Jonquière 2505, rue Saint-Hubert Jonquière (Québec) G7X 7W2
Pour le RAJ-02 :	Madame Claudia Madore Directrice générale Regroupement Action jeunesse 02 2155, rue de la Peltrie Jonquière (Québec) G8A 2A1
Pour la Fondation Asselin CJ :	Madame Thérèse Dufour Vice-présidente Fondation Asselin 2505, rue Saint-Hubert Jonquière (Québec) G7X 7W2
Pour la Ville de Saguenay :	Madame Annie Jean Greffière Ville de Saguenay 201, rue Racine Est C.P. 129 Chicoutimi (Québec) G7H 5B8

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des PARTIES doit faire l'objet d'un avis aux autres PARTIES.

## 16. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable des PARTIES qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## **17. ANNEXES**

- L'annexe 1 Plan d'action de la Chaire UQAC-Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ). Ce plan est présenté à titre indicatif et pourrait être ajusté, avec l'accord du comité de gestion, selon l'évolution du projet.
- L'annexe 2 Protocole d'entente MELS - UQAC - Cégep de Jonquière.
- L'annexe 3 Protocole d'entente Fondation Lucie et André Chagnon - UQAC - Cégep de Jonquière.
- L'annexe 4 Entente de partenariat UQAC - Cégep de Jonquière pour le développement de VISAJ.

## **18. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les PARTIES reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la CRÉ et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des PARTIES et intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les PARTIES s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

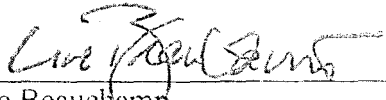
Les PARTIES s'engagent à assurer la visibilité des PARTIES et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les PARTIES acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les PARTIES et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

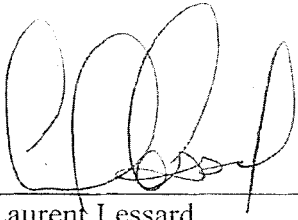
## **19. SIGNATURES**

Les PARTIES et les intervenants reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les PARTIES ont signé :

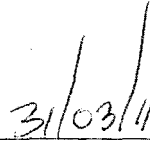
  
\_\_\_\_\_  
Line Beauchamp  
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

**16 JUIN 2011**  
\_\_\_\_\_  
Date



Laurent Lessard

Ministre des Affaires municipales, des Régions et  
de l'Occupation du territoire




Date



Martine Couture  
Présidente-directrice générale  
Agence de la Santé et des Services sociaux du  
Saguenay-Lac-Saint-Jean

2011-06-28

Date

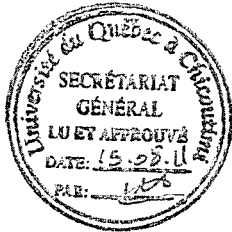
  
Georges Bouchard

Président  
Conférence régionale des élus du  
Saguenay-Lac-Saint-Jean

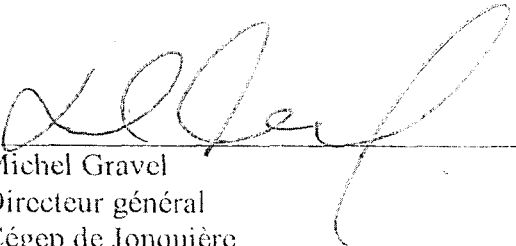
20 juin 2011  
Date

  
Michel Belley  
Recteur  
Université du Québec de Chicoutimi

2011-08-14  
Date

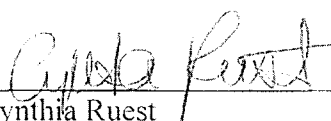





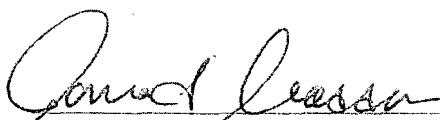


Michel Gravel  
Directeur général  
Cégep de Jonquière

29 juin 2011  
Date

  
Cynthia Ruest  
Présidente  
Regroupement Action Jeunesse 02

  
Date



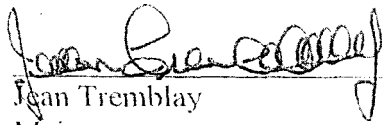
Conrad Masson

Président

Fondation Asselin du Cégep de Jonquière inc.

18 août 2011

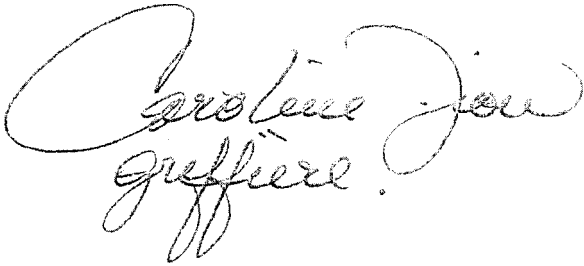
Date



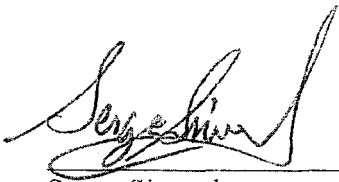
Jean Tremblay  
Maire  
Ville de Saguenay

9 août 2011

Date



Carole Jau  
greffière



Serge Simard  
Ministre responsable de la région du  
Saguenay–Lac-Saint-Jean

11 avril 2011

Date

## ANNEXE 1

### *Plan d'action de la Chaire UQAC-Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ)*

## Plan d'action 2008-2014

Chaire UQAC–Cégep de Jonquière sur les conditions de vie,  
la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ)

Objectifs généraux	Objectifs spécifiques	Résultats attendus
Objectif 1 : Stimuler la recherche sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes	Consolider des créneaux de recherche et favoriser l'émergence de nouveaux projets dans ce domaine	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Poursuite d'analyses secondaires appuyées sur les projets fondateurs</li> <li>▪ Développement de projets émergents liés aux axes de recherche</li> <li>▪ Consolidation des 4 axes de recherche</li> </ul>
	Offrir un soutien professionnel et financier aux projets en cours et à venir	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Investissement en ressources humaines et financières dans les projets fondateurs et émergents de la Chaire</li> </ul>
	Soutenir la qualification d'une relève compétente par l'accompagnement d'étudiants à la maîtrise et au doctorat	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Direction de mémoires de maîtrise et de doctorat</li> <li>▪ Soutien aux étudiants des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles par l'octroi de bourses d'études</li> </ul>
	Susciter l'intérêt des étudiants du collégial et du premier cycle universitaire pour la recherche en sciences sociales	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Intégration d'étudiants de niveau collégial (DEC) et universitaire (BAC) aux activités de recherche de VISAJ par l'octroi de bourses ou de stages d'études</li> </ul>
Objectif 2 : Participer activement au développement d'un réseau de recherche sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes	Encourager le développement de partenariats entre les réseaux collégial et universitaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Émergence de nouveaux projets conjoints UQAC–Cégep de Jonquière</li> <li>▪ Formation d'équipes de travail conjointes UQAC–Cégep de Jonquière</li> </ul>
	Initier des projets de collaboration avec d'autres unités de recherche fondamentale ou appliquée sur les plans régional, national et international	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Développement de projets de collaboration avec d'autres groupes de recherche et d'intervention régionaux, nationaux et internationaux</li> </ul>
	Décloisonner les connaissances sur les jeunes en favorisant l'interdisciplinarité	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Constitution d'équipes de recherche interdisciplinaires</li> </ul>
	Soutenir des projets de collaboration avec les instances régionales de concertation sur la persévérance scolaire et la réussite éducative du Québec	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Collaboration à la mise en œuvre des dix recommandations du Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec</li> <li>▪ Soutien des instances régionales de concertation sur la persévérance scolaire et la réussite éducative du Québec</li> </ul>

Objectifs généraux	Objectifs spécifiques	Résultats attendus
Objectif 3 : Contribuer à la reconnaissance du Saguenay–Lac-Saint-Jean comme pôle d'excellence en matière de recherche et d'intervention sur la jeunesse	Consolider le travail des organismes de recherche déjà en place dans la région et oeuvrant dans ce domaine : ÉCOBES Recherche et transfert, le Consortium régional de recherche en éducation (CRRE), le Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), etc.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Tisser des liens avec les organismes de recherche existants afin de s'assurer que les travaux de VISAJ soient complémentaires aux leurs</li> </ul>
	Par la production de nouvelles connaissances, soutenir le travail d'intervention des organismes régionaux oeuvrant dans ce domaine : le Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire (CRÉPAS), l'Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean, les cégeps, les commissions scolaires, les centres jeunesse, le Regroupement Action Jeunesse 02, le Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean, etc.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Contribuer à supporter les plans d'action du CRÉPAS et des autres instances régionales de concertation en persévérance scolaire et réussite éducative</li> </ul>
	Encourager l'établissement de jeunes chercheurs au Saguenay–Lac-Saint-Jean	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Diffuser les possibilités d'emploi, d'études et de stages au sein de VISAJ partout au Québec</li> </ul>
Objectif 4 : Diffuser les résultats des recherches menées par VISAJ	Favoriser le transfert des connaissances vers les milieux qui interviennent auprès des jeunes afin d'inspirer leur action (réseaux scolaires, services sociaux et de santé, professionnels de l'orientation, milieux de stages, parents, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Participation à des congrès, colloques et autres événements en prononçant des conférences et en animant des ateliers</li> </ul>
	Rendre les nouvelles connaissances sur les jeunes accessibles aux enseignants en sciences sociales et en éducation de l'enseignement postsecondaire afin d'assurer la mise à jour des savoirs dans ce domaine	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Participation aux Midi séminaires ou autres ateliers sur la recherche au Cégep de Jonquière et à l'UQAC</li> <li>▪ Publication de notes de recherche, d'articles ou de livres</li> <li>▪ Organisation de colloques régionaux</li> </ul>



## ANNEXE 2

### *Protocole d'entente - MELS – UQAC – Cégep de Jonquière*

## PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE La MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT,  
agissant par M<sup>me</sup> Hélène David, sous-ministre adjointe à l'enseignement  
supérieur,

ci-après appelée la MINISTRE

ET Université du Québec à Chicoutimi  
et  
Cégep de Jonquière

ci-après appelé l'ORGANISME

### LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

#### 1 OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre du *Programme de collaboration universités-collèges, Concours 2008-2009*, la MINISTRE accorde une subvention à l'ORGANISME afin de lui permettre de réaliser le projet intitulé « Chaire conjointe UQAC-Cégep de Jonquière "Jeunes, Santé, Communauté" » dont la description apparaît en annexe du présent protocole.

#### 2 OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'ORGANISME s'engage à :

- 2.1 réaliser le projet et à utiliser la subvention uniquement pour payer les dépenses prévues qui y sont rattachées;
- 2.2 demander l'autorisation préalable de la MINISTRE pour toute modification pouvant affecter la nature, l'ampleur, le rythme de réalisation du projet ou encore la ventilation des dépenses prévues;
- 2.3 fournir à la MINISTRE tous les renseignements ou documents qu'elle pourrait lui demander relativement au projet et aux dépenses effectuées;

- 2.4 ne pas présenter à la MINISTRE une autre demande de subvention pour le même projet pendant la période de validité de la présente convention;
- 2.5 informer la MINISTRE de toute autre subvention obtenue pour le même projet pendant la période de validité de la présente convention, la MINISTRE se réservant le droit de réclamer le remboursement de la présente subvention ou du montant de cette autre subvention, si celle-ci est inférieure à la présente;
- 2.6 fournir, comme condition de réception :
- une copie signée du protocole d'entente;
- 2.7 transmettre à la Direction générale des affaires universitaires et collégiales :
- un rapport annuel de l'utilisation des sommes engagées et de l'atteinte des cibles visées par cette mesure, au plus tard le 30 septembre suivant la fin de chaque année universitaire, selon le formulaire prescrit;
  - dans les trois (3) mois suivant la réalisation du projet, un rapport final comprenant un compte rendu des activités effectuées, une évaluation du projet et un rapport financier.

### 3 OBLIGATIONS DE LA MINISTRE

- 3.1 La MINISTRE accorde à l'ORGANISME une subvention non récurrente de cinq cent soixante-douze mille dollars (572 000 \$). La somme sera payée en trois versements, selon les modalités suivantes :
- 165 000 \$ en 2008-2009, dont 99 000 \$ à l'Université du Québec à Chicoutimi et 66 000 \$ au Cégep de Jonquière;
  - 195 000 \$ en 2009-2010, dont 117 000 \$ à l'Université du Québec à Chicoutimi et 78 000 \$ au Cégep de Jonquière;
  - 212 000 \$ en 2010-2011, dont 127 200 \$ à l'Université du Québec à Chicoutimi et 84 800 \$ au Cégep de Jonquière;
  - Le premier versement après réception du protocole signé.
- 3.2 La MINISTRE peut refuser d'effectuer tout versement et réclamer le remboursement intégral ou partiel du montant de la subvention versée si l'ORGANISME :
- a) a déposé une demande de subvention qui contient des renseignements inexacts ou trompeurs;
  - b) utilise la subvention à d'autres fins que celles prévues;
  - c) devient insolvable, fait faillite ou dépose une proposition concordataire;

- d) ne transmet pas à la MINISTRE les renseignements ou documents que celle-ci réclame en vertu des présentes;
- e) ne respecte pas les termes de la présente convention, ou les obligations ou engagements qui y sont prévus;
- f) n'a pas dépensé la totalité du montant reçu aux fins du projet.

#### 4 GESTION DE LA SUBVENTION

Conformément à l'entente liant les établissements partenaires dans la réalisation du projet, la MINISTRE reconnaît l'Université du Québec à Chicoutimi comme gestionnaire du projet. À ce titre, l'Université du Québec à Chicoutimi s'engage à remplir au nom de l'ORGANISME les obligations prévues au paragraphe 2.7.

À la réception de sa part de la subvention, le Cégep de Jonquière s'engage à verser les montants reçus à l'Université du Québec à Chicoutimi aux fins de gestion du projet.

#### 5 DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et se termine à la remise du rapport final décrit à l'article 2.7.

#### 6 AUTRES DISPOSITIONS

La présente convention constitue l'entente complète entre les parties et toute entente, convention, contrat, pourparlers ou autre accord intervenu entre les parties antérieurement à sa signature est réputé non écrit et inexistant.

#### 7 LIEU DE LA CONVENTION

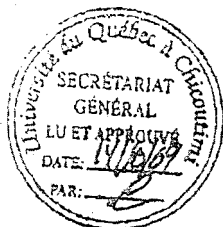
Aux fins d'application et d'exécution de la présente convention, celle-ci est réputée faite et passée en la ville de Québec.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LE PRÉSENT PROTOCOLE  
D'ENTENTE FAIT EN DEUX EXEMPLAIRES.

POUR LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU  
LOISIR ET DU SPORT,

22/09/09

Date



Date

*Hélène David*

Hélène David, sous-ministre adjointe  
à l'enseignement supérieur

POUR L'ORGANISME,

*Françoise Belle-Isle*

Vice-recteur, Université du Québec à Chicoutimi

26-10-2009

Date

*[Signature]*

Directeur général, Cégep de Jonquière

Date

(témoin)

ANNEXE

Programme de collaboration universités — collèges  
Concours 2008 — 2009

Numéro du projet : 08038

Titre du projet : Chaire conjointe UQAC — Cégep de Jonquière « Jeunes, santé, communauté »

Présentation :

Le projet vise la création d'une Chaire de recherche conjointe mettant à profit l'expertise de l'UQAC et du Cégep de Jonquière. La finalité est de consolider les avancées du Saguenay—Lac-Saint-Jean (SLSJ) en recherche et en intervention en ce qui concerne la jeunesse et la scolarisation, de développer de nouveaux créneaux de recherche, d'en maximiser les retombées sur l'enseignement, de valoriser la recherche en sciences sociales et de favoriser le transfert des connaissances.

Université (s) : Université du Québec à Chicoutimi

Responsable (s) : M<sup>me</sup> Nicole Bouchard  
Doyenne des études de cycles supérieurs et de la recherche

Collège (s) : Cégep de Jonquière

Responsable(s) : M<sup>me</sup> Guylaine Proulx  
Directrice des études

Année de début du projet : 2009

Durée du financement du projet : 3 ans

### ANNEXE 3

#### *Protocole d'entente Fondation Lucie et André Chagnon - UQAC – Cégep de Jonquière*

## PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE :

FONDATION LUCIE ET ANDRÉ CHAGNON, corporation à but non lucratif constituée en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes*, Partie 2, ayant son siège social au 2001, avenue McGill Collège, bureau 1000, Montréal, Québec H3A 1G1, représentée aux fins des présentes par monsieur André Chagnon, Président du conseil et Chef de la direction, et monsieur Jean-Marc Chouinard, Vice-président, Développement des enfants et des communautés, dûment autorisés tel qu'ils le déclarent;

(ci-après appelée la « Fondation »)

ET:

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI, personne morale de droit public ayant son siège social au 555, boulevard de l'Université, Saguenay (arrondissement de Chicoutimi), Québec G7H 2B1, représentée aux fins des présentes par monsieur Michel Belley, recteur et monsieur Martin Côté, vice-recteur aux affaires étudiantes et secrétaire général, dûment autorisés en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 07.09.01 et portant le numéro 610-914 dont copie est jointe aux présentes;

(ci-après appelée l'« UQAC »)

ET :

COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DE JONQUIÈRE, établissement d'enseignement constitué en vertu de la *Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel* (Québec), ayant son siège social au 65, rue Saint-Hubert, Saguenay, Québec, G7X 7W2, représenté aux fins des présentes par monsieur Michel Gravel, directeur général, et madame Guylaine Proulx, directrice des études, dûment autorisés en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 09.12.02 et portant le numéro 09.10.04 dont copie est jointe aux présentes;

(ci-après appelé le « Cégep »)

(l'UQAC et le Cégep sont ci-après collectivement appelés  
« UQAC-Cégep »)



## LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

### 1. CONTEXTE DE L'ENTENTE

- 1.1 La Fondation a pour mission de contribuer au développement et à l'amélioration de la santé physique, psychologique, spirituelle et sociale des familles par la prévention de la pauvreté et de la maladie, en agissant principalement auprès des enfants et de leurs parents.
- 1.2 Dans cette perspective, elle s'est donnée pour cible à atteindre la réussite éducative des jeunes québécois, estimant particulièrement à cet égard que l'obtention au minimum d'un diplôme d'études secondaires est un gage de diminution de la pauvreté et, de ce fait, de la maladie.
- 1.3 La Fondation encourage donc la réalisation et la diffusion d'études pertinentes sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes dans le but de valoriser la scolarisation.
- 1.4 Le Cégep, par l'intermédiaire d'ÉCOBES Recherche et transfert implanté au Cégep depuis 25 ans ainsi que par l'intermédiaire de ses départements de Sciences humaines et de Techniques d'éducation à l'enfance, exerce des activités de recherche sur les conditions de vie et les besoins des jeunes.
- 1.5 L'UQAC effectue elle aussi des travaux de recherche sur les jeunes par l'intermédiaire de professeurs-chercheurs associés à différents départements universitaires tels ceux des Sciences de l'éducation et de psychologie et des Sciences humaines, de même que par des travaux de groupes de recherche tels le Groupe de recherche et d'intervention régionales, le Groupe de recherche interdisciplinaire en démographie et épidémiologie génétique et le Centre de recherche sur le développement territorial.
- 1.6 UQAC-Cégep désirent créer une chaire de recherche conjointe sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (ci-après la « **Chaire** ») afin de mettre à profit leur expertise respective sur la thématique des jeunes. La Chaire est déjà accréditée en vertu de la Politique d'organisation et de financement de la recherche (CAD-8929 et CAD-9140) de l'UQAC et son organisation et sa programmation projetée sont reconnues par les conseils d'administration respectifs de l'UQAC et du Cégep.
- 1.7 Puisque l'essentiel de la mission de la Chaire, à savoir :
  - œuvrer activement à la réalisation de travaux scientifiques en sciences sociales concernant tous les jeunes et contribuer à la diffusion des savoirs et au transfert des connaissances; et
  - favoriser le maillage d'expertise concernant les jeunes entre des chercheurs du réseau universitaire et du réseau collégial, de même qu'avec d'autres milieux institutionnels,

s'inscrit dans la mission de la Fondation, cette dernière souhaite contribuer financièrement à l'implantation et au développement de la Chaire selon les modalités mentionnées aux présentes.

## 2. OBJET DE L'ENTENTE

- 2.1 UQAC-Cégep s'engagent à créer, soutenir et développer ensemble et solidairement la Chaire en accord avec la mission, la perspective et les modalités plus amplement décrites à l'**Annexe A** ci-jointe (collectivement, le « **Projet** »), ce qui inclut la coordination, la gestion et le suivi financier de la Chaire, laquelle devra poursuivre notamment les objectifs suivants :
- 2.1.1 Consolider une programmation scientifique sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes;
  - 2.1.2 Soutenir au plan professionnel et au plan financier les projets fondateurs et émergents mentionnés à l'**Annexe A** et tout autre projet pertinent, tout en favorisant des travaux incluant tous les jeunes;
  - 2.1.3 Soutenir la réalisation de mémoires ou de thèses sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes dans divers départements universitaires à l'UQAC;
  - 2.1.4 Favoriser l'émergence de projets de recherche dans le réseau collégial sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes, en partenariat avec l'UQAC;
  - 2.1.5 Poursuivre la collaboration avec des chercheurs d'autres universités, chaires ou centres, notamment par l'intermédiaire des projets fondateurs déjà en cours et dont le détail est donné à l'**Annexe A** ci-jointe; et
  - 2.1.6 Produire des connaissances scientifiques qui pourront supporter les plans d'action régionaux et locaux (CRÉPAS, Agence de santé et de services sociaux, cégeps, commissions scolaires, Centres jeunesse, Regroupement Action Jeunesse 02 (RAJ-02), Conseils de bande, etc.).
- 2.2 La Fondation est disposée, sur la foi des représentations qui lui ont été faites par UQAC-Cégep et sous réserve des dispositions de la présente entente et du respect par chacun de l'UQAC et du Cégep de leurs obligations en vertu de la présente entente, à verser à l'UQAC une somme globale de quatre cent vingt-cinq mille dollars (425 000 \$) afin de financer une partie des dépenses reliées à la réalisation du **Projet**, telles qu'elles apparaissent au budget prévisionnel prévu à l'**Annexe B** de la présente entente.
- 2.3 La somme prévue à l'article 2.2 sera versée par la Fondation à l'UQAC annuellement à l'avance sur une période de cinq (5) ans, du 1<sup>er</sup> juin 2008 au 31 mai 2013, à raison de soixante-quinze mille dollars (75 000 \$) la première année, cinquante mille dollars (50 000 \$) la deuxième année et cent mille dollars (100 000 \$) annuellement la troisième, quatrième et cinquième année. Toute avance ayant déjà été versée par la Fondation à l'UQAC relativement à la réalisation ou à l'évaluation du **Projet** avant la date de la présente entente sera, le cas échéant, déduite des versements ci-haut mentionnés. Sans limiter la généralité de ce qui précède, les parties reconnaissent que le premier versement de 75 000\$ prévu ci-dessus a déjà été transmis à l'UQAC avant l'entrée en vigueur des présentes.

- 2.4 La contribution de la Fondation en vertu de l'article 2.2 de la présente entente est conditionnelle à l'obtention par UQAC-Cégep et au maintien tout au long du Projet de l'ensemble des autres sources de revenus prévues à l'Annexe B.

### 3. AUTRES ENGAGEMENTS DE UQAC-CEGEP

- 3.1 Chacun de l'UQAC et du Cégep s'engage à ce que les dépenses et les coûts relativement à la réalisation du Projet respectent les paramètres établis dans le budget prévisionnel prévu à l'Annexe B.
- 3.2 Chacun de l'UQAC et du Cégep s'engage également à n'utiliser l'argent reçu de la Fondation qu'aux fins de financer une partie des dépenses afférentes à la réalisation du Projet.
- 3.3 Chacun de l'UQAC et du Cégep, individuellement, par le biais de comités ou autrement, s'engage à assurer une reddition de comptes complète à la Fondation et effectuer le suivi financier du Projet de manière à ce qu'il s'exécute à l'intérieur du budget prévu, et notamment, voir à ce que les rapports suivants soient transmis à la Fondation selon les modalités suivantes et selon des forme et teneur acceptables à la Fondation et qui pourront être communiquées à UQAC-Cégep de temps à autre :
- 3.3.1 Les 30 septembre 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013, un rapport annuel cumulatif faisant état de l'ensemble des activités réalisées et en cours aux termes du Projet pour l'année qui se termine ainsi que de l'utilisation des fonds reçus pendant cette période; et
- 3.3.2 au plus tard le 30 septembre 2014, un rapport cumulatif final des activités financées et réalisées, comportant un bilan détaillé et complet des objectifs atteints, une évaluation critique des résultats obtenus ainsi qu'un rapport financier démontrant que l'utilisation de la contribution au cours de la période de son octroi est conforme aux prescriptions prévues à la présente convention.
- 3.4 Chacun de l'UQAC et du Cégep s'engage à procéder à une évaluation rigoureuse du Projet selon les paramètres d'un cadre d'évaluation que UQAC-Cégep devra développer de concert avec la Fondation et à ce que cette évaluation soit effectuée sous la supervision de la Fondation (département du développement des enfants et des communautés). Sans limiter la portée générale de ce qui précède, UQAC-Cégep devra remettre à la Fondation, au plus tard les 31 octobre 2011 et 2013, un rapport intérimaire d'évaluation du Projet. Un rapport final d'évaluation du Projet doit être remis à la Fondation au plus tard le 31 octobre 2014. Chacun de l'UQAC et du Cégep convient d'ajuster le Projet en cours de réalisation en fonction des résultats de son évaluation afin d'assurer l'atteinte des objectifs de la Chaire.
- 3.5 UQAC-Cégep doivent former, si ce n'est déjà fait, un comité de gestion (le « **Comité de gestion** ») chargé d'assister le titulaire de la Chaire dans les fonctions de planification, de contrôle, d'évaluation et de suivi. Nonobstant ce qui est prévu en annexe, au moins un représentant de la Fondation siègera à ce Comité de gestion qui devra se réunir au moins une fois l'an.

- 3.6 Chacun de l'UQAC et du Cégep s'engage à ce que, à la demande de la Fondation, le titulaire de la Chaire rencontre les représentants de la Fondation aux dates et lieux à être convenus entre ceux-ci afin de discuter du suivi du Projet.
- 3.7 Chacun de l'UQAC et du Cégep s'engage à fournir à la Fondation, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de tout exercice financier chevauchant la période de la présente entente, une copie d'un rapport financier de la Chaire et à donner à tout représentant autorisé de la Fondation et ce, jusqu'à trois ans après la fin de la présente convention, un plein accès raisonnable à ses locaux, ses livres et autres documents afin de vérifier l'utilisation de la contribution de la Fondation. Chacun de l'UQAC et du Cégep s'engage à garder ses livres et autres documents durant cette période afin de permettre à la Fondation d'effectuer toute vérification en rapport avec le versement de ladite contribution.
- 3.8 Chacun de l'UQAC et du Cégep s'engage également à faire en sorte, en posant les jalons nécessaires, que le financement de la Chaire, à la fin de la présente entente, ne dépende plus de subventions de la Fondation et que les autres partenaires de la Chaire, incluant UQAC-Cégep, en assurent la pérennité,

#### 4. ENGAGEMENTS PARTICULIERS DE L'UQAC

L'UQAC, à titre de gestionnaire des fonds provenant de la Fondation, s'engage à ce qui suit :

- 4.1 Effectuer les paiements requis pour les fins de la Chaire selon le budget joint à l'**Annexe B** des présentes, à même le financement obtenu de la Fondation;
- 4.2 S'assurer que les sommes versées par la Fondation à titre de contribution financière à la réalisation du Projet, y compris les intérêts produits par celles-ci, ne soient utilisées qu'à cette fin;
- 4.3 À la demande de la Fondation, fournir à celle-ci les pièces justificatives des dépenses effectuées dans le cadre de la réalisation du Projet; et
- 4.4 Comptabiliser dans un compte distinct et verser dans ce compte distinct la contribution reçue de la Fondation aux termes des présentes et les autres argents prévus et reçus en relation avec la mise en œuvre du Projet et fournir à la Fondation avant tout déboursé, la preuve de l'ouverture de ce compte distinct.

#### 5. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

- 5.1 Les parties reconnaissent que chacun de l'UQAC et du Cégep pourrait être de temps à autre titulaire seul ou conjointement des droits d'auteur (ci-après, les « **Droits d'auteur** ») sur les documents, outils, programmes, guides, cours de formation, rapports, logiciels et autres documents ou œuvres qui seront conçus et développés par la Chaire, dans le cadre de travaux financés ou supervisés par la Chaire ou conçus ou développés par toute personne ayant participé à des travaux financés ou supervisés par la Chaire (ci-après collectivement, les « **Oeuvres** »).

- 5.2 Chacun de l'UQAC et du Cégep accorde à la Fondation une licence (ci-après, la « **Licence** ») relative à ses Droits d'auteur dont il pourrait être titulaire, aux conditions suivantes:
- 5.2.1 la Licence est irrévocable, perpétuelle, non exclusive et gratuite;
  - 5.2.2 la Licence est transférable par la Fondation en faveur d'autres organismes et partenaires avec lesquels la Fondation œuvre de temps à autre (ci-après, un « **Sous Licencié** »);
  - 5.2.3 chacun de l'UQAC et du Cégep accorde en vertu de la Licence à la Fondation et aux Sous Licenciés le droit de reproduire, diffuser, publier et communiquer au public sous une forme matérielle quelconque ou par quelque moyen que ce soit (format papier, format électronique ou autrement) ses Oeuvres;
  - 5.2.4 afin de permettre à la Fondation et aux Sous Licenciés d'exercer pleinement leur droit en vertu de la Licence, chacun de l'UQAC et du Cégep donne accès à la Fondation et aux Sous Licenciés aux Oeuvres et leur en remet copie sur demande;
  - 5.2.5 le territoire pour lequel la Licence est accordée est le monde entier;
  - 5.2.6 la Fondation et les Sous Licenciés doivent mentionner la source des Oeuvres qui seront reproduites, diffusées, publiées ou communiquées;
  - 5.2.7 toute reproduction, publication, diffusion ou communication des Oeuvres par la Fondation et les Sous Licenciés devra se faire uniquement dans le cadre d'une mission caritative et sans but lucratif;
  - 5.2.8 chacun de l'UQAC et du Cégep signera tout document nécessaire, le cas échéant, afin que la Fondation et les Sous Licenciés puissent jouir pleinement des droits concédés par la Licence.
- 5.3 Chacun de l'UQAC et du Cégep a pris ou prendra en temps opportun tous les moyens nécessaires pour que les auteurs de ses Oeuvres aient cédé ou cèdent en leur faveur leurs Droits d'auteur (ou consentent une licence suffisante permettant à l'UQAC ou au CÉGEP de consentir aux obligations prévues aux présentes). Chacun de l'UQAC et du Cégep se porte garant envers la Fondation contre tout recours, réclamation, demande, poursuite et autre procédure de la part de toute personne relativement à ses Oeuvres.
- 5.4 Il est toutefois entendu que la Fondation ne se prévaut pas de la Licence consentie aux présentes tant et aussi longtemps qu'elle n'aura pas identifié un projet ou des actions nécessitant l'utilisation de cette Licence, par elle ou par un Sous-Licencié, et dans un tel cas, la Fondation informera chacun de l'UQAC et du Cégep par écrit et avant toute utilisation de cette Licence de l'identité de l'utilisateur (elle-même ou un Sous-Licencié, et dans ce cas, le nom de ce Sous-Licencié) de même que de la façon dont la Licence sera utilisée (incluant une brève description du projet ou des actions pour lesquels la Licence est nécessaire). Chacun de l'UQAC et du Cégep ainsi avisé pourra demander à la Fondation, s'il le juge opportun, d'être associé au projet ou aux

actions de la Fondation ou du Sous-Licencié pour lesquels la Licence est requise. Si une telle association se révèle souhaitable, l'UQAC et/ou le Cégep, selon le cas, et la Fondation s'engagent à établir les modalités de celle-ci de façon à ce que le meilleur intérêt de l'UQAC et/ou du Cégep, selon le cas, celui de la Fondation et celui du Sous-Licencié soient respectés.

- 5.5 Nonobstant la Licence consentie par UQAC-Cégep, chacun de ceux-ci s'engage, à la demande de la Fondation, à effectuer de temps à autre en faveur de la Fondation ou de l'un ou l'autre de ses partenaires, un transfert des connaissances et du savoir-faire acquis dans le cadre du Projet de la façon la plus optimale possible compte tenu de l'ensemble des besoins de la Fondation ou du partenaire. Chacun de l'UQAC et du Cégep saisi d'une telle demande pourra demander à la Fondation, s'il le juge opportun, d'être associé au projet de la Fondation ou du partenaire pour lequel un transfert de connaissances ou de savoir-faire est requis. Si une telle association se révèle souhaitable, l'UQAC et/ou le Cégep, selon le cas, et la Fondation s'engagent à établir les modalités de celle-ci de façon à ce que le meilleur intérêt de l'UQAC et/ou du Cégep, selon le cas, celui de la Fondation et celui du partenaire soient respectés.

Il est par ailleurs entendu que tout tel transfert de connaissances devra être effectué gratuitement (sous réserve de la capacité de l'UQAC et/ou du Cégep, selon le cas, en ressources matérielles, humaines et financières) et uniquement dans le cadre d'une mission caritative et sans but commercial de la Fondation ou du partenaire en faveur duquel le transfert est effectué.

- 5.6 L'UQAC-Cégep s'engage, à la demande de la Fondation, à déployer leurs meilleurs efforts afin que toute personne ayant participé à des travaux financés ou supervisés par la Chaire consente à donner accès à la Fondation et à ses partenaires à ses travaux et à ses Œuvres et à ce que ceux-ci puissent également être utilisés et reproduits par la Fondation et les Sous-Licenciés, de la façon précitée, et selon des termes similaires à la Licence consentie aux présentes par UQAC-Cégep à la Fondation. De plus, l'UQAC-Cégep s'engage également, à la demande de la Fondation, à déployer leurs meilleurs efforts afin que toute personne ayant participé à des travaux financés ou supervisés par la Chaire effectue de temps à autre en faveur de la Fondation ou de l'un ou l'autre de ses partenaires, un transfert des connaissances et du savoir-faire acquis dans le cadre de travaux financés ou supervisés par la Chaire de la façon la plus optimale possible compte tenu de l'ensemble des besoins de la Fondation ou du partenaire. Cette personne pourra demander à la Fondation, si elle le juge opportun, d'être associée au projet de la Fondation ou du partenaire pour lequel un transfert de connaissances ou de savoir-faire est requis. Si une telle association se révèle souhaitable, la Fondation s'engage à établir les modalités de celle-ci de façon à ce que le meilleur intérêt de cette personne, celui de la Fondation et celui du partenaire soient respectés.

## **6. DURÉE DE L'ENTENTE**

- 6.1 La présente entente est d'une durée de cinq (5) ans, pour valoir depuis le 1<sup>er</sup> juin 2008 jusqu'au 31 mai 2013.
- 6.2 La Fondation aura le droit de résilier la présente entente en donnant un avis écrit à chaque partie, advenant l'une ou l'autre des situations suivantes :

- (i) toute insatisfaction raisonnable et justifiée de la Fondation relativement au déroulement du Projet;
- (ii) la condition prévue à l'article 2.4 de la présente entente ne se réalise pas;
- (iii) tout défaut de l'UQAC ou du Cégep en vertu de l'article 8 de la présente entente; ou
- (iv) tout autre défaut ou manquement à la présente entente par l'UQAC ou le Cégep, lorsque ceux-ci auront toujours omis ou négligé de remédier audit défaut ou manquement après un délai de trente (30) jours suivant un avis de défaut écrit de la part de la Fondation.

6.3 Au moment de l'expiration ou de la résiliation de la présente entente, chacun de l'UQAC et du Cégep devra immédiatement remettre à la Fondation toute somme versée par cette dernière à l'un d'eux et n'ayant pas été dépensée dans le cadre du Projet. Il est entendu que chacun de l'UQAC et du Cégep prendra les mesures nécessaires afin de tenter d'annuler les dépenses qui avaient déjà été engagées au moment de l'expiration ou de la résiliation de la présente entente.

## **7. COMMUNICATIONS FAISANT ÉTAT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA FONDATION**

7.1 Toute communication externe, publicité ou tout communiqué de presse faisant état de la contribution financière de la Fondation au Projet devra préalablement être approuvé par écrit par la Fondation.

## **8. CONFIDENTIALITÉ**

8.1 Les parties aux présentes reconnaissent qu'elles pourraient recevoir dans le cadre de l'exécution de la présente entente des renseignements jugés confidentiels concernant l'autre partie ou concernant ses membres, dirigeants, employés ou représentants. Les parties s'engagent à respecter strictement le caractère confidentiel de ces renseignements et à ne les divulguer à aucune autre personne ni à en faire usage, autrement que dans le cadre de la présente entente, à moins d'avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite et explicite de la partie concernée.

## **9. DISPOSITIONS DIVERSES**

9.1 **Indépendance :** L'UQAC et le Cégep ne sont pas les représentants, les mandataires ni les associés de la Fondation. UQAC-Cégep n'auront aucun droit ni aucun pouvoir d'assumer ou de créer une obligation quelconque qui serait de nature à lier la Fondation de quelque façon que ce soit. Les engagements de la Fondation prévus aux présentes se limitent strictement à ce qui y est exprimé. Par sa signature des présentes et par l'octroi de son soutien financier, la Fondation ne cautionne pas les activités de UQAC-Cégep ni ne devient une associée de UQAC-Cégep.

9.2 **Contrat à titre gratuit :** Ce protocole témoigne d'un contrat à titre gratuit pour la Fondation et il doit s'interpréter en conséquence.

- 9.3 **Avis :** Tout avis transmis en vertu de la présente entente doit être fait par écrit et transmis par messenger, par courrier sous pli recommandé ou par télécopieur, à l'adresse et aux personnes ci-après désignées :

**Pour l'UQAC :**

Université du Québec à Chicoutimi  
555, boulevard de l'Université  
Saguenay (arrondissement de Chicoutimi), Québec  
G7H 2B1

À l'attention de : Martin Côté, vice-recteur aux affaires étudiantes et secrétaire général  
Télécopieur : 418-545-5519

**Pour le Cégep :**

Collège d'enseignement général et professionnel de Jonquière  
2505, rue Saint-Hubert  
Jonquière (Québec) G7X 7W2

À l'attention de: Michèle Harvey, secrétaire générale, Direction des affaires  
corporatives et des communications  
Télécopieur : 418-547-9031

**Pour la Fondation :**

Fondation Lucie et André Chagnon  
2001, avenue McGill College, bureau 1000  
Montréal (Québec)  
H3A 1G1

À l'attention de : Vice-président, Développement des enfants et des communautés  
Télécopieur : 514-380-8436

Tout avis donné ou transmis par courrier sous pli recommandé sera réputé livré et reçu le troisième (3<sup>e</sup>) jour ouvrable suivant sa mise à la poste.

- 9.4 **Survie de certaines dispositions :** Les articles 3.6, 4.3, 5, 6.3, 8 et 9 survivront à l'expiration ou à la résiliation de la présente entente. De plus, la résiliation ou terminaison de la présente convention ne met pas fin aux obligations de redditions de comptes et de remise des rapports prévus à la présente convention.
- 9.5 **Incessibilité :** UQAC-Cégep ne pourront céder aucun droit, devoir ou obligation constaté à la présente sans l'autorisation préalable écrite de la Fondation. La Fondation pourra quant à elle céder ses droits et obligations en vertu de la présente entente sans le consentement de UQAC-Cégep à toute fondation ou fiducie qui lui succéderait.



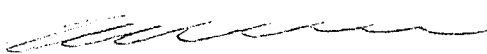
9.6 **Successeurs** : La présente entente lie les successeurs, représentants légaux et ayants droit des parties. Elle est aussi à leur bénéfice.

9.7 **Lois applicables** : La présente entente est assujettie aux lois en vigueur dans la province de Québec.

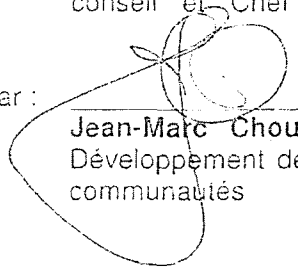
**EN FOI DE QUOI** la présente entente a été signée par les parties pour valoir à compter du 1<sup>er</sup> juin 2008.

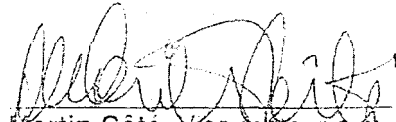
**FONDATION LUCIE ET ANDRÉ CHAGNON**

**UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI**

par :   
André Chagnon, Président du conseil et Chef de la direction

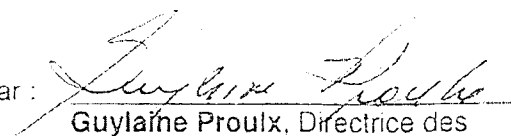
par :   
Michel Belley, Recteur

par :   
Jean-Marc Chouinard, Directeur, Développement des enfants et des communautés

par :   
Martin Côté, Vice-recteur aux affaires étudiantes et Secrétaire général

**COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DE JONQUIÈRE**

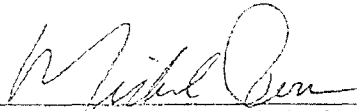
par :   
Michel Gravel, Directeur général

par :   
Guylaine Proulx, Directrice des études

#### INTERVENTION

Intervient aussi au présent protocole Monsieur Michel Perron, Titulaire de la Chaire, lequel reconnaît avoir lu le présent protocole, en accepte tous les termes et conditions, en autant qu'il soit concerné, reconnaît être lié par celui-ci et convient de faire en sorte que tous ceux qui travaillent sous sa responsabilité à l'UQAC et au Cégep soient informés de leurs obligations en vertu du présent protocole.

De plus, Monsieur Michel Perron atteste avoir obtenu, le cas échéant, toutes les approbations nécessaires à la réalisation du Projet de la part du ou des comités appropriés de l'UQAC et du Cégep dont le Comité d'éthique à la recherche.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Michel Perron', written over a horizontal line.

Michel Perron, Titulaire de la Chaire

## ANNEXE A

### CHAIRE UQAC--CÉGEP DE JONQUIÈRE SUR LES CONDITIONS DE VIE, LA SANTÉ ET LES ASPIRATIONS DES JEUNES (VISAJ)

#### 1. Nom de la personne-ressource

Michel Perron, Ph.D., sociologue  
Chercheur  
Groupe ÉCOBES  
Cégep de Jonquière  
Pavillon Manicouagan  
3791, rue de la Fabrique, 6e étage  
Jonquière (Québec) G7X 3W1

Téléphone: (418) 547-2191, poste 401  
Télécopieur: (418) 542-2853  
Courriel : michel.perron@cjonquiere.qc.ca

#### a) Statut légal des promoteurs

L'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), personne morale de droit public, a le siège de ses affaires au 555, boulevard de l'Université, Saguenay, arrondissement de Chicoutimi, (Québec), G7H 2B1.

**COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DE JONQUIÈRE**, établissement d'enseignement constitué en vertu de la *Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel* (Québec), ayant son siège social au 65, rue Saint-Hubert, Saguenay, Québec, G7X 7W2

La Chaire UQAC--Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ) est accréditée en vertu de la Politique d'organisation et de financement de la recherche (CAD-8929 et CAD-9140) de l'Université du Québec à Chicoutimi; son organisation et sa programmation sont reconnues par les conseils d'administration de l'UQAC et du Cégep de Jonquière.

#### 2. Présentation de l'organisme

##### a) Bref historique

Les démarches préliminaires pour l'implantation de la Chaire UQAC--Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ) ont été initiées en 2004 par monsieur Michel Perron, chercheur au Groupe ÉCOBES, qui agit actuellement comme chargé de projet dans ce dossier. Il répondait au départ à une invitation du recteur de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), monsieur Michel Belley, lequel souhaitait donner suite à une proposition de l'UQAC soumise au comité du plan de pérennité du Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire (CRÉPAS). Dans le respect des initiatives fructueuses déjà mises de l'avant depuis plusieurs années par d'autres organismes du Saguenay--Lac-Saint-Jean

(SLSJ), l'institution universitaire souhaitait contribuer davantage à l'effort régional en matière de recherche touchant la scolarisation.

Le projet de Chaire UQAC-Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ) constitue donc un effort remarquable en vue de consolider l'expertise des chercheurs des institutions régionales en matière de recherche et d'intervention touchant la jeunesse et la scolarisation de la population. La Chaire conjointe représente un atout important oeuvrant en complémentarité à la mission et aux mandats respectifs du Groupe ÉCOBES, du CRÉPAS et du Consortium régional de recherche en éducation (CRRE). Le schéma présenté en Annexe 1 permet de visualiser les principales composantes de la *Plateforme régionale de valorisation de la scolarisation* qui sera mise en oeuvre de même que la place qu'y occupera la Chaire conjointe.

b) Expérience de votre organisme dans ce genre de projet

Plusieurs acquis sont déjà en place au sein des deux institutions concernées afin de faciliter un tel partenariat. Évidemment, le fait que le Groupe ÉCOBES soit déjà implanté au Cégep de Jonquière depuis 25 ans est un élément fondamental. De plus, il faut aussi noter que le Cégep de Jonquière est fiduciaire du CRÉPAS alors que le Groupe ÉCOBES agit à titre de chargé de projet du CRÉPAS depuis 1996. Par ailleurs, le département des Sciences humaines et celui des Techniques d'éducation à l'enfance sont particulièrement dynamiques, plusieurs enseignants y exerçant des activités de recherche et de transfert. Le Cégep de Jonquière possède aussi une expertise indéniable compte tenu de la présence de divers programmes d'enseignement technique touchant l'intervention auprès des jeunes : Techniques d'éducation à l'enfance, Techniques d'éducation spécialisée et Techniques de travail social. Notons aussi que l'expérience de programmes DEC-BAC déjà implantés avec l'UQAC pourra servir de modèle à l'implantation d'un nouveau programme visant cette fois les sciences sociales.

L'UQAC, quant à elle, voit déjà s'effectuer en ses murs des travaux de recherche sur les jeunes. Sans prétendre à l'exhaustivité, on peut mentionner les travaux scientifiques de professeurs-chercheurs associés à différents départements tels ceux des Sciences de l'éducation et de psychologie, des Sciences humaines, de même qu'aux travaux de groupes de recherche, tels le Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), le Groupe de recherche interdisciplinaire en démographie et épidémiologie génétique (GRIG), le Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT).

La nouvelle Chaire conjointe sur les jeunes sera rattachée au département des Sciences humaines de l'UQAC au sein duquel un processus est en cours pour la nomination de monsieur Michel Perron aura le statut de professeur régulier et titulaire de la Chaire. Ce département pourra apporter ainsi une plus-value dans le développement de la recherche sur les jeunes, agissant à titre de locomotive dans la poursuite de tels travaux en milieu universitaire et collégial au plan régional et provincial.

### 3) Description du projet

#### a) Objectifs

Le projet vise la création d'une chaire de recherche conjointe mettant à profit l'expertise de l'UQAC et celle du Cégep de Jonquière sur la thématique des jeunes. Cette entreprise a pour finalité de consolider les avancées du Saguenay-Lac-Saint-Jean (SLSJ) en recherche et en intervention en ce qui concerne la jeunesse et la scolarisation, de développer de nouveaux créneaux de recherche, d'en maximiser les retombées sur l'enseignement et sur les programmes d'étude, de valoriser la recherche en sciences sociales et de favoriser le transfert des connaissances.

Ce projet, comme nous l'avons signifié, s'inscrit aussi dans le cadre d'une vision plus large, soit la mise en place d'une *Plateforme régionale de valorisation de la scolarisation* (annexe 1), qui viendrait en quelque sorte ajouter des éléments de convergence et de cohérence aux structures de recherche et d'intervention déjà en place dans la région. Trois volets distincts mais complémentaires y cohabitent : la recherche fondamentale et appliquée (incluant la Chaire conjointe et le Groupe ÉCOBES), la recherche-action (sous la responsabilité du Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire (CRÉPAS)) et la recherche collaborative (sous l'égide du Consortium régional de recherche en éducation (CRRE)). Nous décrivons maintenant la mission et les objectifs de la Chaire conjointe.

La mission de la Chaire conjointe peut se résumer ainsi :

- ❖ Oeuvrer activement à la réalisation de travaux scientifiques en sciences sociales concernant tous les jeunes et contribuer à la diffusion des savoirs et au transfert des connaissances.
- ❖ Favoriser le maillage d'expertise entre des chercheurs du réseau universitaire et du réseau collégial, de même qu'avec d'autres milieux institutionnels.
- ❖ Contribuer à la reconnaissance du Saguenay-Lac-Saint-Jean comme pôle d'excellence en matière de recherche et d'intervention sur la jeunesse.
- ❖ Permettre l'établissement de jeunes chercheurs en région et soutenir la qualification d'une relève compétente.
- ❖ Supporter la mise en place et favoriser le bon fonctionnement d'un éventuel programme DEC-BAC en sciences sociales appliquées au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Les objectifs poursuivis par la Chaire conjointe sont les suivants :

- ❖ Consolider une programmation scientifique sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes, dans le cadre de la mission de la Chaire conjointe.
- ❖ Soutenir au plan professionnel et au plan financier des projets fondateurs et des projets émergents, tout en favorisant des travaux incluant tous les jeunes.
- ❖ Soutenir la réalisation de mémoires ou de thèses dans divers départements universitaires à l'UQAC.
- ❖ Favoriser l'émergence de projets de recherche dans le réseau collégial en partenariat avec l'UQAC.
- ❖ Poursuivre la collaboration avec des chercheurs d'autres universités, chaires ou centres, notamment par l'intermédiaire des projets fondateurs déjà en cours.

- ❖ Produire des connaissances scientifiques qui pourront supporter les plans d'action régionaux et locaux (CRÉPAS, Agence de santé et de services sociaux, cégeps, commissions scolaires, Centres jeunesse, Regroupement Action Jeunesse 02 (RAJ-02), Conseils de bande, etc.).

b) Principales activités

Nous exposons ici l'essentiel des grandes orientations de chacun des trois axes de recherche constituant la majeure partie de la programmation scientifique de la Chaire.

*Premier axe : Les transformations sociales et l'appartenance : les jeunes et le territoire*

Intégrer les jeunes dans les processus décisionnels des régions et les inviter à participer davantage à la mise en œuvre des décisions politiques constituent des pistes de solution pour soutenir le développement régional. D'ailleurs, la stratégie Migr'Action (Regroupement Action Jeunesse 02, 2004) en fait mention; l'obtention d'une meilleure participation citoyenne des jeunes fait partie de ses priorités. La participation des adolescents à la vie politique et leur rôle dans les lieux décisionnels représentent des objets de recherche encore peu explorés. Les éduquer dans leur rôle de citoyen constitue un moyen pour assurer l'avenir du Québec et des régions. Et si les jeunes étaient avant tout des citoyens aptes à renouveler les formes et les contenus de la démocratie?

Des études sur ce sujet permettront de mieux comprendre les modes de mise en place de mécanismes visant une plus forte participation sociale et politique des jeunes. Cet axe de recherche rejoint les intérêts du Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT) auquel des professeurs chercheurs de l'UQAC collaborent activement. L'étude des transformations sociales à partir des dynamiques socioculturelles rejoindrait d'autres axes de recherche du CRDT. L'originalité de l'approche de la Chaire conjointe est d'étudier ces phénomènes à partir de la vision et des perceptions des jeunes. De plus, il pourrait aussi être pertinent de supporter des recherches sur les jeunes des Premières Nations en ce qui a trait à leur participation sociale et à leurs rapports au territoire.

Cet axe devra également viser l'étude des réseaux sociaux des jeunes. Effectivement, dès le début de l'adolescence, ils s'identifient à un ou des groupes et ils développent leur sentiment d'appartenance à certains. Ces groupes de référence et d'appartenance permettent de mieux comprendre leur rapport à l'espace et à la société. De plus, il appert que les jeunes ont encore des perceptions sexuellement stéréotypées de leurs rôles sociaux et ont, par le fait même, des groupes de référence différenciés selon le sexe (Perron *et al.*, 1999; Gaudreault *et al.*, 2004). L'étude de ces réseaux pourrait mettre en évidence les forces et les faiblesses à considérer dans les diverses perceptions que peuvent avoir les jeunes du développement régional.

De surcroît, comme la question du développement régional est sous-jacente à nos préoccupations, la migration représente un objet de recherche incontournable étant donné la nécessité de mieux comprendre le processus de l'occupation du territoire

par la population jeune. L'étude de la migration des jeunes et de leur rapport à l'espace permettrait de considérer le territoire comme un déterminant du processus d'innovation. Le territoire est effectivement source de réseaux, contribuant à la création et à l'innovation par le jeu de facteurs attractifs et de rétention. Il est d'ailleurs connu que « l'innovation n'est pas donnée, mais résulte de la capacité d'un territoire à créer et développer des solutions » (Tremblay, 2004). Les travaux de certains chercheurs de l'UQAC membres du Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) portent sur cette problématique de migration des jeunes et ont déjà fait l'objet de financement par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC).

*Deuxième axe : La reproduction des inégalités sociales en matière de santé et d'éducation*

Plusieurs environnements sont source de reproduction sociale : l'école, la famille, le quartier. Dans une perspective structuraliste, de tels environnements constituent des espaces de socialisation influençant directement les comportements des jeunes. Les représentations sociales, liées par exemple au désir de scolarisation, prennent naissance dans différents milieux de vie.

Les études sociogéographiques menées au Groupe ÉCOBES depuis le début des années '90, en exploitant divers indicateurs scolaires colligés par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), confirment la récurrence d'inégalités d'accès à la scolarisation<sup>1</sup>. Il est depuis longtemps établi que l'école est un lieu de reproduction sociale et que la dispersion spatiale des inégalités scolaires est structurée suivant les grands clivages socioéconomiques. Selon Looker (2001), le niveau d'instruction des parents peut effectivement servir à apprécier le milieu socioéconomique de l'étudiant, et la relation entre l'éducation des parents et le cheminement scolaire de l'enfant n'est qu'une manifestation de la transmission de l'héritage social. De fait, les probabilités de vivre des échecs scolaires à l'école sont plus élevées chez les enfants qui proviennent de milieux défavorisés (Veillette *et al.*, 1993; Perron *et al.*, 1999; Potvin *et al.*, 2004). Qui plus est, les garçons québécois originaires de villages éloignés ou de petites villes situées en périphérie des pôles urbains régionaux accusent un retard quant à l'obtention d'un DES, une tendance toutefois atténuée chez les filles (Perron *et al.*, 2000; Perron, 2006). Il apparaît donc important de considérer les effets des caractéristiques de la communauté d'appartenance des jeunes. Si les inégalités de scolarisation persistent au Québec, selon le genre, la région, le réseau fréquenté, le type de programme et l'origine socioéconomique des parents, l'influence réelle de la communauté d'appartenance demeure à clarifier (Perron, 2006).

*Troisième axe : Les jeunes et leurs perceptions de l'avenir*

Outre la période de profondes remises en question à propos de soi et des relations avec les autres, typique de l'adolescence, les bouleversements biologiques et

---

<sup>1</sup> Une visite du site Web interactif sur les indicateurs scolaires réalisé récemment par le Groupe ÉCOBES en collaboration avec des chercheurs de l'UQAC illustre de façon fort convaincante diverses disparités géographiques et sociales (<http://kartodiplome.mels.gouv.qc.ca/>).

physiologiques peuvent être des sources d'anxiété. Plusieurs autres obligations, telles s'orienter au plan professionnel ou encore faire le choix d'un programme d'étude, s'ajoutent à tous ces bouleversements lors de cette période charnière. Il est particulièrement préoccupant de constater que les aspirations professionnelles des adolescents fassent encore très peu l'objet de travaux scientifiques. Dans le cadre de notre enquête qui a eu lieu en 2002, les aspirations professionnelles des adolescents de la région du SLSJ ont été revisitées à l'aide de questions inspirées de la recherche ASOPE menée au début des années '70 (Bélanger et Rocher, 1972). Bien que les analyses sur les aspirations professionnelles demeurent toutefois exploratoires, les résultats ont soulevé diverses problématiques liées à la connaissance de soi et des carrières, de même qu'à la difficulté de connaître les besoins du marché du travail (Gaudreault *et al.*, 2004). Il reste cependant beaucoup de chemin à parcourir pour comprendre les mécanismes par lesquels se construisent les aspirations, qu'elles soient scolaires ou professionnelles.

De plus, il ne suffit pas de recueillir de telles informations; il faut qu'elles soient utilisées rapidement par les différents intervenants, les institutions scolaires et les parents. À terme, c'est l'ensemble de la collectivité qui en retirera des bénéfices car non seulement les jeunes pourraient vivre plus sereinement cette période de grand bouleversement, mais ils pourraient aussi y trouver une source de motivation supplémentaire pouvant les aider à persévérer dans leurs études. Soulignons que dans les sociétés modernes, la profession d'un individu fait partie intégrante de l'identité. Le choix de carrière s'accompagne donc souvent de remises en question profondes qui ont des répercussions identitaires et émotives non négligeables. La problématique centrale du choix de carrière ne porte pas uniquement sur le choix d'une profession mais bien sur la construction même de l'identité. On saisit dès lors toute sa complexité et son importance dans le cheminement de l'adolescent.

c) Impacts escomptés

La Chaire cherchera à tirer profit des savoirs scientifiques et des savoirs d'expérience dans le but d'aider les établissements scolaires et les divers organismes à mieux orienter leurs actions auprès des jeunes, et ce, dans l'ensemble des régions du Québec. L'approche globale, faisant appel au décloisonnement des disciplines et des méthodologies, représente une percée qui s'inscrit dans un contexte d'innovation sociale. Qui plus est, la Chaire conjointe s'efforcera de soutenir les travaux sur tous les jeunes, incluant quatre groupes qui sont très généralement négligés par la recherche, soit les jeunes immigrants, les jeunes institutionnalisés, les décrocheurs et les jeunes des Premières Nations. Ces groupes qui sont souvent exclus des travaux de recherche pour des raisons liées à la difficulté de les rejoindre, méritent qu'on s'y intéresse autant que les autres jeunes. Ils ont, à certains égards, probablement même besoin d'un meilleur soutien. De façon tangible, les rebombées seront les suivantes :

- ❖ Des commissions scolaires disposeront d'analyses sur les jeunes de leur territoire qui leur permettront d'identifier les priorités d'intervention les plus pertinentes.
- ❖ Des directions d'écoles auront un profil fin de leur clientèle scolaire et pourront ainsi apporter les changements nécessaires à la structuration de leurs services,



afin de favoriser la rétention scolaire et le développement ainsi que le renforcement de saines habitudes de vie chez les jeunes.

- ❖ Des Agences régionales de santé et de services sociaux mettront à profit les résultats de recherches menées de façon rigoureuse afin d'assurer une coordination plus efficace des interventions auprès des jeunes, et ce, tant dans les établissements du réseau de la santé et des services sociaux qu'auprès des organismes communautaires.

De plus, tel que nous l'avons mentionné précédemment, la Chaire conjointe permettra l'établissement de jeunes chercheurs en région, soutiendra la qualification d'une relève compétente, supportera la mise en place d'un programme DEC-BAC en sciences sociales appliquées et favorisera le maillage d'expertise entre les chercheurs du réseau universitaire et du réseau collégial, de même qu'avec d'autres milieux institutionnels. Plus spécifiquement, les travaux de la Chaire conjointe permettront :

- ❖ d'attirer et de consolider de nouveaux chercheurs qui assureront la poursuite du développement de l'expertise du Groupe ECOBES du Cégep de Jonquière en sciences sociales appliquées; ce faisant, il devient possible d'offrir à l'ensemble de la collectivité québécoise le savoir-faire en matière de prévention de l'abandon scolaire développé dans le cadre du CRÉPAS;
- ❖ de favoriser le déploiement de l'expertise des équipes présentes à l'UQAC, tout particulièrement en ce qui a trait à la problématique de la migration des jeunes (Département des sciences humaines, GRIR et CRDT), à la problématique des traumatismes susceptibles d'avoir des effets négatifs sur la persévérance scolaire et les habitudes de vie, telles les agressions sexuelles, et ce, chez certains groupes particuliers comme les jeunes des Premières Nations (Département des sciences de l'éducation et de psychologie) et à la problématique des pratiques pédagogiques les plus pertinentes pour favoriser le développement des jeunes en milieu scolaire (Consortium régional de recherche en éducation).

Le démarrage de la Chaire conjointe doit se faire en misant sur l'expertise déjà acquise et sur les travaux scientifiques en cours, lesquels sont supportés en partie par les fonds subventionnaires ou par les fonds publics ministériels. Trois projets en cours, dits fondateurs, constituent des assises sur lesquelles poursuivre les efforts scientifiques dans une triple visée : réaliser des analyses secondaires à partir de corpus de données déjà existants; favoriser les publications et la diffusion au plan international; offrir des opportunités à des enseignants du collégial ou à des professeurs de l'université d'entreprendre des travaux scientifiques.

Au tableau 1, nous présentons les groupes cibles et les territoires (d), le nombre de personnes rejointes (e) et le déploiement géographique (f) de chacun des trois projets fondateurs. Nous faisons de même pour un projet en émergence (numéroté 4) qui nous tient particulièrement à cœur.

TABEAU 1 : DESCRIPTION DU PROJET (ITEMS D, E, F)

PROJET FONDATEUR 1 La transformation de la perception de soi et des aspirations à l'adolescence : un suivi longitudinal	PROJET FONDATEUR 2 Les effets du tabagisme maternel et d'autres facteurs environnementaux sur le développement cérébral, l'apprentissage, la santé cardiovasculaire et métabolique des jeunes	PROJET FONDATEUR 3 Sociogéographie de la scolarisation au Québec	PROJET EN ÉMERGENCE 4 Les aspirations et les habitudes de vie des jeunes des Premières Nations
<p><b>d) Groupe cible et territoire</b> Le suivi longitudinal d'une cohorte de jeunes du Saguenay-Lac-Saint-Jean (âgés de 14 ans en 2002) permet de mieux distinguer la séquence de deux ou de plusieurs phénomènes associés à la construction de l'estime de soi en plus de permettre de cibler des périodes critiques pour l'intervention. L'état de santé mentale des adolescents qui ont déserté l'école questionne, justifiant aussi la nécessité de disposer de données longitudinales.</p> <p>Il est alors possible d'interroger les décrocheurs sur leurs motivations et leurs aspirations. Le même exercice peut également être réalisé auprès des jeunes qui ont quitté la région. Nous pensons que les motivations et les raisons sous-jacentes à la migration des jeunes, laquelle représente une problématique déterminante pour le développement régional, pourront être ainsi beaucoup mieux appréhendées.</p>	<p><b>d) Groupe cible et territoire</b> Ce projet de recherche cas/témoins débuté en 2003 comporte deux volets distincts, l'un en sociologie de l'éducation (volet A) et l'autre en sociologie médicale (volet B). L'objectif principal de ce projet est de déterminer les conséquences à long terme d'un environnement intra-utérin défavorable, plus spécifiquement l'exposition au tabac durant la grossesse, sur la structure et les fonctions du cerveau, sur l'apprentissage (volet A), sur la santé cardiovasculaire et métabolique des adolescents (volet B). À ces premiers objectifs s'ajoute la recherche de gènes qui pourraient expliquer la vulnérabilité individuelle (gènes de protection et gènes de susceptibilité) à l'exposition au tabac durant la grossesse.</p> <p>Les critères de sélection suivants sont utilisés pour recruter les 1 000 participants désirés (500 cas et 500 témoins) dans 19 écoles secondaires du SLSJ : 1) être âgé entre 12-18 ans; 2) avoir un ou plusieurs frères et sœurs du même groupe d'âge; 3) être d'origine canadienne-française; 4) avoir une histoire positive de tabagisme sévère (plus de 10 cigarettes/jour) pendant la grossesse</p>	<p><b>d) Groupe cible et territoire</b> Le Groupe ÉCOBES a développé un site Internet interactif qui favorise le transfert des connaissances au sein des organismes communautaires ou scolaires qui oeuvrent à la lutte à la pauvreté et au décrochage scolaire. Cet outil de diffusion en ligne rend accessibles des indicateurs ciblés de persévérance et de réussite scolaires.</p> <p>Le site interactif a été élaboré dans un premier temps à partir de trois indicateurs, soit le taux de diplomation après sept ans au secondaire, le taux de sortie sans diplôme et les résultats aux épreuves uniques du MELS (Perron <i>et al.</i>, 2000; Perron, 2006).</p> <p>Ce projet a été réalisé en étroite collaboration avec le groupe de l'ATLAS du SLSJ à l'UQAC. L'adresse du site</p> <p>Web est : <a href="http://cartodiplome.mels.gouv.qc.ca">http://cartodiplome.mels.gouv.qc.ca</a>.</p>	<p><b>d) Groupe cible et territoire</b> Comme on l'a dit précédemment, certains groupes de jeunes sont souvent exclus des enquêtes et des travaux de recherche. C'est le cas en particulier des enfants et des adolescents des Premières Nations. À venir jusqu'à maintenant, les enquêtes sur les habitudes de vie des jeunes menées au Groupe ÉCOBES n'ont pas ciblé cette clientèle. Or, tout récemment, certains besoins ont été exprimés en vue de mieux documenter les besoins, les aspirations et les habitudes de vie des jeunes des Premières Nations. De plus, à l'UQAC, quelques chercheurs s'intéressent depuis plusieurs années à la scolarisation de ces jeunes et à leur mieux-être. L'expertise déjà acquise dans ce domaine constitue une opportunité exceptionnelle pour la Chaire conjointe qui agira en complémentarité aux subventions importantes dont bénéficient déjà certains chercheurs de l'UQAC.</p>

TABLEAU 1 : DESCRIPTION DU PROJET (ITEMS D, E, F)

PROJET FONDATEUR 1	PROJET FONDATEUR 2	PROJET FONDATEUR 3	PROJET EN EMERGENCE 4
	pour 50 % de l'échantillon total (pour les 500 cas). 5) avoir une histoire négative de tabagisme maternel (pour les 500 témoins).		
<p><b>e) Nombre de personnes rejointes</b> La première étape de cette enquête novatrice a donc été réalisée en mai 2002, soit au moment même de la reconduction de l'enquête sur les habitudes de vie et les aspirations scolaires et professionnelles des jeunes du secondaire au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Après avoir obtenu le consentement éclairé des jeunes de même que celui de leurs parents, le nombre de participants volontaires au volet longitudinal de l'enquête s'élevait à 615.</p> <p>Une autre collecte a été réalisée à l'automne 2004 (409 jeunes ont répondu au questionnaire du temps 2) et une troisième a eu lieu au printemps 2006 (413 participants). À ces occasions, les jeunes constituant la cohorte ont été invités à répondre à un questionnaire similaire à celui rempli en 2002 sur leurs habitudes de vie, de même que sur leurs aspirations scolaires et professionnelles. Ce questionnaire a été bonifié par l'ajout de questions particulières adressées, par exemple, aux décrocheurs ou aux jeunes qui ont quitté la région. En 2006, la transition secondaire-collège, la conciliation études/travail ainsi que la santé et la sécurité au travail étaient également parmi les</p>	<p><b>e) Nombre de personnes rejointes</b> Les adolescents qui ont accepté, avec le consentement parental, de participer à l'étude sont soumis aux différentes phases du protocole de recherche : administration de questionnaires à la maison et à l'école, tests médicaux à l'hôpital, bilan alimentaire, tests psychométriques et prise de sang. Ils ont ainsi eu la chance d'effectuer un bilan de santé complet et de côtoyer des professionnels de différentes disciplines.</p> <p>Le projet s'intéresse à deux systèmes majeurs (le système nerveux central et le système cardiovasculaire et métabolique) chez les adolescents. Des outils sophistiqués et modernes sont utilisés pour mesurer les phénotypes d'intérêt, incluant l'analyse informatique des images de résonance magnétique, les tests expérimentaux des fonctions cognitives, les questionnaires sur les comportements, les résultats scolaires, l'évaluation non invasive des fonctions cardiovasculaires, les mesures de l'obésité et du métabolisme. La recherche de différents gènes de maladies à traits complexes est facilitée par le travail avec une population relativement</p>	<p><b>e) Nombre de personnes rejointes</b> Une étroite collaboration avec le MELS a permis l'extraction des données des plus récentes cohortes d'élèves (1998 à 2003). Au total, les chercheurs ont analysé les cheminement scolaires de 472 700 jeunes québécois inscrits en secondaire 1 entre 1998 et 2003. Le produit final, se voulant interactif et convivial, offre aux intervenants jeunesse du Québec, un portrait à jour de leur situation locale et régionale en matière de persévérance et de réussite scolaires.</p> <p>À date, les données ont été présentées dans plus d'une vingtaine de rencontres scientifiques ou colloques au Québec de même qu'en France lors d'un séminaire sur le décrochage scolaire tenu à Bordeaux et à Paris en janvier 2006.</p>	<p><b>e) Nombre de personnes rejointes</b> Pour la seule région Nord-du-Québec, le nombre d'élèves inscrits pour une cohorte de secondaire s'élève environ à 700 par année.</p> <p>Ouvrer à la scolarisation des jeunes des Premières Nations se veut une entreprise qui doit viser le développement de toute la collectivité.</p>

TABLEAU 1 : DESCRIPTION DU PROJET (ITEMS D, E, F)

PROJET FONDATEUR 1	PROJET FONDATEUR 2	PROJET FONDATEUR 3	PROJET EN ÉMERGENCE 4
problématiques couvertes par l'instrument de collecte.	homogène, soit celle du Saguenay-Lac-Saint-Jean.  En date du 20 avril 2007, 487 adolescents ont terminé l'ensemble du protocole de recherche et un groupe d'élèves d'une nouvelle école vient tout juste d'amorcer le processus.		
<p><b>f) Déploiement géographique</b> Il va sans dire qu'un projet de recherche d'une telle envergure fournira des résultats d'une valeur inestimable aux intervenants scolaires et sociaux, aux décideurs régionaux, aux chercheurs de diverses régions ainsi qu'à toute la population. Les interventions qui s'en suivront ne pourront qu'en être bonifiées et mieux adaptées aux besoins actuels et futurs de la jeunesse. L'ampleur de cette étude permettra aux étudiants des cycles supérieurs de divers départements (psychologie, sciences humaines, développement régional, travail social) d'effectuer des mémoires de maîtrise et des thèses de doctorat susceptibles d'éclairer diverses questions.</p>	<p><b>f) Déploiement géographique</b> Le projet, financé par les Instituts de recherche en santé du Canada et dirigé par les Dr Tomas Paus et Zdenka Pausauva de l'Université de Nottingham, est multidisciplinaire et multiinstitutionnel. En plus des chercheurs du Groupe ÉCOBES, ce projet implique des chercheurs de l'UQAC (psychologie), du Centre de médecine génique communautaire de l'Université de Montréal et de l'Université McGill.  Dans cette étude, les chercheurs mettent en place une banque exceptionnelle de données qui soutiendra diverses analyses, et ce, pendant plusieurs années. Là encore, l'intérêt de telles données est indéniable pour plusieurs départements de l'UQAC et pour des étudiants inscrits aux cycles supérieurs.</p>	<p><b>f) Déploiement géographique</b> Ce type de données géospatiales est très porteur et peut être considéré garant de nouvelles analyses pour mieux comprendre les clivages sociogéographiques associés à la persévérance scolaire au Québec et dans chacune des régions (Perron, 2006). Le module de Géographie de l'UQAC y trouve évidemment son intérêt, tout comme le département des Sciences de l'éducation et de psychologie. C'est un projet porteur au cœur des préoccupations actuelles du Groupe ÉCOBES et du CRÉPAS. Plusieurs régions du Québec exploitent actuellement les données disponibles sur le site dans le cadre de l'élaboration de plans d'action pour contrer l'abandon scolaire.</p>	<p><b>f) Déploiement géographique</b> On observe plus d'une trentaine de communautés des Premières Nations sur le territoire québécois. Les communautés présentent toutes des taux de décrochage scolaire au secondaire beaucoup plus élevés qu'au Québec (60,7 % comparativement à 24,8 %). Dans un premier temps, les enquêtes viseront les communautés du SLSJ et de la Côte-Nord.</p>

g) Horizon temporel/échancier.

À la suite de son implantation, la Chaire conjointe déploiera sa programmation initiale au cours de la période 2008 à 2013. Les subventions obtenues et la contribution financière des deux promoteurs permettront la continuité des travaux et la consolidation de la mission au cours de la décennie suivante.

**4. Partenariats et contributions spécifiques**

a) Brièvement décrire les démarches

Jusqu'à présent, plusieurs démarches ont été effectuées auprès des différents ministères, agences, secrétariats, partenaires privés et fondations. Nous vous présentons les principales démarches réalisées. Actuellement, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport est pressenti pour devenir le ministère maître d'œuvre. Le directeur régional, monsieur François Paquette, a déjà acheminé le projet au bureau de la sous-ministre, madame Hélène P. Tremblay. Le MELS peut soutenir des centres de recherche dont les travaux concernent la mission du ministère.

Une rencontre a eu lieu avec madame Martine Couture, présidente directrice de l'Agence de santé et de services sociaux, en présence de madame Lison Rhéaume du ministère des Affaires municipales et des Régions de la Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean et monsieur Michel Perron. Madame Couture s'est montrée intéressée par la Chaire conjointe étant donné les retombées des travaux, notamment quant à la mission des Centres jeunesse. Elle s'est engagée à supporter des démarches auprès du ministère de la Santé et des Services sociaux. Les représentants régionaux du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles ont déjà été interpellés. Monsieur Hubert Troestler, représentant du ministère au SLSJ, a accepté de rencontrer les promoteurs.

Le Secrétariat aux affaires autochtones a déjà contacté madame Lison Rhéaume et monsieur Michel Perron. Monsieur Robert Julien a une copie du projet et doit en évaluer la pertinence pour son ministère.

Le Secrétariat à la jeunesse a été informé du projet de Chaire conjointe au moment des négociations pour l'entente spécifique du CRÉPAS.

Le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) est déjà informé du projet de Chaire conjointe. Monsieur Pierre Villeneuve a supporté les démarches concernant le CRÉPAS et le Groupe ÉCOBES, en plus d'être membre du comité du « Profil de la recherche au SLSJ » qui a priorisé le projet de Chaire conjointe dans son rapport (Deloitte et Touche, 2005).

De son côté, la Fondation Asselin, un partenaire du Groupe ÉCOBES depuis ses débuts, a été informé officiellement du projet. Elle souhaite rencontrer le chargé de projet le 1<sup>er</sup> mai prochain.

Le chargé de projet, monsieur Michel Perron, informera la Fondation Chagnon de la progression des négociations auprès des différents partenaires financiers sollicités.

La Chaire conjointe recevra une désignation indiquant sa double appartenance collégiale et universitaire, soit au Cégep de Jonquière (bureau principal) avec un bureau satellite à l'UQAC. Le caractère conjoint de cette Chaire impose aussi un modèle de gestion qui devra faciliter l'atteinte des objectifs poursuivis. Il est encore trop tôt pour décrire en détails le modèle opérationnel de gestion qui sera mis en place. Au stade actuel de l'avancement du projet, il est suffisant de poser les grands principes qui guideront les administrateurs des deux institutions maîtres d'œuvre. Premièrement, un chercheur d'expérience, en l'occurrence monsieur Michel Perron, a été désigné pour diriger la Chaire et planifier les étapes de démarrage de la programmation scientifique. Deuxièmement, deux comités seront créés : un comité de gestion et un comité scientifique. Le **comité de gestion** assistera le titulaire dans les fonctions de planification, de contrôle, d'évaluation et de suivi de projets. Il s'agira d'un groupe de travail restreint formé du directeur de la Chaire, de trois représentants de l'UQAC et de trois représentants du Cégep de Jonquière. Le **comité scientifique** sera formé d'un nombre restreint (cinq ou six environ) de chercheurs des deux institutions partenaires associés aux projets fondateurs ou aux axes de recherche. Ils veilleront à rendre compte de l'ensemble des préoccupations des chercheurs associés à la Chaire conjointe. Ce comité supportera le titulaire de la Chaire dans la conduite de la programmation scientifique. C'est le comité gestion qui devra désigner, après consultation, les membres du comité scientifique.

b) Personnes/experts consultés dans le développement du projet

La composition du comité de mise en place de la Chaire conjointe (au besoin, d'autres représentants s'ajouteront au fur et à mesure de la progression des travaux).

Mmes Nadine Arbour, Groupe ÉCOBES  
Francine Belle-Isle, UQAC  
Nicole Bouchard, UQAC  
Thérèse Dufour, Fondation Asselin  
Lison Rhéaume, ministère des Affaires municipales et des Régions,  
Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean  
Michel Belley, UQAC  
Réjean Bergeron, Conférence régionale des élus  
Daniel Giguère, Conférence régionale des élus  
Gilbert Grenon, Cégep de Jonquière  
François Paquette, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Direction  
régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean  
Michel Perron, Groupe ÉCOBES  
Marc Rainville, Cégep de Jonquière

Les autres experts consultés :

Mmes Francine Belle-Isle, UQAC  
Marie-Ève Blackburn, Groupe ÉCOBES  
Nicole Bouchard, UQAC  
Joan Munn, Cégep de Jonquière  
Suzie Robichaud, UQAC  
Suzanne Veillette, Groupe ÉCOBES

MM. Michel Bernier, Secrétariat à la jeunesse,  
Serges Chiasson, Conférence régionale des élus  
Marco Gaudreault, Groupe ÉCOBES  
Robert Montpetit, Cégep de Jonquière  
Laurier Tremblay, Cégep de Jonquière  
Pierre Villeneuve, MDEIE–Direction de la Valorisation et du transfert

## 5. Potentiel de pérennisation et de généralisation

Au cours de la période d'implantation de cinq ans, on peut s'attendre à ce que des subventions aient été obtenues de la part des organismes voués au financement de la recherche. De telles sommes ne sont pas incluses actuellement au plan de financement. Ce dernier prévoit aussi constituer une réserve à la fin de l'entente pouvant être transformée en capitalisation pour supporter des travaux scientifiques futurs. À la fin de l'entente, la Chaire conjointe s'intégrera au financement régulier des deux institutions partenaires.

## 6. Éléments budgétaires

### a) Budget total et annuel

Les premières années, les sommes versées à la Chaire conjointe seront prioritairement investies dans les **projets fondateurs** émanant du Cégep de Jonquière et de l'UQAC, de même que pour soutenir des étudiants et des stagiaires dans le cadre de travaux reliés à la Chaire. Le soutien financier est également nécessaire pour embaucher un jeune professeur-chercheur à l'UQAC qui sera rattaché à la Chaire, pour poursuivre la formation d'une relève compétente (accompagnement de chercheurs ou de professionnels pour compléter des études de 2e ou 3e cycle), pour attirer d'autres chercheurs d'expérience, pour maintenir la collaboration avec des chercheurs d'autres universités (Nottingham, McGill, Montréal, Sherbrooke, Laval, UQAM, réseau UQ), pour faciliter l'association avec des centres universitaires, pour permettre la participation à des rencontres nationales et internationales, pour favoriser le rayonnement dans les autres régions du Québec. Il est également prévu de soutenir financièrement deux autres types de projets. Les **projets qualifiés d'émergents** ont déjà été reconnus par des organismes subventionnaires et ont besoin d'un coup de pouce additionnel pour s'inscrire dans le cadre de la mission de la Chaire. Quant aux **projets en démarrage**, ils représentent de nouvelles initiatives pour des études, des recherches ou des expérimentations estimées en lien étroit avec la mission et les objectifs de la Chaire conjointe. Enfin, il faut prévoir l'acquisition d'équipements informatiques, l'achat de nouveaux appareils (par exemple des lecteurs optiques) et financer certaines améliorations locatives au Cégep de Jonquière et d'autres à l'UQAC pour permettre l'installation de la Chaire conjointe.

L'annexe 2 fait état de prévisions qui ont été adoptées par la direction de l'UQAC et du Cégep de Jonquière dans le cadre d'un plan de financement pour cinq ans (2008 à 2013). Ces prévisions ont fait l'objet d'un consensus de tous les partenaires impliqués dans le cadre d'une réunion tenue le 16 avril dernier à la CRÉ. Nous devons éventuellement procéder à la révision de ce plan de financement en tenant compte des confirmations obtenues et des démarches réalisées auprès d'autres bailleurs de fonds. Il s'agit là d'un plan de financement qui devra être ajusté aux

objectifs de la Chaire conjointe de même qu'aux engagements des promoteurs et des partenaires.

b) Les contributions des partenaires au projet en question (en pourcentage)

SOURCE	%	%
<b>Les promoteurs</b>	<b>29,5</b>	
Université du Québec à Chicoutimi		18,7
Cégep de Jonquière		10,8
<b>Gouvernement du Québec</b>	<b>28,4</b>	
MELS		22,6
Secrétariat à la jeunesse		5,8
<b>Partenaires régionaux</b>	<b>13,8</b>	
Conférence régionale des élus		6,9
Fondation Asselin		2,3
Regroupement Action Jeunesse 02		2,3
Ville Saguenay		2,3
<b>Partenaires privés et fondations</b>	<b>12,2</b>	
Fondation Lucie et André Chagnon		12,2
<b>Soutien aux infrastructures</b>	<b>16</b>	
Cégep de Jonquière		3,0
MDEIE		13,0
<b>Revenus</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

d) Calendrier proposé des déboursés

Les déboursés annuels demandés à la Fondation Chagnon sont précisés à l'annexe 2.

e) Hypothèses budgétaires

À titre illustratif, en nous basant sur les prévisions de revenus, nous proposons également à l'annexe 2 le pro forma des dépenses pour la période 2008 à 2013.

7. Mécanismes de suivi

a) Rencontres régulières avec les Gestionnaires de portefeuille de projet

Une rencontre annuelle pourrait être prévue avec les Gestionnaires de portefeuille de projet.

b) Rapports de suivi d'activités et budgétaires

Après la signature de l'Entente spécifique de régionalisation, un comité multipartite sera mis en place. Il sera composé des représentants de chacun des partenaires financiers. Le mode de fonctionnement et le rythme des rencontres de ce comité seront précisés au texte de l'Entente spécifique de régionalisation. Dans le cadre de ce comité, il sera possible de rendre compte, à chaque cycle budgétaire, des étapes franchies, des réalisations principales, des difficultés rencontrées et des résultats obtenus. Bien sûr un rapport des résultats financiers sera alors présenté.



Les promoteurs s'engagent à :

- ❖ participer aux travaux de suivi du protocole d'entente en déléguant deux représentants au comité de suivi de l'Entente spécifique signée entre les promoteurs et les partenaires;
- ❖ déposer une planification budgétaire annuelle révisée;
- ❖ soutenir professionnellement les activités du comité de suivi de l'Entente spécifique et en assumer les aspects logistiques (secrétariat et autres).

c) Bilan d'activités et budgétaire annuel

Les promoteurs s'engagent à :

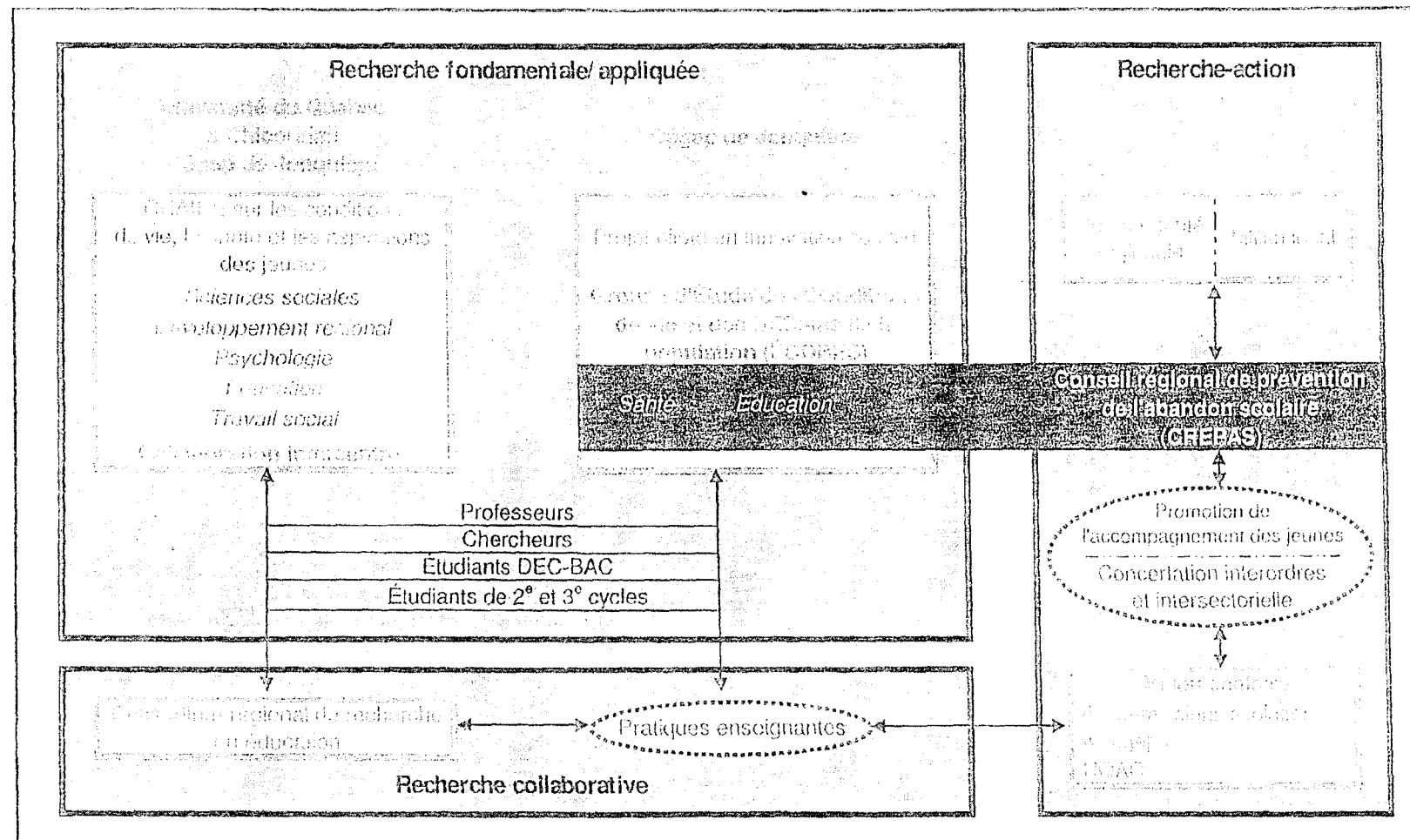
- ❖ déposer annuellement un rapport d'activités au comité de suivi de l'Entente spécifique ;
- ❖ diffuser annuellement les résultats des travaux de recherche auprès des clients et ou des utilisateurs concernés;
- ❖ déposer un rapport financier annuel vérifié au comité de suivi.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BÉLANGER, P.W. et G. ROCHER. 1972. *Le projet de recherche : Étude des aspirations scolaires et des orientations professionnelles des étudiants (ASOPE)*. L'orientation professionnelle, 8 : 114-127.
- DELOITTE et TOUCHE. 2005. *Profil de la recherche régionale. La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean*. Cahier des annexes.
- GAUDREAU, M., VEILLETTE, S., BLACKBURN, M.-È., LABERGE, L., GAGNÉ, M. et M. PERRON. 2004. *Perceptions de soi et de l'avenir à l'adolescence*. Série Enquête régionale 2002 : Les jeunes du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Qui sont-ils? Que font-ils? Jonquière, Groupe ÉCOBES, Cégep de Jonquière, 127 pages et annexe.
- LOOKER, E.D. 2001. *Pourquoi ne poursuivent-ils pas? Facteurs qui influencent les jeunes Canadiens lorsqu'ils décident de ne pas entreprendre d'études postsecondaires*. Montréal, Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, 15 pages.
- PERRON, M. 2006. « *Jeunes, territoire et scolarisation : élèves de la ville et de la campagne, quelles différences?* ». Actes du Colloque franco-québécois sur la persévérance scolaire. Québec, CTREQ, pp. 7-9.
- PERRON, M., GAUDREAU, M., VEILLETTE, S. et L. RICHARD. 2000. *Jeunes de la ville ou de la campagne : quelles différences?* Série Enquête régionale 1997 : Aujourd'hui, les jeunes du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Jonquière, Groupe ÉCOBES, Cégep de Jonquière, 103 pages.

- PERRON, M., GAUDREAU, M., VEILLETTE, S. et L. RICHARD. 1999. *Trajectoires d'adolescence : stratégies scolaires, conduites sociales et vécu psychoaffectif*. Série Enquête régionale 1997 : Aujourd'hui, les jeunes du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Jonquière, Cégep de Jonquière, Groupe ÉCOBES, 260 pages.
- POTVIN, P.L., FORTIN, D., MARCOTTE, D. et al. 2004. *Guide de prévention du décrochage scolaire*. Québec, CTREQ, 80 pages.
- REGROUPEMENT ACTION JEUNESSE 02. 2004. *Une stratégie globale d'intervention visant l'atteinte d'un bilan migratoire positif*. Saguenay, RAJ-02, 10 pages.
- TREMBLAY, D.-G. 2004. « Transformations sociales et gouvernance : a-t-on appris? A-t-on innové? ». Présentation dans le cadre du colloque internationale du CRISES *Innovations et transformations sociales*, 12 novembre 2004.
- VEILLETTE, S., PERRON, M., HÉBERT, G., MUNGER, C. et J. THIVIERGE. 1993. *Les disparités géographiques et sociales de l'accessibilité au collégial. Étude longitudinale au Saguenay-Lac-Saint-Jean*. Jonquière, Cégep de Jonquière, Groupe ÉCOBES, 163 pages.

ANNEXE 1 : PLATEFORME RÉGIONALE DE VALORISATION DE LA SCOLARISATION



Source : Michel Perron, UQAC, Cégep de Jonquière, CRÉPAS, 22 avril 2004 (Version de travail)

ANNEXE B

Plan de financement PRO FORMA 2008-2013

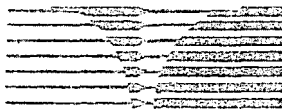
SOURCE	REVENUS					Total
	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	
Gouvernement du Québec						
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport *	- \$	165 000 \$	195 000 \$	212 000 \$	212 000 \$	784 000 \$
Secrétariat à la jeunesse	- \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	200 000 \$
Sous-total	- \$	215 000 \$	245 000 \$	262 000 \$	262 000 \$	984 000 \$
Partenaires régionaux						
Conférence régionale des élus	- \$	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	240 000 \$
Regroupement Action Jeunesse SLSJ	- \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	80 000 \$
Fondation Asselin du Cégep de Jonquière	- \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	80 000 \$
Ville Saguenay	- \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	80 000 \$
Sous-total	- \$	120 000 \$	120 000 \$	120 000 \$	120 000 \$	480 000 \$
Les promoteurs						
Université du Québec à Chicoutimi	122 300 \$	126 800 \$	130 000 \$	133 200 \$	135 900 \$	648 200 \$
Cégep de Jonquière	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	375 000 \$
Sous-total	197 300 \$	201 800 \$	205 000 \$	208 200 \$	210 900 \$	1 023 200 \$
Fonds privé						
Fondation Lucie et André Chagnon	75 000 \$	50 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	425 000 \$
Sous-total des revenus	272 300 \$	586 800 \$	670 000 \$	690 200 \$	692 900 \$	2 912 200 \$
Soutien aux infrastructures						
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation		452 250 \$				452 250 \$
Cégep de Jonquière		105 036 \$				105 036 \$
Sous-total		557 286 \$				557 286 \$
Total	272 300 \$	1 144 086 \$	670 000 \$	690 200 \$	692 900 \$	3 469 486 \$

\* En bleu et italique : Sommes non confirmées.

Plan de financement PRO FORMA 2008-2013

SOURCE	DÉPENSES					Total
	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	
Fonctionnement de la Chaire						
Personnel (salaires)						
Direction et coordination	122 300 \$	126 800 \$	130 000 \$	133 200 \$	135 900 \$	648 200 \$
Professionnels, soutien technique, secrétariat	20 000 \$	108 000 \$	112 000 \$	115 000 \$	118 000 \$	473 000 \$
Fonctionnement et déplacements	15 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	135 000 \$
Sous-total	157 300 \$	264 800 \$	272 000 \$	278 200 \$	283 900 \$	1 256 200 \$
Financement des projets de recherche et soutien au transfert des connaissances						
Support financier aux projets fondateurs et émergents en complément aux subventions d'autres sources	- \$	120 000 \$	120 000 \$	120 000 \$	120 000 \$	480 000 \$
Organisation de colloques	- \$	30 000 \$	- \$	30 000 \$	- \$	60 000 \$
Frais d'aide à la diffusion (rencontres scientifiques) et à la publication (traduction)	- \$	15 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	105 000 \$
Activités d'évaluation externe	- \$	- \$	30 000 \$	- \$	50 000 \$	80 000 \$
Sous-total	- \$	165 000 \$	180 000 \$	180 000 \$	200 000 \$	725 000 \$
Soutien à la formation de chercheurs						
Activités de perfectionnement pour les chercheurs	- \$	15 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	105 000 \$
Bourses de doctorat	- \$	- \$	20 000 \$	40 000 \$	60 000 \$	120 000 \$
Bourses de maîtrise	- \$	- \$	17 000 \$	34 000 \$	34 000 \$	85 000 \$
Bourses d'initiation à la recherche au baccalauréat	- \$	5 400 \$	10 800 \$	10 800 \$	10 800 \$	10 800 \$
Bourses d'initiation à la recherche au collégial	- \$	4 500 \$	9 000 \$	9 000 \$	9 000 \$	9 000 \$
Sous-total	- \$	24 900 \$	86 800 \$	123 800 \$	143 800 \$	329 800 \$
Immobilisations à même les revenus						
Achat d'ordinateurs, de logiciels, de mobilier	26 000 \$	30 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	86 000 \$
Améliorations locatives et installation au Pavillon Manicouagan (5 <sup>e</sup> étage) du Cégep de Jonquière et à l'UQAC	- \$	557 286 \$	- \$	- \$	- \$	557 286 \$
Sous-total	26 000 \$	587 286 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	643 286 \$
Total (dépenses)	183 300 \$	1 041 986 \$	548 800 \$	592 000 \$	637 700 \$	2 954 286 \$
Constitution d'un fonds à capitaliser	89 000 \$	102 100 \$	121 200 \$	98 200 \$	55 200 \$	515 200 \$

1 - txt 6001233631000691img-protocole d'entente chaire conjointe uqac-cegep jonquiere.doc



CÉGEP DE JONQUIÈRE

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL D'UNE SÉANCE ORDINAIRE  
DU COMITÉ EXÉCUTIF DU CÉGEP DE JONQUIÈRE  
TENUE AU COLLÈGE LE 2 DÉCEMBRE 2009

cegepjonquiere.ca

Protocole d'entente à intervenir entre la Fondation Lucie et André Chagnon, l'Université du Québec à Chicoutimi et le Cégep de Jonquière pour la création, le soutien et le développement d'une Chaire sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ) :

ATTENDU la mission de la Fondation Lucie et André Chagnon qui consiste à contribuer au développement et à l'amélioration de la santé physique, psychologique, spirituelle et sociale des familles par la prévention de la pauvreté et de la maladie, en agissant principalement auprès des enfants et de leurs parents;

ATTENDU que le Cégep de Jonquière exerce des activités de recherche sur les conditions de vie et les besoins des jeunes, et ce, par l'intermédiaire d'ÉCOBES Recherche et transfert, implanté au Cégep depuis 25 ans et par ses départements de Sciences humaines et de Techniques d'éducation à l'enfance;

ATTENDU que l'UQAC effectue elle aussi des travaux de recherche sur les jeunes par l'intermédiaire de professeurs-chercheurs associés à différents départements universitaires et par une chaire de recherche conjointe sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes, laquelle chaire a été créée en partenariat UQAC-Cégep afin de mettre à profit leur expertise respective sur la thématique des jeunes;

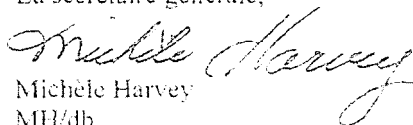
ATTENDU l'essentiel de la mission de la Chaire qui consiste à œuvrer activement à la réalisation de travaux scientifiques en sciences sociales concernant tous les jeunes et qui veut aussi contribuer à la diffusion des savoirs et au transfert des connaissances, en plus de favoriser le maillage d'expertises concernant les jeunes entre des chercheurs du réseau universitaire et du réseau collégial, de même qu'avec d'autres milieux institutionnels;

ATTENDU que la mission de la Chaire s'inscrit dans la mission de la Fondation Lucie et André Chagnon et que cette dernière souhaite contribuer financièrement à l'implantation et au développement de la Chaire selon les modalités mentionnées au protocole d'entente à intervenir entre les parties;

SUR MOTION dûment proposée et appuyée, il est unanimement résolu d'autoriser la directrice des études, madame Guylaine Proulx et le directeur général, monsieur Michel Gravel, à signer, pour et au nom du Cégep de Jonquière, le protocole d'entente à intervenir entre la Fondation Lucie et André Chagnon, l'Université du Québec à Chicoutimi et le Cégep de Jonquière concernant la création, le soutien et le développement de la Chaire UQAC-Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ), tel qu'annexé au dossier du présent procès-verbal pour en faire partie intégrante.

COPIE AUTHENTIQUE

La secrétaire générale,



Michèle Harvey

MH/db

Résolution 09.10.04

M:\DBeauchien\Comité exécutif\09\prot-ent-fondation chagnon uqac cegep.doc

2505, rue Saint-Hubert  
Jonquière (Québec) G7X 7W2  
Téléphone : 418 547-2191

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS DE LA QUATRE CENT DEUXIÈME (402<sup>e</sup>) RÉUNION ORDINAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, TENUE LE 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 2009, À LA SALLE GÉRARD-ARGUIN DU PAVILLON DES HUMANITÉS.

RÉSOLUTION CAD-9166

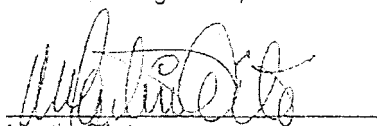
Protocole d'entente à intervenir  
entre la Fondation Lucie et André  
Chagnon, l'UQAC et le Cégep de  
Jonquière

- ATTENDU le règlement général 1 « Organisation et dispositions générales en matière d'enseignement et de recherche »;
- ATTENDU la politique d'organisation et de financement de la recherche;
- ATTENDU les résolutions CAD-8928 et CAD-9140 du Conseil d'administration relatives à la Chaire UQAC – Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ);
- ATTENDU l'implication du professeur Michel Perron;
- ATTENDU la recommandation du vice-recteur à l'enseignement et à la recherche;

Il est RÉSOLU :

- 1- D' approuver le protocole d'entente à intervenir entre la Fondation Lucie et André Chagnon, l'Université du Québec à Chicoutimi et le Cégep de Jonquière relativement à l'implantation et au développement de la Chaire VISAJ, tel qu'annexé à la présente et en faisant partie intégrante.
- 2- D' autoriser deux (2) des trois (3) personnes suivantes, soit le recteur, le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, le vice-recteur aux affaires étudiantes et secrétaire général, à signer, au nom de l'Université du Québec à Chicoutimi, ledit protocole et y insérer toute stipulation, convention ou modification compatible avec les présentes qu'ils jugeront utile ou nécessaire.

Le vice-recteur aux affaires étudiantes  
et secrétaire général,

  
Martin Côté

Saguenay, le 2 septembre 2009

## ANNEXE 4

### *Entente de partenariat UQAC – Cégep de Jonquière pour le développement de VISAJ*



## ENTENTE DE PARTENARIAT

ENTRE :

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI, personne morale de droit public ayant son siège social au 555, boulevard de l'Université, Saguenay (arrondissement de Chicoutimi), Québec G7H 2B1, représentée aux fins des présentes par Francine Belie-Isle, dûment autorisée

(ci-après appelée l'« UQAC »)

ET :

COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DE JONQUIÈRE, établissement d'enseignement constitué en vertu de la *Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel* (Québec), ayant son siège social au 2505, rue Saint-Hubert, Saguenay, Québec, G7X 7W2, représenté aux fins des présentes par monsieur Michel Gravel, directeur général, dûment autorisé.

(ci-après appelé le « Cégep »)

- ATTENDU que l'UQAC effectue des travaux de recherche sur les jeunes par l'intermédiaire de professeurs-chercheurs associés à différents départements universitaires tels ceux des Sciences de l'éducation et de psychologie et des Sciences humaines, de même que par des travaux de groupes de recherche tels le Groupe de recherche et d'intervention régionales, le Groupe de recherche interdisciplinaire en démographie et épidémiologie génétique et le Centre de recherche sur le développement territorial.
- ATTENDU que le Cégep, par l'intermédiaire d'ÉCOBES Recherche et transfert implanté au Cégep depuis 25 ans ainsi que par l'intermédiaire de ses départements des Sciences humaines et de Techniques d'éducation à l'enfance, exerce des activités de recherche sur les conditions de vie et les besoins des jeunes.
- ATTENDU que l'UQAC et le Cégep ont créé une chaire de recherche conjointe dont l'appellation est « Chaire UQAC-Cégep de Jonquièrre sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ) » (ci-après la « Chaire ») afin de mettre à profit leur expertise respective sur la thématique des jeunes. La Chaire est accréditée en vertu de la Politique d'organisation et de financement de la recherche (CAD-7911) de l'UQAC et son organisation et sa programmation projetée sont reconnues par les conseils d'administration respectifs de l'UQAC et du Cégep.
- ATTENDU que la Chaire donne une forme tangible à la collaboration entre le Cégep et l'UQAC dans le domaine de la réalisation de travaux scientifiques en sciences sociales concernant tous les jeunes et de la diffusion des savoirs et du transfert des connaissances. Elle favorise le maillage d'expertise entre des chercheurs du réseau universitaire et du réseau collégial, de même qu'avec d'autres milieux institutionnels.
- ATTENDU qu'également, la Chaire contribue à la reconnaissance du Saguenay-Lac-Saint-Jean comme pôle d'excellence en matière de recherche et d'intervention sur la jeunesse, notamment en ce qui concerne la problématique complexe de l'abandon scolaire et qu'elle permettra

l'établissement de jeunes chercheurs en région et favorisera la qualification d'une relève compétente.

- ATTENDU que misant sur la synergie entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée en sciences sociales, la Chaire constitue une opportunité pour favoriser le regroupement de plusieurs chercheurs d'institutions universitaires et collégiales autour de la question des jeunes. La Chaire entend supporter les travaux interdisciplinaires et la production de nouvelles connaissances, tout en maximisant la diffusion des savoirs et le transfert des connaissances vers les milieux de pratique et d'enseignement.
- ATTENDU que le financement de la Chaire provient de plusieurs partenaires identifiés à l'annexe A et qu'il est nécessaire de définir les mécanismes de coordination, de gestion et du suivi financier dont se dotent l'UQAC et le Cégep vis-à-vis l'ensemble des partenaires financiers.

## LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

### 1. OBJET DE L'ENTENTE

Par la présente entente, l'UQAC et le Cégep s'engagent à soutenir et développer ensemble et solidairement la Chaire en accord avec la mission, la perspective et les modalités plus amplement décrites à l'Annexe A ci-jointe et à définir les mécanismes de coordination, de gestion et de suivi financier.

### 2. ENGAGEMENTS CONJOINTS UQAC-CÉGEP

#### 2.1 L'UQAC et le Cégep s'engagent à créer un comité conjoint de gestion dont le mandat est, entre autres, de :

- Soutenir la mise en place et le fonctionnement de la chaire;
- Offrir un lieu de dialogue entre les deux institutions afin de résoudre les problématiques de gestion inhérente à l'implantation d'une chaire conjointe;
- Assurer la bonne gestion des fonds et la reddition de comptes de la chaire.
- Supporter le titulaire dans les fonctions de planification, de contrôle, d'évaluation et de suivi de projets.

Le comité conjoint de gestion est formé notamment du titulaire de la Chaire, de 3 gestionnaires cadres de l'UQAC, de 3 gestionnaires cadres du Cégep et d'un représentant de la Fondation Chagnon.

#### 2.2 L'UQAC et le Cégep s'engagent également à créer un comité scientifique qui sera formé d'un nombre restreint de chercheurs provenant des deux institutions partenaires associés aux projets fondateurs ou aux axes de recherche.

### 3. ENGAGEMENTS DE L'UQAC

Aux fins de la présente entente, l'UQAC s'engage à :

#### 3.1 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de gestion,

- 3.2 Procéder à l'embauche du professeur-chercheur sélectionné et à lui fournir le support prévu pour ce type de personnel et l'intégrer à titre de professeur régulier, sous réserve et en conformité avec la convention collective intervenue entre l'UQAC et le Syndicat des professeurs et professeurs de l'UQAC;
- 3.3 Réaliser les obligations, activités ou projets prévus et présentés à l'annexe A, permettant d'obtenir les contributions des partenaires financiers;
- 3.4 Soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 814 382 \$ en biens et services, répartie sur six ans selon les modalités suivantes :
  - un montant de 128 436 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
  - un montant de 131 568 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;
  - un montant de 134 778 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
  - un montant de 138 068 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
  - un montant de 140 766 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
  - un montant de 140 766 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- 3.5 Favoriser, par ses actions, la collaboration entre les partenaires locaux et régionaux ainsi que l'harmonisation des activités de recherche en région;
- 3.6 Proposer et implanter une structure organisationnelle animée et représentative de tous les intervenants du secteur qui maximisera la coordination de la concertation et de la participation active de ces derniers;
- 3.7 Assurer la gestion financière des activités de la Chaire;
- 3.8 Tenir une comptabilité distincte des dépenses effectuées dans le cadre de cette entente;
- 3.9 Déposer, à la fin de l'entente, un rapport final sur l'utilisation des sommes convenues à la présente et un rapport financier;
- 3.10 Produire au terme de l'application de l'entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente, incluant un rapport financier couvrant la durée de l'entente, à partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de suivi et d'évaluation.

#### 4. ENGAGEMENTS DU CÉGEP

Aux fins de la présente entente, le Cégep de Jonquière s'engage à :

- 4.1 Désigner un représentant pour participer aux travaux du comité de gestion;
- 4.2 Soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 450 000 \$ en biens et services, répartie sur six ans pour accueillir la Chaire en lui offrant les infrastructures nécessaires à ses opérations selon les modalités suivantes :
  - un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
  - un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;
  - un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
  - un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
  - un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;

- un montant de 75 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014.

- 4.3 Reconnaître les fonctions du professeur-chercheur titulaire de VISAJ et lui fournir le support nécessaire à l'exercice de son mandat.
- 4.4 Faciliter les relations avec ÉCOBES Recherche et transfert, de même qu'avec les départements visés

## 5. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La propriété intellectuelle sera détenue par les parties conformément aux termes des ententes spécifiques à intervenir entre elles à l'égard des projets de recherche réalisés à l'intérieur de la Chaire. Tout projet ou intention, de l'une ou l'autre des parties aux présentes, de commercialiser ou de publier du matériel détenu conjointement doit promptement être communiqué par écrit à l'autre partie qui ne pourra s'y opposer sans motif valable. Les parties s'engagent à convenir, le cas échéant, dans une entente écrite, des modalités de commercialisation de matériel. Le présent article ne s'applique pas aux mémoires et aux thèses des étudiants.

## 6. DURÉE DE L'ENTENTE

- 6.1 La présente entente est d'une durée de six (6) ans, pour valoir depuis le 1<sup>er</sup> juin 2008 jusqu'au 31 mai 2014. Les parties pourront, d'un commun accord, reconduire les présentes au moyen d'un avis écrit.

## 7. CONFIDENTIALITÉ

- 7.1 Les parties aux présentes reconnaissent qu'elles pourraient recevoir dans le cadre de l'exécution de la présente entente des renseignements jugés confidentiels concernant l'autre partie ou concernant ses membres, dirigeants, employés ou représentants. Les parties s'engagent à respecter strictement le caractère confidentiel de ces renseignements et à ne les divulguer à aucune autre personne ni à en faire usage, autrement que dans le cadre de la présente entente, à moins d'avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite et explicite de la partie concernée.

## 8. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 8.1 La présente entente sera interprétée suivant les lois en vigueur de la province de Québec, Canada.
- 8.2 Le district judiciaire compétent pour entendre toute réclamation ou poursuite judiciaire relative aux présentes est le district judiciaire de Chicoutimi, Québec, à l'exclusion de tout autre district judiciaire.
- 8.3 La présente entente constitue l'accord entier intervenu entre les parties et remplace toute entente ou contrat, proposition, représentation, négociation ou accord oral ou écrit préalablement intervenu entre les parties.
- 8.4 Les parties conviennent que la présente entente n'a pas pour effet de limiter ou de restreindre de quelque façon que ce soit la possibilité éventuelle pour chacune des parties de conclure des ententes avec d'autres organismes.
- 8.5 La présente entente ainsi que toute entente en découlant s'applique aux parties ainsi qu'à leurs successeurs, héritiers et cessionnaires autorisés.

- 8.6 Les Parties conviennent qu'aucune d'elles ne pourra être tenue responsable de tout défaut ou retard d'exécution causés par des circonstances de force majeure. La force majeure est un événement extérieur, imprévisible et irrésistible, ce qui comprend, sans toutefois s'y limiter, les désastres naturels, les incendies, les conflits de travail, les pandémies et les mesures gouvernementales.
- 8.7 Tout avis transmis en vertu de la présente entente doit être fait par écrit et transmis par messenger, par courrier sous pli recommandé ou par télécopieur, à l'adresse et aux personnes ci-après désignées :

Pour l'UQAC :

Martin Côté  
Vice-recteur aux affaires étudiantes et secrétaire général  
Université du Québec à Chicoutimi  
555, boulevard de l'Université  
Saguenay (arrondissement de Chicoutimi), Québec  
G7H 2B1

Télécopieur : 418-545-5519

Pour le Cégep :

Michèle Harvey  
Secrétaire générale  
Collège d'enseignement général et professionnel de Jonquière  
2505, Saint-Hubert  
Jonquière (Québec) G7X 7W2

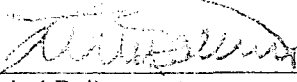
Télécopieur : 418-547-8965

EN FOI DE QUOI la présente entente a été signée par les parties pour valoir à compter du 6 avril 2010.

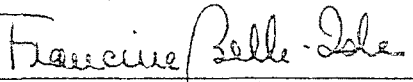
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI



par :

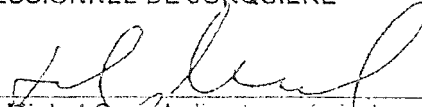
  
Michel Belley, recteur

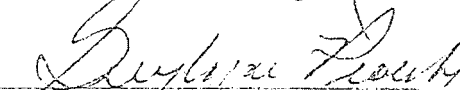
par :

  
Francine Belle-Isle

Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche

COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET  
PROFESSIONNEL DE JONQUIÈRE

par :   
Michel Gravel, directeur général

par :   
Guylaine Proulx, directrice des études

#### INTERVENTION

Intervient à la présente convention, Monsieur Michel Perron, titulaire de la Chaire UQAC-Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ), lequel reconnaît avoir lu la présente convention, en accepte tous les termes et conditions, en autant qu'il soit concerné reconnaît être lié par celle-ci et convient de faire en sorte que tous les membres de son équipe à l'Université et au Cégep soient informés de leurs obligations en vertu de la présente convention.

De plus, Monsieur Perron, atteste avoir obtenu, le cas échéant, toutes les approbations nécessaires à la réalisation du Projet de la part du ou des gestionnaires et/ou comités appropriés de l'Université et du Cégep et s'engage à respecter et à faire respecter par tous les membres de son équipe à l'Université et au Cégep les règles et normes de sécurité applicables.

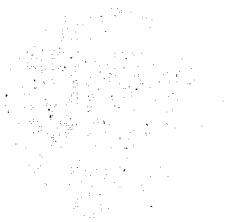
  
Michel Perron

## ANNEXE A

### Description du projet

# Présentation de la Chaire UQAC–Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ)

Décembre 2009



Michel Perron, Ph. D.  
Titulaire  
418 545-5011, poste 5649  
michel2.perron@uqac.ca  
418 547-2191, poste 394  
michel.perron@cjonquiere.qc.ca

VISAJ à l'UQAC  
Département des sciences  
humaines  
Université du Québec à Chicoutimi  
555, boulevard de l'Université  
Chicoutimi (Québec) G7H 2B1

VISAJ au Cégep de Jonquière  
Pavillon Manicouagan  
Cégep de Jonquière  
3791, rue de la Fabrique  
Jonquière (Québec) G7X 3W1



# Plan

## 1. Fonctionnement

- 1.1 Modèle de gestion
- 1.2 Équipe de travail
- 1.3 Lieux de travail
- 1.4 Réseau informatique

## 2. Collaborateurs et partenaires

- 2.1 Organismes collaborateurs
- 2.2 Partenaires financiers

## 3. Mission et objectifs

- 3.1 Mission
- 3.2 Objectifs

## 4. La recherche

- 4.1 Perspective générale des travaux
- 4.2 Axes de recherche
- 4.3 Axe de recherche 1 – Les transformations sociales et l'appartenance : les jeunes et le territoire
- 4.4 Axe de recherche 2 – La reproduction des inégalités sociales en matière de santé et d'éducation
- 4.5 Axe de recherche 3 – Les jeunes et leurs perceptions de l'avenir
- 4.6 Axe de recherche 4 – La santé des jeunes

## 5. Les projets de VISAJ

- 5.1 Plan d'action 2008-2014
- 5.2 Principaux projets pour 2009-2010

# 1. Fonctionnement

## 1.1 Modèle de gestion

La Chaire UQAC–Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ) a reçu une désignation indiquant sa double appartenance (UQAC et Cégep de Jonquière). Le caractère conjoint de cette chaire impose un modèle de gestion qui facilite l'atteinte des objectifs poursuivis. M. Michel Perron, Ph. D., chercheur d'expérience, a été embauché par l'UQAC à titre de professeur régulier en date du 18 juin 2008 et désigné titulaire de VISAJ le 14 octobre 2008. Pour l'accompagner dans la gestion de VISAJ, trois comités ont été ou vont être formés :

1. **Le comité de gestion** : Créé à l'automne 2008, ce comité se réunit au moins deux fois par année. Il a le mandat de veiller à la bonne gestion administrative de VISAJ. Le comité de gestion de VISAJ est composé du titulaire de VISAJ et de trois représentants de chacune des deux institutions partenaires :
  - *Nadine Arbour*, directrice, ÉCOBES Recherche et transfert, Cégep de Jonquière
  - *Denis Bilodeau*, directeur, Service des ressources financières, UQAC
  - *Nicole Bouchard*, doyenne, Décanat des études de cycles supérieurs et de la recherche, UQAC
  - *François Leblanc*, directeur, Services administratifs et techniques, Cégep de Jonquière
  - *Antoine Lutumba Ntetu*, directeur, Département des sciences humaines, UQAC
  - *Isabelle Morin*, chargée de projet, VISAJ et secrétaire du comité de gestion
  - *Michel Perron*, titulaire, Chaire UQAC–Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ)
  - *Guylaine Proulx*, directrice, Direction des études, Cégep de Jonquière
2. **Le comité de suivi de l'entente spécifique** : Le comité de suivi de l'entente spécifique sur l'implantation et le développement de VISAJ sera formé à la suite de la signature de l'entente, afin d'en assurer l'atteinte des objectifs et l'évaluation.
3. **Le comité scientifique** : Créé en novembre 2009, ce comité se réunit au moins deux fois par année. Il a le mandat d'assurer la cohérence et la pertinence de la programmation scientifique de VISAJ. Le comité scientifique de VISAJ est composé du titulaire de VISAJ de même que de chercheurs et de professionnels des deux institutions partenaires :
  - *Jacinthe Dion*, Ph. D., professeure, Département des sciences de l'éducation et de psychologie, UQAC
  - *Myriam Duperré*, agente de recherche, Décanat des études de cycles supérieurs et de la recherche, UQAC
  - *Luc Laberge*, Ph. D., chercheur, ÉCOBES Recherche et transfert, Cégep de Jonquière et professeur associé, Département des sciences de l'éducation et de psychologie, UQAC
  - *Isabelle Morin*, chargée de projet, VISAJ et secrétaire du comité scientifique

- *Nathalie Murray*, conseillère pédagogique, Service d'animation et de développement pédagogiques, Cégep de Jonquière
- *Michel Perron*, Ph. D., professeur (sociologie et géographie), Département des sciences humaines, UQAC et titulaire de VISAJ
- *Suzanne Veillette*, Ph. D., chercheuse (sociologie), ÉCOBES Recherche et transfert, Cégep de Jonquière

## 1.2 Équipe de travail

La direction de VISAJ est assurée par le titulaire de la Chaire, Michel Perron. Actuellement, deux personnes ont été engagées par VISAJ pour l'assister dans son travail : Isabelle Morin, chargée de projet, et Carl Brisson, professionnel de recherche. Des chercheurs collaborent également aux recherches en cours : Suzanne Veillette, Luc Laberge, Marco Gaudreault, Josée Thivierge et Marie-Ève Blackburn d'ÉCOBES de même que Jacinthe Dion, Mario Leone, Danielle Maltais, Louis Richer et Ève Pouliot de l'UQAC.

Lorsque VISAJ pourra compter sur des locaux adéquats, autant au Cégep de Jonquière qu'à l'UQAC, elle comptera, en plus de l'équipe en place, une secrétaire, un statisticien, des stagiaires postdoctoraux, des étudiants-chercheurs de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles, ainsi que des stagiaires du collégial et du premier cycle universitaire provenant principalement du Cégep de Jonquière ou de l'UQAC. Un programme de stages et de bourses pour les étudiants de ces deux institutions est d'ailleurs actuellement en développement.

## 1.3 Lieux de travail

VISAJ étant une chaire conjointe, elle se doit d'être physiquement présente autant à l'UQAC qu'au Cégep de Jonquière afin de faciliter le travail des chercheurs de ces deux institutions. C'est pourquoi VISAJ a développé deux pôles de travail.

1. **Le pôle de travail de VISAJ à l'UQAC** : Il se trouve au cinquième étage du Pavillon des humanités, au Département des sciences humaines. Il comprend le bureau du titulaire (local H5-1180) ainsi qu'un espace de travail dans le laboratoire de cartographie qui sera réaménagé pendant l'hiver 2010 pour répondre plus adéquatement aux besoins de VISAJ et des autres groupes de recherche en sciences humaines. C'est à ce pôle de travail que sont principalement effectués les travaux de cartographie de VISAJ.
2. **Le pôle de travail de VISAJ au Cégep de Jonquière** : Il est actuellement situé dans les bureaux d'ÉCOBES, au 7<sup>e</sup> étage du Pavillon Manicouagan, au Cégep de Jonquière. Cependant, comme l'espace disponible est largement insuffisant pour accueillir des chercheurs associés, des étudiants et des stagiaires, une demande d'aide financière, rédigée conjointement par VISAJ et le Cégep de Jonquière, a été acheminée en mars 2009 au ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'exportation (MDEIE) dans le cadre de son Programme de soutien à la recherche, volet 2 – Appui au financement d'infrastructures de recherche. Cette demande vise à obtenir le support financier nécessaire pour que le Cégep de Jonquière puisse procéder à la rénovation complète du 5<sup>e</sup> étage du Pavillon Manicouagan afin d'y héberger les bureaux de VISAJ.

C'est à ce pôle de travail que sont plus spécifiquement réalisés les entrevues et les tests psychométriques lorsque requis par les projets.

## 1.4 Réseau informatique

Comme l'équipe de VISAJ occupe deux pôles de travail distincts, il importe de développer un réseau informatique fiable et facile d'utilisation afin que tous les membres de l'équipe de VISAJ puissent accéder aux données, fichiers de recherche, logiciels et applications à partir de l'un ou l'autre des deux pôles de travail. Un comité informatique composé de membres de la Direction des technologies de l'information de l'UQAC et du Service de l'informatique du Cégep de Jonquière a été formé à l'été 2008 dans le but de développer un tel réseau informatique. Les membres de ce comité sont les suivants :

- *Claude Maltais*, responsable, Secteur exploitation et communications, UQAC
- *Dany Deschênes*, analyste (réseau, infrastructure), Service des technologies de l'information, Cégep de Jonquière
- *Jean Villeneuve*, analyste (réseau et sécurité), Service des technologies de l'information, UQAC
- *Julie Auclair*, agente de recherche, ÉCOBES Recherche et transfert, Cégep de Jonquière
- *Michaël Gaudreault*, agent de recherche, ÉCOBES Recherche et transfert, Cégep de Jonquière
- *Michel Lalancette*, responsable, Secteur support aux usagers, Service des technologies de l'information, UQAC
- *Patrice Noël*, directeur adjoint à la direction des études, responsable du Service des technologies de l'information, Cégep de Jonquière
- *Réal Beauregard*, technicien, Département des sciences humaines, UQAC
- *Silvie Fortin*, analyste (serveurs), Service des technologies de l'information, Cégep de Jonquière
- *Steve Brisson*, analyste (serveurs), UQAC
- *Michel Perron*, professeur, Département des sciences humaines de l'UQAC et titulaire de VISAJ

La mise en réseau a nécessité l'achat, par VISAJ, de deux serveurs dont l'installation au Cégep de Jonquière a été complétée en mai 2009.

En mai 2009, le nom de domaine de VISAJ ([www.visaj.ca](http://www.visaj.ca)) a été réservé pour une période de cinq ans, en prévision du site Internet de la Chaire qui sera hébergé à l'UQAC mais auquel les navigateurs pourront accéder autant à partir du site de l'UQAC que de celui du Cégep de Jonquière.

## 2. Collaborateurs et partenaires

### 2.1 Organismes collaborateurs

Pour la conduite de ses différents projets, VISAJ profite actuellement de la collaboration des organismes suivants :

- Atlas électronique du Saguenay–Lac-Saint-Jean, UQAC
- Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire (CRÉPAS)
- Département des sciences humaines, UQAC
- Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean
- ÉCOBES Recherche et transfert, Cégep de Jonquière
- Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), UQAC
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)
- Programmes d'études en sciences de l'activité physique et de la santé, UQAC
- Projet Transitions, UQAM
- Unité d'enseignement en travail social, UQAC
- Université de Nottingham, Royaume-Uni (docteurs Paus et Pausova)

### 2.2 Partenaires financiers

Le financement de la chaire provient de diverses sources publiques et privées. À ce jour, les partenaires financiers de VISAJ sont les suivants :

- L'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)
- Le Cégep de Jonquière
- Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)
- La Fondation Lucie et André Chagnon
- La Conférence régionale des élus (CRÉ) du Saguenay–Lac-Saint-Jean
- La Fondation Asselin du Cégep de Jonquière
- Le Regroupement Action Jeunesse 02 (RAJ-02)
- La Ville de Saguenay

## 3. Mission et objectifs

### 3.1 Mission

VISAJ a pour mission de contribuer au développement et à la diffusion de connaissances sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes. Le terme « jeunes » réfère ici à l'ensemble des moins de 20 ans sans négliger les jeunes immigrants, les jeunes institutionnalisés, les jeunes décrocheurs ni les jeunes des Premières Nations.

### 3.2 Objectifs

**Objectif 1 : Stimuler la recherche sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes**

- Consolider des créneaux de recherche et favoriser l'émergence de nouveaux projets dans ce domaine
- Offrir un soutien professionnel et financier aux projets en cours et à venir
- Soutenir la qualification d'une relève compétente par l'accompagnement d'étudiants à la maîtrise et au doctorat
- Susciter l'intérêt des étudiants du secondaire et du collégial pour la recherche en sciences sociales

**Objectif 2 : Participer activement au développement d'un réseau de recherche sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes**

- Encourager le développement de partenariats entre les réseaux collégial et universitaire
- Initier des projets de collaboration avec d'autres unités de recherche fondamentales ou appliquée sur les plans régional, national et international
- Décloisonner les connaissances sur les jeunes en favorisant l'interdisciplinarité
- Soutenir des projets de collaboration avec les instances régionales de concertation sur la persévérance scolaire et la réussite éducative

**Objectif 3 : Contribuer à la reconnaissance du Saguenay–Lac-Saint-Jean comme pôle d'excellence en matière de recherche et d'intervention sur la jeunesse**

- Consolider le travail des organismes de recherche déjà en place dans la région et œuvrant dans ce domaine : ÉCOBES Recherche et transfert, le Consortium régional de recherche en éducation (CRRE), le Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), etc.
- Par la production de nouvelles connaissances, soutenir le travail d'intervention des organismes régionaux œuvrant dans ce domaine : le Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire (CRÉPAS), l'Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean, les cégeps, les commissions scolaires, les centres jeunesse, le Regroupement action jeunesse 02, le Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean, etc.

- Encourager l'établissement de jeunes chercheurs au Saguenay–Lac-Saint-Jean

**Objectif 4 : Diffuser les résultats des recherches menées par VISAJ**

- Favoriser le transfert des connaissances vers les milieux qui interviennent auprès des jeunes afin d'inspirer leur action (réseaux scolaires, services sociaux et de santé, professionnels de l'orientation, milieux de stages, parents, etc.)
- Rendre les nouvelles connaissances sur les jeunes accessibles aux enseignants en sciences sociales et en éducation de l'enseignement postsecondaire afin d'assurer la mise à jour des savoirs dans ce domaine

## 4. La recherche

### 4.1 Perspective générale des travaux

VISAJ œuvre dans un cadre interdisciplinaire afin de profiter des richesses qu'amène le décloisonnement des connaissances : formulations théoriques globalisantes, complémentarité des approches et des méthodes, multiplicité des regards, apport bénéfique de plusieurs cadres épistémologiques.

VISAJ appréhende la recherche par la complexité pour échapper à la pensée déterministe et, ainsi, saisir dans toute leur complexité les relations entre les individus et les institutions sociales. En ce qui a trait notamment à l'adolescence, réalité aux contours flous, l'un des principaux défis de VISAJ est de décloisonner les connaissances issues du monde scolaire et celles provenant du milieu de la santé.

### 4.2 Axes de recherche

Tout en contribuant à des travaux de recherche fondamentale, VISAJ axe sa programmation scientifique sur la recherche appliquée. Quatre axes de recherche centrés sur les jeunes orientent la programmation scientifique interdisciplinaire de VISAJ :

1. Les transformations sociales et l'appartenance : les jeunes et le territoire
2. La reproduction des inégalités sociales en matière de santé et d'éducation
3. Les jeunes et leurs perceptions de l'avenir
4. La santé des jeunes

### 4.3 Axe de recherche 1 – Les transformations sociales et l'appartenance : les jeunes et le territoire

Les travaux de cet axe permettront de mieux comprendre les modes de mise en place de mécanismes visant à une plus forte participation sociale et politique des jeunes, rejoignant éventuellement les intérêts du Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT) situé à l'UQAC. L'originalité de VISAJ est d'étudier ces phénomènes à partir de la vision et des perceptions des jeunes. De plus, il pourrait aussi être pertinent de supporter des recherches sur les jeunes autochtones en ce qui a trait à leur participation sociale et à leur rapport au territoire.

Cet axe devra aussi viser l'étude des réseaux sociaux des jeunes, c'est-à-dire les groupes de référence et d'appartenance qui permettent de mieux comprendre leur rapport au territoire et à la société. En effet, il appert que les jeunes expriment des perceptions sexuellement stéréotypées de leurs rôles sociaux et ont, par le fait même, des groupes de référence différenciés selon le sexe (Gaudreault *et al.*, 2004). L'étude des réseaux de connaissances et de contacts pourrait mettre en évidence les diverses perceptions que peuvent avoir les jeunes du développement régional et de la façon dont on leur offre les services dont ils ont besoin.



L'étude de la migration des jeunes et de leur rapport à l'espace permettrait de considérer le territoire comme un déterminant du processus d'innovation. Le territoire est effectivement source de réseaux, contribuant à la création et à l'innovation par le jeu de facteurs attractifs et de rétention. Il est d'ailleurs connu que « l'innovation n'est pas donnée, mais résulte de la capacité d'un territoire à créer et développer des solutions » (Tremblay, 2004).

#### Dimensions explorées

- Les groupes sociaux des jeunes (groupes de référence et d'appartenance)
- Les rapports à l'espace et à la société (participation sociale et politique des jeunes)
- L'image que les jeunes ont de leur région
- La migration des jeunes et leurs rapports à l'espace régional et local
- Les modèles de dispensation des services en réponse aux besoins des jeunes
- Le territoire comme déterminant du processus d'innovation

#### Projet fondateur : Enquête longitudinale sur les habitudes de vie des jeunes au Saguenay–Lac-Saint-Jean (ELESJ-14)

Le suivi longitudinal d'une cohorte de jeunes permet de mieux distinguer la séquence de plusieurs phénomènes associés à la construction identitaire, en plus de permettre de cibler des périodes critiques pour l'intervention pour ceux qui traversent des difficultés. Tout particulièrement l'état de santé mentale des adolescents qui ont déserté l'école questionne, justifiant aussi la nécessité de disposer de données longitudinales. Il est alors possible d'interroger les décrocheurs sur leurs motivations et leurs aspirations. Le même exercice peut être réalisé auprès des jeunes qui ont l'intention de quitter leur région d'origine. La première étape d'une telle étude longitudinale (ELESJ) a été réalisée en mai 2002, au moment même de l'enquête sur les habitudes de vie et les aspirations scolaires et professionnelles des jeunes fréquentant les écoles secondaires du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Après avoir obtenu le consentement éclairé des jeunes de même que celui de leurs parents, le nombre de participants volontaires au volet longitudinal de l'enquête s'élevait à 615. Une autre collecte a été réalisée à l'automne 2004 (409 jeunes ont répondu au questionnaire du temps 2) et une troisième a eu lieu au printemps 2006 (413 participants). Ce troisième questionnaire a été bonifié par l'ajout de questions particulières adressées aux décrocheurs et aux jeunes qui ont quitté la région. En 2006, la transition secondaire-collège, la conciliation études/travail ainsi que la santé et la sécurité au travail figuraient également parmi les problématiques couvertes. Si l'étude longitudinale a déjà donné lieu à des publications significatives (Veillette *et al.*, 2007; Blackburn *et al.*, 2008), d'autres analyses devront être conduites.

L'ampleur de cette étude pourrait permettre aux étudiants des cycles supérieurs de divers départements (psychologie, sciences humaines, développement régional, travail social) d'effectuer des mémoires de maîtrise. La professeure Jacinthe Dion du Département de psychologie de l'UQAC est déjà associée à diverses analyses sur l'évolution de l'estime de soi à l'adolescence. Une étudiante au doctorat en psychologie a été autorisée par le comité conseil à utiliser certaines données pour produire des analyses secondaires. Par ailleurs le professeur Éric Pilote du département des sciences humaines de l'UQAC s'est montré intéressé par la problématique des idées suicidaires chez les jeunes.

## Projet émergent

Enquête transversale interrégionale sur les habitudes de vie et les stratégies scolaires des jeunes de 12 à 18 ans.

### 4.4 Axe de recherche 2 – La reproduction des inégalités sociales en matière de santé et d'éducation

Plusieurs environnements sont source de reproduction sociale : l'école, la famille, le quartier. Dans une perspective structuraliste, de tels environnements constituent des espaces de socialisation influençant directement les comportements des jeunes, notamment leurs parcours scolaires.

Les études sociogéographiques menées au Groupe ÉCOBES depuis le début des années 1990, en exploitant divers indicateurs scolaires, confirment la récurrence d'inégalités d'accès à la scolarisation. On saisit alors à quel point l'école demeure un lieu de reproduction sociale et que la géographie des inégalités scolaires est structurée au Québec suivant les grands clivages socioéconomiques. De fait, les probabilités de vivre des échecs scolaires à l'école sont plus élevées chez les enfants qui proviennent de milieux défavorisés (Veillette *et al.*, 1993; Looker, 2001; Potvin *et al.*, 2004). Qui plus est, les garçons québécois originaires de villages éloignés ou de petites villes situées en périphérie des pôles urbains régionaux accusent un retard quant à l'obtention d'un DES, une tendance toutefois atténuée chez les filles (Perron, 2008; Perron *et al.*, 2000). Si les inégalités de scolarisation persistent au Québec selon le genre, la région, le réseau fréquenté, le type de programme et l'origine socioéconomique des parents, l'influence réelle de la communauté d'appartenance demeure à approfondir (Perron, 2008; 2006). Dans le contexte où les clivages socioéconomiques deviennent de plus en plus prononcés à diverses échelles, il est utile de poursuivre diverses analyses sociogéographiques. Le plan du Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec insiste sur l'importance de poursuivre les études territoriales.

#### Dimensions explorées

- L'influence réelle de la communauté d'appartenance sur les parcours scolaires et la persévérance
- Les différences en matière de scolarisation entre les milieux urbains et ruraux
- Les disparités régionales et locales du décrochage et de la diplomation

#### Projet fondateur : Sociogéographie de la scolarisation au Québec (phase 2)

Le Groupe ÉCOBES, avec l'étroite collaboration du MELS, a développé un site Internet interactif ([cartodiplome.mels.gouv.qc.ca](http://cartodiplome.mels.gouv.qc.ca)) qui favorise le transfert des connaissances au sein des organismes scolaires ou communautaires qui oeuvrent à la lutte à la pauvreté et au décrochage scolaire. Cet outil de diffusion en ligne rend accessibles des indicateurs ciblés de persévérance et de réussite scolaires pour les clientèles inscrites à l'ordre secondaire (Perron, 2008).

Ce type de données géospatiales est très porteur et peut être considéré garant de nouvelles analyses pour mieux comprendre les clivages sociogéographiques associés à la persévérance scolaire dans les régions du Québec. Le projet s'intéresse maintenant aux données de 2003 à 2007 pour le secondaire, ainsi qu'aux clientèles du collégial et de l'universitaire. La collaboration du MELS est essentielle pour fournir à VISAJ les données extraites des fichiers administratifs (environ 100 000 élèves par cohorte).

Les chercheurs Magella Gauthier et Martin Simard du module de géographie de l'UQAC, sont associés à ce projet structurant pour le développement de la géographie sociale au Saguenay-Lac-Saint-Jean. De plus, des chercheurs du Projet Transitions, sous la direction du professeur Pierre Doray de l'UQAM, ont déjà manifesté leur intention de collaborer aux travaux de ce projet fondateur, afin d'analyser les déterminants de l'accès aux études postsecondaires. Il est envisagé de procéder à des demandes de subvention au cours des prochains mois.

#### Projets émergents

- Sites régionaux d'indicateurs de persévérance scolaire
- Modélisation de la persévérance scolaire par MRC

### 4.5 Axe de recherche 3 – Les jeunes et leurs perceptions de l'avenir

Outre la période de profonde remise en question à propos de soi et des relations avec les autres, typique de l'adolescence, les bouleversements biologiques et physiologiques peuvent être sources d'anxiété. Plusieurs autres obligations, telles s'orienter au plan professionnel ou encore faire le choix d'un programme d'étude, s'ajoutent à tous ces bouleversements lors de cette période charnière. Il est particulièrement préoccupant de constater que les aspirations professionnelles des adolescents font encore très peu l'objet de travaux scientifiques. Dans le cadre d'une enquête du groupe ÉCOBES réalisée en 2002, les aspirations professionnelles des adolescents de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont été revisitées à l'aide de questions inspirées de la recherche ASOPE menée au début des années 1970 (Bédard *et al.*, 1980). Les résultats soulèvent diverses problématiques liées à la connaissance de soi et des carrières, de même qu'à la difficulté de connaître les besoins du marché du travail (Perron, 2009; Gaudreault *et al.*, 2004).

En fait, il appert que l'adolescent comprend le monde depuis son point de vue, c'est-à-dire « depuis un point d'où la vue sur le social demeure syncrétique et éminemment relative à la manière dont le milieu social d'origine lui a jusqu'alors présenté l'environnement (monde de solidarité ou d'individualité, perception optimiste ou pessimiste de l'avenir...) » (Solaux, 1999, p. 315). Il y a place à l'innovation en proposant de nouvelles approches concernant la mesure de l'orientation scolaire, des aspirations scolaires et professionnelles qui tiendraient davantage compte de cette connaissance progressive de soi.

Le choix de carrière s'accompagne donc souvent de remises en question profondes qui ont des répercussions identitaires et émotives non négligeables. La problématique centrale du choix de carrière ne porte donc pas uniquement sur le choix d'une profession mais bien sur la construction même de l'identité. On saisit dès lors toute sa complexité et son importance dans le cheminement de l'adolescent.

### Dimensions explorées

- La connaissance de soi et des carrières chez les adolescents
- De nouvelles approches concernant la mesure des aspirations scolaires et professionnelles, de même que de l'indécision vocationnelle
- La construction de l'identité à l'adolescence à travers le choix de carrière

### Projets fondateurs : Enquêtes transversales (1997, 2002 et 2008) sur les habitudes de vie des jeunes du Saguenay–Lac-Saint-Jean

Pour l'étude de 2008, trois régions sont comparées : le Saguenay–Lac-Saint-Jean, la Capitale-Nationale et les Laurentides. Pour ces trois régions, la population admissible compte 87 640 élèves, ce qui correspond à 94,3 % de l'ensemble des élèves inscrits dans les écoles secondaires. Parmi eux, un échantillon de 7 486 jeunes a été choisi au hasard dans les strates identifiées. Finalement, 3 911 questionnaires ont été complétés.

Un rapport de recherche portant sur l'enquête de 2008 a été publié au début de l'année 2009 sous le titre suivant : *Être jeune aujourd'hui : Habitudes de vie et aspirations des jeunes des régions de la Capitale-Nationale, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et des Laurentides*. Les analyses de cette enquête se poursuivent actuellement.

Les rencontres avec la Direction de Santé publique et avec la présidente-directrice générale de l'Agence de la santé et des services sociaux du SLSJ ont confirmé leur contribution sous la forme de l'accès à diverses données et fichiers sous leur responsabilité. Également, la DSP ou l'Agence pourront participer à des projets de la Chaire sous forme de contrats, d'ententes de partenariat ou de collaborations à cet axe de recherche.

### Projets émergents

- Enquête transversale interrégionale sur les habitudes de vie et les stratégies scolaires des jeunes de 12 à 18 ans
- Les parcours scolaires des jeunes de 16 à 18 ans inscrits à l'éducation des adultes : approches qualitative et quantitative

## 4.6 Axe de recherche 4 – La santé des jeunes

Adopter une approche interdisciplinaire (biopsychosociale) des déterminants de la santé des jeunes apparaît essentiel afin de mieux appréhender l'influence réciproque des contextes socioculturel, socioéconomique et sociopolitique sur la santé des jeunes. Les résultats des travaux sur la santé des jeunes et sur les trajectoires familiales doivent être rapprochés des constats sur la persistance des liens entre la scolarité et l'état de santé (Perron, 1997). La dynamique familiale affecterait la santé des enfants, certains auteurs allant jusqu'à parler de transmission intergénérationnelle d'attitudes et même éventuellement de problèmes (Lemieux et Lanctôt, 1995; Moreau, 1995). Certains chercheurs suggèrent que la survenue d'événements préoccupants au cours des trajectoires familiales est une source de problèmes de santé physique et psychologique chez les enfants et les jeunes (Jutras et Bisson, 1994).

Un autre domaine de recherche porteur pour VISAJ consiste à étudier les perceptions des jeunes face à leur patrimoine génétique. Ceci est particulièrement pertinent dans le contexte de la mise en place du projet pilote d'offre de test de dépistage de porteurs de quatre maladies héréditaires récessives, projet initié à CORAMH et supporté maintenant par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et l'Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean. La région s'est donnée comme axe prioritaire de recherche la génomique communautaire et la pharmacogénomique communautaire (CHS-02, UQAC, 2003). Les efforts du Saguenay-Lac-Saint-Jean impliquent impérativement une meilleure compréhension des mécanismes du transfert des connaissances en matière de génétique et des diverses applications qui en découlent, notamment l'utilisation des tests de dépistage de porteurs de maladies génétiques.

Plusieurs recherches ont montré comment certaines génopathies, telle la dystrophie myotonique, se répercutent sur la vie sociale et professionnelle des personnes atteintes à l'âge adulte (Laberge *et al.*, 2007; Prévost, Veillette, Perron *et al.*, 2004; Veillette, Perron et Mathieu, 1989), mais aucune n'a ciblé les conséquences chez les jeunes. D'autres maladies, telle la tyrosinémie, qui touche les enfants dès leur plus jeune âge, ont certainement une influence sur les jeunes en ce qui concerne leur intégration, leur participation sociale, de même que sur bien d'autres éléments relatifs à leur vie sociale.

Les rencontres avec la Direction de Santé publique et avec la présidente-directrice générale de l'Agence de la santé et des services sociaux du SLSJ ont confirmé leur contribution sous la forme de l'accès à diverses données et fichiers sous leur responsabilité. Également, la DSP ou l'Agence pourront participer à des projets de la Chaire sous forme de contrats, d'ententes de partenariat ou de collaborations à cet axe de recherche.

#### Dimensions explorées

- La santé des jeunes et les trajectoires familiales
- Les déterminants de la santé des jeunes (approche biopsychosociale) et liens entre la scolarité et l'état de santé
- Les perceptions des jeunes face à leur patrimoine génétique

**Projet fondateur : Les effets du tabagisme maternel et d'autres facteurs environnementaux sur le développement cérébral, l'apprentissage, la santé cardiovasculaire et métabolique des jeunes**

L'objectif principal de ce projet est de déterminer les conséquences à long terme d'un environnement intra-utérin défavorable, plus spécifiquement l'exposition au tabac durant la grossesse, sur la structure et les fonctions du cerveau, sur l'apprentissage (volet I), sur la santé cardiovasculaire et métabolique des adolescents (volet II). De plus, cette recherche s'intéresse aux gènes susceptibles d'expliquer la variabilité de la vulnérabilité individuelle (gènes de protection ou de susceptibilité) à l'exposition au tabac durant la grossesse.

Le projet, financé depuis cinq ans par les Instituts de recherche en santé du Canada et dirigé par les Dr Tomas Paus et Zdenka Pausauva de l'Université de Nottingham au Royaume-Uni, est multidisciplinaire et multiinstitutionnel. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, des chercheurs du Cégep de Jonquière (ÉCOBES), de l'UQAC (psychologie) et de l'Université de Montréal (Centre de médecine génique communautaire) sont associés à ce projet novateur. S'intéressant à deux systèmes majeurs (le système nerveux central et le système cardiovasculaire et métabolique)

chez les adolescents, des outils sophistiqués et modernes sont utilisés pour mesurer les phénotypes d'intérêt, incluant l'analyse informatique des images de résonance magnétique, les tests expérimentaux des fonctions cognitives, les questionnaires sur les comportements, les résultats scolaires, l'évaluation non invasive des fonctions cardiovasculaires, les mesures de l'obésité et du métabolisme. La recherche de différents gènes de maladies à traits complexes est facilitée par le fait que les sujets sont issus d'une population relativement homogène, celle du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

La collecte des données, sous la responsabilité d'ÉCOBES, a débuté à l'automne 2003 auprès d'élèves des écoles secondaire du Saguenay-Lac-Saint-Jean. En date de juin 2009, plus de 600 adolescents ont terminé l'ensemble du protocole de recherche et de nouveaux groupes d'élèves viennent d'amorcer le processus. Au cours de la dernière année, les travaux ont donné lieu à la publication de onze articles dans des revues internationales de médecine. Des démarches sont en cours auprès du MELS pour obtenir les résultats des élèves tels qu'enregistrés dans les fichiers scolaires.

Dans cette étude, les chercheurs constituent une banque de données qui soutiendront diverses analyses pouvant être réalisées par des étudiants inscrits aux cycles supérieurs. Le professeur Louis Richer de l'UQAC, co-titulaire de la subvention, est associé aux travaux depuis le début.

#### **Projets émergents**

- Validation de mesures transversales des habiletés motrices, de l'estime de soi, de l'image corporelle et du sommeil chez les 6-12 ans
- Ajout des résultats scolaires à partir des fichiers du MELS dans la banque de données pour analyser les effets du tabagisme intrautérin sur la performance scolaire.

## 5. Les projets de VISAJ

### 5.1 Plan d'action 2008-2014

Objectifs généraux	Objectifs spécifiques	Résultats attendus
Objectif 1 : Stimuler la recherche sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes	Consolider des créneaux de recherche et favoriser l'émergence de nouveaux projets dans ce domaine	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Poursuite d'analyses secondaires appuyées sur les projets fondateurs</li> <li>▪ Développement de projets émergents liés aux axes de recherche</li> <li>▪ Consolidation des 4 axes de recherche</li> </ul>
	Offrir un soutien professionnel et financier aux projets en cours et à venir	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Investissement en ressources humaines et financières dans les projets fondateurs et émergents de la Cnaire</li> </ul>
	Soutenir la qualification d'une relève compétente par l'accompagnement d'étudiants à la maîtrise et au doctorat	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Direction de mémoires de maîtrise et de doctorat</li> <li>▪ Soutien aux étudiants des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles par l'octroi de bourses d'études</li> </ul>
	Susciter l'intérêt des étudiants du collégial et du premier cycle universitaire pour la recherche en sciences sociales	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Intégration d'étudiants de niveau collégial (DEC) et universitaire (BAC) aux activités de recherche de VISAJ par l'octroi de bourses ou de stages d'études</li> </ul>
Objectif 2 : Participer activement au développement d'un réseau de recherche sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes	Encourager le développement de partenariats entre les réseaux collégial et universitaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Émergence de nouveaux projets conjoints UQAC-Cégep de Jonquière</li> <li>▪ Formation d'équipes de travail conjointes UQAC-Cégep de Jonquière</li> </ul>
	Initier des projets de collaboration avec d'autres unités de recherche fondamentale ou appliquée sur les plans régional, national et international	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Développement de projets de collaboration avec d'autres groupes régionaux, nationaux et internationaux de recherche et d'intervention</li> </ul>
	Décloisonner les connaissances sur les jeunes en favorisant l'interdisciplinarité	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Constitution d'équipes de recherche interdisciplinaires</li> </ul>
	Soutenir des projets de collaboration avec les instances régionales de concertation sur la persévérance scolaire et la réussite éducative du Québec	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Collaboration à la mise en œuvre des dix recommandations du Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec</li> <li>▪ Soutien des instances régionales de concertation sur la persévérance scolaire et la réussite éducative du Québec</li> </ul>

Objectifs généraux	Objectifs spécifiques	Résultats attendus
Objectif 3 : Contribuer à la reconnaissance du Saguenay-Lac-Saint-Jean comme pôle d'excellence en matière de recherche et d'intervention sur la jeunesse	Consolider le travail des organismes de recherche déjà en place dans la région et oeuvrant dans ce domaine : ÉCOBES Recherche et transfert, le Consortium régional de recherche en éducation (CRRE), le Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), etc.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Tisser des liens avec les organismes de recherche existants afin de s'assurer que les travaux de VISAJ soient complémentaires aux leurs</li> </ul>
	Par la production de nouvelles connaissances, soutenir le travail d'intervention des organismes régionaux oeuvrant dans ce domaine.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Contribuer à supporter les plans d'action du CRÉPAS et des autres instances régionales de concertation en persévérance scolaire et réussite éducative</li> </ul>
	Encourager l'établissement de jeunes chercheurs au Saguenay-Lac-Saint-Jean	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Diffuser les possibilités d'emploi, d'études et de stages au sein de VISAJ partout au Québec</li> </ul>
Objectif 4 : Diffuser les résultats des recherches menées par VISAJ	Favoriser le transfert des connaissances vers les milieux qui interviennent auprès des jeunes afin d'inspirer leur action (réseaux scolaires, services sociaux et de santé, professionnels de l'orientation, milieux de stages, parents, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Participation à des congrès, colloques et autres événements en prononçant des conférences et en animant des ateliers</li> </ul>
	Rendre les nouvelles connaissances sur les jeunes accessibles aux enseignants en sciences sociales et en éducation de l'enseignement postsecondaire afin d'assurer la mise à jour des savoirs dans ce domaine	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Participation aux Midi séminaires ou autres ateliers sur la recherche au Cégep de Jonquière et à l'UQAC</li> <li>▪ Publication de notes de recherche, d'articles ou de livres</li> <li>▪ Organisation de colloques</li> </ul>



## 5.2 Principaux projets pour 2009-2010

1. Mettre en place le comité scientifique (réalisé à l'automne 2009).
2. S'assurer de la signature des différentes ententes concernant VISAJ :
  - 2.1 Le protocole d'entente entre la Fondation Lucie et André Chagnon, l'UQAC et le Cégep de Jonquière (version finale produite à l'automne 2009, signature des parties prévue pour décembre 2009).
  - 2.2 L'entente spécifique sur l'implantation et le développement de la Chaire UQAC-Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ) 2008-2014.
  - 2.3 L'entente de partenariat entre l'UQAC et le Cégep de Jonquière (signature prévue en décembre 2009).
  - 2.4 Le protocole d'entente entre le MELS, l'UQAC et le Cégep de Jonquière (signé à l'automne 2009).
3. Mettre en place, à l'hiver 2010, le comité de suivi de l'entente spécifique sur l'implantation et le développement de VISAJ.
4. Régulariser le statut des chercheurs associés et réguliers actuels.
5. Accueillir de nouveaux membres (chercheurs, étudiants et stagiaires).
6. Terminer l'élaboration du Programme de bourses pour les étudiants, en assurer la diffusion et le démarrage.
7. Poursuivre les rencontres d'animation et de recrutement à l'UQAC et au Cégep de Jonquière.
8. Poursuivre les travaux scientifiques pour les deux premiers projets fondateurs et en assurer la diffusion.
9. Démarrer les autres projets fondateurs et émergents et en assurer la diffusion.
10. Organiser, en mars 2010, un colloque où les chercheurs des deux institutions pourront présenter les résultats des travaux associés aux projets en cours.
11. Soutenir, en collaboration avec le Cégep de Jonquière et l'UQAC, les futurs travaux de rénovation du 5<sup>e</sup> étage du Pavillon Manicouagan du Cégep de Jonquière et du laboratoire de sciences humaines.
12. Préparer de nouvelles demandes de subvention.
13. Concevoir et produire les outils de communication de VISAJ selon la même orientation graphique que celle de la brochure (site Internet autogérable, canevas de PowerPoint et papeterie officielle)

Budget pro forma de VISAJ 2008-2014 (7 décembre 2009)

SOURCES	DÉPENSES						
	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Total
Fonctionnement de VISAJ							
Salaires et avantages sociaux du titulaire	125 272 \$	128 404 \$	131 614 \$	134 904 \$	137 602 \$	137 602 \$	795 398 \$
Salaires et av. soc. du personnel (professionnels, secrétariat)	20 000 \$	100 000 \$	134 000 \$	136 000 \$	138 000 \$	140 000 \$	668 000 \$
Frais d'administration, frais de bureau et déplacements (poste, télécommunications, fournitures, photocopies et impressions, transport, frais de séjour, publicité, volumes, etc.)	20 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	195 000 \$
Utilisation des locaux (loyer, entretien, réparations, assurances, etc.)	73 164 \$	73 164 \$	73 164 \$	73 164 \$	73 164 \$	73 164 \$	438 984 \$
Sous-total	238 436 \$	336 568 \$	373 778 \$	379 068 \$	383 766 \$	385 766 \$	2 097 382 \$
Financement des projets de recherche et soutien au transfert des connaissances							
Support financier aux projets fondateurs et émergents en complément aux subventions d'autres sources		120 000 \$	120 000 \$	120 000 \$	120 000 \$	120 000 \$	600 000 \$
Organisation de colloques		30 000 \$		30 000 \$		30 000 \$	90 000 \$
Frais d'aide à la diffusion (rencontres scientifiques) et à la publication (traduction)		15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	75 000 \$
Activités d'évaluation externe			30 000 \$		30 000 \$	20 000 \$	80 000 \$
Sous-total		165 000 \$	165 000 \$	165 000 \$	165 000 \$	185 000 \$	845 000 \$
Soutien à la formation de chercheurs							
Activités de perfectionnement pour les chercheurs		15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	75 000 \$
Stagiaire postdoctoral			27 000 \$	27 000 \$	27 000 \$	27 000 \$	108 000 \$
Bourses de doctorat			20 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	140 000 \$
Bourses de maîtrise			17 000 \$	34 000 \$	34 000 \$	34 000 \$	119 000 \$
Bourses d'initiation à la recherche au baccalauréat		5 400 \$	10 800 \$	10 800 \$	10 800 \$	10 800 \$	48 600 \$
Bourses d'initiation à la recherche au collégial		4 500 \$	9 000 \$	9 000 \$	9 000 \$	9 000 \$	40 500 \$
Sous-total		24 900 \$	98 800 \$	135 800 \$	135 800 \$	135 800 \$	531 100 \$
Achat d'équipement							
Achat d'ordinateurs, de logiciels, de mobilier et d'équipement de laboratoire	26 000 \$	31 900 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	97 900 \$
Améliorations locatives et installation au Pavillon Manicouagan (5 <sup>e</sup> étage) du Cégep de Jonquière et à l'UQAC		500 144 \$					500 144 \$
Sous-total	26 000 \$	532 044 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	598 044 \$
<b>TOTAL</b>	<b>264 436 \$</b>	<b>1 058 512 \$</b>	<b>647 578 \$</b>	<b>689 868 \$</b>	<b>694 566 \$</b>	<b>716 566 \$</b>	<b>4 071 526 \$</b>

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**SUR LA RECONNAISSANCE DE LA PRATIQUE ARTISTIQUE**  
**PROFESSIONNELLE DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN**

**ENTRE**

**LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE** madame Christine St-Pierre, pour et au nom du gouvernement du Québec, agissant par monsieur Réjean Goudreault, directeur régional du Saguenay-Lac-Saint-Jean, dûment autorisé en vertu du Règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (Décret numéro 973-88 du 22 juin 1988, publié à la Gazette officielle du Québec, Partie 2, numéro 29 du 13 juillet 1988, page 3622, corrigé par un Erratum publié à la Gazette officielle du Québec, Partie 2, numéro 38 du 14 septembre 1988, page 4865),

ci-après appelée le « **MCCCF** »

ET

**LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec, agissant par le sous-ministre, monsieur Marc Lacroix, dûment autorisé,

ci-après désigné le « **MAMROT** »

ET



**LE CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC**, personne morale légalement constituée ayant son siège social au 79, boulevard René-Lévesque Est, 3<sup>e</sup> étage, Québec, Québec, ici représentée par le président-directeur général, monsieur Yvan Gauthier, dûment autorisé en vertu de la Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec (L.R.Q., chapitre C-57.02) dans le cadre de ses règlements et politiques,

ci-après désigné le « **CALQ** »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN**, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (L.R.Q., c. M-22-1.), ayant son siège social au 2155, rue de la Peltrie, Jonquière (Québec) G8A 2A1, représentée par le président, monsieur Georges Bouchard, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 15 décembre 2010 portant le numéro CRÉ-CA-15-12-10 / 4.3 dont copie est jointe à la présente et d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 24 mars 2011 portant le numéro CRÉ-CA-24-03-11 / 7.1 dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »

ET

**LA VILLE DE SAGUENAY**, personne morale de droit public sise au 201, rue Racine Est, C. P. 129 Chicoutimi (Québec) G7H 5B8, représentée par le maire, monsieur Jean Tremblay, dûment autorisé en vertu d'une résolution du comité exécutif adoptée le 17 janvier 2011 et portant le numéro VS-CE-2011-14, dont une copie est jointe à la présente,

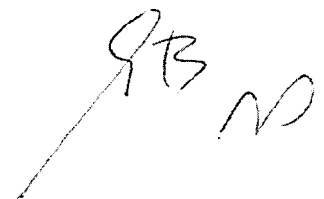
ci-après désignée la « **VILLE DE SAGUENAY** »

ci-après désignés les « **PARTIES** »

ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES

**LE CONSEIL DES ARTS DE SAGUENAY**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), sise au 6166, rue Notre-Dame, Laterrière (Québec) G7N 1A1, représentée par le président, monsieur Laval Martel, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration du 27 avril 2011, portant le numéro R11-11, dont une copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « **CAS** »

Handwritten signature and initials, possibly 'JB' and 'ND', in the bottom right corner of the page.

## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** la négociation et la conclusion d'ententes spécifiques entre la Conférence régionale des élus de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean et les ministères sectoriels permettent la mise en œuvre de priorités de développement régional;

**ATTENDU QUE** les **PARTIES** ont déjà signé une entente spécifique sur la reconnaissance de la pratique artistique professionnelle pour les années 2005-2008 qui prévoyait notamment la mise en place du *Fonds d'excellence du Saguenay–Lac-Saint-Jean pour les arts et les lettres*;

**ATTENDU QUE** les **PARTIES** ont déjà signé un premier addenda à l'entente spécifique sur la reconnaissance de la pratique artistique professionnelle pour les années 2005-2008, lequel prévoyait notamment la mise en place de la *Mesure d'aide à la consolidation des organismes artistiques professionnels* pour les années 2007-2010 ainsi que la prolongation du *Fonds d'excellence du Saguenay–Lac-Saint-Jean pour les arts et les lettres* pour les années 2008-2010;

**ATTENDU QUE** les **PARTIES** ont déjà signé un deuxième addenda à l'entente spécifique sur la reconnaissance de la pratique artistique professionnelle pour les années 2005-2008, lequel prévoyait notamment une nouvelle définition des *artistes et écrivains professionnels de la relève*, des modifications aux engagements financiers du **CALQ** pour les années 2007-2010 ainsi que les engagements de la **VILLE DE SAGUENAY** pour les années 2008-2010 en tant que nouveau partenaire;

**ATTENDU QUE** les **PARTIES** désirent continuer la même forme de partenariat et de fonctionnement que celle prévue à l'entente spécifique antérieure, à l'exception de la participation financière des **PARTIES** et de quelques modifications à certaines conditions de cette entente spécifique;

**ATTENDU QU'**il y a lieu de conclure une nouvelle entente.

**EN CONSÉQUENCE**, les **PARTIES** conviennent de ce qui suit :

### 1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente précise les engagements des **PARTIES** pour le maintien des priorités d'actions régionales en matière de reconnaissance de la pratique artistique professionnelle sur le territoire de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Aux fins de la présente entente, les conditions mentionnées à l'entente conclue le 11 janvier 2006 pour les années financières 2005-2006 et 2007-2008 (ci-après appelée « Entente originale » et modifiées par des addenda respectivement le 1<sup>er</sup> avril 2008 et le 17 juin 2009 pour les années financières 2007-2008 et 2009-2010 (ci-après appelés respectivement « Addenda 1 » et « Addenda 2 » s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires, notamment quant aux modifications aux engagements financiers des **PARTIES** et en tenant compte des modifications qui suivent :

## **2. MODIFICATIONS À « L'ENTENTE ORIGINALE », À « L'ADDENDA 1 » ET À « L'ADDENDA 2 »**

*Aux fins de la présente entente, le texte de l'article 4.1 de l'« Entente originale », modifié par l'article 4.1 de « l'Addenda 1 » et par l'article 2 de « l'Addenda 2 » qui concerne les engagements du CALQ, est modifié par ce qui suit :*

### **4.1 Engagements du Conseil des arts et des lettres du Québec**

Le CALQ s'engage à :

- 4.1.1 Sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 28 500 \$ au cours de l'année financière 2011-2012 aux fins du *Fonds d'excellence du Saguenay-Lac-Saint-Jean pour les arts et les lettres* en vertu des modalités de gestion et d'attribution décrites à l'annexe 1;
- 4.1.2 Traiter les demandes selon les modalités décrites à l'annexe 1;
- 4.1.3 Défrayer les coûts relatifs à la tenue des rencontres du comité de sélection, en vertu de sa Politique concernant les jurys, les comités et les appréciateurs présentés à l'annexe 2;
- 4.1.4 Participer à la promotion de l'Entente;
- 4.1.5 Participer aux travaux du comité de suivi de l'Entente.

*Aux fins de la présente entente, le texte de l'article 4.2 de « l'Entente originale », modifié par l'article 4.2 de « l'Addenda 1 » et qui concerne les engagements de la CRÉ est remplacé par ce qui suit :*

### **4.2 Engagements de la Conférence régionale des élus du Saguenay–Lac-Saint-Jean**

La CRÉ s'engage à :

- 4.2.1 Sous réserve de la disponibilité des crédits, réserver à même le *Fonds de développement régional (FDR)* pour contribuer à la mise en œuvre de la présente entente une somme de 20 000 \$ pour l'année financière 2011-2012 aux fins du *Fonds d'excellence du Saguenay–Lac-Saint-Jean pour les arts et les lettres* en vertu des modalités de gestion et d'attribution décrites à l'annexe 1;
- 4.2.2 Présider le comité de suivi et en assurer le secrétariat;
- 4.2.3 Participer à la promotion de l'Entente;
- 4.2.4 Recevoir les demandes d'aide financière et les transmettre au CALQ selon les modalités de gestion et d'attribution décrites aux annexes 1 et 2;

*Aux fins de la présente entente, le texte de l'article 4 de « l'Entente originale », modifié par l'article 4 de « l'Addenda 1 », modifié par l'article 3 de « l'Addenda 2 » et qui concerne les engagements de la VILLE DE SAGUENAY, est remplacé par ce qui suit :*

#### **4.5 Engagements de la VILLE DE SAGUENAY**

La VILLE DE SAGUENAY s'engage à :

- 4.5.1 Sous réserve de la disponibilité des crédits, réserver à même le *Fonds du Conseil des arts du Saguenay* pour contribuer à la mise en œuvre de la présente entente une somme de 8 500 \$ pour l'année financière 2011-2012 aux fins du *Fonds d'excellence du Saguenay–Lac-Saint-Jean pour les arts et les lettres* en vertu des modalités de gestion et d'attribution décrites à l'annexe 1;
- 4.5.2 Participer à la promotion de l'Entente;
- 4.5.3 Participer au comité de suivi de l'Entente.

*Aux fins de la présente entente, le texte de l'article 6.1 de « l'Entente originale », modifié par l'article 7.1 de « l'Addenda 1 », est remplacé par ce qui suit :*

#### **6.1 Durée de l'entente**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les PARTIES et prend fin le 31 mars 2012.

*Aux fins de la présente entente, le tableau synthèse des contributions de « l'Entente originale », ajouté par l'article 4 de « l'Addenda 2 », est remplacé par ce qui suit :*

#### **Tableau synthèse des contributions**

<b>Partenaires</b>	<b>2011-2012</b>
<i>Volet I : Fonds d'excellence du Saguenay–Lac-Saint-Jean</i>	
CALQ	28 500 \$
CRÉ	20 000 \$
VILLE DE SAGUENAY	8 500 \$
<b>Sous-total</b>	<b>57 000 \$</b>
<i>Volet III : Soutien à la promotion et à la diffusion</i>	
CALQ	2 500 \$
<b>Sous-total</b>	<b>2 500 \$</b>
<b>Total :</b>	<b>59 500 \$</b>

*Aux fins de la présente entente, l'article 8 de « l'Entente originale » est remplacé par ce qui suit :*

#### **8. LISTE DES ANNEXES**

L'annexe 1 : *Fonds d'excellence du Saguenay–Lac-Saint-Jean pour les arts et les lettres - modalités de gestion et d'attribution*

L'annexe 2 : *Politique concernant les jurys, les comités et les appréciateurs*

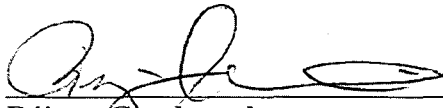
### **3. SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente.

**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** ont signé :



MCCCCF



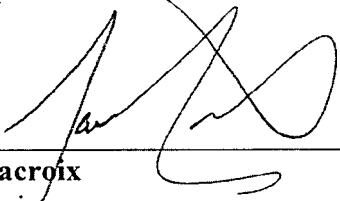
**Réjean Goudreault**

Directeur régional du Saguenay–Lac-Saint-Jean  
Pour la ministre de la Culture, des  
Communications et de la Condition féminine

*20 juin 2011*

Date

**MAMROT**

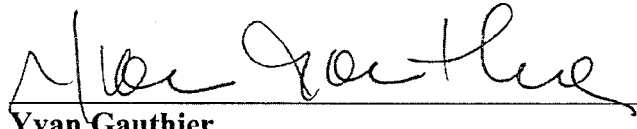


**Marc Lacroix**  
Sous-ministre  
Pour le ministre des Affaires municipales, des  
Régions et de l'Occupation du territoire

2011-06-16

Date

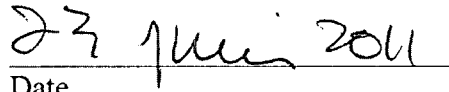
**CALQ**



**Yvan Gauthier**

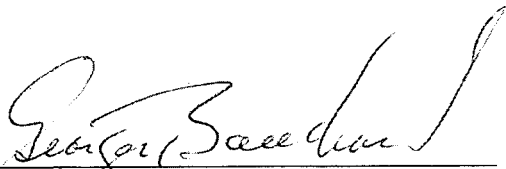
Président-directeur général

Conseil des arts et des lettres du Québec



Date

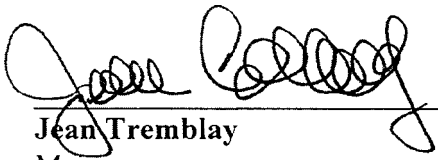
CRÉ

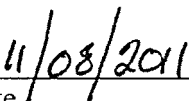


**Georges Bouchard**  
Président  
Conférence régionale des élus du  
Saguenay–Lac-Saint-Jean

\_\_\_\_\_ Date

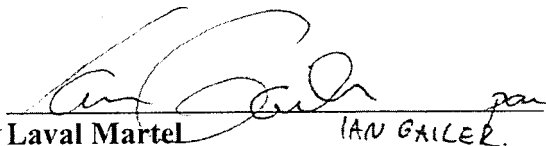
VILLE DE SAGUENAY

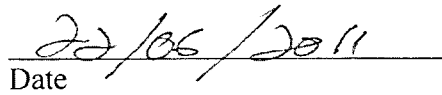
  
\_\_\_\_\_  
Jean Tremblay  
Maire  
Ville de Saguenay

  
\_\_\_\_\_  
Date

  
Caroline J. Joffe  
greffière

**CONSEIL DES ARTS DE SAGUENAY**

  
Laval Martel  
Président  
Conseil des arts de Saguenay

  
Date

## ANNEXE 1

### *Fonds d'excellence du Saguenay-Lac-Saint-Jean pour les arts et les lettres - modalités de gestion et d'attribution*

Partenaires	AN 1 2005-2006	An 2 2006-2007	An 3 2007-2008	An 4 2008-2009	An 5 2009-2010	An 6 2011-2012	%	Total
CALQ	70 000 \$	60 000 \$	136 332 \$	68 500 \$	68 500 \$	31 000 \$	50,7	434 332 \$
CRÉ	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	98 166 \$	98 166 \$	20 000 \$	46,3	396 332 \$
VILLE DE SAGUENAY				8 500 \$	8 500 \$	8 500 \$	3	25 500 \$
<b>TOTAL</b>	<b>130 000 \$</b>	<b>120 000 \$</b>	<b>196 332 \$</b>	<b>175 166 \$</b>	<b>175 166 \$</b>	<b>59 500 \$</b>	<b>100</b>	<b>856 164 \$</b>

#### ENGAGEMENT DES PARTENAIRES PAR VOLET

##### Volet 1 : Fonds d'excellence du Saguenay-Lac Saint-Jean pour les arts et les lettres

CALQ	70 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	28 500 \$	50,8	318 500 \$
CRÉ	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	20 000 \$	47,8	300 000 \$
VILLE DE SAGUENAY						8 500 \$	1,4	8 500 \$
<b>TOTAL</b>	<b>130 000 \$</b>	<b>120 000 \$</b>	<b>120 000 \$</b>	<b>100 000 \$</b>	<b>100 000 \$</b>	<b>57 000 \$</b>	<b>100</b>	<b>627 000 \$</b>

##### Volet 2 : Mesure d'aide à la consolidation des organismes artistiques professionnels

CALQ			76 332 \$	18 500 \$	18 500 \$		50,0	113 332 \$
CRÉ				48 166 \$	48 166 \$		42,5	96 332 \$
VILLE DE SAGUENAY				8 500 \$	8 500 \$		7,5	17 000 \$
<b>TOTAL</b>			<b>76 332 \$</b>	<b>75 166 \$</b>	<b>75 166</b>		<b>100</b>	<b>226 664 \$</b>

##### Volet 3 : Soutien à la promotion et à la diffusion

CALQ						2 500 \$	100	2 500 \$
CRÉ								
VILLE DE SAGUENAY								
<b>TOTAL</b>						<b>2 500 \$</b>	<b>100</b>	<b>2 500 \$</b>

## ANNEXE II

Conseil des arts  
et des lettres

Québec 

# Politique concernant les jurys, les comités et les appréciateurs

Préparé par :	La Direction de la coordination et de l'administration
Approuvé par :	Le conseil d'administration
Date :	Le 27 mars 2000 (RÉS. CA9900A030)
Révisé :	Le 16 février 2010 (RÉS. CA0910A045)
Révisions antérieures :	Les 28 et 29 mars 2007 (RÉS. CA0607A064)
	Les 13 et 14 décembre 2006 (RÉS. CA0607A043)
	Le 8 décembre 2005 (RÉS. CA0506A029)
	Le 20 juin 2003 (RÉS. CA0304A005)
	Le 1 <sup>er</sup> octobre 2001 (RÉS. CA0102A012) (articles 2.2 et 3)



## Politique concernant les jurys, les comités et les appréciateurs

Révision approuvée par le conseil d'administration lors de sa séance du 16 février 2010.

### Article 1 : OBJECTIFS

La présente politique a pour but de définir les termes et les principes généraux applicables au Conseil des arts et des lettres du Québec, ci-après appelé le Conseil, à l'égard de la constitution de la banque de personnes-ressources ainsi que de la composition et du rôle des jurys, des comités consultatifs ou de sélection, ci-après appelé comités, et des appréciateurs embauchés et rémunérés par le Conseil pour la gestion de ses programmes de bourses, de subventions et de ses ententes.

Elle fixe la rémunération des personnes embauchées par le Conseil.

Cette politique concerne les programmes dont le processus d'évaluation prévoit la constitution d'un comité consultatif lorsqu'il s'agit d'un programme de subventions ou d'un jury lorsqu'il s'agit du programme de bourses. Elle s'applique également, avec les adaptations requises, lors de la constitution d'un comité de sélection lorsqu'il s'agit de la gestion d'une entente et lors de l'embauche d'appréciateurs.

### Article 2 : DÉFINITIONS

*Jury* : un jury est composé de pairs embauchés pour évaluer les demandes de bourses déposées par des artistes et des écrivains dans les programmes du Conseil.

*Comité consultatif* : un comité consultatif est composé de pairs embauchés pour évaluer les demandes de subventions déposées par des organismes dans les programmes du Conseil.

*Comité de sélection* : un comité de sélection est composé de personnes, qui peuvent ou non être des pairs, embauchées pour évaluer les demandes de bourses des artistes ou de subventions des organismes déposées dans le cadre d'une entente signée entre le Conseil et un ou plusieurs partenaires signataires.

*Appréciateur* : un appréciateur est une personne embauchée pour donner un avis, entre autres, sur un spectacle, un événement, une exposition ou un projet ou sur une demande de bourse de déplacement.

### Article 3 : CONSTITUTION DE LA BANQUE DE PERSONNES-RESSOURCES (BPR)

Le Conseil gère une banque de personnes-ressources.

#### 3.1 Conditions d'admissibilité à la banque de personnes-ressources

Peut être admise dans la banque de personnes-ressources, la personne physique doit remplir au moins une des conditions suivantes :

- être un artiste au sens de la *Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma* c'est-à-dire pratiquer un art pour son propre compte et offrir ses services, moyennant rémunération, à titre de créateur ou d'interprète, dans les domaines visés par cette loi ;
- être un créateur du domaine des arts visuels, des métiers d'art ou de la littérature, se déclarer artiste professionnel, créer des œuvres pour son propre compte, avoir des œuvres exposées, produites, publiées et représentées en public ou mises en marché par un diffuseur, avoir reçu de ses pairs des témoignages de reconnaissance comme professionnel, par une mention d'honneur, une récompense, un prix, une bourse, une nomination à un jury, la sélection à un salon ou tout autre moyen de même nature, au sens de la *Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et leurs contrats avec les diffuseurs* ;

- être un gestionnaire ou un professionnel dans l'un des domaines relevant de la juridiction du Conseil (arts visuels, théâtre, danse, musique, chanson, arts multidisciplinaires, arts médiatiques (cinéma, vidéo, nouveaux médias), arts du cirque, littérature, métiers d'art, architecture, architecture de paysage, urbanisme).

De plus, l'artiste, le créateur ou l'écrivain doit posséder au moins deux ans de pratique et le gestionnaire culturel ou le professionnel au moins deux ans d'expérience professionnelle.

Ces personnes sont reconnues pour leurs compétences dans une ou plusieurs disciplines artistiques mais elles seront inscrites dans la BPR dans une seule discipline. Elles doivent fournir au Conseil les renseignements relatifs à leur candidature.

Les membres du personnel et du conseil d'administration du Conseil, de la fonction publique, le personnel œuvrant dans d'autres organismes gouvernementaux, publics ou privés qui soutiennent les arts, les agents ou représentants d'artistes, ainsi que les journalistes et les personnes qui exercent le métier de critique sur une base régulière ne sont pas admissibles à la BPR ou sont suspendus, s'ils en faisaient déjà partie, jusqu'à ce qu'ils répondent à nouveau aux conditions d'admissibilité.

Malgré ce qui précède, le Conseil peut intégrer à la BPR des spécialistes issus d'autres domaines que ceux relevant de sa juridiction.

Le Conseil peut intégrer à la BPR, à titre de membres-partenaires, une ou des personnes nommées conjointement avec les signataires d'une entente pour siéger aux comités de sélection formés pour la gestion des ententes. Ces membres-partenaires doivent avoir une bonne connaissance des arts et des lettres de leur territoire et être reconnus dans le milieu culturel pour leurs compétences. Ces personnes sont inscrites dans la BPR du Conseil à titre de membres-partenaires pour ce comité de sélection. Les candidatures des membres-partenaires à la BPR ne sont pas soumises à l'approbation du conseil d'administration.

### 3.2 Inscription

Toute personne qui désire faire partie de la BPR doit soumettre sa candidature et répondre aux conditions d'admissibilité fixées par le Conseil. Le Conseil peut inscrire ou solliciter des candidatures auprès du milieu des arts et des lettres.

Un appel de candidatures figure également en tout temps sur le site Web du Conseil et paraît annuellement dans son bulletin électronique *Nouvelles du CALQ*. Un appel de candidature paraît également dans chacune des lettres d'annonce lors de l'attribution d'une bourse.

### 3.3 Approbation des candidatures

Les propositions de candidatures sont étudiées par les chargés de programmes de chaque secteur disciplinaire en fonction des conditions d'admissibilité à la BPR et sont soumises au directeur du secteur qui en propose l'acceptation ou le refus au président-directeur général. Celui-ci en recommande ensuite l'acceptation ou le refus au conseil d'administration.

Les candidatures approuvées par le conseil d'administration constituent la BPR.

Le Conseil informe les personnes de l'acceptation ou du refus de leur candidature à la BPR.

### 3.4 Mise à jour

La BPR est mise à jour, au besoin, pour l'ajout de candidatures ainsi que pour la suspension, le retrait ou la révocation de candidatures déjà approuvées par le conseil d'administration.

Le secteur disciplinaire se réserve le droit de suspendre une candidature si :

- elle ne respecte plus une des conditions d'admissibilité à la BPR (suspension temporaire) ;
- le candidat demande que son nom soit retiré de la BPR.

Le conseil d'administration se réserve le droit de refuser ou de révoquer une candidature si :

- elle ne respecte pas les conditions d'admissibilité à la BPR (refus) ;

- il y a eu un manquement au code d'éthique et de déontologie régissant les membres de jurys, de comités et les appréciateurs (révocation).

#### **Article 4 : COMPOSITION DES JURYS ET COMITÉS**

Les personnes choisies à titre de membres de jurys, de comités ou d'appréciateurs doivent faire partie de la BPR du Conseil.

Exceptionnellement, si le Conseil ne peut constituer un jury, un comité consultatif ou un comité de sélection faute de candidatures disponibles dans la BPR, la direction générale du Conseil peut approuver l'ajout d'une nouvelle candidature en autant qu'elle réponde aux conditions énoncées à l'article 3.1.

Le président-directeur général doit informer le conseil d'administration, lors de sa prochaine réunion, des cas d'exception qu'il a approuvés.

Les demandes de bourses et de subventions sont analysées par des jurys ou des comités consultatifs formés de pairs.

Pour les demandes de bourses, les jurys sont formés de personnes qui possèdent une bonne connaissance de la pratique artistique pour laquelle elles ont été choisies.

Pour les demandes de subventions, les membres des comités consultatifs sont des personnes reconnues pour leurs compétences dans le domaine et qui possèdent une bonne connaissance des organismes demandeurs et de leur impact sur le milieu artistique.

Pour les demandes de bourses et de subventions présentées dans le cadre d'une entente, les membres des comités de sélection doivent être issus du territoire identifié par l'entente, s'il y a lieu, et doivent faire partie de la BPR du Conseil dans la proportion prévue à l'entente.

Les autres membres proposés par le ou les partenaires de l'entente doivent avoir une bonne connaissance des arts et des lettres sur leur territoire, s'il y a lieu, et être reconnus dans le milieu culturel pour leurs compétences. Ces personnes sont inscrites dans la BPR du Conseil pour cette sélection à titre de membres-partenaires seulement.

##### **4.1 Critères de sélection**

La composition d'un jury, d'un comité consultatif ou d'un comité de sélection doit respecter les critères suivants :

- a) un jury, un comité consultatif ou un comité de sélection doit être composé d'au moins trois membres ;
- b) un membre de comité consultatif peut être engagé pour évaluer au cours d'une même année les demandes de subvention dans plus d'un programme ;
- c) une personne ne peut être engagée pour faire partie d'un jury ou d'un comité de sélection si elle a déposé une demande de bourse au Conseil pour cette inscription, soit personnellement ou avec un collectif d'artistes ;
- d) une personne ne peut être membre d'un jury formé pour évaluer les demandes de bourses du Conseil plus d'une fois au cours d'une période de deux exercices financiers consécutifs du Conseil.

Elle peut toutefois faire partie d'un comité de sélection formé pour la gestion d'ententes ou avoir été embauchée à titre d'appréciateur au cours d'une période de deux exercices financiers consécutifs du Conseil ;

- e) un membre de comité consultatif ne peut être engagé comme membre d'un jury, et vice versa, au cours d'une période de deux exercices financiers consécutifs du Conseil.

Il peut toutefois faire partie d'un comité de sélection formé pour la gestion d'ententes ou avoir été embauché à titre d'appréciateur au cours de l'exercice financier ou de l'exercice financier précédent du Conseil ;

f) un membre de comité consultatif ne peut être engagé pour siéger à un autre comité au cours d'une période de deux exercices financiers consécutifs du Conseil, sauf s'il est appelé à assurer une continuité d'une année à l'autre dans le cadre des évaluations pour le soutien au fonctionnement ; il peut alors siéger à un même comité deux exercices financiers consécutifs ;

g) un membre ne peut faire partie d'un comité de sélection plus d'une fois au cours d'une période de deux exercices financiers consécutifs du Conseil.

Il peut toutefois faire partie d'un comité consultatif, d'un jury ou avoir été embauché à titre d'appréciateur au cours de l'exercice financier ou de l'exercice financier précédent du Conseil ;

h) un jury, un comité consultatif ou un comité de sélection doit se composer d'hommes et de femmes, choisis de manière à tenir compte de la diversité des pratiques, de la représentativité territoriale et de la diversité ethnoculturelle de la population ;

i) un jury ou un comité consultatif ne peut s'adjoindre qu'un seul membre provenant soit d'une autre discipline, soit de l'extérieur du Québec.

#### 4.2 Durée du mandat des membres de jurys, comités consultatifs, comités de sélection et des appréciateurs

a) le mandat d'un membre de jury ou de comité de sélection est d'une durée d'au plus six mois ;

b) le mandat d'un membre de comité consultatif se termine le 31 mars de l'exercice financier associé à l'évaluation pour laquelle il a été engagé ;

c) le mandat d'un appréciateur est variable et se termine le 31 mars suivant son engagement.

#### 4.3 Code d'éthique et de déontologie

Les membres de jurys et de comités, ainsi que les appréciateurs s'engagent à respecter le code d'éthique et de déontologie régissant les membres de jurys et de comités et les appréciateurs accompagnant la lettre d'engagement.

Chaque membre ou appréciateur doit signer un formulaire d'engagement de confidentialité dès qu'il est embauché. Ce formulaire dûment rempli et signé doit être transmis au Conseil avant que la documentation ne lui soit remise.

Avant le début de la rencontre du jury ou du comité ou de son mandat, le membre ou l'appréciateur doit remettre au Conseil son formulaire de déclaration d'intérêts dûment rempli et signé.

#### 4.4 Publication

Trois mois après l'annonce des résultats, le Conseil rend disponible le nom des membres d'un jury. Il rend disponible le nom des membres d'un comité consultatif ou d'un comité de sélection trois mois après la fin de son mandat.

Le nom d'un appréciateur embauché pour donner son avis sur les bourses de déplacement ou sur un spectacle, un événement, une exposition ou un projet n'est jamais rendu public.

Les personnes embauchées doivent être avisées par écrit de cette disposition de la politique.

## **Article 5 : RÔLE DU PERSONNEL DU CONSEIL, D'UN MEMBRE D'UN JURY, D'UN COMITÉ CONSULTATIF, D'UN COMITÉ DE SÉLECTION ET D'UN APPRÉCIATEUR**

### **5.1 Rôle du personnel du Conseil**

Le chargé de programmes responsable coordonne le jury, le comité consultatif ou le comité de sélection. Il assume ou partage avec un autre chargé de programmes, les responsabilités suivantes :

- assure l'organisation et le secrétariat du jury, du comité consultatif ou du comité de sélection. Il ne participe pas aux débats et n'a pas droit de vote ;
- informe les membres de son rôle et de celui des autres chargés de programmes et de l'adjoint aux programmes, le cas échéant ;
- rappelle les orientations du Conseil, les objectifs et critères d'évaluation du programme, ainsi que les règles relatives à l'éthique et à la déontologie ;
- explique le déroulement du processus d'évaluation ainsi que les modalités d'évaluation ;
- s'assure que les modalités de gestion du Conseil sont respectées.

### **5.2 Membre d'un jury**

Le rôle d'un membre appelé à participer à un jury au Conseil est d'évaluer au mérite les demandes présentées par des personnes physiques dans le cadre du programme de bourses sur la base des objectifs et des critères d'évaluation spécifiques aux différents volets inscrits dans le programme en tenant compte des orientations du Conseil afin d'en arriver collectivement à des choix quant aux projets qui méritent un soutien. Il donne à titre indicatif le montant qui peut être attribué pour chaque projet retenu. Il établit un ordre de classement des projets recommandés. Une fois l'enveloppe budgétaire épuisée, les candidats qui demeurent sur la liste des dossiers recommandés par le jury sont reconnus comme substitués.

Au terme des travaux, les décisions des membres du jury sont entérinées par la direction du Conseil des arts et des lettres du Québec.

### **5.3 Membre d'un comité consultatif**

Les membres d'un comité consultatif évaluent au mérite les demandes des organismes sur la base des critères d'évaluation inscrits dans les programmes et tiennent compte des orientations du Conseil.

Au terme des travaux, les membres font des recommandations au conseil d'administration qui les entérine.

### **5.4 Membre d'un comité de sélection**

Le rôle d'un membre appelé à participer à un comité de sélection dans le cadre d'une entente est d'analyser et d'évaluer au mérite les demandes présentées par des artistes, des écrivains ou des organismes sur la base des critères d'évaluation inscrits dans le programme et d'en arriver collectivement à des choix quant aux projets qui méritent un soutien. La sélection tient compte à la fois de la valeur comparée des projets et des crédits disponibles.

Au terme des travaux, conformément aux ententes, les décisions des membres du comité de sélection sont entérinées par les partenaires et la direction du Conseil des arts et des lettres du Québec.

### **5.5 Décision**

En l'absence de consensus, les choix d'un jury, d'un comité de sélection et les recommandations d'un comité consultatif sont faits selon le principe de la majorité des voix.

### **5.6 Appréciateur**

Un appréciateur est mandaté par le Conseil pour donner son avis, entre autres, sur des spectacles, des expositions, des événements, des œuvres, des projets particuliers ou encore pour analyser les demandes de bourses de déplacement.

## **Article 6 : ENGAGEMENT ET MODALITÉS DE PAIEMENT**

### **6.1 Engagement**

L'engagement d'un membre d'un jury, d'un comité consultatif, d'un comité de sélection ou d'un appréciateur doit faire l'objet d'une lettre d'engagement à laquelle est jointe une copie du Code d'éthique et de déontologie régissant les membres de jurys, de comités et les appréciateurs, un formulaire d'engagement de confidentialité et un formulaire de déclaration d'intérêts.

### **6.2 Paiement des honoraires**

Pour sa préparation et sa participation à un jury ou à un comité ou pour la préparation d'un avis, un membre est rémunéré sur la base d'honoraires fixes approuvés par le décret 1225-95 du 12 septembre 1995 et reproduits à l'annexe I de la présente politique.

Le Conseil fixe un montant pour l'analyse des documents et ce montant est mentionné dans la lettre d'engagement.

Si la journée de travail du jury ou du comité comporte quatre heures et moins, le membre du jury ou du comité consultatif reçoit 25 \$ par heure travaillée. Le temps de déplacement excédant deux heures est rémunéré. Les périodes de repas sont exclues du calcul des heures de travail.

### **6.3 Paiement des frais de séjour et de déplacement**

Un membre d'un jury, d'un comité ou un appréciateur peut réclamer le remboursement de ses frais de séjour et de déplacement jusqu'à concurrence du montant établi selon la politique de remboursement d'honoraires, de frais de séjour et de transport des membres de jurys, de comités et des appréciateurs en vigueur au Conseil tout en respectant les grands paramètres de la directive 7-74 du Conseil du trésor concernant les *Frais de déplacement des personnes engagées à honoraires*.

Les frais de séjour, de déplacement et d'honoraires sont réclamés à l'aide du formulaire *Fiche de réclamation : honoraires, frais de séjour et de transport* du Conseil des arts et des lettres du Québec qui doit être rempli par le membre du jury, du comité ou l'appréciateur. Accompagné des pièces justificatives nécessaires, il doit être approuvé par le directeur du programme concerné ou la personne qu'il désigne et le paiement est effectué dès que le mandat a été réalisé.

Si un membre du jury, du comité ou l'appréciateur ne peut compléter son mandat ou si le mandat est retiré ou différé, en tout ou en partie, par le Conseil, il est alors payé proportionnellement pour le temps travaillé et pour le nombre de dossiers traités.

## **Article 7 : ENTRÉE EN VIGUEUR**

La présente politique entre en vigueur pour la formation des jurys et comités de l'exercice financier 2010-2011.

Honoraires des membres de jurys, de comités ou des appréciateurs

Le décret 1225-95 fixe les honoraires des membres selon un tarif journalier.

Honoraire pour une journée de travail comptant plus de quatre heures et jusqu'à sept heures de travail, 200 \$. Pour chaque heure supplémentaire de travail, un membre reçoit des honoraires de 25 \$ de l'heure.

Honoraires par journée comptant quatre heures de travail et moins, 25 \$ de l'heure.

Honoraires par journée de lecture de dossiers (forfait), 100 \$.

Le Conseil s'est toutefois doté d'une politique administrative interne balisant le temps de lecture en précisant le nombre de dossiers qu'un membre traite en une journée, compte tenu de la discipline, tout en respectant le tarif journalier mentionné précédemment.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE  
SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE 2011-2014  
DANS LA RÉGION DE LA MAURICIE**

**LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MAMROT** »

ET

**LA MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA MAURICIE**, madame Julie Boulet, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée « **EMPLOI-QUÉBEC** »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA MAURICIE**, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22-1), ayant son siège au 3450, boulevard Gene-H.-Kruger, bureau 200, Trois-Rivières (Québec) G9A 4M3, représentée par le président, monsieur Gérard Bruneau, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration du 10 décembre 2009, numéro 09-10-04-049, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »

ET

**LE CONSEIL RÉGIONAL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LA MAURICIE**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), dont le siège est au 3450, boulevard Gene-H.-Kruger, bureau 225, Trois-Rivières (Québec) G9A 4M3, représenté par la présidente, madame Annie Roy, dûment autorisée en vertu d'une résolution de son conseil d'administration,

ci-après désigné le « **CRES** »

ET

**L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC**, personne morale de droit public instituée en vertu de l'article 339 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2), ayant son siège au 550, rue Bonaventure, Trois-Rivières (Québec) G9A 2B5, représentée par le président-directeur général, monsieur Jean-Denis Allaire, dûment autorisé en vertu des règlements généraux de l'institution,

ci-après désignée l'« **AGENCE** »

ET

**LE FORUM JEUNESSE MAURICIE**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 1060, rue Saint-François-Xavier, bureau 350, Trois-Rivières (Québec) G9A 1R8, représenté par la présidente, madame Cynthia Rivard, dûment autorisée en vertu d'une résolution de son conseil d'administration,

ci-après désigné le « **FJM** »

ET

**LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MRC DE MASKINONGÉ (CLD)**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 653, boulevard Saint-Laurent Est, Louiseville (Québec) J5V 1J1, représenté par le président, monsieur Robert Lalonde, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration.

ET

**LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MRC DE MÉKINAC (CLD)**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 560, rue Notre-Dame, Saint-Tite (Québec) G0X 3H0, représenté par le président, monsieur Bernard Thompson, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration.

ET

**LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE SHAWINIGAN (CLD)**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 522, 5<sup>e</sup> Rue, Shawinigan (Québec) G9N 6V1, représenté par le président, monsieur André Buisson, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration.

ET

**LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DES CHIENNAUX (CLD)**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 630, rue Principale, Saint-Luc-de-Vincennes (Québec) G0X 3K0, représenté par le président, monsieur Gérard Bruneau, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration.

ET

**LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DU HAUT-SAINT-AURICE (CLD)**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 323, rue Saint-François, La Tuque (Québec) G9X 1S2, représenté par le président, monsieur Normand Beaudoin, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration.

ET

**INNOVATION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE TROIS-RIVIÈRES (CLD)**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 370, boulevard des Forges, bureau 100, Trois-Rivières (Québec) G9A 2H1, représentée par le président, monsieur Réjean Hardy, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration.

ci-après désignés conjointement les « **CLD** »

ci-après désignés les « **PARTIES** »

ET INTERVENANT À L'ENTENTE :

**LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE LA MAURICIE**, institué par le gouvernement du Québec en vertu de l'article 37 de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail (L.R.Q., c.M-15.001), représenté aux fins des présentes par madame Sophie Milette, présidente, dûment autorisée tel qu'elle le déclare.

ci-après désigné le « **CRPMT** »

ci-après désigné « **L'INTERVENANT** »



## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (L.R.Q., c. M-22.1, article 17.5.1) indique que le **MAMROT** a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

**ATTENDU QUE** cette même loi prévoit que la **CRÉ** est, pour le territoire ou la communauté qu'elle représente, l'interlocutrice privilégiée du gouvernement en matière de développement régional et qu'à cet effet, le Ministère conclut avec la **CRÉ** une entente déterminant les conditions que celle-ci s'engage à respecter, ainsi que le rôle et les responsabilités de chacune des parties;

**ATTENDU QU'**en vertu de cette même loi, la **CRÉ** peut conclure avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

**ATTENDU QUE** la **CRÉ** a adopté un Plan quinquennal de développement de la Mauricie 2010-2015 pour lequel le secteur de l'économie sociale peut concourir à sa mise en œuvre de façon significative, notamment dans la poursuite des orientations suivantes :

- diversifier l'économie en misant sur des entreprises fortes et compétitives;
- renforcer les compétences des Mauriciens et Mauriciennes;
- améliorer la qualité de vie des communautés;

**ATTENDU QUE** le **MAMROT** a dévoilé, le 2 novembre 2008, le Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif (PAG);

**ATTENDU QUE** le PAG vise à optimiser l'impact de ce secteur d'activité économique où se retrouvent des coopératives et des organismes à but non lucratif (OBNL);

**ATTENDU QU'**à l'intérieur du PAG, le **MAMROT** réserve des sommes pour la conclusion d'ententes spécifiques pour une durée de cinq ans;

**ATTENDU QUE** la région de la Mauricie a signé le 15 décembre 2009, un addenda à l'entente spécifique sur le développement de l'économie sociale 2008-2011 dans la région de la Mauricie signée le 5 décembre 2008 pour y inclure la contribution du **MAMROT** prévue au PAG pour les années 2008-2009 et 2009-2010;

**ATTENDU QUE** le Chantier de l'économie sociale a pour mission de promouvoir l'économie sociale comme partie intégrante de la structure socio-économique du Québec, de favoriser et soutenir l'émergence, le développement et la consolidation d'entreprises et d'organismes d'économie sociale dans un ensemble de secteurs de l'économie sociale québécoise, pour répondre à des besoins et créer des emplois durables et qu'il a également pour mission de favoriser la concertation des divers acteurs de l'économie sociale;

**ATTENDU QUE** le Chantier de l'économie sociale considère les Pôles régionaux d'économie sociale comme des partenaires privilégiés dans l'accomplissement de sa mission et que des ententes ont été signées entre le Chantier de l'économie sociale et les pôles régionaux d'économie sociale;

**ATTENDU QU'**une entente a été conclue le 13 septembre 2004 entre le Chantier de l'économie sociale et le pôle régional d'économie sociale de la Mauricie pour promouvoir l'économie sociale et favoriser la concertation et le partenariat entre les intervenants locaux et régionaux en économie sociale afin d'harmoniser les interventions et en maximiser les effets;

**ATTENDU QU'EMPLOI-QUÉBEC** vise à établir un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre, à réduire le chômage, l'exclusion sociale et professionnelle, les pertes d'emploi, l'instabilité de l'emploi, les obstacles à la création d'emplois et les coûts économiques et sociaux qui y sont associés;

**ATTENDU QU'EMPLOI-QUÉBEC**, dans le Plan d'action régional annuel pour la Mauricie, associe les partenaires du marché du travail aux défis de l'emploi en complémentarité avec l'offre de services d'EMPLOI-QUÉBEC;

**ATTENDU QU'EMPLOI-QUÉBEC**, dans le Plan d'action régional annuel pour la Mauricie, vise à habiliter les entreprises à la gestion prévisionnelle, à la gestion de la diversité et à la rétention des travailleurs;

**ATTENDU QUE** le **CRPMT** a notamment pour fonction d'identifier des dossiers susceptibles de faire l'objet par **EMPLOI-QUÉBEC** d'ententes spécifiques régionales en matière de main-d'œuvre et d'emploi avec la CRÉ et de promouvoir auprès de celle-ci la prise en compte des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi;

**ATTENDU QUE** le **FJM**, via le Fonds régional d'investissement jeunesse Mauricie, vise à favoriser l'établissement et le maintien des jeunes dans des milieux de vie dynamiques en stimulant et en soutenant leur contribution dans le développement économique et social de la région;

**ATTENDU QUE** le **FJM** favorise l'implication sociale des jeunes dans leurs communautés et dans les instances décisionnelles locales et régionales;

**ATTENDU QUE** l'**AGENCE**, par la Planification stratégique 2010-2015 et par le Plan d'action régional de santé publique 2009-2012 mis à jour, souhaite renforcer l'action intersectorielle régionale ayant un impact sur les déterminants de la santé et du bien-être de la population et renforcer le soutien au développement des communautés;

**ATTENDU QUE** les **CLD** de la Mauricie, ont la responsabilité d'élaborer des stratégies en matière de développement de l'entrepreneuriat, incluant l'économie sociale;

**ATTENDU QUE** le **CRES** de la Mauricie a notamment pour mission de favoriser la concertation des intervenants œuvrant en économie sociale, d'agir comme représentant de l'économie sociale auprès des instances régionales et nationales ainsi que d'identifier les besoins des entreprises d'économie sociale et de tenter d'y répondre de concert avec les divers partenaires;

**ATTENDU** l'importance de travailler à la promotion et au soutien de l'économie sociale, en complémentarité avec les organisations du milieu, en favorisant la création, la consolidation et l'expansion des entreprises d'économie sociale, ainsi que l'émergence de nouveaux champs d'activités;

**ATTENDU** l'importance de promouvoir les entreprises d'économie sociale en Mauricie;

**ATTENDU QUE** la recherche et/ou sa diffusion sont nécessaires pour favoriser le développement en économie sociale;

**ATTENDU** l'importance d'assurer la concertation et la représentation dans le secteur de l'économie sociale en Mauricie;

**ATTENDU** l'importance d'améliorer les compétences des intervenants, des gestionnaires et des administrateurs des entreprises d'économie sociale;

**ATTENDU** la nécessité d'assurer la relève en économie sociale ainsi que le soutien et la rétention de la main-d'œuvre;

**ATTENDU QUE** des consultations ont eu lieu et appuient les démarches effectuées afin de signer la présente entente;

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES ET L'INTERVENANT CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

**1. DÉFINITIONS**

Dans la présente entente, à moins que le contexte n'indique un sens différent, le terme suivant se définit comme suit :

▪ Économie sociale <sup>1</sup>:

Le concept d'économie sociale combine deux termes qui sont parfois mis en opposition :

« économie » renvoie à la production concrète de biens ou de services ayant l'entreprise comme forme d'organisation et contribuant à une augmentation nette de la richesse collective;

« sociale » réfère à la rentabilité sociale, et non purement économique, de ces activités. Cette rentabilité s'évalue par la contribution au développement démocratique, par le soutien d'une citoyenneté active, par la promotion de valeurs et d'initiatives de prise en charge individuelle et collective. La rentabilité sociale contribue donc à l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être de la population, notamment par l'offre d'un plus grand nombre de services. Tout comme pour le secteur public et le secteur privé traditionnel, cette rentabilité sociale peut aussi être évaluée en fonction du nombre d'emplois créés.

Pris dans son ensemble, le domaine de l'économie sociale regroupe l'ensemble des activités et organismes, issus de l'entrepreneuriat collectif, qui s'ordonnent autour des principes et règles de fonctionnement suivants :

- l'entreprise de l'économie sociale a pour finalité de servir ses membres ou la collectivité plutôt que de simplement engendrer des profits et viser le rendement financier;
- elle a une autonomie de gestion par rapport à l'État;
- elle intègre dans ses statuts et ses façons de faire un processus de décision démocratique impliquant usagers et usagers, travailleuses et travailleurs;
- elle défend la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition de ses surplus et revenus;
- elle fonde ses activités sur les principes de la participation, de la prise en charge et de la responsabilité individuelle et collective.

**2. OBJET DE LA PRÉSENTE ENTENTE**

La présente entente a pour objet de favoriser le développement économique et social de la région de la Mauricie en matière d'économie sociale par la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux **PARTIES** concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

**3. OBJECTIFS DE LA PRÉSENTE ENTENTE**

**3.1 Promouvoir l'économie sociale comme modèle d'affaires et outil de développement social :**

- Élaborer des stratégies de communication internes et externes;
- Mise à jour du répertoire régional des entreprises d'économie sociale;
- Faire connaître les produits et services des entreprises d'économie sociale;
- Favoriser l'achat solidaire.

---

<sup>1</sup> Osons la solidarité I. Chantier de l'économie sociale, octobre 1996, p. 6.

**3.2 Assurer la concertation et le réseautage des acteurs et actrices de l'économie sociale :**

- Représenter l'économie sociale au sein d'organisations locales, régionales et nationales;
- Être en soutien aux initiatives locales de réseautage et au développement sectoriel;
- Maintenir la vie associative du CRÉS Mauricie.

**3.3 Développer les compétences des acteurs et actrices de l'économie sociale :**

- Permettre la formation des acteurs de l'économie sociale (accompagnateurs, promoteurs et gestionnaires);
- Favoriser l'échange d'expertises;
- Participer au développement de la culture entrepreneuriale;
- Favoriser le développement et la diffusion de recherches partenariales en économie sociale.

**3.4 Promouvoir l'économie sociale auprès des jeunes de 16 à 35 ans et des intervenantes et intervenants en entrepreneuriat jeunesse :**

- Assurer la présence des jeunes en économie sociale (promoteur, travailleur, bénévole);
- Diffuser, mettre à jour et promouvoir le site Internet [www.economiesocialejeunesse.ca](http://www.economiesocialejeunesse.ca) ;
- Développer une approche de réseautage et de collaboration entre le milieu de l'entrepreneuriat jeunesse et l'économie sociale.

**4. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

**4.1 Aux fins de la présente entente, les PARTIES s'engagent à:**

- 4.1.1 Participer à la réalisation de l'objet et des objectifs de la présente entente. Pour ce faire, chacune des **PARTIES** s'engage à attribuer les ressources nécessaires pour effectuer une évaluation continue au cours de la durée de la présente entente et à développer le partenariat nécessaire à l'atteinte des objectifs visés;
- 4.1.2 Supporter le **CRES** pour assurer la coordination de la mise en œuvre de la présente entente;
- 4.1.3 Participer aux activités du comité de gestion de la présente entente mentionné à la clause 10 en y désignant, pour chacune d'elles, une personne responsable à titre de représentant;
- 4.1.4 Fournir au comité de gestion tout document, information et ressource pertinents à la réalisation et à la gestion de la présente entente.

**5. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

**5.1 Le MAMROT s'engage à :**

- 5.1.1 Réserver à la **CRÉ**, à même le Fonds de soutien aux regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale (FSRREÉS), un montant total et maximal de 150 000 \$, soit 50 000 \$ par année, pour les années financières 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, visant l'atteinte des objectifs de la présente entente. Pour chacune de ces années financières, les sommes seront versées dans les trente jours de la demande de la **CRÉ** à la suite de son approbation du plan d'action triennal et ses révisions, du cadre d'évaluation, des rapports d'activités et des rapports financiers vérifiés déposés par le **CRES** et recommandés par le comité de gestion;

- 5.1.2 Reconnaître la présente entente comme un outil permettant de concrétiser les orientations et stratégies régionales de développement identifiées dans le Plan quinquennal de développement de la région de la Mauricie 2010-2015;
- 5.1.3 Contribuer, en tant que responsable gouvernemental en matière d'économie sociale, à la réalisation de l'objet de la présente entente dans le respect de ses mandats et politiques;
- 5.1.4 Assurer la promotion de la présente entente et sa diffusion au sein de la Conférence administrative régionale (CAR);
- 5.1.5 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de la présente entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- 5.1.6 Désigner un représentant, le cas échéant, au sein des sous-comités liés à la réalisation des actions prévues à la présente entente.

## 5.2 La CRÉ s'engage à:

- 5.2.1 Favoriser la concertation régionale tout au long de la présente entente, notamment en tenant informés les membres de ses différents groupes-conseils;
- 5.2.2 Assurer la promotion de la présente entente et sa diffusion au sein des instances régionales;
- 5.2.3 Administrer les sommes d'argent versées par le **MAMROT** aux fins de la présente entente conformément aux conditions et normes visées à la clause 5.1.1: déposer ces sommes dans un compte spécifique;
- 5.2.4 Organiser, conjointement avec le **CRES**, les rencontres du comité de gestion de la présente entente;
- 5.2.5 Réserver au **CRES**, après l'approbation annuelle du plan d'action triennal, du cadre d'évaluation, du rapport d'activités et du rapport financier vérifié du **CRES** par la **CRÉ**, conformément aux règles et normes établies, un montant maximal de 150 000 \$, soit 50 000 \$ par année, pendant trois ans, du Fonds de développement régional « FDR – Volet Ententes spécifiques » ainsi que le montant total et maximal de 150 000 \$ du FSRREÉS, soit 50 000 \$ par année, pour les années financières 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, reçu du **MAMROT**, aux fins du développement de l'économie sociale dans la région de la Mauricie visant ainsi l'atteinte des objectifs pour la durée de la présente entente. Les versements s'effectueront selon les modalités suivantes :
  - Un montant de 60 000 \$ sera versé à la signature de la présente entente;
  - Un montant de 40 000 \$ sera versé après qu'elle ait approuvé, sur recommandation du comité de gestion, le plan d'action triennal, le cadre d'évaluation, le rapport d'étape comportant un bilan des activités qu'elle a autorisées préalablement ainsi qu'un état des revenus et dépenses au 31 décembre 2011;
  - Un montant de 60 000 \$ sera versé après qu'elle ait approuvé, sur recommandation du comité de gestion, le plan d'action triennal révisé, le cadre d'évaluation révisé, le rapport annuel des activités qu'elle a autorisées préalablement ainsi que les états financiers vérifiés de l'exercice 2011-2012;
  - Un montant de 40 000 \$ sera versé après qu'elle ait approuvé, sur recommandation du comité de gestion, le rapport d'étape comportant un

bilan des activités qu'elle a autorisées préalablement ainsi qu'un état des revenus et dépenses au 31 décembre 2012;

- Un montant de 60 000 \$ sera versé après qu'elle ait approuvé, sur recommandation du comité de gestion, le plan d'action triennal révisé, le cadre d'évaluation, le rapport annuel des activités qu'elle a autorisées préalablement ainsi que les états financiers vérifiés de l'exercice 2012-2013;
- Un montant de 30 000 \$ sera versé après qu'elle ait approuvé, sur recommandation du comité de gestion, le rapport d'étape comportant un bilan des activités qu'elle a autorisées préalablement ainsi qu'un état des revenus et dépenses au 31 décembre 2013;
- Un montant de 10 000 \$ sera versé après qu'elle ait approuvé, sur recommandation du comité de gestion, le rapport annuel d'activités qu'elle a autorisées préalablement et les états financiers vérifiés de l'exercice 2013-2014, le rapport final d'activités qu'elle a autorisées préalablement, ainsi que les résultats d'ensemble obtenus par la mise en œuvre de la présente entente, les perspectives de développement qui en découlent et le rapport financier fait par un vérificateur externe démontrant l'utilisation de l'aide financière.

### 5.3 EMPLOI-QUÉBEC s'engage à :

5.3.1 Verser au **CRES**, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de l'approbation par le Conseil du Trésor des règles budgétaires annuelles, de leur disponibilité et des rapports d'activités et des rapports financiers déposés par le **CRES** ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, par l'intermédiaire du **CRPMT**, afin de soutenir financièrement la réalisation de l'objet et des objectifs de la présente entente, un montant maximal de 60 000 \$ sur trois ans, dans le cadre du Fonds de développement du marché du travail (FDMT), et ce, pour la durée de la présente entente et selon le calendrier de contribution suivant :

- au cours de l'année 2011-2012 : 20 000 \$;
- au cours de l'année 2012-2013 : 20 000 \$;
- au cours de l'année 2013-2014 : 20 000 \$.

5.3.2 Faire état du suivi de la présente entente auprès du **CRPMT**.

### 5.4 Le CRES s'engage à :

5.4.1 Agir à titre de gestionnaire de la présente entente; administrer les sommes d'argent aux fins de la présente entente conformément aux conditions et normes visées aux clauses 5.1.1, 5.2.5, 5.3.1, 5.5.1 et 5.6.2; déposer dans un compte spécifique les sommes d'argent qui lui sont versées;

5.4.2 Réaliser les activités permettant d'atteindre les objectifs de la présente entente tels que stipulés à la clause 3;

5.4.3 Élaborer, dès la signature de la présente entente, un plan d'action triennal comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs en vue d'élaborer un cadre d'évaluation, pour la période couverte par la présente entente et le transmettre aux

**PARTIES**, pour approbation, dans les 90 jours de la signature de la présente entente:

- 5.4.4 Organiser, conjointement avec la **CRÉ**, les rencontres du comité de gestion de la présente entente et en assurer le secrétariat;
- 5.4.5 Produire et déposer aux parties, pour approbation, annuellement un plan d'action révisé, un cadre d'évaluation et un rapport d'activités démontrant les résultats atteints en fonction des objectifs et un rapport financier vérifié;
- 5.4.6 Produire et déposer aux **PARTIES**, pour approbation, dans les 30 jours de l'expiration de la présente entente, un rapport final de l'utilisation de l'aide financière comportant, le cas échéant, les mentions exigées par les ministres **PARTIES** à la présente entente; rembourser immédiatement tout montant de l'aide financière non utilisé ou utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente;
- 5.4.7 Produire et déposer aux **PARTIES**, pour approbation, dans les 30 jours de l'expiration de la présente entente, un rapport financier fait par un vérificateur externe démontrant l'utilisation de l'aide financière;
- 5.4.8 Fournir à la demande d'une **PARTIE** tout document ou renseignement pertinent à l'utilisation de l'aide financière de la présente entente;
- 5.4.9 Éviter toute situation mettant en conflit l'intérêt de ses administrateurs et employés ou créant l'apparence d'un tel conflit pour la mise en application de la présente entente.

## 5.5 L'AGENCE s'engage à:

5.5.1 Verser au **CRES**, conformément aux règles, aux normes établies et des rapports d'activités et des rapports financiers déposés par le **CRES**, un montant maximal de 30 000 \$, soit 10 000 \$ par année, pendant trois ans pour soutenir la réalisation des activités pour le développement de l'économie sociale en Mauricie et ce, pour la durée de la présente entente. Les versements s'effectueront selon le calendrier de contribution suivant :

- Un montant de 10 000 \$ sera versé au cours de l'année 2011-2012;
- Un montant de 10 000 \$ sera versé au cours de l'année 2012-2013;
- Un montant de 10 000 \$ sera versé au cours de l'année 2013-2014.

## 5.6 Le FJM s'engage à:

- 5.6.1 Assurer la promotion de la présente entente et sa diffusion par le biais de ses outils de communication;
- 5.6.2 Verser au **CRES** un montant maximal de 46 750 \$, réparti sur les trois ans de la durée de la présente entente, du « Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) – Volet Action jeunesse structurante (AJS) » au développement de l'économie sociale dans la région de la Mauricie, visant ainsi l'atteinte des objectifs, tel que présenté à la clause 3, particulièrement sur les actions entreprises afin de rejoindre et de sensibiliser les jeunes de moins de 35 ans à l'économie sociale.

Les versements s'effectueront selon les modalités suivantes :

- Un montant de 15 000 \$ sera versé à la signature de la présente entente;
- Un montant de 15 000 \$ sera versé sur dépôt d'un rapport annuel des activités et des états financiers vérifiés de l'exercice 2011-2012;

- Un montant de 12 000 \$ sera versé sur dépôt d'un rapport annuel des activités et des états financiers vérifiés de l'exercice 2012-2013;
- Un montant de 4 750 \$ sur dépôt d'un rapport annuel des activités et des états financiers vérifiés de l'exercice 2013-2014 et d'un rapport final faisant état des résultats d'ensemble obtenus par la mise en œuvre de la présente entente et des perspectives de développement qui en découlent.

**5.7 Les CLD s'engagent à:**

- 5.7.1 Collaborer avec les moyens et les ressources disponibles, à la réalisation d'actions et de projets qui visent l'atteinte des objectifs de la présente entente;
- 5.7.2 Assurer la promotion de la présente entente et sa diffusion par le biais de ses outils de communication et inciter ses membres à faire de même;
- 5.7.3 Verser au **CRES**, sur recommandation du comité de gestion, un montant maximal de 500 \$ chacun par année pour les trois ans de la durée de la présente entente, afin de soutenir notamment les entreprises d'économie sociale dans l'amélioration des compétences de leurs administrateurs, gestionnaires et employés.

**6. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

**7. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

Les **PARTIES** conviennent du plan de financement de la présente entente :

Partenaires financiers	Budget 2011-2012	Budget 2012-2013	Budget 2013-2014	Total
CRÉ	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
MAMROT	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
EMPLOI-QUÉBEC	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	60 000 \$
AGENCE	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$
FJM	15 000 \$	15 000 \$	16 750 \$	46 750 \$
CLD	3 000 \$	3 000 \$	3 000 \$	9 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>148 000 \$</b>	<b>148 000 \$</b>	<b>149 750 \$</b>	<b>445 750 \$</b>

**8. TERRITOIRE D'APPLICATION**

La présente entente couvre le territoire de la région administrative de la Mauricie.

**9. DURÉE DE LA PRÉSENTE ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2014. Elle prend effet le 1<sup>er</sup> avril 2011.

**10. SUIVI ET ÉVALUATION**

- 10.1 Un comité de gestion de la présente entente sera réuni dans les 90 jours suivant la signature de la présente entente pour valider le plan d'action triennal et un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs afin de procéder à la vérification de l'atteinte des objectifs de la présente entente et à l'examen des résultats obtenus.



- 10.2 Le comité de gestion, sous la responsabilité de la **CRÉ**, sera composé d'un représentant de chacune des parties suivantes : le **MAMROT**, **EMPLOI-QUÉBEC**, la **CRÉ**, le **CRES**, l'**AGENCE**, le **FJM** et un représentant des **CLD**. Le **CRES** assure le secrétariat. Le comité de gestion peut, au besoin, faire appel à d'autres organismes ou ressources jugés utiles pour la réalisation des objectifs.
- 10.3 Le comité de gestion doit évaluer, annuellement, le plan d'action triennal et ses révisions, le cadre d'évaluation (indicateurs qualitatifs et quantitatifs) et les rapports d'activités déposés par le **CRES**, de même que les rapports financiers vérifiés. Il doit vérifier l'atteinte des objectifs, les résultats obtenus et l'utilisation des sommes allouées et faire des recommandations aux **PARTIES**:
- 10.4 Le comité de gestion fait les recommandations à la **CRÉ** pour l'approbation préalable par cette dernière des activités bénéficiant de sommes d'argent provenant du FDR et du FSRREÉS:
- 10.5 Le comité de gestion doit approuver les stratégies de communication interne et externe:
- 10.6 Le comité de gestion a pour mandat de veiller au suivi de la présente entente conformément aux normes et programmes applicables à chacune des **PARTIES** concernées:
- 10.7 Le comité de gestion doit valider et recommander aux **PARTIES** l'adoption du rapport final portant sur la réalisation des activités, l'atteinte des résultats et l'utilisation des sommes allouées et le rapport financier vérifié dans le cadre de la présente entente:
- 10.8 Les membres du comité de gestion doivent éviter toute situation mettant en conflit leur intérêt personnel ou créant l'apparence d'un tel conflit dans l'exercice de leurs fonctions.

## **11. RÉSILIATION**

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la **PARTIE** qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les **PARTIES**, énonçant le motif de résiliation. La **PARTIE** défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi la présente entente est résiliée de plein droit à l'égard de la **PARTIE** qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, le **CRES** s'engage à rembourser à la **PARTIE** qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la **PARTIE** concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les activités visées par la présente entente.

## **12. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de la présente entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

### **13. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouvelles **PARTIES**, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

### **14. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de la clause 11 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** et l'**INTERVENANT** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

#### **MAMROT**

Monsieur Pierre Robert  
Directeur régional  
100, rue Laviolette, bureau 321  
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9

#### **EMPLOI-QUÉBEC**

Madame Ginette Lanthier  
Directrice régionale  
225, rue des Forges, bureau 501  
Trois-Rivières (Québec) G9A 5Z5

#### **CRÉ**

Monsieur Christian Savard  
Directeur général  
3450, boulevard Gene-H.-Kruger, bureau 200  
Trois-Rivières (Québec) G9A 4M3

#### **CRES**

Madame Lynn O'Cain  
Directrice régionale  
3450, boulevard Gene-H.-Kruger, bureau 200  
Trois-Rivières (Québec) G9A 4M3

#### **AGENCE**

Monsieur Gilles Grenier  
Directeur santé publique  
550, rue Bonaventure  
Trois-Rivières (Québec) G9A 2B5

#### **FJM**

Madame Isabelle Borteleau  
Directrice générale  
1060, rue Saint-François-Xavier, bureau 350,  
Trois-Rivières (Québec) G9A 1R8

#### **CLD de Maskinongé**

Madame Sylvie Fontaine  
Directrice générale  
653, boulevard Saint-Laurent Est  
Louiseville (Québec) J5V 1J1

#### **CLD de Mékinac**

Monsieur Patrick Baril  
Directeur général  
560, rue Notre-Dame  
Saint-Tite (Québec) G0X 3H0

#### **CLD Shawinigan**

Monsieur Luc Arvisais  
Directeur général  
522, 5<sup>e</sup> Rue  
Shawinigan (Québec) G9N 6V1

**CLD des Chenaux**

Monsieur Jean Breton  
Directeur général  
630, rue Principale  
Saint-Luc-de-Vincennes (Québec) G0X 3K0

**CLD du Haut-Saint-Maurice**

Madame Danielle Rémillard  
Directrice générale  
323, rue Saint-François  
La Tuque (Québec) G9X 1S2

**IDÉ de Trois-Rivières (CLD)**

Monsieur Yves Marchand  
Directeur général  
370, boulevard des Forges, bureau 100  
Trois-Rivières (Québec) G9A 2H1

**CRPMT**

Madame Ginette Lanthier  
Secrétaire  
225, rue des Forges, bureau 501  
Trois-Rivières (Québec) G9A 5Z5

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.

**15. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable des **PARTIES**, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

**16. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉ** et avec l'**INTERVENANT**, les détails importants de la présente entente et son financement, notamment :

- le nom des **PARTIES** et de l'**INTERVENANT**;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de la présente entente et le territoire d'application;
- le budget total de la présente entente.

Les **PARTIES** et l'**INTERVENANT** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'ils désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** et de l'**INTERVENANT**, lors de toute activité de communication relative à la présente entente, aux bénéficiaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

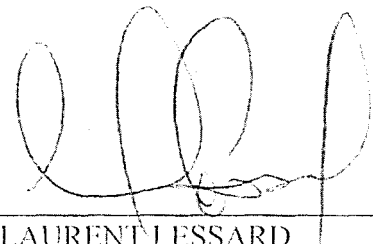
Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et l'intervenant participent à toute cérémonie officielle concernant la présente entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de la présente entente. À cet égard, les **PARTIES** et l'**INTERVENANT** doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

**17. SIGNATURES**

Les **PARTIES** et l'**INTERVENANT** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente.

**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** et l'**INTERVENANT** ont signé :

**LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**




LAURENT LESSARD  
Ministre

03/01/11

Date

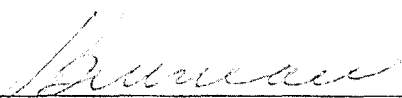
Entente spécifique sur le développement de l'Économie sociale 2011-2014 dans la région de la Mauricie

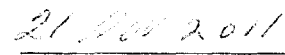
**LA MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET MINISTRE  
RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA MAURICIE**

  
\_\_\_\_\_  
JULIE BOULET  
Ministre

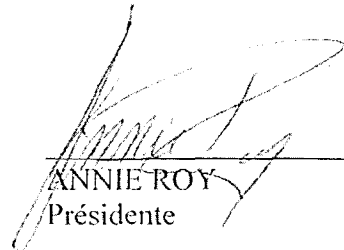
2011-11-02  
Date

LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA MAURICIE

  
\_\_\_\_\_  
GÉRARD BRUNEAU  
Président

  
\_\_\_\_\_  
Date

**LE CONSEIL RÉGIONAL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LA MAURICIE**

  
\_\_\_\_\_  
ANNIE ROY  
Présidente

  
\_\_\_\_\_  
Date

Entente spécifique sur le développement de l'Économie sociale 2011-2014 dans la région de la Mauricie

**L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC**



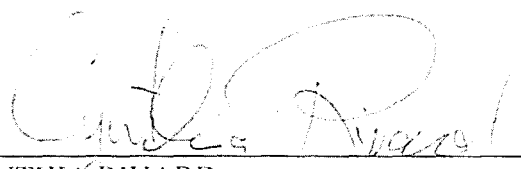
JEAN-DENIS ALLAIRE  
Président-directeur général



Date

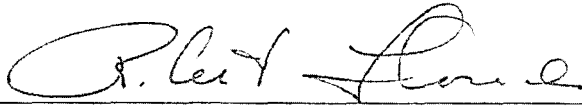


**LE FORUM JEUNESSE MAURICIE**

  
\_\_\_\_\_  
CYNTHIA RIVARD  
Présidente

  
\_\_\_\_\_  
Date

**LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MRC DE MASKINONGÉ**




ROBERT LALONDE  
Président

10 NOVEMBRE 2011

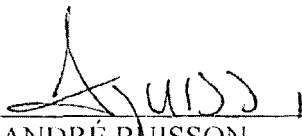
Date

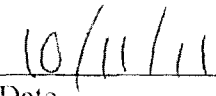
**LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MRC DE MÉKINAC**

  
BERNARD THOMPSON  
Président

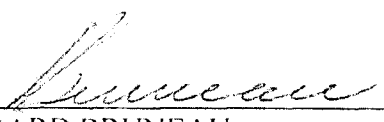
15 novembre 2011  
Date

LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE SHAWINIGAN

  
\_\_\_\_\_  
ANDRÉ BUISSON  
Président

  
\_\_\_\_\_  
Date

**LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MRC DES CHENAUX**

  
GÉRARD BRUNEAU  
Président

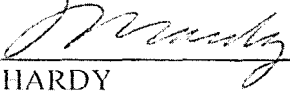
28 mai 2011  
Date

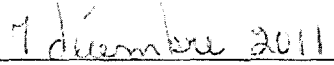
LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DU HAUT-SAINT-AURICE

  
NORMAND BEAUDOIN  
Président

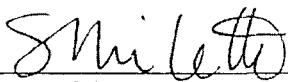
20 décembre 2011  
Date

**INNOVATION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE TROIS-RIVIÈRES  
(CLD)**

  
\_\_\_\_\_  
RÉJEAN HARDY  
Président

  
\_\_\_\_\_  
Date

**CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE LA MAURICIE**

  
SOPHIE MILETTE  
Présidente

17 nov. 2011  
Date



## ENTENTE SPÉCIFIQUE

### ATTESTATION D'APPROBATION

#### 1<sup>RE</sup> SECTION - DESCRIPTION DU PROJET D'ENTENTE SPÉCIFIQUE (COPIE JOINTE EN ANNEXE)

Objet et objectifs de l'entente et territoire visé :

Entente spécifique en matière de développement de l'économie sociale en Mauricie.

Le domaine de l'économie sociale regroupe l'ensemble des activités et des organismes qui sont issus de l'entrepreneuriat collectif et qui partagent des principes et des règles de fonctionnement.

La présente entente a pour objet de favoriser le développement économique et social de la région de la Mauricie en matière d'économie sociale par la mise en commun de ressources financières ou autres et ce, dans le respect des mesures et programmes des partenaires concernés.

Objectifs recherchés :

- Promouvoir l'économie sociale comme modèle d'affaires et outil de développement
- Assurer la concertation et le réseautage des acteurs et actrices du développement social
- Développer les compétences des acteurs et actrices du développement social
- Promouvoir l'économie sociale auprès des jeunes de 16 à 35 ans et des intervenantes et intervenants en entrepreneuriat jeunesse

Engagements et contribution financière des partenaires : 445 750\$ sur 3 ans


PARTENAIRES FIANCIERS	BUDGET 2011-2012	BUDGET 2012-2013	BUDGET 2013-2014	TOTAL
CRE	50 000\$	50 000\$	50 000\$	150 000\$
MAMROT	50 000\$	50 000\$	50 000\$	150 000\$
EMPLOI-QUÉBEC	20 000\$	20 000\$	20 000\$	60 000\$
AGENCE DE SANTÉ	10 000\$	10 000\$	10 000\$	30 000\$
FORUM JEUNESSE	15 000\$	15 000\$	16 750\$	46 750\$
LES CLD	3 000\$	3 000\$	3 000\$	9 000\$
TOTAL	148 000\$	148 000\$	149 750\$	445 750\$

#### 2<sup>E</sup> SECTION - RECOMMANDATION

Je recommande à la Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale d'approuver le projet d'entente joint en annexe.

Ginette Lanthier  
Signature de la directrice régionale

6 juin 2011  
Date

  
Signature de la sous-ministre adjointe aux opérations

8 juin 2011  
Date

#### 3<sup>E</sup> SECTION - AVIS JURIDIQUE

La Direction des affaires juridiques a pris connaissance du projet d'entente spécifique portant sur le développement de l'économie sociale 2011-2014 dans la région de la Mauricie et formule les commentaires suivants :

1) Emploi-Québec, lors de la gestion des mesures et programmes dans les domaines de la main-d'œuvre et de l'emploi, peut remettre le montant d'argent affecté à un gestionnaire désigné. Cependant, cette contribution financière, gérée par le gestionnaire désigné, demeure soumise aux modalités d'application des mesures actives d'Emploi-Québec financées par le FDMT.

Le gestionnaire désigné devra donc respecter les modalités d'application et remettre les subventions aux groupes et organismes admissibles à les recevoir et dont les projets ont été acceptés par Emploi-Québec dans le cadre du FDMT. Cette manière de procéder implique un contrôle rigoureux de la part d'Emploi-Québec afin d'éviter que les subventions accordées ne servent à financer d'autres projets

que ceux acceptés dans ce cadre

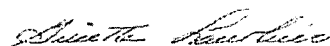
2) Afin de bonifier l'Entente, voir les commentaires dans le document en annexe.

Michel Lessard Notaire  
Signature du juriste

13 juillet 2011  
Date

4<sup>e</sup> SECTION - CORRECTIONS APPORTÉES (s'il y a lieu)


Les corrections jugées pertinentes ont été apportées et je recommande à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale d'approuver la version finale du projet d'entente jointe en annexe.



2011-08-24

Signature de la directrice régionale

Date

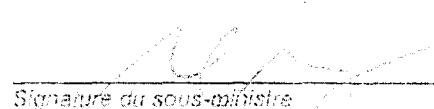
  
Signature de la sous-ministre adjointe aux opérations

  
Date

5<sup>e</sup> SECTION - ATTESTATION D'APPROBATION

La ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale est favorable au projet d'entente spécifique portant sur le développement de l'économie sociale 2011-2014 dans la région de la Mauricie et dont copie est jointe en annexe.

Commentaires :

  
Signature du sous-ministre

  
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE  
PORTANT SUR LE RENFORCEMENT DES ARTS ET DE LA CULTURE  
DANS LA RÉGION DE L'ESTRIE**

**ENTRE**

**LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE**, Madame Christine St-Pierre, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MCCCF** »

**ET**

**LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**, Monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MAMROT** »

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'ESTRIE**, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (L.R.Q., c. M-22.1), dont le siège social est au 230, rue King Ouest, bureau 300, Sherbrooke (Québec) J1H 1P9, représentée par monsieur Maurice Bernier, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration (CRÉ-11-113) dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »

**ET**

**LE CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC**, personne morale légalement constituée ayant son siège social au 79, boulevard René-Lévesque Est, 3<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1R 5N5, ici représenté par le président-directeur général, monsieur Yvan Gauthier, dûment autorisé en vertu de la Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec (L.R.Q., chapitre C-57.02) dans le cadre de ses règlements et politiques,

ci-après désigné le « **CALQ** »

**ET**

**LA VILLE DE SHERBROOKE**, personne morale de droit public, étant une ville constituée en vertu du décret du Gouvernement du Québec n<sup>o</sup> 850-2001 entré en vigueur le 12 juillet 2001, ayant son siège au 191 rue du Palais, Sherbrooke (Québec) J1H 5H9, ici représentée par son maire, monsieur Bernard Sévigny ou le président de son comité exécutif, monsieur Serge Paquin et par sa greffière, Me Isabelle Sauvé ou la greffière adjointe, Me Line Chabot, aux termes de l'article 2.1.32.1 du règlement no 1 de la Ville de Sherbrooke et aux termes d'une résolution du comité exécutif adoptée le 6 septembre 2011 sous le numéro C.M. 2011-7665-00,

ci-après désignée la « **Ville** »

**ET**

**LA MRC DE COATICOOK**, personne morale de droit public, ayant son siège social au 294, rue Saint-Jacques Nord Coaticook (Québec) J1A 2R3, ici représentée par le préfet, monsieur Réjean Masson, dûment autorisé par une résolution de son conseil du 15 juin 2011, dont copie est jointe à la présente,

ET

**LA MRC DU GRANIT**, personne morale de droit public, ayant son siège social au 5090, rue Frontenac, Lac-Mégantic (Québec) G6B 1H3, ici représentée par le préfet, monsieur Maurice Bernier, dûment autorisé par une résolution de son conseil du 15 juin 2011, dont copie est jointe à la présente,

ET

**LA MRC DU HAUT-SAINT-FRANÇOIS**, personne morale de droit public, ayant son siège social au 85, rue du Parc, Cookshire (Québec) J0B 1M0, ici représentée par la préfète, madame Nicole Robert, dûment autorisée par une résolution de son conseil du 15 juin 2011, dont copie est jointe à la présente,

ET

**LA MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS**, personne morale de droit public, ayant son siège social au 810, montée du Parc, Richmond (Québec) J0B 2H0, ici représentée par le préfet, monsieur Claude Boucher, dûment autorisé par une résolution de son conseil du 15 juin 2011, dont copie est jointe à la présente,

ET

**LA MRC DES SOURCES**, personne morale de droit public, ayant son siège social au 309, rue Chassé, Asbestos (Québec) J1T 2B4, ici représentée par le préfet, monsieur Hughes Grimaud, dûment autorisé par une résolution de son conseil du 20 juin 2011, dont copie est jointe à la présente,

ET

**LA MRC DE MEMPHRÉMAGOG**, personne morale de droit public, ayant son siège social au 455, bureau 200, rue MacDonald, Magog (Québec) J1X 1M2, ici représentée par le préfet, monsieur Gérard Marinovich, dûment autorisé par une résolution de son conseil du 15 juin 2011, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignées les « **MRC** »

**ET**

**LE CONSEIL DE LA CULTURE DE L'ESTRIE**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 17, rue Belvédère Nord Sherbrooke (Québec) J1H 4A7, ici représenté par la présidente, madame Sylvie Luce Bergeron, dûment autorisée en vertu d'une résolution de son conseil d'administration du 1<sup>er</sup> juin 2011, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « **CCE** »

ci-après désignés « **les PARTIES** »

**ET LES INTERVENANTS AUX PRÉSENTES**

**LE FORUM JEUNESSE ESTRIE**, comité consultatif de la CRÉ, représenté par Caroline Falcão,

ci-après désigné « **FORUM** »

**ET**

**LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'ESTRIE**, madame Monique Gagnon-Tremblay, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignés « **les INTERVENANTS** ».

## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la CRÉ de l'Estrie est l'interlocutrice privilégiée du gouvernement du Québec en matière de développement régional pour la région de l'Estrie;

**ATTENDU QUE** la CRÉ peut conclure avec les ministères et organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice des pouvoirs et des responsabilités qui découlent de l'entente de gestion conclue avec le MAMROT;

**ATTENDU QUE** le Fonds de développement régional (FDR) de l'Estrie est un outil financier qui agit comme levier au financement de projets structurants, d'études et recherches et d'ententes spécifiques, ayant une portée régionale et permettant la réalisation du plan de développement de l'Estrie 2007-2012, en complément des programmes existants;

**ATTENDU QUE** le cadre normatif du Fonds de développement régional a été modifié le 31 août 2004 et permet à la CRÉ de soutenir financièrement les artistes professionnels ou les regroupements d'artistes professionnels dans le cadre d'ententes conclues avec le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ);

**ATTENDU QUE** le Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) du FORUM est affecté au financement d'actions structurantes visant à favoriser, parmi d'autres, l'insertion professionnelle des jeunes et leur engagement dans leur milieu de vie;

**ATTENDU QUE** la VILLE souhaite poursuivre ses actions de soutien aux artistes et aux écrivains professionnels ainsi que la consolidation des organismes artistiques sur son territoire et participer à la mise en œuvre de nouvelles initiatives de réseautage, de rayonnement et de circulation de ses produits culturels;

**ATTENDU QUE** le CALQ a notamment pour objet, tel que défini dans sa loi constitutive, (L.R.Q., c. C-57.02), de soutenir dans toutes les régions du Québec, la création, l'expérimentation et la production dans les domaines des arts et des lettres et d'en favoriser le rayonnement et qu'il est habilité à signer des ententes avec divers partenaires de manière à optimiser leurs interventions respectives partout sur le territoire comme le prévoit son mandat;

**ATTENDU QUE** les actions du CALQ à l'égard des régions visent à soutenir et à renforcer la pratique et la diffusion artistique dans toutes les régions du Québec;

**ATTENDU QUE** les interventions du CALQ aident à stimuler le développement culturel et contribuent à l'essor du statut professionnel des artistes et des organismes en soutenant la pratique et la diffusion dans toutes les régions du Québec;

**ATTENDU** le fait que le soutien financier prévu dans la présente entente est complémentaire et qu'il ne vient pas se substituer aux programmes et aux bourses déjà gérés par le CALQ;

**ATTENDU QUE** la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine approuve les barèmes et limites du soutien financier accordé par le CALQ dans le cadre de la présente entente;

**ATTENDU** la contribution essentielle des arts et de la culture à la définition de l'identité estrienne, au développement du sentiment d'appartenance régionale, à l'enrichissement de la communauté et à la vitalité économique de l'Estrie.

## **1. DÉFINITIONS**

Dans le présent texte, les termes suivants réfèrent à :

### **Artistes et écrivains professionnels**

Le terme « artiste » inclut les écrivains, les conteurs et les artisans-créateurs. L'artiste se définit comme suit : il se déclare artiste professionnel ; il crée des œuvres ou pratique un art à son propre compte ou offre ses services, moyennant rémunération, à titre de créateur ou d'interprète, notamment dans les domaines sous la responsabilité du Conseil des arts et des lettres du Québec ; il a une reconnaissance de ses pairs ; il diffuse ou interprète publiquement des œuvres dans des lieux et/ou un contexte reconnus par les pairs.

### **Artistes et écrivains professionnels de la jeune relève**

Un artiste ou un écrivain professionnel de la jeune relève doit répondre à la définition précédente et être âgé de 35 ans ou moins.

### **Collectif d'artistes ou d'écrivains professionnels**

Un collectif désigne un groupe d'artistes quel qu'en soit le nombre. Chaque membre du groupe doit être un artiste professionnel répondant aux conditions d'admissibilité du programme et aux définitions précédentes.

### **Organisme professionnel**

L'organisme doit être une personne morale légalement constituée sans but lucratif, ayant son siège social dans la région de l'Estrie et dont la majorité des administrateurs sont des citoyens canadiens résidant habituellement dans la région de l'Estrie ou des résidents permanents au sens de l'article 2 (1) de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés qui résident habituellement dans la région de l'Estrie.

Les organismes professionnels des arts du cirque, des arts médiatiques, des arts multidisciplinaires, des arts visuels, de la danse, des métiers d'art, de la musique, du théâtre et de la littérature et du conte, font appel à des artistes professionnels, des concepteurs ou des intervenants de ces milieux reconnus comme tels. Leur administration est assurée par un personnel qualifié et expérimenté.

### **Comité de sélection**

Un comité de sélection est composé de personnes, qui peuvent ou non être des pairs, embauchées pour évaluer les demandes de bourses des artistes déposées dans le cadre d'une entente signée entre le CALQ et un ou plusieurs partenaires signataires.

### **Comité consultatif**

Un comité consultatif est composé de pairs embauchés pour évaluer les demandes de subventions déposées par des organismes. Les membres d'un comité consultatif évaluent au mérite les demandes des organismes sur la base des critères d'évaluation inscrits dans les programmes et tiennent compte des orientations des partenaires financiers.

## **2. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente vise à identifier les engagements de chacune des PARTIES, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables, pour assurer l'atteinte des objectifs généraux de la présente entente prévus en cinq volets :

Volet 1 : Soutien aux artistes et aux écrivains professionnels à toutes les étapes de la carrière;

Volet 2 : Soutien aux organismes artistiques professionnels du territoire de Sherbrooke;

Volet 3 : Soutien aux initiatives des territoires des MRC pour faciliter l'accès des jeunes à la culture;

Volet 4 : Outiller la relève artistique et culturelle de l'Estrie;

Volet 5 : Soutien à la promotion et à la diffusion du volet 1 de la présente entente.

### **3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

#### **Objectif général l'Entente**

La présente entente porte sur le renforcement des arts et de la culture dans la région de l'Estrie.

#### **Objectifs par volet**

##### **3.1 Volet 1 - Soutien aux artistes et écrivains professionnels à toutes les étapes de la carrière**

#### **Objectif général du volet 1**

- 3.1.1 Encourager l'émergence et le développement de la pratique artistique professionnelle en Estrie impliquant des initiatives de partenariat avec la communauté estrienne et les milieux artistiques professionnels de la région.

#### **Objectifs spécifiques du volet 1**

Les projets soumis dans le cadre du volet 1 impliquent formellement des initiatives en lien avec la communauté de l'Estrie ou des intervenants de la région et ils doivent répondre à au moins un des objectifs spécifiques parmi les suivants :

- 3.1.1.1 Soutenir la réalisation ou la diffusion de premières œuvres de création d'artistes ou d'écrivains;
- 3.1.1.2 Favoriser le rayonnement et la circulation des œuvres produites par des artistes et des écrivains estriens dans leur région et à l'extérieur;
- 3.1.1.3 Encourager la réalisation de projets favorisant l'accès du public estrien et québécois aux œuvres artistiques et littéraires produites en Estrie;
- 3.1.1.4 Favoriser, par le biais de la création artistique, l'expression des enjeux culturels et des intérêts sociaux, environnementaux et économiques des citoyens de la région;
- 3.1.1.5 Soutenir la réalisation de projets de résidence d'artistes et d'écrivains dans la région estrienne;
- 3.1.1.6 Favoriser des projets permettant une diffusion et/ou un partenariat sur plus d'un territoire de MRC.

#### **3.1.2 Indicateurs de résultats**

- Nombre de projets reçus en fonction des différents objectifs;
- Nombre de projets soutenus en fonction des différents objectifs;
- Nombre d'artistes et d'écrivains soutenus;
- Nombre de projets de résidence et de création soutenus;
- Nombre de projets qui touchent plusieurs territoires de MRC estriennes;
- Coût total des projets soutenus.

##### **3.2. Volet 2 - Soutien aux organismes artistiques professionnels du territoire de Sherbrooke**

#### **Objectif général du volet 2**

- 3.2.1 Faciliter la réalisation de projets ou la mise en place de mesures de développement destinées aux organismes artistiques et littéraires de la Ville de Sherbrooke et encourager les projets visant le développement de publics.



### **Objectifs spécifiques du volet 2**

Les projets soumis s'inscrivent dans une démarche d'une à trois années visant à maximiser la capacité d'action des organismes. Ils doivent répondre à au moins un des objectifs spécifiques suivants :

- 3.2.1.1 Soutenir des projets visant à consolider le mandat artistique et à améliorer leur capacité d'actions auprès de la collectivité, notamment le développement de publics;
- 3.2.1.2 Soutenir des projets de développement organisationnel ayant une action artistique structurante sur le territoire sherbrookoïse;
- 3.2.1.3 Contribuer à améliorer les conditions de pratique des artistes, des écrivains et des travailleurs culturels au sein des organisations;
- 3.2.1.4 Soutenir des projets de parrainage ou d'accompagnement menés par des organismes qui sont reconnus pour venir en aide aux artistes et aux écrivains en émergence;
- 3.2.1.5 Appuyer des projets qui favorisent le réseautage ou la mise en commun de services.

#### **3.2.2. Indicateurs de résultats**

- Nombre de projets reçus en fonction des différents objectifs;
- Nombre d'organismes soutenus en fonction des différents objectifs;
- Coût total des projets soutenus.

### **3.3 Volet 3 - Soutien à des initiatives des territoires de MRC pour faciliter l'accès des jeunes à la culture**

#### **Objectifs généraux du volet 3**

- 3.3.1 Soutenir les initiatives des milieux pour faciliter l'accès des jeunes à la culture, en lien avec les politiques culturelles des territoires;
- 3.3.2 Soutenir les projets visant à faciliter les sorties culturelles aux petites écoles et aux écoles en milieu défavorisé.

#### **Objectifs spécifiques du volet 3**

- 3.3.1.1 Soutenir les projets favorisant une participation active des jeunes à la vie culturelle de leur milieu, notamment les loisirs culturels;
- 3.3.1.2 Favoriser les projets visant à contrer les facteurs d'exclusion qui limitent la participation des jeunes à la vie culturelle de leur milieu;
- 3.3.1.3 Encourager les projets de collaboration entre les milieux artistique, municipal et scolaire ayant une action structurante sur l'accès et la participation des jeunes à la culture.

#### **3.3.3 Indicateurs de résultats**

- Coût total des projets dans chacun des territoires de MRC;
- Nombre de projets réalisés par territoire et nombre de jeunes touchés pour chacun des projets;
- Nombre de projets réalisés par objectif et nombre de jeunes touchés par chacun des projets;
- Nombre d'organismes non culturels partenaires des projets et valeur de leur partenariat.

### **3.4 Volet 4 - Outiller la relève artistique et culturelle de l'Estrie (ORACLE)**

#### **Objectif général du volet 4**

- 3.4.1 Favoriser l'accompagnement, la rétention et la professionnalisation de la relève artistique sur le territoire de l'Estrie par le développement des compétences et des opportunités de diffusion, ainsi que par l'intégration aux structures et aux ressources professionnelles de la région.

#### **Objectifs spécifiques du volet 4**

##### **Service de référence et de développement**

- 3.4.1.1 Contribuer à l'amélioration des réseaux de la relève artistique en effectuant la promotion d'ORACLE;
- 3.4.1.2 Assurer une vigie et faire la promotion des outils et des sources de financement disponibles pour la relève;
- 3.4.1.3 Alimenter la concertation en proposant des pistes de solution cohérentes aux problématiques de la relève artistique.

##### **Aider à la gestion de carrière artistique**

- 3.4.1.4 Développer de l'expertise en gestion de carrière, offrir et promouvoir un service d'accompagnement des artistes de la relève.

##### **Soutenir les activités de réseautage et d'intégration professionnelle**

- 3.4.1.5 Concevoir et promouvoir des activités et projets permettant de faire découvrir aux artistes et travailleurs culturels de la relève les ressources artistiques et culturelles sur le territoire des MRC de l'Estrie;
- 3.4.1.6 Favoriser la réalisation d'activités de rencontres, de réseautage et de formation afin de faciliter l'intégration des artistes, des écrivains ou des travailleurs culturels de la relève au milieu professionnel.

##### **Soutenir les premières expériences liées au domaine artistique**

- 3.4.1.7 Soutenir des initiatives axées sur le développement des compétences par la mise en relation des artistes de la relève et des professionnels, et entre des travailleurs culturels de la relève et des organismes culturels;
- 3.4.1.8 Favoriser l'émergence d'une identité régionale forte, s'appuyant notamment sur l'accroissement d'opportunités de diffusion en région des artistes de la relève estrienne.

#### **3.4.2 Indicateurs de résultats**

- Nombre d'artistes accompagnés en gestion de carrière artistique;
- Nombre d'activités de promotion et de formations réalisées;
- Nombre d'artistes de la relève participant aux activités;
- Nombre d'artistes et d'organismes rencontrés et invités à participer à l'accroissement d'opportunités de diffusion des activités de la relève.

### **3.5 Volet 5 - Soutien à la promotion et à la diffusion du volet 1 de l'Entente**

#### **Objectifs spécifiques du volet 5**

- 3.5.1.1 Assurer la promotion et la diffusion de la présente entente auprès des clientèles visées par le volet 1 sur le territoire estrien;
- 3.5.1.2 Assurer un rôle conseil auprès des artistes et des écrivains de la relève dans la réalisation d'activités de professionnalisation en lien avec l'élaboration de demandes d'aide financière dans le volet 1.

3.5.2. Indicateurs de résultats

- Nombre d'activités d'information;
- Nombre d'activités de promotion;
- Nombre de consultations.

**4. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectifs, les PARTIES s'engagent à :

- 4.1 Participer à la réalisation des objectifs de la présente entente;
- 4.2 Déléguer un représentant au comité de gestion de la présente entente, comme stipulé à l'article 11;
  - 4.2.1 Les MRC s'engagent à déléguer un représentant au comité de gestion;
  - 4.2.2 Le CCE siège au comité de gestion à titre d'observateur;
  - 4.2.3 La CRÉ désigne un représentant du FORUM.
- 4.3 Prendre part aux activités du comité de gestion de la présente entente et collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de la présente entente;
- 4.4 Participer à la promotion de la présente entente et de ses différents volets.

**5. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

5.1 Le CALQ s'engage à :

- 5.1.1 Affecter, sous réserve de la disponibilité des crédits, la somme de 367 500 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

	Volet 1	Volet 2	Volet 5	Total
2011-2012	70 000 \$	50 000 \$	2 500 \$	122 500 \$
2012-2013	70 000 \$	50 000 \$	2 500 \$	122 500 \$
2013-2014	70 000 \$	50 000 \$	2 500 \$	122 500 \$
Total	210 000 \$	150 000 \$	7 500 \$	367 500 \$

- 5.1.2 Verser directement aux bénéficiaires des projets retenus aux volets 1 et 2, la part de la subvention du CALQ, conformément aux modalités d'attribution des subventions prévues à l'annexe 1 et transmettre un avis de paiement à la CRÉ et à la Ville;
- 5.1.3 Procéder au traitement des demandes soumises aux volets 1 et 2 et assurer la mise en œuvre du processus d'évaluation et d'attribution qui s'y rattache;
- 5.1.4 Organiser la tenue des comités de sélection et défrayer les coûts en vertu de sa politique de remboursement d'honoraires des membres de jurys, de comités ou des appréciateurs, telle que présentée à l'annexe 1;
- 5.1.5 Autoriser les projets recommandés par le comité de sélection et le comité consultatif;
- 5.1.6 Produire les lettres d'annonce pour les volets 1 et 2 qui seront cosignées par les PARTIES impliquées, transmettre un avis de paiement et effectuer le suivi des projets sélectionnés pour une aide financière;
- 5.1.7 Verser au CCE après dépôt du plan d'action, tel que stipulé à l'article 5.4.2, les engagements annuels prévus pour la mise en œuvre du volet 5;
- 5.1.8 Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables aux volets 1 et 2 de la présente entente;

- 5.1.9 Remettre les rapports au comité de gestion de la présente entente, fournir au comité de gestion, annuellement, une reddition de compte sur les sommes octroyées, incluant la mesure des indicateurs dans le cadre des volets 1, 2 et 5 de la présente entente.

**5.2 La CRÉ s'engage à :**

- 5.2.1 Réserver, dans le cadre du Fonds de développement régional, sous réserve de la disponibilité des crédits ainsi que d'une évaluation positive des résultats annuels de la présente entente, une somme de 300 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Année financière	Volet 1	Volet 3	Total
2011-2012	40 000 \$	60 000 \$	100 000 \$
2012-2013	40 000 \$	60 000 \$	100 000 \$
2013-2014	40 000 \$	60 000 \$	100 000 \$
Total	120 000 \$	180 000 \$	300 000 \$

**5.2.2 Engagements relatifs au volet 1**

- 5.2.2.1 Recevoir les demandes d'aide financière, procéder à un accusé réception et les transmettre au CALQ selon les modalités de gestion et d'attribution décrites à l'annexe 1;
- 5.2.2.2 Après avis du CALQ, verser directement aux bénéficiaires des projets qu'elle aura retenus conformément aux modalités d'attribution des subventions décrites à l'annexe 1 et aux normes du FDR.

**5.2.3 Engagements relatifs au volet 3**

- 5.2.3.1 Recevoir les projets déposés et vérifier leur admissibilité conformément à la politique d'investissement à l'annexe 2 et aux normes du FDR;
- 5.2.3.2 Transmettre les projets admissibles aux MRC pour analyse;
- 5.2.3.3 Procéder à la signature d'un protocole de la présente entente pour chacun des projets soutenus et en assurer le suivi.
- 5.2.4 Tenir à jour une comptabilité distincte relative à l'ensemble des dépenses imputables aux volets 1 et 3 de la présente entente;
- 5.2.5 Autoriser les projets recommandés par le comité de sélection pour le volet 1;
- 5.2.6 Prendre une décision d'investissement pour les projets recommandés par les MRC pour le volet 3;
- 5.2.7 Fournir annuellement au comité de gestion une reddition de compte sur les sommes gérées dans le cadre de la présente entente ainsi qu'un rapport d'activité pour le volet 3, incluant la mesure des indicateurs;
- 5.2.8 Mettre à la disposition du comité de gestion et du comité de sélection les espaces ainsi que les ressources matérielles et techniques nécessaires à la tenue de leurs rencontres;
- 5.2.9 Présider le comité de gestion de la présente entente et en assurer le secrétariat.
- 5.2.10 Agir par l'intermédiaire du FORUM afin de :
- 5.2.10.1 Affecter, dans le cadre du Fonds régional d'investissement jeunesse, sous réserve des crédits disponibles, ainsi que d'une évaluation positive des résultats annuels de la présente entente, une somme de 75 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Exercice financier	Volet 4	Total
2011-2012	25 000 \$	25 000 \$
2012-2013	25 000 \$	25 000 \$
2013-2014	25 000 \$	25 000 \$
<b>Total</b>	<b>75 000 \$</b>	<b>75 000 \$</b>

**5.2.10.2 Verser au CCE la contribution financière selon les modalités suivantes :**

Un premier versement de 20 000 \$ dans les trente jours suivant la signature de la présente entente. Un deuxième versement de 5 000 \$, conditionnellement à la réception d'un bilan annuel et à son évaluation satisfaisante par le comité de gestion.

Pour la deuxième année de la présente entente, un premier versement de 20 000 \$, conditionnellement à la réception d'un plan d'action et d'un budget annuels du projet et à leur évaluation satisfaisante par le comité de gestion. Un deuxième versement de 5 000 \$ sera effectué conditionnellement à la réception d'un bilan annuel du projet et à son évaluation satisfaisante par le comité de gestion.

Pour la troisième année de la présente entente, un premier versement de 20 000 \$, conditionnellement à la réception d'un plan d'action et d'un budget annuels du projet et à leur évaluation satisfaisante par le comité de gestion. Un deuxième versement du solde à verser, jusqu'à concurrence 5 000 \$ sera effectué conditionnellement à la réception d'un bilan final du projet et à son évaluation satisfaisante par le comité de gestion.

**5.3 LA VILLE s'engage à :**

**5.3.1 Affecter une somme de 180 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :**

Exercice financier	Volet 1	Volet 2	Total
2011-2012	10 000 \$	50 000 \$	60 000 \$
2012-2013	10 000 \$	50 000 \$	60 000 \$
2013-2014	10 000 \$	50 000 \$	60 000 \$
<b>Total</b>	<b>30 000 \$</b>	<b>150 000 \$</b>	<b>180 000 \$</b>

**5.3.2 Sur avis du CALQ, verser directement aux bénéficiaires de Sherbrooke pour les projets retenus au volet 1, la part de la subvention de la Ville de Sherbrooke, conformément aux modalités d'attribution des subventions décrites à l'annexe 1;**

**5.3.3 Sur avis du CALQ, verser directement aux bénéficiaires des projets retenus au volet 2, sa part de la subvention, et ce, conformément aux modalités d'attribution des subventions prévues à l'annexe 1;**

**5.3.4 Autoriser les projets recommandés par le comité de sélection et le comité consultatif.**

**5.4 Le CCE s'engage à :**

**5.4.1 Réaliser les objectifs du volet 4 et du volet 5 et à cette fin, utiliser l'aide financière versée en vertu de la présente entente aux seules fins de la réalisation des activités liées à ces objectifs;**

**5.4.2 Affecter des ressources humaines et des services techniques à la réalisation de ces objectifs et faire rapport au comité de gestion, des activités réalisées au terme de chaque exercice financier, incluant la mesure des indicateurs;**

**5.4.3 Déposer au comité de gestion un plan d'action annuel assurant l'atteinte des objectifs du volet 4 et du volet 5;**

5.4.4 Déposer au comité de gestion un rapport financier pour le volet 4.

**5.5 Chacune des MRC s'engage à :**

- 5.5.1. Accompagner les promoteurs pour l'élaboration de leur projet ou les référer aux ressources appropriées selon le cas (Conseil de la culture ou autre);
- 5.5.2 Analyser les projets reconnus comme admissibles par la CRÉ;
- 5.5.3 Recommander à la CRÉ les projets à soutenir pour l'utilisation du montant disponible annuellement pour son territoire de MRC.

**5.6 Le MAMROT s'engage à :**

- 5.6.1 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de la présente entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- 5.6.2 Présenter à la Conférence administrative régionale de l'Estrie (CAR), dans le cadre de son mandat de concertation et de coordination interministérielles, l'état de situation de la présente entente et y déposer le bilan annuel produit par le comité de gestion de la présente entente;
- 5.6.3 Être dépositaire de la présente entente.

**6. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

**7. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Volet 4	Volet 5	Total
CALQ	210 000 \$	150 000 \$			7 500 \$	367 500 \$
CRÉ	120 000 \$		180 000 \$			300 000 \$
CRÉ (FORUM)				75 000 \$		75 000 \$
VILLE	30 000 \$	150 000 \$				180 000 \$
Total	360 000 \$	300 000 \$	180 000 \$	75 000 \$	7 500 \$	922 500 \$

**8. TABLEAU SYNTHÈSE DE L'UTILISATION ANNUELLE DES CONTRIBUTIONS**

	An 1	An 2	An 3	Total
Volet 1	120 000 \$	120 000 \$	120 000 \$	360 000 \$
Volet 2	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
Volet 3	60 000 \$	60 000 \$	60 000 \$	180 000 \$
Volet 4	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	75 000 \$
Volet 5	2 500 \$	2 500 \$	2 500 \$	7 500 \$
TOTAL	307 500 \$	307 500 \$	307 500 \$	922 500 \$

**9. TERRITOIRE D'APPLICATION**

Le territoire d'application de la présente entente est la région administrative de l'Estrie.

**10. DURÉE DE L'ENTENTE**

Nonobstant sa date de signature, la présente entente entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2011 pour une période de trois ans. Elle couvre les années financières 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, sous réserve des crédits disponibles. La fin de la présente entente est donc prévue le 31 mars 2014.

À l'expiration de la présente entente, le CCE doit rembourser à la CRÉ agissant par le biais du FORUM et au CALQ tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée. De

plus, toutes les sommes non utilisées seront désengagées par le CALQ, la CRÉ, le FORUM et la Ville.

## **11. SUIVI ET ÉVALUATION**

### **COMITÉ DE GESTION DE L'ENTENTE**

Pour faciliter le partenariat établi par la présente entente, les PARTIES conviennent de former un comité de gestion de la présente entente composé d'un représentant de chacune des PARTIES signataires de la présente entente.

Le mandat général de ce comité est de voir à l'application de la présente entente.

Plus spécifiquement, le comité est chargé de :

- Établir le calendrier d'inscription et d'appel à projets annuellement;
- S'assurer de l'atteinte des objectifs de la présente entente;
- Évaluer, annuellement, l'impact des actions réalisées en fonction des objectifs fixés et des ressources budgétaires disponibles et recommander la poursuite de la présente entente aux PARTIES;
- Faire toute recommandation qu'il juge nécessaire aux PARTIES de la présente entente;
- Faire un bilan global quant à l'atteinte des objectifs, à l'aide des indicateurs établis, à la fin de la présente entente;
- Faire des recommandations annuellement, aux PARTIES concernées quant à l'utilisation des sommes résiduelles du FDR et du FRIJ, le cas échéant.

## **12. RÉSILIATION**

Si l'une des PARTIES est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres PARTIES se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la PARTIE qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les PARTIES, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi la présente entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, le CCE s'engage à rembourser au CALQ ou à la CRÉ (FORUM,) s'il s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'il a reçus, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé au CALQ ou à la CRÉ (FORUM) dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

## **13. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de la présente entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## **14. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les PARTIES. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## 15. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Sous réserve de l'article 11 et aux fins de la présente entente, les PARTIES conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou documents exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Nom de l'organisme	Nom du représentant	Adresse
Le Conseil des arts et des lettres du Québec	M. Stéphan La Roche Directeur de la musique, de la danse et de l'action territoriale	79, boulevard René-Lévesque Est, 3 <sup>e</sup> étage Québec (Québec) G1R 5N5 Télécopieur : Courriel : stephan.laroche@calq.gouv.qc.ca
La Ville de Sherbrooke	M. Yves Masson Chef de la Division de la culture de la Ville	420, rue Marquette, local 130 Sherbrooke (Québec) J1H 1M4 Courriel : yves.masson@ville.sherbrooke.qc.ca
Le Forum jeunesse Estrie	M <sup>me</sup> Caroline Falcão Conseillère en développement	230, rue King Ouest bureau 300 Sherbrooke (Québec) J1H 1P9 Télécopieur : 819 563-7800 Courriel : cf@creestrie.qc.ca
Les MRC	M <sup>me</sup> Sylvie Harvey Directrice générale MRC de Coaticook	294, rue Saint-Jacques Nord Coaticook (Québec) J1A 2R3  Télécopieur : 819 849-4320 Courriel : direction@mrcdecoaticook.qc.ca
Le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine	M <sup>me</sup> Jocelyne Jacques Directrice régionale	225, rue Frontenac, bur. 410 Sherbrooke (Québec) J1H 1K1 Télécopieur : 819 820-3930 Courriel jocelyne.jacques@mcccf.gouv.qc.ca
Le Conseil de la culture de l'Estrie	M. Pierre Mino Directeur général	17, rue Belvédère Nord Sherbrooke (Québec) J1H 4A7 Télécopieur : 819-563-2838 Courriel : pierre.mino@cultureestrie.org
Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	M. Pierre Poulin Directeur régional	200, rue Belvédère Nord bureau 4.04 Sherbrooke (Québec) J1H 4A9 Télécopieur : 819 820-3979 Courriel : pierre.poulin@mamrot.gouv.qc.ca
La Conférence régionale des élus de l'Estrie	M <sup>me</sup> Marie-Hélène Wolfe Directrice générale	230, rue King Ouest bureau 300 Sherbrooke (Québec) J1H 1P9 Télécopieur : 819 563-7800 Courriel : creestrie@creestrie.qc.ca

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des PARTIES doit faire l'objet d'un avis aux autres PARTIES.



## **16. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable des PARTIES qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## **17. ANNEXES**

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les PARTIES déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, les annexes prévaudront.

## **18. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les PARTIES reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la CRÉ et avec les INTERVENANTS, les détails importants de la présente entente et son financement, notamment :

- le nom des PARTIES et INTERVENANTS;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de la présente entente et le territoire d'application;
- le budget total de la présente entente.

Les PARTIES s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente. La présente entente est confidentielle tant qu'elle ne sera pas annoncée publiquement.

Les PARTIES s'engagent à assurer la visibilité des PARTIES et des INTERVENANTS, lors de toute activité de communication relative à la présente entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les PARTIES acceptent que leurs représentants et les INTERVENANTS participent à toute cérémonie officielle concernant la présente entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de la présente entente. À cet égard, les PARTIES et les INTERVENANTS doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

Les contributions seront soulignées en se conformant aux normes de communication, de visibilité et d'utilisation du logo des PARTIES impliqués dans tous les documents promotionnels et d'information relatifs aux projets soutenus dans le cadre de la présente entente.

Le contenu des programmes pour le volet 1 et le volet 2 en HTML, les brochures équivalentes en PDF et les formulaires afférents seront hébergés sur le site Web du CALQ exclusivement. Le CALQ s'engage à fournir les adresses URL permanentes aux partenaires afin qu'ils puissent établir des hyperliens vers ces documents à partir de leur site.

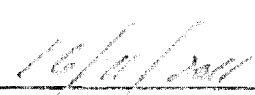
## **19. SIGNATURES**

Les PARTIES reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente.

**EN FOI DE QUOI**, les PARTIES ont signé :

  
\_\_\_\_\_  
CHRISTINE ST-PIERRE

Ministre de la Culture, des Communications  
et de la Condition féminine

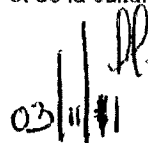
  
\_\_\_\_\_  
Date



LAURENT LESSARD

Ministre des Affaires municipales, des Régions  
et de l'Occupation du territoire

Entente spécifique portant sur le renforcement des arts  
et de la culture dans la région de l'Estrie



Date

  
**MONIQUE GAGNON-TREMBLAY**  
Ministre responsable de la région de l'Estrie

09-11-2011  
Date

  
YVAN GAUTHIER

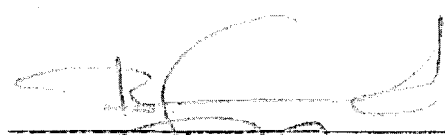
Président du Conseil des arts et des lettres  
du Québec

14 novembre 2011  
Date

  
\_\_\_\_\_  
**MAURICE BERNIER**

Président de la Conférence régionale des  
élus de l'Estrie

26 octobre 2011  
Date




**BERNARD SEVIGNY**  
Maire de la Ville de Sherbrooke


\_\_\_\_\_  
Date

**OU**

\_\_\_\_\_  
**SERGE PAQUIN**  
Président du comité exécutif de la Ville de  
Sherbrooke

\_\_\_\_\_  
Date

  
Me ISABELLE SAUVÉ  
Greffière de la Ville de Sherbrooke

  
Date

OU

Me LINE CHABOT  
Greffière adjointe de la Ville de Sherbrooke

Date




*Caroline Falcão*

CAROLINE FALCÃO

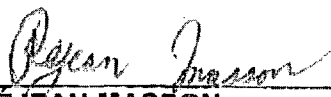
Conseillère au Forum jeunesse Estrie

*26 octobre 2011*

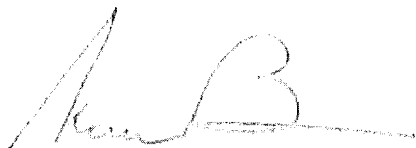
Date

  
\_\_\_\_\_  
SYLVIE LUCE BERGERON  
Présidente du Conseil de la culture de  
l'Estrie

  
\_\_\_\_\_  
Date

  
\_\_\_\_\_  
**RÉJEAN MASSON**  
Préfet de la MRC de Coaticook

26 octobre 2011  
Date


---

**MAURICE BERNIER**  
Préfet de la MRC du Granit

26 octobre 2011  
Date

  
\_\_\_\_\_  
**NICOLE ROBERT**  
Préfète de la MRC du Haut-Saint-François

2012-10-26  
\_\_\_\_\_  
Date

  
\_\_\_\_\_  
**CLAUDE BOUCHER**  
Préfet de la MRC du Val-Saint-François

\_\_\_\_\_  
Date



HUGHES GRIMARD

Préfet de la MRC des Sources

Date

26 octobre 2011

Entente spécifique portant sur le renforcement des arts  
et de la culture dans la région de l'Estrie

  
**GÉRARD MARINOVICH**

Préfet de la MRC de Memphrémagog

Date

26 octobre 2011



## ANNEXE 1

Conseil des arts  
et des lettres

Québec 

### Politique concernant les jurys, les comités et les appréciateurs

Préparé par :	La Direction de la coordination et de l'administration
Approuvé par :	Le conseil d'administration
Date :	Le 27 mars 2000 (RÉS. CA9900A030)
Révisé :	Le 16 février 2010 (RÉS. CA0910A045)
Révisions antérieures :	Les 28 et 29 mars 2007 (RÉS. CA0607A064)
	Les 13 et 14 décembre 2006 (RÉS. CA0607A043)
	Le 8 décembre 2005 (RÉS. CA0506A029)
	Le 20 juin 2003 (RÉS. CA0304A005)
	Le 1 <sup>er</sup> octobre 2001 (RÉS. CA0102A012) (articles 2.2 et 3)

## Politique concernant les jurys, les comités et les appréciateurs

Révision approuvée par le conseil d'administration lors de sa séance du 16 février 2010.

### Article 1 : OBJECTIFS

La présente politique a pour but de définir les termes et les principes généraux applicables au Conseil des arts et des lettres du Québec, ci-après appelé le Conseil, à l'égard de la constitution de la banque de personnes-ressources ainsi que de la composition et du rôle des jurys, des comités consultatifs ou de sélection, ci-après appelés comités, et des appréciateurs embauchés et rémunérés par le Conseil pour la gestion de ses programmes de bourses, de subventions et de ses ententes.

Elle fixe la rémunération des personnes embauchées par le Conseil.

Cette politique concerne les programmes dont le processus d'évaluation prévoit la constitution d'un comité consultatif lorsqu'il s'agit d'un programme de subventions ou d'un jury lorsqu'il s'agit du programme de bourses. Elle s'applique également, avec les adaptations requises, lors de la constitution d'un comité de sélection lorsqu'il s'agit de la gestion d'une entente et lors de l'embauche d'appréciateurs.

### Article 2 : DÉFINITIONS

**Jury** : un jury est composé de pairs embauchés pour évaluer les demandes de bourses déposées par des artistes et des écrivains dans les programmes du Conseil.

**Comité consultatif** : un comité consultatif est composé de pairs embauchés pour évaluer les demandes de subventions déposées par des organismes dans les programmes du Conseil.

**Comité de sélection** : un comité de sélection est composé de personnes, qui peuvent ou non être des pairs, embauchées pour évaluer les demandes de bourses des artistes ou de subventions des organismes déposées dans le cadre d'une entente signée entre le Conseil et un ou plusieurs partenaires signataires.

**Appréciateur** : un appréciateur est une personne embauchée pour donner un avis, entre autres, sur un spectacle, un événement, une exposition ou un projet ou sur une demande de bourse de déplacement.

### Article 3 : CONSTITUTION DE LA BANQUE DE PERSONNES-RESSOURCES (BPR)

Le Conseil gère une banque de personnes-ressources.

#### 3.1 Conditions d'admissibilité à la banque de personnes-ressources

Peut être admise dans la banque de personnes-ressources, la personne physique doit remplir au moins une des conditions suivantes :

- être un artiste au sens de la *Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma* c'est-à-dire pratiquer un art pour son propre compte et offrir ses services, moyennant rémunération, à titre de créateur ou d'interprète, dans les domaines visés par cette loi;
- être un créateur du domaine des arts visuels, des métiers d'art ou de la littérature, se déclarer artiste professionnel, créer des œuvres pour son propre compte, avoir des œuvres exposées, produites, publiées et représentées en public ou mises en marché par un diffuseur, avoir reçu de ses pairs des témoignages de reconnaissance comme professionnel, par une mention d'honneur, une récompense, un prix, une bourse, une nomination à un jury, la sélection à un salon ou tout autre moyen de même nature, au sens de la *Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et leurs contrats avec les diffuseurs*;

- être un gestionnaire ou un professionnel dans l'un des domaines relevant de la juridiction du Conseil (arts visuels, théâtre, danse, musique, chanson, arts multidisciplinaires, arts médiatiques (cinéma, vidéo, nouveaux médias), arts du cirque, littérature, métiers d'art, architecture, architecture de paysage, urbanisme).

De plus, l'artiste, le créateur ou l'écrivain doit posséder au moins deux ans de pratique et le gestionnaire culturel ou le professionnel au moins deux ans d'expérience professionnelle.

Ces personnes sont reconnues pour leurs compétences dans une ou plusieurs disciplines artistiques, mais elles seront inscrites dans la BPR dans une seule discipline. Elles doivent fournir au Conseil les renseignements relatifs à leur candidature.

Les membres du personnel et du conseil d'administration du Conseil, de la fonction publique, le personnel œuvrant dans d'autres organismes gouvernementaux, publics ou privés qui soutiennent les arts, les agents ou représentants d'artistes, ainsi que les journalistes et les personnes qui exercent le métier de critique sur une base régulière ne sont pas admissibles à la BPR ou sont suspendus, s'ils en faisaient déjà partie, jusqu'à ce qu'ils répondent à nouveau aux conditions d'admissibilité.

Malgré ce qui précède, le Conseil peut intégrer à la BPR des spécialistes issus d'autres domaines que ceux relevant de sa juridiction.

Le Conseil peut intégrer à la BPR, à titre de membres-partenaires, une ou des personnes nommées conjointement avec les signataires d'une entente pour siéger aux comités de sélection formés pour la gestion des ententes. Ces membres-partenaires doivent avoir une bonne connaissance des arts et des lettres de leur territoire et être reconnus dans le milieu culturel pour leurs compétences. Ces personnes sont inscrites dans la BPR du Conseil à titre de membres-partenaires pour ce comité de sélection. Les candidatures des membres-partenaires à la BPR ne sont pas soumises à l'approbation du conseil d'administration.

### 3.2 Inscription

Toute personne qui désire faire partie de la BPR doit soumettre sa candidature et répondre aux conditions d'admissibilité fixées par le Conseil. Le Conseil peut inscrire ou solliciter des candidatures auprès du milieu des arts et des lettres.

Un appel de candidatures figure également en tout temps sur le site Web du Conseil et paraît annuellement dans son bulletin électronique *Nouvelles du CALQ*. Un appel de candidature paraît également dans chacune des lettres d'annonce lors de l'attribution d'une bourse.

### 3.3 Approbation des candidatures

Les propositions de candidatures sont étudiées par les chargés de programmes de chaque secteur disciplinaire en fonction des conditions d'admissibilité à la BPR et sont soumises au directeur du secteur qui en propose l'acceptation ou le refus au président-directeur général. Celui-ci en recommande ensuite l'acceptation ou le refus au conseil d'administration.

Les candidatures approuvées par le conseil d'administration constituent la BPR.

Le Conseil informe les personnes de l'acceptation ou du refus de leur candidature à la BPR.

### 3.4 Mise à jour

La BPR est mise à jour, au besoin, pour l'ajout de candidatures ainsi que pour la suspension, le retrait ou la révocation de candidatures déjà approuvées par le conseil d'administration.

Le secteur disciplinaire se réserve le droit de suspendre une candidature si :

- elle ne respecte plus une des conditions d'admissibilité à la BPR (suspension temporaire);

- le candidat demande que son nom soit retiré de la BPR.

Le conseil d'administration se réserve le droit de refuser ou de révoquer une candidature si :

- elle ne respecte pas les conditions d'admissibilité à la BPR (refus);
- il y a eu un manquement au code d'éthique et de déontologie régissant les membres de jurys, de comités et les appréciateurs (révocation).

#### **ARTICLE 3.1 COMPOSITION DES JURYS ET COMITÉS**

Les personnes choisies à titre de membres de jurys, de comités ou d'appréciateurs doivent faire partie de la BPR du Conseil.

Exceptionnellement, si le Conseil ne peut constituer un jury, un comité consultatif ou un comité de sélection faute de candidatures disponibles dans la BPR, la direction générale du Conseil peut approuver l'ajout d'une nouvelle candidature en autant qu'elle réponde aux conditions énoncées à l'article 3.1.

Le président-directeur général doit informer le conseil d'administration, lors de sa prochaine réunion, des cas d'exception qu'il a approuvés.

Les demandes de bourses et de subventions sont analysées par des jurys ou des comités consultatifs formés de pairs.

Pour les demandes de bourses, les jurys sont formés de personnes qui possèdent une bonne connaissance de la pratique artistique pour laquelle elles ont été choisies.

Pour les demandes de subventions, les membres des comités consultatifs sont des personnes reconnues pour leurs compétences dans le domaine et qui possèdent une bonne connaissance des organismes demandeurs et de leur impact sur le milieu artistique.

Pour les demandes de bourses et de subventions présentées dans le cadre d'une entente, les membres des comités de sélection doivent être issus du territoire identifié par l'entente, s'il y a lieu, et doivent faire partie de la BPR du Conseil dans la proportion prévue à l'entente.

Les autres membres proposés par le ou les partenaires de l'entente doivent avoir une bonne connaissance des arts et des lettres sur leur territoire, s'il y a lieu, et être reconnus dans le milieu culturel pour leurs compétences. Ces personnes sont inscrites dans la BPR du Conseil pour cette sélection à titre de membres-partenaires seulement.

#### **4.1 Critères de sélection**

La composition d'un jury, d'un comité consultatif ou d'un comité de sélection doit respecter les critères suivants :

- a) un jury, un comité consultatif ou un comité de sélection doit être composé d'au moins trois membres;
- b) un membre de comité consultatif peut être engagé pour évaluer au cours d'une même année les demandes de subvention dans plus d'un programme;
- c) une personne ne peut être engagée pour faire partie d'un jury ou d'un comité de sélection si elle a déposé une demande de bourse au Conseil pour cette inscription, soit personnellement ou avec un collectif d'artistes;
- d) une personne ne peut être membre d'un jury formé pour évaluer les demandes de bourses du Conseil plus d'une fois au cours d'une période de deux exercices financiers consécutifs du Conseil.

Elle peut toutefois faire partie d'un comité de sélection formé pour la gestion d'ententes ou avoir été embauchée à titre d'appréciatrice au cours d'une période de deux exercices financiers consécutifs du Conseil;

- e) un membre de comité consultatif ne peut être engagé comme membre d'un jury, et vice versa, au cours d'une période de deux exercices financiers consécutifs du Conseil.

*Il peut toutefois faire partie d'un comité de sélection formé pour la gestion d'ententes ou avoir été embauché à titre d'appréciateur au cours de l'exercice financier ou de l'exercice financier précédent du Conseil;*

- f) un membre de comité consultatif ne peut être engagé pour siéger à un autre comité au cours d'une période de deux exercices financiers consécutifs du Conseil, sauf s'il est appelé à assurer une continuité d'une année à l'autre dans le cadre des évaluations pour le soutien au fonctionnement ; il peut alors siéger à un même comité deux exercices financiers consécutifs;
- g) un membre ne peut faire partie d'un comité de sélection plus d'une fois au cours d'une période de deux exercices financiers consécutifs du Conseil.

*Il peut toutefois faire partie d'un comité consultatif, d'un jury ou avoir été embauché à titre d'appréciateur au cours de l'exercice financier ou de l'exercice financier précédent du Conseil;*

- h) un jury, un comité consultatif ou un comité de sélection doit se composer d'hommes et de femmes, choisis de manière à tenir compte de la diversité des pratiques, de la représentativité territoriale et de la diversité ethnoculturelle de la population;
- i) un jury ou un comité consultatif ne peut s'adjoindre qu'un seul membre provenant soit d'une autre discipline, soit de l'extérieur du Québec.

#### 4.2 Durées du mandat des membres de jurys, comités consultatifs, comités de sélection et des appréciateurs

- a) le mandat d'un membre de jury ou de comité de sélection est d'une durée d'au plus six mois;
- b) le mandat d'un membre de comité consultatif se termine le 31 mars de l'exercice financier associé à l'évaluation pour laquelle il a été engagé;
- c) le mandat d'un appréciateur est variable et se termine le 31 mars suivant son engagement.

#### 4.3 Code d'éthique et de déontologie

Les membres de jurys et de comités, ainsi que les appréciateurs s'engagent à respecter le code d'éthique et de déontologie régissant les membres de jurys et de comités et les appréciateurs accompagnant la lettre d'engagement.

Chaque membre ou appréciateur doit signer un formulaire d'engagement de confidentialité dès qu'il est embauché. Ce formulaire dûment rempli et signé doit être transmis au Conseil avant que la documentation ne lui soit remise.

Avant le début de la rencontre du jury ou du comité ou de son mandat, le membre ou l'appréciateur doit remettre au Conseil son formulaire de déclaration d'intérêts dûment rempli et signé.

#### 4.4 Publication

Trois mois après l'annonce des résultats, le Conseil rend disponible le nom des membres d'un jury. Il rend disponible le nom des membres d'un comité consultatif ou d'un comité de sélection trois mois après la fin de son mandat.

Le nom d'un appréciateur embauché pour donner son avis sur les bourses de déplacement ou sur un spectacle, un événement, une exposition ou un projet n'est jamais rendu public.

Les personnes embauchées doivent être avisées par écrit de cette disposition de la politique.

**Article 6 : RÔLE DU PERSONNEL DU CONSEIL, D'UN MEMBRE D'UN JURY, D'UN COMITÉ  
CONSULTATIF, D'UN COMITÉ DE SÉLECTION ET D'UN APPRÉCIATEUR**

**6.1 Rôle du personnel du Conseil**

Le chargé de programmes responsable coordonne le jury, le comité consultatif ou le comité de sélection. Il assume ou partage avec un autre chargé de programmes, les responsabilités suivantes :

- assure l'organisation et le secrétariat du jury, du comité consultatif ou du comité de sélection. Il ne participe pas aux débats et n'a pas droit de vote;
- informe les membres de son rôle et de celui des autres chargés de programmes et de l'adjoint aux programmes, le cas échéant;
- rappelle les orientations du Conseil, les objectifs et critères d'évaluation du programme, ainsi que les règles relatives à l'éthique et à la déontologie;
- explique le déroulement du processus d'évaluation ainsi que les modalités d'évaluation;
- s'assure que les modalités de gestion du Conseil sont respectées.

**6.2 Membre d'un jury**

Le rôle d'un membre appelé à participer à un jury au Conseil est d'évaluer au mérite les demandes présentées par des personnes physiques dans le cadre du programme de bourses sur la base des objectifs et des critères d'évaluation spécifiques aux différents volets inscrits dans le programme en tenant compte des orientations du Conseil afin d'en arriver collectivement à des choix quant aux projets qui méritent un soutien. Il donne à titre indicatif le montant qui peut être attribué pour chaque projet retenu. Il établit un ordre de classement des projets recommandés. Une fois l'enveloppe budgétaire épuisée, les candidats qui demeurent sur la liste des dossiers recommandés par le jury sont reconnus comme substitués.

Au terme des travaux, les décisions des membres du jury sont entérinées par la direction du Conseil des arts et des lettres du Québec.

**6.3 Membre d'un comité consultatif**

Les membres d'un comité consultatif évaluent au mérite les demandes des organismes sur la base des critères d'évaluation inscrits dans les programmes et tiennent compte des orientations du Conseil.

Au terme des travaux, les membres font des recommandations au conseil d'administration qui les entérine.

**6.4 Membre d'un comité de sélection**

Le rôle d'un membre appelé à participer à un comité de sélection dans le cadre d'une entente est d'analyser et d'évaluer au mérite les demandes présentées par des artistes, des écrivains ou des organismes sur la base des critères d'évaluation inscrits dans le programme et d'en arriver collectivement à des choix quant aux projets qui méritent un soutien. La sélection tient compte à la fois de la valeur comparée des projets et des crédits disponibles.

Au terme des travaux, conformément aux ententes, les décisions des membres du comité de sélection sont entérinées par les partenaires et la direction du Conseil des arts et des lettres du Québec.

## 5.5 Décision

En l'absence de consensus, les choix d'un jury, d'un comité de sélection et les recommandations d'un comité consultatif sont faits selon le principe de la majorité des voix.

## 5.6 Appréciateur

Un appréciateur est mandaté par le Conseil pour donner son avis, entre autres, sur des spectacles, des expositions, des événements, des œuvres, des projets particuliers ou encore pour analyser les demandes de bourses de déplacement.

# ARTICLE 6 : ENGAGEMENT ET MODALITÉS DE PAIEMENT

## 6.1 Engagement

L'engagement d'un membre d'un jury, d'un comité consultatif, d'un comité de sélection ou d'un appréciateur doit faire l'objet d'une lettre d'engagement à laquelle est jointe une copie du Code d'éthique et de déontologie régissant les membres de jurys, de comités et les appréciateurs, un formulaire d'engagement de confidentialité et un formulaire de déclaration d'intérêts.

## 6.2 Paiement des honoraires

Pour sa préparation et sa participation à un jury ou à un comité ou pour la préparation d'un avis, un membre est rémunéré sur la base d'honoraires fixes approuvés par le décret 1225-95 du 12 septembre 1995.

Le Conseil fixe un montant pour l'analyse des documents et ce montant est mentionné dans la lettre d'engagement.

Si la journée de travail du jury ou du comité comporte quatre heures et moins, le membre du jury ou du comité consultatif reçoit 25 \$ par heure travaillée. Le temps de déplacement excédant deux heures est rémunéré. Les périodes de repas sont exclues du calcul des heures de travail.

## 6.3 Paiement des frais de séjour et de déplacement

Un membre d'un jury, d'un comité ou un appréciateur peut réclamer le remboursement de ses frais de séjour et de déplacement jusqu'à concurrence du montant établi selon la politique de remboursement d'honoraires, de frais de séjour et de transport des membres de jurys, de comités et des appréciateurs en vigueur au Conseil tout en respectant les grands paramètres de la directive 7-74 du Conseil du trésor concernant les *Frais de déplacement des personnes engagées à honoraires*.

Les frais de séjour, de déplacement et d'honoraires sont réclamés à l'aide du formulaire *Fiche de réclamation : honoraires, frais de séjour et de transport* du Conseil des arts et des lettres du Québec qui doit être rempli par le membre du jury, du comité ou l'appréciateur. Accompagné des pièces justificatives nécessaires, il doit être approuvé par le directeur du programme concerné ou la personne qu'il désigne et le paiement est effectué dès que le mandat a été réalisé.

Si un membre du jury, du comité ou l'appréciateur ne peut compléter son mandat ou si le mandat est retiré ou différé, en tout ou en partie, par le Conseil, il est alors payé proportionnellement pour le temps travaillé et pour le nombre de dossiers traités.

# ARTICLE 7 : ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente politique entre en vigueur pour la formation des jurys et comités de l'exercice financier 2010-2011

**Honoraires des membres de jurys, de comités ou des appréciateurs**

Le décret 1225-95 fixe les honoraires des membres selon un tarif journalier.

Honoraire pour une journée de travail comptant plus de quatre heures et jusqu'à sept heures de travail, 200 \$. Pour chaque heure supplémentaire de travail, un membre reçoit des honoraires de 25 \$ de l'heure.

Honoraires par journée comptant quatre heures de travail et moins, 25 \$ de l'heure.

Honoraires par journée de lecture de dossiers (forfait), 100 \$.

Le Conseil s'est doté d'une politique administrative interne balisant le temps de lecture en précisant le nombre de dossiers qu'un membre traite en une journée, compte tenu de la discipline, tout en respectant le tarif journalier mentionné précédemment.



## ANNEXE 2



### Processus

Les projets présentés dans le cadre du volet 1 sont déposés à la CRÉ et ceux du volet 2 sont déposés à la VILLE, ces derniers en accusent réception et les transmettent au plus tard deux semaines après la date de dépôt, au CALQ, qui en valide l'admissibilité et effectue le traitement approprié en vue de l'évaluation par un comité de sélection pour le volet 1 et par un comité consultatif pour le volet 2;

Les projets du volet 1 sont soumis à un processus de sélection comprenant, notamment, le recours à un comité de pairs au sens prévu par l'article 22 (3) de la Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec (L.R.Q., c. C-57.02.) et les projets du volet 2 sont soumis à un comité consultatif. Les comités sont informés de l'ensemble des projets présentés, y compris ceux jugés non admissibles;

Les recommandations du comité de sélection pour le volet 1 sont présentées au CALQ, à la CRÉ et à la VILLE. A cette fin, les listes des recommandations sont présentées au conseil d'administration de la CRÉ et au comité exécutif de la VILLE, séance tenante sous le couvert de la confidentialité jusqu'à l'annonce officielle des résultats;

Les recommandations du comité consultatif pour le volet 2 sont issues d'un processus de consultation entre le CALQ et la VILLE et font l'objet d'un accord conjoint entre ces PARTIES. Les recommandations du comité consultatif sont soumises au comité exécutif de la VILLE, séance tenante sous le couvert de la confidentialité jusqu'à l'annonce officielle des résultats.

### Conditions du volet 1 et du volet 2

Pour le volet 1, seuls les artistes et écrivains professionnels, collectifs d'artistes et d'écrivains de la région de l'Estrie répondant aux définitions libellées à l'article 1 de la présente entente sont admissibles;

Pour le volet 2, seuls les organismes professionnels admis à la Ville et répondant aux définitions libellées à l'article 1 de la présente entente sont admissibles. L'organisme doit avoir tenu des activités qui s'inscrivent dans les responsabilités du CALQ;

Pour le volet 1, le montant maximal accordé à un projet d'un artiste ou écrivain est de 15 000 \$ et pour un collectif de 20 000 \$. Ce montant avec ceux des autres aides financières gouvernementales ne pourra pas représenter plus de 80 % du coût total du projet;

Le montant maximal accordé à un projet du volet 2 est de 25 000 \$ annuellement par inscription triennale. Pour tous les projets du volet 2, le montant accordé ne pourra pas représenter plus de 80 % du coût total du projet;

Pendant la durée de la présente entente, les engagements affectés aux volets 1 et 2 et non utilisés au terme d'une inscription annuelle seront retournés aux PARTIES, au prorata de leur contribution. Cependant, sur recommandation unanime du comité de gestion de la présente entente, les PARTIES pourront réaffecter, sur une autre année financière, les sommes non utilisées.

#### Modalités d'attribution des subventions

L'aide financière est accordée pour des projets sélectionnés en vertu des objectifs du volet 1 et 2, du processus et des modalités prévues dans la présente entente. Les projets des volets 1 et 2 doivent répondre à un objectif général de la présente entente et ils doivent répondre à au moins un objectif spécifique du volet dans lequel ils s'inscrivent;

Une somme de 40 000 \$ annuellement est destinée aux meilleurs projets du volet 1 s'adressant aux artistes et aux écrivains professionnels du territoire de la VILLE;

Sur dépôt du plan d'action du Conseil de la culture, le CALQ versera sa contribution identifiée à l'article 5.1.7.

#### Comité de sélection et comité consultatif

La nomination des membres d'un comité de sélection et d'un comité consultatif est assurée par le CALQ, sous réserve des conditions prévues à la Loi et des modalités de la présente entente. Ainsi, les membres du comité de sélection doivent provenir majoritairement du milieu des arts ou des lettres de la région de l'Estrie et être inscrits à la banque des personnes ressources du CALQ, au besoin, il est possible de faire appel à un artiste ou un écrivain provenant d'une autre région. Ils ne peuvent être membres du conseil du CALQ, ni du personnel du CALQ, de la CRÉ et de la VILLE ou de la fonction publique;

Un représentant du CALQ agit à titre de secrétaire du comité de sélection, sans en être membre, ni y avoir droit de vote;

Pour le volet 1, un représentant de la CRÉ et de la VILLE peuvent assister à titre d'observateur, sans en être membre, ni avoir droit de vote et s'engage à signer le formulaire de confidentialité;

Pour le volet 2, un représentant de la VILLE peut assister au processus d'évaluation et s'engage à signer le formulaire de confidentialité;

Les résultats du comité de sélection sont finaux et sans appel pour le volet 1. L'aide octroyée aux projets du volet 2 est issue du processus de concertation entre le CALQ et la VILLE.

#### Règles d'éthique et de déontologie

Les membres des comités sont soumis aux règles et modalités prévues à la Politique concernant les comités de sélection et les comités consultatifs du CALQ, tel que présenté à l'annexe 1.

### ANNEXE 3

## Politique d'investissement du fonds sur l'accès des jeunes à la culture (Volet 3)

### Objectifs

---

#### Objectifs généraux

Soutenir les initiatives des milieux pour faciliter l'accès des jeunes à la culture, en lien avec les politiques culturelles des territoires;

Soutenir les projets visant à faciliter les sorties culturelles aux petites écoles et aux écoles en milieu défavorisé.

#### Objectifs spécifiques

Soutenir les projets favorisant une participation active des jeunes à la vie culturelle de leur milieu, notamment les loisirs culturels;

Favoriser les projets visant à contrer les facteurs d'exclusion qui limitent la participation des jeunes à la vie culturelle de leur milieu;

Encourager les projets de collaboration entre les milieux artistique, municipal et scolaire ayant une action structurante sur l'accès et la participation des jeunes la culture.

### Admissibilité

---

#### Organismes admissibles :

- tout organisme légalement constitué et à but non lucratif;
- toute municipalité ou toute municipalité régionale de comté, ainsi que les organismes municipaux ou intermunicipaux relevant d'elles;
- tout organisme du secteur public rattaché aux réseaux de l'éducation, de la santé, des services sociaux, du secteur périmunicipal;
- tout conseil de bande d'une communauté autochtone, de même que les coopératives autochtones fournissant des services à la communauté dans le domaine social, communautaire, culturel ou des loisirs;
- les coopératives dont les activités sont similaires à celles d'un organisme à but non lucratif;
- Le siège social de l'organisme doit être situé en Estrie.

Le projet contribue à l'atteinte d'un des objectifs du fonds;

Le projet implique des professionnels des arts ou de la culture;

Les sorties culturelles doivent se faire dans des organisations culturelles situées en Estrie;

L'aide financière permettra la réalisation d'un nouveau projet;

Pour les projets de sorties culturelles réalisées en partenariat avec le programme Culture à l'école, le financement public peut atteindre jusqu'à 90 % du coût du projet, si nécessaire.

### Admissibilité des dépenses

---

Toutes les dépenses reliées directement à la réalisation du projet à l'exception des dépenses déjà réalisées et des dépenses pour lesquelles l'organisme a pris des engagements contractuels avant la date officielle du dépôt du dossier à la CRÉ de l'Estrie.

L'aide financière ne peut servir au financement d'un organisme sur une base régulière et permanente, au financement de son service de dette, au remboursement d'emprunts à

venir ou au financement d'un projet déjà réalisé. Aucuns frais d'administration ne seront admissibles. La partie des taxes (TPS et TVQ) que le promoteur pourra récupérer doit faire partie du financement du projet.

#### Critères d'analyse

---

*Retombées du projet en lien avec les objectifs du fonds.*

*Concordance avec la politique culturelle du territoire*

*Effet structurant du projet pour le milieu*

*Un projet qui est structurant pour le milieu possède habituellement les caractéristiques suivantes :*

- permet de changer une situation en profondeur et a des impacts à long terme, qui laisse des traces, qui donne une structure;
- améliore la qualité de vie des citoyens (environnement, services et équipements publics, éducation, santé, niveau de vie, etc.);
- engage dans l'action tous les acteurs concernés par une problématique afin de la résoudre.

*Ancrage du projet dans le milieu*

*Partenaires impliqués et nature de leur contribution, intérêt démontré pour le projet, absence de chevauchement avec d'autres projets, complémentarité.*

*Participation active des jeunes dans le projet*

*La forme de la participation peut varier :*

- Appropriation soit par une démarche de préparation ou de réinvestissement;
- Les jeunes prennent part activement à l'activité de création ou d'interprétation;
- Échange des jeunes participants avec les artistes.

*Qualité du projet*

*Originalité, cohérence, plan d'action et budget réalistes, diversité des sources de financement, expérience et compétence de l'équipe d'organisation*

*Personnes visées*

*Le projet rejoint de nouveaux participants, leur nombre, leur âge (0 – 35 ans).*

#### Processus décisionnel

---

- Réception des projets une fois par année par la CRÉ de l'Estrie. La période sera déterminée par le comité de gestion de la présente entente;
- Vérification de l'admissibilité des projets par la permanence de la CRÉ;
- Les projets admissibles sont acheminés dans les territoires de MRC pour y être analysés à la lumière des critères d'analyse dans la politique d'investissement du fonds et seront priorisés;
- Chacune des MRC recommande les projets à être financés pour son enveloppe de 10 000 \$ à la CRÉ;
- Prise de décision d'investissement par la CRÉ;
- Un protocole d'entente sera signé entre les PARTIES.

#### Restrictions

---

- Le financement en provenance de la présente entente ne peut remplacer une source de financement existante, mais peut y être complémentaire;
- Le projet doit être réalisé dans les 18 mois suivant le dépôt de la demande.

## ANNEXE 4

### Extrait de la Politique d'investissement de la CRÉ de l'Estrie et dérégation

#### MISE EN CONTEXTE

---

La Conférence régionale des élus (CRÉ) de l'Estrie est l'interlocuteur privilégié du gouvernement du Québec en matière de développement régional pour le territoire de l'Estrie. À ce titre, la CRÉ de l'Estrie doit établir un plan quinquennal de développement. Le Plan de développement de l'Estrie 2007-2012 a été adopté par la CRÉ de l'Estrie en octobre 2006. On y retrouve la vision souhaitée pour l'Estrie en 2012, les principes directeurs devant guider les actions, quatre axes de développement précisés par quatorze orientations, elles-mêmes déclinées en différentes stratégies d'action. Ce plan est disponible aux bureaux de la CRÉ de l'Estrie et sur son site Internet au [www.creestrie.qc.ca](http://www.creestrie.qc.ca).

Le présent document donne le cadre d'intervention du Fonds de développement régional (FDR). Les promoteurs sont invités à entrer en communication avec les professionnels de la CRÉ pour obtenir plus de précisions et valider l'admissibilité de leur projet.

#### MISSION DU FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (FDR)

---

Le Fonds de développement régional (FDR) de l'Estrie est un outil financier qui agit comme levier au financement de projets structurants, d'études et recherches et d'ententes spécifiques, ayant une portée régionale et permettant la réalisation du plan de développement de l'Estrie 2007-2012, en complément des programmes existants.

#### VOILETS DU FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (FDR)

---

Le FDR se divise en trois volets :

- I- Projet structurant
- II- Études et recherches
- III- Ententes spécifiques

##### I- Projets structurants

Le volet projets structurants s'adresse aux projets de développement ayant un impact significatif sur le développement de l'Estrie. La durée de réalisation d'un projet structurant est normalement d'un an et le financement par le FDR est non récurrent.

##### II- Études et recherches

Le volet études et recherches vise à répondre à des besoins ponctuels d'aide financière pour des recherches ou des études de faisabilité, d'élaboration de plan d'affaires, d'enquête, etc.

##### III- Ententes spécifiques

Le volet ententes spécifiques finance des mesures ou activités favorisant la réalisation de priorités régionales grâce à l'adaptation d'interventions d'un ministère aux particularités de la région. Une entente spécifique est négociée et signée par la Conférence régionale des élus de l'Estrie, une ou des organisations régionales et un ou des ministères du gouvernement du Québec. Le ministère sectoriel directement associé au sujet de l'entente doit être partenaire de l'entente.

Les interventions prévues dans le volet ententes spécifiques sont conclues à la suite d'un processus de concertation et de négociation entre les partenaires locaux, régionaux et gouvernementaux.

Les ententes spécifiques sont limitées dans le temps et non récurrentes. La durée des ententes spécifiques est de 3 ans. Exceptionnellement, la durée peut excéder 3 ans, mais ne peut dépasser 5 ans. Les promoteurs ont alors à justifier l'absolue nécessité d'une entente plus longue que 3 ans.

## ADMISSIBILITÉ

---

### Admissibilité des organismes porteurs

- Tout organisme légalement constitué et à but non lucratif;
- toute municipalité ou toute municipalité régionale de comté ainsi que les organismes municipaux ou intermunicipaux relevant d'elles;
- tout organisme du secteur public rattaché aux réseaux de l'éducation, de la santé, des services sociaux, du secteur périmunicipal;
- tout conseil de bande d'une communauté autochtone de même que les coopératives autochtones fournissant des services à la communauté dans le domaine social, communautaire, culturel ou des loisirs;
- les coopératives dont les activités sont similaires à celles d'un organisme à but non lucratif.

### Admissibilité des projets (structurants, études & recherches et ententes spécifiques)

- Le projet contribue à la réalisation du plan de développement de l'Estrie 2007-2012 et s'inscrit clairement dans une des stratégies identifiées dans le plan. Un projet ne correspondant pas exactement à une stratégie du plan devra minimalement s'inscrire dans une des orientations du plan;
- le projet est régional, il génère des retombées pour l'Estrie ou pour une ou plusieurs MRC;
- la demande est déposée par un organisme admissible;
- le projet n'amène pas de doublement ou de concurrence avec d'autres projets ou organisations couvrant le territoire de l'Estrie ou du projet;
- la demande d'aide financière n'excède pas le montant maximum autorisé, et le FDR n'est pas l'unique source de fonds dans le projet;
- le projet est conçu en partenariat.

### Admissibilité des dépenses

Toutes les dépenses reliées directement à la réalisation du projet à l'exception des dépenses déjà réalisées et des dépenses pour lesquelles l'organisme a pris des engagements contractuels avant la date officielle du dépôt du dossier à la CRÉ de l'Estrie. L'aide financière ne peut servir au financement d'un organisme sur une base régulière et permanente, au financement de son service de dette, au remboursement d'emprunts à venir ou au financement d'un projet déjà réalisé. La partie des taxes (TPS et TVQ) que le promoteur pourra récupérer doit faire partie du financement du projet.

## AIDE FINANCIÈRE

---

### Nature de l'aide financière

L'aide financière est versée sous forme de subvention.

### La contribution maximale

La contribution maximale autorisée est de 100 000 \$. Pour les ententes spécifiques, ce montant maximum s'applique à chacune des années et la contribution du FDR ne doit pas représenter plus de 40 % du coût total de l'entente spécifique.

Les promoteurs doivent contribuer au financement de leur projet.

## RESTRICTION

---

Le total des contributions venant du FDR et des autres programmes gouvernementaux (municipal, provincial et fédéral) ne peut excéder 80 % des coûts des projets sur une base annuelle.

Lorsqu'un fonds d'investissement est créé dans le cadre d'une entente spécifique, tous les projets en lien avec le sujet de l'entente doivent passer par ce fonds. Ils ne peuvent être présentés directement au FDR. La liste des ententes spécifiques en cours est disponible sur le site Internet de la CRÉ de l'Estrie au [www.creestrie.qc.ca](http://www.creestrie.qc.ca).

#### **CLAUSE GÉNÉRALE**

---

Afin d'atteindre la vision de développement pour 2012, le Plan de développement de l'Estrie propose quatre axes sur lesquels agir. La CRÉ de l'Estrie a une volonté d'intervenir avec le FDR dans les quatre axes de développement.

#### **DÉROGATION**

---

Les Conférences régionales des élus (CRÉ), à l'exception de celles de Montréal, de Laval et de la Capitale-Nationale, peuvent soutenir financièrement les artistes professionnels ou les regroupements d'artistes professionnels dans le cadre des ententes spécifiques conclues avec le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ).



**ENTENTE SPÉCIFIQUE  
SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE  
DANS LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS**

**ENTRE**

**LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec ;

ci-après désigné le « MAMROT »,

**ET**

**LA MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**, madame Julie Boulet, pour et au nom du gouvernement du Québec ;

ci-après désigné le « MESS »,

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'OUTAOUAIS**, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (L.R.Q., c. M-22-1.), ayant son siège social au 394, boulevard Maloney Ouest, bureau 101, Gatineau (Québec) J8P 7Z5, représentée par la présidente, madame Paulette Lalande, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 6 décembre 2010 dont copie est jointe à la présente ;

ci-après désignée la « CRÉO »,

**CI-APRÈS DÉSIGNÉS LES « PARTIES »**

**ET INTERVENANTS AUX PRÉSENTES :**

**LA TABLE JEUNESSE OUTAOUAIS**, composante de la Conférence régionale des élus de l'Outaouais, ayant son siège social au 394, boulevard Maloney Ouest, bureau 100, Gatineau (Québec) J8P 7Z5, représentée par la présidente, madame Isabelle Sabourin, dûment autorisée en vertu de la résolution du conseil d'administration de la Table jeunesse Outaouais (TJO-2010-11-06) adoptée le 17 novembre 2010 dont copie est jointe à la présente ;

ci-après désignée la « TJO »,

**ET**

**LE PÔLE RÉGIONAL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE L'OUTAOUAIS**, composé actuellement de la Coopérative de travail 1-20 Média, de la Coopérative de développement régionale Outaouais-Laurentides, de Convergence, de l'Auberge de jeunesse PN, du Regroupement des OSBL d'habitation et d'hébergement avec support communautaire de l'Outaouais, du Studio coop. Premières lignes, de La Relance Outaouais, du CLD des Collines, de Développement économique - CLD Gatineau, Investissement Québec, du Conseil régional de l'environnement et du développement durable de l'Outaouais, de l'Université du Québec en Outaouais, de la CDC Rond Point et du CLD Papineau, représenté par monsieur Patrick Duguay, dûment délégué par les membres du Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais ;

ci-après désigné le « PÔLE »,

**ET**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS**, monsieur Norman MacMillan, pour et au nom du gouvernement du Québec.

## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Québec a rendu public son *Plan gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif* en novembre 2008 afin d'optimiser l'impact de l'économie sociale sur le développement du territoire ;

**ATTENDU QUE** ce plan d'action comporte une mesure qui consiste à appuyer la structuration des réseaux de l'économie sociale au sein des pôles régionaux de l'économie sociale ;

**ATTENDU QUE** la *Stratégie pour le développement de toutes les régions* invite les Conférences régionales des élus à nouer des partenariats avec des entreprises d'économie sociale et différents acteurs du milieu favorisant le développement et l'expansion de ces entreprises dans toutes les régions du Québec ;

**ATTENDU QUE** le soutien au développement de l'économie sociale est une des orientations stratégiques pour *soutenir le développement de l'entrepreneuriat et améliorer la compétitivité des entreprises* identifiée dans l'axe Développement économique et Emploi de la *Planification stratégique régionale (PSR) 2007-2012* adoptée par la Conférence régionale des élus de l'Outaouais (CRÉO) ;

**ATTENDU QUE** la CRÉO est, pour le territoire qu'elle représente, l'interlocutrice privilégiée du gouvernement en matière de développement régional et qu'elle peut conclure avec les ministères et les organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et responsabilités ;

**ATTENDU QUE** le MAMROT, en tant que responsable de l'organisation municipale et du développement régional, a la charge de conseiller le gouvernement et d'assurer la coordination interministérielle dans ces domaines ;

**ATTENDU QUE** le MAMROT a pour rôle de favoriser l'élaboration et la conclusion d'ententes, notamment entre les Conférences régionales des élus, les ministères et les organismes du gouvernement ;

**ATTENDU QUE** le MAMROT a la responsabilité, depuis 2007, d'élaborer et de mettre en œuvre des orientations et des stratégies gouvernementales favorisant le développement de l'économie sociale ;

**ATTENDU QUE** le Chantier de l'économie sociale qui a pour mission de promouvoir l'économie sociale comme partie intégrante de la structure socio-économique du Québec associe déjà les Pôles régionaux d'économie sociale comme des partenaires privilégiés dans l'accomplissement de sa mission ;

**ATTENDU QUE** le Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais regroupe les entreprises et les partenaires de développement de l'économie sociale afin d'assurer la promotion de l'économie sociale et la concertation des acteurs locaux et régionaux ;

**ATTENDU QUE** les parties peuvent réaliser les objectifs de la présente entente en associant les membres du Pôle pour réaliser certaines activités ;

**ATTENDU QUE** les parties souhaitent mettre en œuvre un plan régional de développement portant sur la promotion, la consolidation, l'expérimentation et le développement des entreprises d'économie sociale de l'Outaouais en plus de miser sur la concertation, le réseautage et le partenariat tout en assurant le renforcement des capacités des gestionnaires et des employés des entreprises d'économie sociale de la région ;

**ATTENDU QUE** les réalisations de la présente Entente ne doivent pas se substituer aux responsabilités des acteurs locaux et régionaux, mais qu'elles doivent plutôt renforcer les actions existantes et se réaliser en complémentarité ;

**ATTENDU QUE** la présente entente vise la mise en œuvre de projets structurants pour l'économie sociale de l'Outaouais ;

**ATTENDU QUE** la présente entente vise le développement de l'économie sociale marchande, c'est-à-dire les entreprises et les organismes qui s'inscrivent dans une démarche formelle

d'entrepreneuriat collectif générant des revenus provenant de la facturation de biens et services auprès de leurs utilisateurs privés ou publics.

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **1. DÉFINITION**

Les termes suivants sont définis aux fins de la présente entente et pour sa mise en œuvre. Ils déterminent les concepts utilisés pour atteindre les objectifs de la présente entente.

### **Économie sociale :**

Le concept d'économie sociale combine deux termes qui sont parfois mis en opposition :

« Économie » renvoie à la production concrète de biens ou de services ayant l'entreprise comme forme d'organisation et contribuant à une augmentation nette de la richesse collective.

« Sociale » réfère à la rentabilité sociale, et non purement économique de ces activités. Cette rentabilité s'évalue par la contribution au développement démocratique, par le soutien d'une citoyenneté active, par la promotion de valeurs et d'initiatives de prise en charge individuelle et collective. La rentabilité sociale contribue donc à l'amélioration de la qualité de vie et au bien-être de la population, notamment par l'offre d'un plus grand nombre de services. Tout comme pour le secteur public et le secteur privé traditionnel, cette rentabilité sociale peut aussi être évaluée en fonction du nombre d'emplois créés.

Globalement, le domaine de l'économie sociale regroupe l'ensemble des activités et des organismes issus de l'entrepreneuriat collectif, qui s'ordonne autour des principes et des règles de fonctionnement suivants :

1. L'entreprise de l'économie sociale a pour finalité de servir ses membres ou la collectivité plutôt que d'engendrer des profits et viser le rendement financier.
2. L'entreprise a une autonomie de gestion par rapport à l'État.
3. L'entreprise intègre dans ses statuts et ses façons de faire un processus démocratique impliquant usagères et usagers, travailleuses et travailleurs.
4. L'entreprise défend la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition de ses surplus et revenus.
5. L'entreprise fonde ses activités sur les principes de participation, de la prise en charge et de la responsabilité individuelle et collective.

*(Définition proposée par le Chantier de l'économie sociale qui a fait consensus au Sommet sur l'économie et l'emploi en octobre 1996)*

## **2. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente vise à favoriser la structuration et le développement du secteur de l'économie sociale en Outaouais par le soutien à la consolidation et au développement des entreprises d'économie sociale de la région par la mise en commun de ressources humaines, financières et matérielles dans le respect des mesures, des programmes et des normes de gestion applicables aux PARTIES concernées.

### **3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

Les PARTIES s'entendent pour collaborer à la mise en œuvre d'actions stratégiques en économie sociale en Outaouais, et ce, en conformité avec leur mission respective et en complémentarité avec les organismes locaux et régionaux par l'entremise des quatre (4) objectifs généraux suivants :

- Promotion de l'économie sociale et mise en marché des produits et services de l'économie sociale.
- Consolidation, expérimentation et développement de nouveaux créneaux et de nouvelles entreprises d'économie sociale.
- Concertation, réseautage et partenariats.
- Renforcement des capacités des gestionnaires et des employés des entreprises d'économie sociale.

#### **3.1 Promotion de l'économie sociale et mise en marché des produits et services de l'économie sociale**

*Objectifs spécifiques :*

- Accroître la promotion et la valorisation de l'économie sociale et de ses entreprises auprès de la population en général, des instances locales et régionales, des organismes à but non lucratif pouvant devenir des entreprises d'économie sociale et de groupes particuliers tels les jeunes, les femmes et les personnes immigrantes.
- Faciliter le recrutement de personnes compétentes pour siéger au sein des conseils d'administration des entreprises d'économie sociale, notamment des jeunes, des femmes et des personnes immigrantes, et favoriser l'initiation de ces personnes au modèle d'entreprise d'économie sociale.
- Mise à jour du portrait régional de l'économie sociale et des besoins des entreprises d'économie sociale.

#### **3.2 Consolidation, expérimentation et développement de nouveaux créneaux et de nouvelles entreprises d'économie sociale**

*Objectifs spécifiques :*

- Promouvoir le potentiel de l'économie sociale pour favoriser l'émergence de projets d'entreprises et soutenir la consolidation de certains secteurs.
- Soutenir et promouvoir l'innovation entrepreneuriale et le développement de nouveaux créneaux en économie sociale.
- Consolider les compétences des intervenants qui accompagnent les entreprises d'économie sociale, favoriser le transfert de connaissances et améliorer les pratiques d'accompagnement des promoteurs de projets d'économie sociale.

#### **3.3 Concertation, réseautage et partenariats**

*Objectifs spécifiques :*

- Assurer le développement d'activités de réseautage ainsi que la diffusion d'outils d'information, d'outils de gestion, de modèles d'affaires performants, d'expertises et de pratiques gagnantes en économie sociale.
- Augmenter les partenariats d'affaires entre les entreprises d'économie sociale.

### **3.4 Renforcement des capacités des gestionnaires et des membres des conseils d'administration des entreprises d'économie sociale**

#### *Objectifs spécifiques :*

- Accroître les compétences entrepreneuriales des gestionnaires et des membres des conseils d'administration des entreprises d'économie sociale.
- Favoriser l'utilisation du mentorat dans les entreprises d'économie sociale.
- Développer les capacités de gestion de la relève en économie sociale, notamment chez les jeunes, les femmes et les personnes immigrantes.

## **4. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

### **4.1 Dans le respect de leurs mandats et politiques respectifs, les PARTIES s'engagent à :**

- 4.1.1 Participer à la réalisation des objectifs de l'entente.
- 4.1.2 Déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente, tel que stipulé à l'article 10.
- 4.1.3 Prendre part aux activités du comité de gestion et collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente.
- 4.1.4 Promouvoir et diffuser l'entente.

## **5. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

### **5.1 Engagements du MAMROT**

Le MAMROT s'engage à :

- 5.1.1 Dans le cadre du Fonds de soutien aux regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 250 000 \$ répartie sur cinq (5) années financières gouvernementales de la façon suivante :

- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2010 - 2011
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2011 - 2012
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2012 - 2013
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2013 - 2014
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2014 - 2015

Pour la première année, les sommes allouées par le MAMROT seront versées à la CRÉO dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente par toutes les PARTIES. Pour les années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption par le comité de gestion des rapports d'activités et financiers de chacune des années financières.

- 5.1.2 Favoriser la collaboration et la concertation interministérielle.
- 5.1.3 Assurer l'harmonisation des actions gouvernementales en matière d'économie sociale.
- 5.1.4 Promouvoir et diffuser l'entente auprès des membres de la Conférence administrative régionale (CAR) de l'Outaouais.
- 5.1.5 Être dépositaire de ladite entente.

## **5.2 Engagements de la CRÉO**

La CRÉO s'engage à :

- 5.2.1 Réserver, à même le Fonds de développement régional (FDR), un montant total et maximal de 205 000 \$ réparti sur cinq (5) années financières gouvernementales de la façon suivante :
- Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2010 - 2011
  - Un montant de 35 000 \$ au cours de l'année financière 2011 - 2012
  - Un montant de 35 000 \$ au cours de l'année financière 2012 - 2013
  - Un montant de 35 000 \$ au cours de l'année financière 2013 - 2014
  - Un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2014 - 2015
- 5.2.2 Coordonner la mise en œuvre de l'entente.
- 5.2.3 Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports au comité de gestion de l'entente.
- 5.2.4 Favoriser la concertation tout au long de l'entente, notamment en tenant informés les membres du comité de gestion.
- 5.2.5 Animer, soutenir et coordonner les travaux du comité de gestion de l'entente.
- 5.2.6 Administrer les sommes versées par le MAMROT.
- 5.2.7 Décider des projets et des activités en conseil d'administration, après avoir analysé les recommandations du comité de gestion de la présente entente.

## **5.3 Engagements de la CRÉO par le biais de la TJO**

La CRÉO, au nom de la TJO, s'engage à :

- 5.3.1 Affecter à la présente entente un montant total et maximal de 45 000 \$, provenant du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), réparti sur trois (3) années financières gouvernementales de la façon suivante :
- Un montant de 15 000 \$ au cours de l'année financière 2011 - 2012
  - Un montant de 15 000 \$ au cours de l'année financière 2012 - 2013
  - Un montant de 15 000 \$ au cours de l'année financière 2013 - 2014
- 5.3.2 Décider des projets et des activités en conseil d'administration, après avoir analysé les recommandations du comité de gestion de la présente entente.

## **5.4 Engagements du MESS**

Le MESS, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, s'engage à :

- 5.4.1 Soutenir financièrement, à partir du Fonds de développement du marché du travail (FDMT), la réalisation de l'objet et des objectifs de l'entente pour un montant total et maximal de 30 000 \$ réparti sur trois (3) années financières gouvernementales de la façon suivante :
- Un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2011 - 2012
  - Un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2012 - 2013
  - Un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2013 - 2014

Les sommes investies par le MESS seront allouées, suite au dépôt et à l'acceptation des projets par le comité de gestion de l'entente, directement aux organismes responsables de ces projets, en tenant compte des objectifs rejoignant la mission du MESS.

- 5.4.2 Sensibiliser à l'économie sociale les personnes travaillant dans les Centres locaux d'emploi de l'Outaouais qui sont appelées à rencontrer aussi bien les promoteurs et les dirigeants d'entreprises d'économie sociale que les personnes susceptibles d'être intéressées à travailler au sein de telles organisations.
- 5.4.3 Faciliter la formation des personnes employées par des entreprises d'économie sociale, notamment en matière de gestion, par le biais d'activités de développement des compétences.
- 5.4.4 Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion au sein de ses instances.
- 5.4.5 Promouvoir les mesures et services du MESS auprès des entreprises d'économie sociale.

## **6. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

## **7. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

Partenaires	2010 - 2011	2011 - 2012	2012 - 2013	2013 - 2014	2014 - 2015	TOTAL
MAMROT	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	250 000 \$
CRÉO-FDR	50 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	50 000 \$	205 000 \$
CRÉO-TJO (FRIJ-AJS)	0 \$	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	0 \$	45 000 \$
MESS	0 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	0 \$	30 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>100 000 \$</b>	<b>110 000 \$</b>	<b>110 000 \$</b>	<b>110 000 \$</b>	<b>100 000 \$</b>	<b>530 000 \$</b>

\* La contribution financière de la CRÉO-TJO (FRIJ-AJS) est à évaluer pour l'année 2014 - 2015.

## **8. TERRITOIRE D'APPLICATION**

Le territoire d'application de cette entente est la région administrative de l'Outaouais.

## **9. DURÉE DE L'ENTENTE**

Nonobstant la date de signature par les PARTIES, la présente entente entre en vigueur le 31 mars 2011 et prend fin le 31 mars 2015. La présente entente n'est pas sujette à une reconduction tacite.

## **10. SUIVI ET ÉVALUATION**

### **10.1 Comité de gestion**

Pour soutenir la CRÉO dans la mise en œuvre de l'entente, un comité de gestion assurera la réalisation des objectifs de l'entente. Les PARTIES conviennent de créer un comité de gestion dont la composition est la suivante :

- Une représentante ou un représentant du MAMROT
- Une représentante ou un représentant de la CRÉO
- Une représentante ou un représentant de la TJO
- Une représentante ou un représentant du MESS
- Une représentante ou un représentant du PÔLE à titre d'observateur

## 10.2 Responsabilités du comité de gestion

Les responsabilités du comité de gestion sont les suivantes :

- Déterminer et adopter les modalités de fonctionnement du comité de gestion et les modalités de sélection des projets.
- Évaluer, aux fins de financement, les projets présentés qui sont en lien avec les objectifs de l'entente afin de faire les recommandations appropriées au conseil d'administration de la CRÉO et aux partenaires financiers de la présente entente.
- Veiller à la mise en œuvre de l'entente conformément aux normes et programmes applicables, et en assurer le suivi financier et administratif.
- Procéder annuellement à l'évaluation des résultats obtenus en fonction des objectifs initiaux prévus à l'entente.
- À la fin de l'entente, faire un bilan global quant à l'atteinte des objectifs.
- Déterminer le protocole de communication publique relative à l'entente.

Les PARTIES conviennent qu'il y aura un minimum de deux (2) rencontres par année, assurant ainsi la mise en œuvre de l'entente, son suivi, son ajustement et son évaluation.

Le comité de gestion s'appuiera sur le travail des membres du PÔLE pour :

- Assurer la concertation des acteurs en économie sociale de la région de l'Outaouais.
- Assurer une représentativité des acteurs siégeant au Pôle par territoire (entreprises d'économie sociale en ruralité), âge (jeunes de 35 ans et moins), sexe (femmes), immigrants et autres.
- Mettre en œuvre un processus de consultation élargi auprès des acteurs concernés par l'économie sociale en Outaouais afin d'élaborer annuellement un portefeuille concerté et régional de projets.
- Élaborer, en concertation avec le milieu de l'économie sociale de l'Outaouais, un plan d'action pour les dates suivantes :
  - le 1<sup>er</sup> mars 2011 pour l'année 2010 – 2011
  - le 1<sup>er</sup> mai 2011 pour les projets jeunesse et le 1<sup>er</sup> septembre 2011 concernant l'ensemble des autres projets pour l'année 2011 – 2012
  - le 1<sup>er</sup> mars 2012 pour l'année 2012 – 2013
  - le 1<sup>er</sup> mars 2013 pour l'année 2013 – 2014
  - le 1<sup>er</sup> mars 2014 pour l'année 2014 – 2015

## 11. RÉSILIATION

Si l'une des PARTIES est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres PARTIES se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les PARTIES, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la CRÉO s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 60 jours ouvrables suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.



## **12. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## **13. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les PARTIES. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## **14. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 11 et aux fins de la présente entente, les PARTIES conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou documents exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

**Pour le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire :**

***Monsieur Yannick Gignac, directeur régional par intérim***  
Édifice Jos Montferrand  
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 9.300  
Gatineau (Québec) J8X 4C2  
Téléphone : 819 772-3006                      Télécopieur : 819 772-3989

**Pour la Conférence régionale des élus de l'Outaouais :**

***Monsieur Melvin Jomphe, directeur général***  
394, boulevard Maloney Ouest, bureau 101  
Gatineau (Québec) J8P 7Z5  
Téléphone : 819 663-2480                      Télécopieur : 819 663-9950

**Pour la Table Jeunesse Outaouais :**

***Monsieur Félix Bussièrès, coordonnateur***  
394, boulevard Maloney Ouest, bureau 100  
Gatineau (Québec) J8P 7Z5  
Téléphone : 819 663-2480                      Télécopieur : 819 663-9950

**Pour le MESS :**

***Madame Claire Gendron, directrice régionale***  
16, Impasse de la Gare-Talon, 3<sup>e</sup> étage  
Gatineau (Québec) J8T 0B1  
Téléphone : 819 246-2494                      Télécopieur : 819 246-2219

**Pour le Ministre responsable de la région de l'Outaouais :**

***Monsieur Norman MacMillan***  
564, avenue de Buckingham  
Gatineau (Québec) J8L 2H1  
Téléphone : 819 986-9300                      Télécopieur : 819 986-8629  
Sans frais : 866 971-7974

**Pour le Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais :**

***Monsieur Patrick Duguay***

Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides

400, boulevard Maloney Est, bureau 101

Gatineau (Québec) J8P 1E6

Téléphone: 819 643-2884

Télécopieur: 819 643-2887

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des PARTIES et des INTERVENANTS doit faire l'objet d'un avis aux autres PARTIES et INTERVENANTS.

**15. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable du MAMROT, de la CRÉO, de la TJO et du MESS, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

**16. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les PARTIES reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la CRÉO, les PARTIES et les INTERVENANTS, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des PARTIES et INTERVENANTS
- le montant des engagements financiers
- l'objet de l'entente et le territoire d'application
- le budget total de l'entente

Les PARTIES s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les PARTIES s'engagent à assurer la visibilité des PARTIES et des INTERVENANTS, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux bénéficiaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.


Les PARTIES acceptent que leurs représentants et les INTERVENANTS participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les PARTIES et les INTERVENANTS doivent être informés, par écrit, au moins dix (10) jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

**17. SIGNATURES**

Les PARTIES et les INTERVENANTS reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente.

**EN FOI DE QUOI**, ils ont signé :

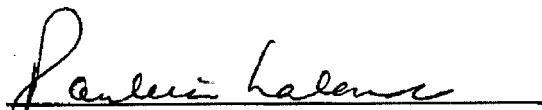
**Pour le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire  
(MAMROT):**

A  , ce 06<sup>e</sup> jour de Mai 2011.

  
**Laurent Lessard**  
Ministre des Affaires municipales, des Régions  
et de l'Occupation du territoire

**Pour la Conférence régionale des élus de l'Outaouais (CRÉO) :**

A Matineau, ce 20 jour de juillet 2011.



**Paulette Lalande**

Présidente de la Conférence régionale des  
élus de l'Outaouais

Pour la Table Jeunesse Outaouais (TJO) :

A Gatineau, ce 25<sup>e</sup> jour de juillet 2011.

Guillaume Arsenault  
**Isabelle Sabourin**

Présidente de la Table Jeunesse Outaouais

Guillaume ARSENAULT

Président

Pour le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS):

A Quebec, ce 21 jour de juin 2011.

Julie Boulet  
Julie Boulet  
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

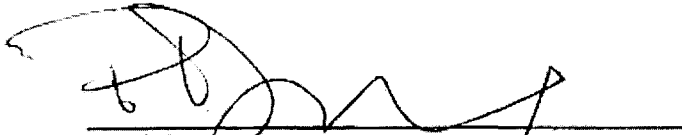
**Pour le Ministre responsable de la région de l'Outaouais :**

A Québec, ce 19<sup>e</sup> jour de mai 2011.

  
**Norman MacMillan**  
Ministre responsable de la région de l'Outaouais

**Pour le Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais :**

À Gatineau, ce 7<sup>e</sup> jour de juillet 2011.



**Patrick Duguay**  
Représentant du Pôle régional d'économie sociale  
de l'Outaouais



**ENTENTE MODIFIANT L'ENTENTE SPÉCIFIQUE DU 8 MAI 2008  
EN MATIÈRE DE RÉGIONALISATION DE L'IMMIGRATION  
SUR LE TERRITOIRE DE LA CRÉ DE  
L'OUTAOUAIS**

**ENTRE**

**LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**,  
madame Kathleen Weil, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelée le « **MICC** »

**ET**

**LA MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**, madame Julie Boulet,  
pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelée « **Emploi-Québec** »

**ET**

**LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT**, madame Line Beauchamp,  
pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelée le « **MELS** »

**ET**

**LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE  
L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du  
gouvernement du Québec,

ci-après appelé le « **MAMROT** »

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'OUTAOUAIS**, personne morale  
instituée en vertu de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de  
l'Occupation du territoire (L.R.Q., c. M-22.1), dont le siège est au 394, boulevard Maloney  
Ouest, Gatineau (Québec) J8P 7Z5 représentée par madame Paulette Lalande,  
présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration du  
15 décembre 2008 (CA-08-09-143) et dont copie est jointe à la présente entente,

ci-après appelée la « **CRÉ** »

ci-après désignés « les **PARTIES** ».

Et intervenant à la présente entente :

**LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE  
L'OUTAOUAIS**, légalement constitué en vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de  
la Solidarité sociale et instituant la Commission des partenaires du marché du travail  
(L.R.Q., c. M-15.001), représenté aux fins de la présente entente par monsieur Karl Lavoie,  
président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration du 8 juin 2010 et  
dont copie est jointe à la présente entente,

ci-après appelé le « **CRPMT** »

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS**, monsieur Norman MacMillan,  
pour et au nom du gouvernement du Québec,

## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU** que les **PARTIES** ont convenu d'une entente spécifique en date du 8 mai 2008 quant à l'octroi d'une contribution financière à la **CRÉ** pour permettre à cette dernière de jouer pleinement son rôle de soutien à la promotion, l'attraction, l'accueil et l'intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes sur son territoire;

**ATTENDU** qu'il y a lieu de modifier l'entente spécifique du 8 mai 2008 pour prolonger la période de réalisation des activités et les modalités de versement de la contribution du **MICC** afin de permettre à la **CRÉ** de mettre en œuvre son plan d'action et de respecter ses engagements;

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT, À SAVOIR :**

### **1. OBJET DE LA PRÉSENTE ENTENTE**

La présente entente a pour objet de prolonger l'entente spécifique intervenue entre les **PARTIES** le 8 mai 2008 et d'y apporter les modifications requises afin de tenir compte de la période de réalisation des activités et des modalités de versement de la contribution du **MICC** pour permettre à la **CRÉ** de respecter ses engagements;

### **2. MODIFICATIONS À L'ENTENTE SPÉCIFIQUE DU 8 MAI 2008**

2.1 La clause 3.2.5 de l'entente spécifique du 8 mai 2008 est remplacée par la suivante:

« un cinquième versement de 50 % de la contribution annuelle sera effectué au plus tard le 31 mars 2011 conditionnellement à l'acceptation par le **MICC** du rapport annuel de l'année précédente prévu à la clause 11.9 de la présente entente et au dépôt du plan d'action actualisé prévu à la clause 11.3 de la présente entente; »

2.2 Insérer entre les clauses 3.2.5 et 3.2.6 le titre suivant : **Pour la quatrième année :**

2.3 La clause 3.2.6 de l'entente spécifique du 8 mai 2008 est remplacée par la suivante :

« un sixième versement de 35% de la contribution annuelle sera effectué au plus tard le 31 octobre 2011 conditionnellement à l'acceptation par le **MICC** de l'état de situation mi-année prévu à la clause 11.10 de la présente entente; »

2.4 La clause 3.2.7 de l'entente spécifique du 8 mai 2008 est remplacée par la suivante :

« un septième et dernier versement de 15 % de la contribution annuelle sera effectué au plus tard le 30 juin 2012 conditionnellement à l'acceptation par le **MICC** du rapport final de la présente entente prévu à la clause 11.11 de la présente entente; »

2.5 La clause 7.1 de l'entente spécifique du 8 mai 2008 est remplacée par la suivante :

« sous réserve de la disponibilité des crédits budgétaires, contribuer pour un montant de cent cinquante mille dollars (150 000 \$) sur trois ans, soit une enveloppe annuelle maximale de cinquante mille dollars (50 000 \$) conformément aux normes et règles de gestion du Fonds de développement régional (FDR), selon le calendrier de contribution suivant :

- au cours de l'année 2008-2009 : 0 \$;
- au cours de l'année 2009-2010 : 50 000 \$;
- au cours de l'année 2010-2011 : 50 000 \$;
- au cours de l'année 2011-2012 : 50 000 \$; »

2.6 La clause 8 de l'entente spécifique du 8 mai 2008 est modifiée par le remplacement du tableau par le suivant :

<b>PARTENAIRE</b>	<b><u>2008-2009</u></b> <b>1<sup>ère</sup> année</b>	<b><u>2009-2010</u></b> <b>2<sup>ème</sup> année</b>	<b><u>2010-2011</u></b> <b>3<sup>ème</sup> année</b>	<b><u>2011-2012</u></b> <b>4<sup>ème</sup> année</b>	<b>TOTAL</b>
<b>Contributions financières sous la responsabilité de la CRÉ</b>					
<b>MICC</b>	<b>50 000 \$</b>	<b>100 000 \$</b>	<b>100 000 \$</b>	<b>50 000 \$</b>	<b>300 000 \$</b>
<b>CRÉ</b>	<b>0 \$</b>	<b>50 000 \$</b>	<b>50 000 \$</b>	<b>50 000 \$</b>	<b>150 000 \$</b>
<b>TOTAL</b>	<b>50 000 \$</b>	<b>150 000 \$</b>	<b>150 000 \$</b>	<b>100 000 \$</b>	<b>450 000 \$</b>

2.7 La clause 10 de l'entente spécifique du 8 mai 2008 est modifiée par le remplacement dans la deuxième ligne, des mots et des chiffres « le 31 mars 2010 » par les mots et les chiffres « le 31 mars 2012 ».

**3. ENTRÉE EN VIGUEUR**

La présente entente entre en vigueur à la date d'apposition de la dernière signature mais prend effet le 30 mars 2010 et prend fin le 31 mars 2012.

**4. DISPOSITIONS FINALES**

4.1 Le préambule fait partie intégrante de la présente entente;

4.2 La présente entente fait partie intégrante de l'entente spécifique intervenue entre les **PARTIES** le 8 mai 2008, y incluant ses annexes, et elle est soumise à toutes ses dispositions.

**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté tous et chacun des articles de la présente entente et y ont apposé leur signature, en deux (2) exemplaires, aux dates et aux endroits indiqués ci-dessous.

Kathleen Weil

Kathleen Weil


Ministre de l'Immigration et des  
Communautés culturelles

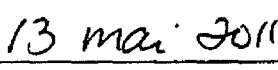
1<sup>er</sup> août 2011

Date

Julie Boulet  
Julie Boulet  
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

31 août 2011  
Date

  
\_\_\_\_\_  
Line Beauchamp  
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

  
\_\_\_\_\_  
Date



---

Laurent Lessard

Ministre des Affaires municipales, des Régions  
et de l'Occupation du territoire

27 JUIN 2011

---

Date



Karl Lavoie


Président

Conseil régional des partenaires du marché  
du travail de l'Outaouais

20/09/2011

Date



  
Paulette Lalande

Présidente  
Conférence régionale des élus de l'Outaouais

15 septembre 2011  
Date



Norman MacMillan

Ministre responsable de la région de l'Outaouais



Date

## **ADDENDA**

### **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

sur le développement durable du secteur agroalimentaire  
dans la région de l'Outaouais 2008-2011

### **ENTRE**

**LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**, monsieur Laurent Lessard, agissant pour et au nom du Gouvernement du Québec;

ci-après désigné le « **MAMROT** »

ET

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION**, monsieur Pierre Corbeil, agissant pour et au nom du Gouvernement du Québec;

ci-après désigné le « **MAPAQ** »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS** de l'Outaouais, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 394, boulevard Maloney Ouest, bureau 101, Gatineau (Québec) J8P 7Z5, représentée par la présidente, madame Paulette Lalande, dûment autorisée en vertu de la résolution du conseil d'administration CA-10-11-76 adoptée le 21 juin 2010 dont copie est jointe à la présente;

ci-après désignée la « **CRÉO** »

ET

**LA MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**, madame Julie Boulet, pour et au nom du Gouvernement du Québec;

ci-après désignée « **EMPLOI-QUÉBEC** »

ET

**LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION**, monsieur Clément Gignac, pour et au nom du Gouvernement du Québec;

ci-après désigné le « **MDEIE** »

ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES :

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS**, monsieur Norman MacMillan, pour et au nom du Gouvernement du Québec.

## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la planification stratégique régionale de la **CRÉO**, incluant le secteur agroalimentaire, est valide jusqu'en 2012;

**ATTENDU QU'**une planification stratégique a déjà été réalisée par et pour l'ensemble des parties prenantes du secteur agroalimentaire et que cette dernière est valide jusqu'en 2012;

**ATTENDU QUE** le **MAMROT**, le **MAPAQ** et la **CRÉO** ont déjà signé une troisième entente spécifique pour le développement du secteur agroalimentaire pour la période 2008-2011 et qu'ils désirent la reconduire pour une année supplémentaire (2011-2012) sous les mêmes conditions;

**ATTENDU QU' EMPLOI-QUÉBEC** et le **MDEIE** désirent se joindre à titre de nouveaux partenaires à l'entente spécifique signée entre le **MAMROT**, le **MAPAQ** et la **CRÉO** (Entente 2008-2011) sur le développement durable du secteur agroalimentaire dans la région de l'Outaouais et à sa prolongation pour l'année 2011-2012;

**ATTENDU QUE** les objectifs de l'entente actuelle demeurent les mêmes pour cette période de prolongation d'une année.

### **1. OBJET DE L'ADDENDA**

La présente a pour objet de prolonger l'entente spécifique sur le développement du secteur agroalimentaire dans la région de l'Outaouais pour une période d'une année et de permettre l'ajout de deux parties, soit **EMPLOI-QUÉBEC** et le **MDEIE**. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties signataires dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties.

### **2. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Sous réserve des montants supplémentaires prévus à l'article 3 du présent addenda, les autres conditions prévues à l'entente 2008-2011 demeurent inchangées.

### **3. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

3.1 Le **MAPAQ** s'engage pour un montant de 150 000 \$ pour l'année financière 2011-2012.

3.2 La **CRÉO** s'engage pour un montant de 150 000 \$ pour l'année financière 2011-2012.

3.3 **EMPLOI-QUÉBEC** s'engage pour un montant de 25 000 \$ pour l'année financière 2011-2012.

3.4 Le **MDEIE** s'engage pour un montant de 20 000 \$ pour l'année financière 2011-2012.

### **4. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

	<b>2011-2012</b>
<b>MAPAQ</b>	150 000 \$
<b>CRÉO</b>	150 000 \$
<b>EMPLOI-QUÉBEC</b>	25 000 \$
<b>MDEIE</b>	20 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>345 000 \$</b>

## **5. MODALITÉS GÉNÉRALES**

Le présent addenda à l'Entente spécifique sur le développement durable du secteur agroalimentaire dans la région de l'Outaouais 2008-2011 ne modifie aucunement les modalités générales et conditions qui s'appliquent aux parties déjà signataires de l'entente, soit le **MAPAQ**, le **MAMROT** et la **CRÉO**.

Pour les fins du présent addenda, les conditions mentionnées à l'entente spécifique conclue en juillet 2008 pour les années financières 2008-2011 s'appliquent aux nouveaux partenaires avec les ajouts suivants :

### **5.1 EMPLOI QUÉBEC s'engage à :**

- Contribuer, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion à la hauteur de 25 000 \$, à même ses programmes actuels, à la mise en œuvre des objectifs suivants :
  - le renforcement de l'efficacité technico-économique des entreprises agricoles (transfert de compétences, formation, etc.);
  - le soutien du transfert et du démarrage d'entreprises agricoles et d'entreprises en transformation alimentaire.
- Prendre part aux activités du comité de gestion, d'évaluation et de suivi ainsi que collaborer, au besoin, à toutes autres activités découlant de l'entente et à y déléguer un représentant.
- Participer à l'analyse des projets soumis afin de s'assurer de l'utilisation optimale des programmes sous sa responsabilité.

### **5.2 Le MDEIE s'engage à :**

- Contribuer, à la hauteur de 20 000 \$ à même son programme de soutien à la valorisation et aux filières industrielles (PSPFI) et sous réserve du respect du cadre normatif de ce programme, à la mise en œuvre des objectifs suivants du PSAO :
  - l'accroissement de la diversification des activités agricoles incluant l'agriculture biologique, l'agrotourisme et autres productions de créneaux;
  - le soutien à la commercialisation et à l'exportation des produits régionaux;
  - l'accroissement des investissements en transformation agroalimentaire;
  - la valorisation et la promotion du secteur agroalimentaire et de sa contribution au développement économique et rural de l'Outaouais.
- Prendre part aux activités du comité de gestion, d'évaluation et de suivi ainsi que collaborer, au besoin, à toutes autres activités découlant de l'entente et à y déléguer un représentant.
- Participer à l'analyse des projets soumis afin de s'assurer de l'utilisation optimale des programmes sous sa responsabilité.

## **6. COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES**

Aux fins de la présente entente, les parties conviennent que les communications écrites entre elles seront acheminées de la façon suivante :

***Pour le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire :***

**Monsieur Yannick Gignac, directeur régional par intérim**

Édifice Jos Montferrand

170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 9.300

Gatineau (Québec) J8X 4C2

Téléphone : (819) 772-3006

Télécopieur : (819) 772-3989

***Pour le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation :***

**Monsieur Yves Lévesque, directeur régional**  
Galeries de Buckingham  
999, rue Dollard  
Gatineau (Québec) J8L 3E6  
Téléphone : 819 986-8544      Télécopieur : 819 986-9299

***Pour la Conférence régionale des élus de l'Outaouais :***

**Monsieur Melvin Jomphe, directeur général**  
394, boulevard Maloney Ouest, bureau 101  
Gatineau (Québec) J8P 7Z5  
Téléphone : 819 663-2480      Télécopieur : 819 663-9950

***Pour Emploi-Québec :***

**Madame Claire Gendron, directrice régionale**  
16, Impasse de la Gare-Talon, 3<sup>e</sup> étage  
Gatineau (Québec) J8T 0B1  
Téléphone : 819 246-2494      Télécopieur : 819 246-2219

***Pour le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation :***

**Monsieur Jeffrey MacHan, directeur régional**  
Édifice Jos Montferrand  
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 7.200  
Gatineau (Québec) J8X 4C2  
Téléphone : 819 772-3219      Télécopieur : 819 772-3968

***Pour le Ministre responsable de la région de l'Outaouais :***

**Monsieur Norman MacMillan**  
564, avenue de Buckingham  
Gatineau (Québec) J8L 2H1  
Téléphone : 819 986-9300      Télécopieur : 819 986-8629  
Sans frais : 1 866 971-7974

**7. DURÉE DE L'ENTENTE**

Cet addenda vise l'ajout d'une période d'un an à la durée de l'entente spécifique initiale couvrant l'année financière 2011-2012.

Le présent addenda prend effet pour toutes les parties le 1<sup>er</sup> avril 2011.

**8. SIGNATURES**

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé :

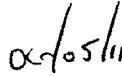
**ADDENDA**

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
sur le développement durable du secteur agroalimentaire  
dans la région de l'Outaouais 2008-2011

LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU  
TERRITOIRE



Laurent Lessard

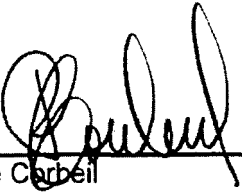


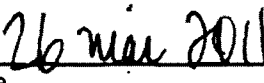
Date

ADDENDA

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
sur le développement durable du secteur agroalimentaire  
dans la région de l'Outaouais 2008-2011

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

  
\_\_\_\_\_  
Pierre Corbeil

  
\_\_\_\_\_  
Date



**ADDENDA**

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
sur le développement durable du secteur agroalimentaire  
dans la région de l'Outaouais 2008-2011

LA PRÉSIDENTE DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'OUTAOUAIS

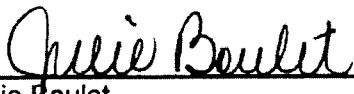
  
\_\_\_\_\_  
Paulette Lalande

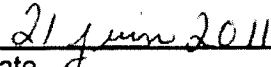
29 août 2011  
Date

**ADDENDA**

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
sur le développement durable du secteur agroalimentaire  
dans la région de l'Outaouais 2008-2011

LA MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

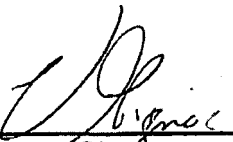
  
Julie Boulet

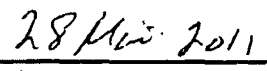
  
Date

**ADDENDA**

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
sur le développement durable du secteur agroalimentaire  
dans la région de l'Outaouais 2008-2011

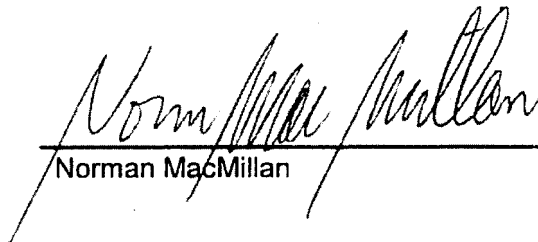
LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE  
L'EXPORTATION

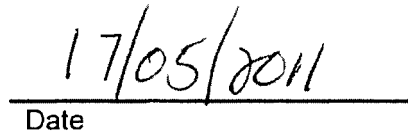
  
\_\_\_\_\_  
Clément Gignac

  
\_\_\_\_\_  
Date

**ADDENDA**  
**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
sur le développement durable du secteur agroalimentaire  
dans la région de l'Outaouais 2008-2011

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS

  
Norman MacMillan

  
Date

# ENTENTE SPÉCIFIQUE

*Pour la relance économique du Témiscamingue  
et sa contribution à la prospérité de la région de l'Abitibi-Témiscamingue  
2011-2014*

ENTRE

**LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « MAMROT »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**, personne morale instituée par la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire* (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège social au 170, avenue Principale, bureau 102, Rouyn-Noranda (Québec), représentée par le président, monsieur Ulrick Chérubin, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 26 novembre 2009 portant le numéro 088-09, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « CRÉ »

ET

**LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE TÉMISCAMINGUE**, personne morale de droit public ayant son siège social au 21, rue Notre-Dame-de-Lourdes, suite 209, Ville-Marie, J9V 1X8, représentée par le préfet, monsieur Arnaud Warolin, dûment autorisé en vertu d'une résolution adoptée le 10 novembre 2010 portant le numéro 11-10-380A, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « MRCT »

ET

**LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU TÉMISCAMINGUE**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (LRQ., c. C-38), représentée par le président, monsieur Claude Gagnon, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 21 décembre 2010 portant le numéro SDT.10.12.21-05 dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « SDT »

ci-après désignés « les PARTIES »

ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES :

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**, monsieur Pierre Corbeil, pour et au nom du gouvernement du Québec.

## **PRÉAMBULE**

**CONSIDÉRANT** que l'article 17.5.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire indique que le ministre a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

**CONSIDÉRANT** que l'article 21.6 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire prévoit que la Conférence régionale des élus est, pour le territoire ou la communauté qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional et, qu'à cet effet, le ministre conclut avec la Conférence régionale des élus une entente déterminant le rôle et les responsabilités de chacune des parties;

**CONSIDÉRANT** qu'en vertu de l'article 21.7 de cette même Loi, la Conférence régionale des élus peut conclure également avec les ministères ou organismes du gouvernement et le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

**CONSIDÉRANT** que le Témiscamingue vit une crise économique sans précédent dû à certains paramètres spécifiques à ce territoire, dont une économie basée sur les secteurs agricole et forestier qui sont présentement en grande difficulté ainsi que l'absence de l'industrie minière, secteur qui ne peut contribuer à la croissance économique dans la MRCT, comme dans les autres MRC de la région;

**CONSIDÉRANT** que le Témiscamingue possède plusieurs caractéristiques qui le distinguent des autres territoires de la région, telles la proportion du territoire rural, l'absence de pôle urbain important, la présence de quatre communautés algonquines ainsi que sa proximité avec le Nord-Est ontarien;

**CONSIDÉRANT** que les mesures et programmes de relance offerts par les ministères et organismes ne répondent pas complètement aux besoins spécifiques du Témiscamingue et qu'il est nécessaire de réaliser une intervention adaptée et de convenir de modalités d'application;

**CONSIDÉRANT** la mission de la SDT d'interagir avec le monde municipal, les collectivités, les entrepreneurs, les promoteurs et les organismes gouvernementaux afin de favoriser l'éclosion et la croissance d'entreprises et d'activités créant la richesse, l'emploi et la qualité de vie au Témiscamingue;

**CONSIDÉRANT** qu'en vertu de l'article 123 et 125 de la Loi sur les compétences municipales, la MRCT peut, d'une part, accorder une aide à tout organisme à but non lucratif qui fournit un soutien technique à une entreprise située sur son territoire et d'autre part, donner ou prêter de l'argent à un fonds d'investissement destiné à soutenir financièrement des entreprises en phase de démarrage ou de développement;

**CONSIDÉRANT** le rôle de la CRÉ d'agir à titre d'intervenant privilégié du gouvernement du Québec en vue d'adapter l'action gouvernementale aux particularités de la région en matière de développement régional;

**CONSIDÉRANT** que selon les modalités du Fonds de développement régional, une entreprise privée peut être financée dans le cadre d'une entente spécifique pour des activités ou projets visant à favoriser la diversification économique des régions dans la production de biens et services à valeur ajoutée en vue d'améliorer à moyen terme leur économie et la création d'emploi.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

## 1. DÉFINITION

Fonds d'adaptation et de diversification économique du Témiscamingue (FADET).

Compte spécifique de la SDT dans lequel les sommes provenant de la CRÉ, de la MRC et de la SDT sont déposées aux fins de l'entente.

## 2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente associe les PARTIES afin de favoriser le développement économique de la région de l'Abitibi-Témiscamingue en assurant, dans une perspective de régionalisation, la relance économique du Témiscamingue par la mise en commun de ressources financières dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

## 3. PORTÉE DE L'ENTENTE

Cette entente se veut l'aboutissement d'une volonté commune des PARTIES signataires de soutenir la relance de l'économie du Témiscamingue, contribuant par le fait même à la prospérité de la région de l'Abitibi-Témiscamingue. Pour ce faire, il est convenu de :

- Mettre en place un Fonds d'adaptation et de diversification économique du Témiscamingue (FADET) complémentaire aux autres programmes existants, compte spécifique de la SDT dans lequel les sommes provenant de la SDT, de la MRCT et de la CRÉ seront déposées aux fins de l'entente, et ce, avec des mesures d'intervention adaptées. Seul le volet I du FADET sera soutenu par la présente entente, les volets II et III étant exclus.

## 4. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Le Fonds vise à accélérer la relance de l'économie du Témiscamingue en suscitant la création de nouvelles entreprises et en accompagnant les entreprises existantes afin qu'elles puissent saisir les opportunités qu'offrent les ressources du territoire et les marchés émergents.

## 5. ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les PARTIES signataires s'engagent à collaborer à la mise en œuvre de l'entente spécifique, ainsi qu'à faciliter la mise en place et la gestion des mesures qu'elle comporte. De plus, elles s'engagent à mettre à la disposition des parties les ressources techniques et professionnelles nécessaires à la réalisation de ses objectifs.

### 5.1 Engagements du MAMROT

- Convoquer, au moins une fois par année, le comité de suivi et d'évaluation de l'entente et en assumer la présidence, le secrétariat et la correspondance;
- Favoriser la collaboration et la concertation des parties pour la mise en œuvre de l'entente;
- Faciliter, dans la mesure de ses compétences et des moyens dont il dispose, l'atteinte des buts et des objectifs de l'entente.

### 5.2 Engagements de la CRÉ

- Nommer deux représentants pour participer au comité de gestion;
- Verser sous forme d'avances à même le FDR à la SDT, la somme de 75 000 \$ pour chacun des exercices financiers 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, tel que présenté au tableau synthèse des contributions à l'article 7 et selon les modalités établies à l'annexe 1 de la présente entente;

- Réévaluer annuellement son engagement financier, au total ou en partie, en tenant compte du contexte économique du Témiscamingue;
- Participer au comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

**5.3 Engagements de la MRCT**

- Nommer deux représentants pour participer au comité de gestion;
- Verser sous forme d'avances à la SDT, à même les fonds provenant du Pacte rural ou d'autres fonds à la disponibilité de la MRCT, la somme de 20 000 \$ pour chacun des exercices financiers 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, tel que présenté au tableau synthèse des contributions à l'article 7 et selon les modalités établies à l'annexe 1 de la présente entente. Ces sommes ne pourront être investies que dans des projets déposés strictement par les organismes à but non lucratif (OBNL);
- Participer au comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

**5.4 Engagements de la SDT**

- Nommer deux représentants pour participer au comité de gestion;
- Verser sous forme d'avances, au volet I du FADET, la somme de 5 000 \$ pour chacun des exercices financiers 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, tel que présenté au tableau synthèse des contributions à l'article 7 et selon les modalités établies à l'annexe 1 de la présente entente;
- Gérer le FADET en conformité avec les modalités établies à l'annexe 1 de la présente entente;
- Faire la promotion du FADET auprès des clientèles visées;
- Produire un rapport annuel au 31 mars de chaque année, détaillant l'affectation du FADET et faisant état de l'avancement en fonction des résultats attendus et le présenter au comité de suivi et d'évaluation de l'entente;
- Présenter et déposer, dans les 60 jours suivant l'expiration de la présente entente, un rapport final de l'utilisation de l'aide financière comportant le bilan des réalisations sur la durée de l'entente et de ses retombées;
- Participer au comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

**6. MODALITÉS PARTICULIÈRES**

- 6.1 Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide, que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement, conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001);
- 6.2 À chaque année, les contributions financières de chacune des PARTIES seront versées à la SDT dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables à chacune des parties, à la suite de la réception d'une recommandation positive du comité de suivi et d'évaluation.

**7. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS AU FADET – VOLET I**

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	TOTAL
CRÉ	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
MRCT	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	60 000 \$
SDT	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	15 000 \$
TOTAL	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$



## **8. TERRITOIRE D'APPLICATION**

Le territoire visé par la présente entente est celui de la MRC de Témiscamingue située dans région administrative de l'Abitibi-Témiscamingue.

## **9. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2014.

À l'échéance de la présente entente, la SDT doit rembourser aux PARTIES concernées, tout montant inutilisé de l'aide financière octroyée.

## **10. SUIVI ET ÉVALUATION**

### **10.1 Le comité de suivi et d'évaluation**

Les parties conviennent de mettre en place un comité de suivi et d'évaluation chargé de s'assurer de l'atteinte des objectifs de l'entente, d'évaluer annuellement les actions accomplies en fonction des objectifs fixés, des ressources financières disponibles et du contexte économique du Témiscamingue. Le comité sera composé de :

- Un représentant de la CRÉ;
- Un représentant du MAMROT;
- Un représentant de la MRCT;
- Un représentant de la SDT.

Le comité aura aussi comme mandat de :

- Convenir des processus et documents nécessaires à la reddition de comptes;
- Adopter, dans les 30 jours suivant la signature de l'entente, ses règles de fonctionnement;
- Se doter, dans les 60 jours suivant la signature de la présente entente, d'un cadre d'évaluation comprenant les indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour procéder annuellement et au terme de l'entente, à l'examen des résultats obtenus en fonction des objectifs poursuivis;
- Tenir au moins une rencontre par année;
- Recevoir et analyser le rapport annuel détaillant l'affectation du FADET et faisant état de l'avancement en fonction des résultats attendus;
- Procéder à une évaluation de la présente entente à son expiration. Cette évaluation portera sur le degré d'atteinte des objectifs et sur la satisfaction des parties quant aux actions réalisées dans le cadre de la présente entente.

### **10.2 Le comité de gestion de l'entente**

- Le comité de gestion assiste la SDT dans ses responsabilités liées à l'administration et à la gestion du FADET, volet I. Il a le mandat d'orienter, et d'analyser l'ensemble des projets déposés dans le FADET et de recommander les projets retenus au conseil d'administration de la CRÉ et au conseil de la MRCT;
- Le comité sera composé de :
  - Deux représentants de la CRÉ;
  - Deux représentants de la MRCT;
  - Deux représentants de la SDT.
- Afin de pouvoir tenir une rencontre et émettre une recommandation, la présence d'au moins un représentant de chacun des organismes est nécessaire.

## 11. RÉSILIATION

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la SDT s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation, tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

## 12. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## 13. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut pas changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## 14. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Sous réserve de l'article 12 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

### **Pour le MAMROT :**

Denis Moffet  
Directeur régional  
170, avenue Principale, bureau 105  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

### **Pour la CRÉ :**

Luc Bélisle  
Directeur général  
170, avenue Principale, bureau 102  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

### **Pour la MRCT :**

Denis Clermont  
Directeur général  
21, rue Notre-Dame-de-Lourdes, bureau 209  
Ville-Marie (Québec) J9V 1X8

**Pour la SDT**

Guy Trépanier  
Directeur général  
7-B, des Oblats Nord  
Ville-Marie (Québec) J9V 1H9

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

**15. CESSIION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les PARTIES, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

**16. ANNEXE**

L'annexe I, spécifiant les modalités du FADET volet I, fait partie intégrante de la présente entente; les parties déclarent en avoir pris connaissance et elles l'acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaut.

**17. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la SDT et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- Le nom des parties et intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

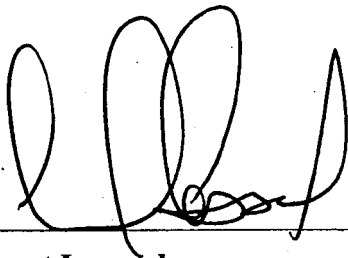
Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

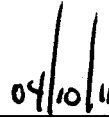
**18. SIGNATURES**

Les parties et l'intervenant reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

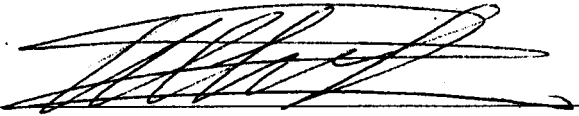
EN FOI DE QUOI, les parties et l'intervenant ont signé :



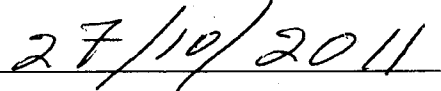
**Laurent Lessard**  
Ministre des Affaires municipales, des Régions  
et de l'Occupation du territoire



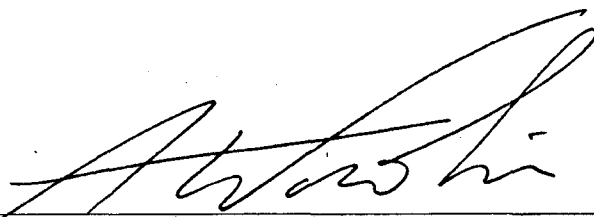
Date



**Ulrick Chérubin**  
Président  
Conférence régionale des élus  
de l'Abitibi-Témiscamingue



Date



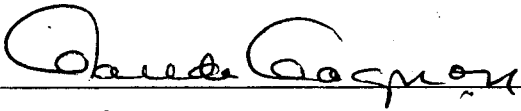
---

**Arnaud Warolin**  
Préfet  
Municipalité régionale de comté  
de Témiscamingue

27 | 10 | 11

---

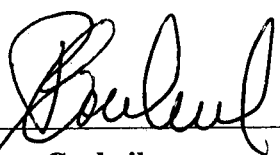
Date

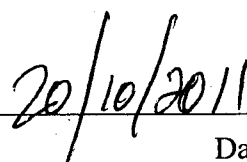


**Claude Gagnon**  
Président  
Société de développement économique  
du Témiscamingue

31-10-2011

Date

  
\_\_\_\_\_  
**Pierre Corbeil**  
Ministre responsable de la région  
de l'Abitibi-Témiscamingue

  
\_\_\_\_\_  
Date



FONDS D'ADAPTATION ET DE DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE  
DU TÉMISCAMINGUE (FADET)

MODALITÉS

RAISON D'ÊTRE

Le Fonds vise à accélérer la relance de l'économie du Témiscamingue en suscitant la création de nouvelles entreprises et en accompagnant les entreprises existantes afin qu'elles puissent saisir les opportunités qu'offrent les ressources du territoire et les marchés émergents.

OBJECTIFS DU PROGRAMME

Financer la validation des opportunités et la préparation des projets d'affaires en les solidifiant à chacune des étapes de leur réalisation du prédémarrage au démarrage.

Maximiser les chances de réussite des projets, en rendant disponible aux promoteurs, l'expertise requise notamment en matière de recherche d'approvisionnement, de validation technologique et d'analyse de marché.

Le programme de financement inclut trois volets<sup>1</sup>, soit :

Volet I : Soutenir la réalisation d'activités ou de projets se situant en amont des projets d'investissements, tels la réalisation d'études et la prospection, et ce, par une aide financière sous forme d'une contribution non remboursable.

Volet II : Soutenir la réalisation d'activités ou de projets se situant en amont des projets d'investissements, tels la réalisation d'études et la prospection, et ce, par une aide financière sous forme d'un prêt généralement remboursable.

Volet III : Soutenir la réalisation de missions exploratoires.

PARAMÈTRES DES CONTRIBUTIONS AU FADET

Paramètres	Volet I	Volet II	Volet III
Entente spécifique	X		
Entente administrative		X	X
Prêt généralement remboursable		X	
Contribution non remboursable	X		X
Financement	CRÉ		
	SDT	SDT	SDT
	MRCT	MRCT	MRCT

<sup>1</sup> Seul le volet I du FADET est soutenu par l'Entente spécifique pour la relance économique du Témiscamingue et sa contribution à la prospérité de la région de l'Abitibi-Témiscamingue. Les volets II et III étant exclus, ils feront l'objet d'une entente entre la CRÉ, la MRCT et la SDT.

# FONDS D'ADAPTATION ET DE DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE DU TÉMISCAMINGUE (FADET)

## Volet I

### 1. PARAMÈTRES DE GESTION

#### 1.1 Description générale

Les investissements seront réalisés en conformité avec le cadre de gestion du Fonds de développement régional (FDR) et, s'il y a lieu, avec celui du Pacte rural. Les activités de ce volet doivent s'inscrire dans les priorités de développement de l'Abitibi-Témiscamingue et avoir un impact sur le développement de la région. De plus, les projets soutenus devront favoriser la diversification économique dans la production de biens et services à valeur ajoutée, en vue d'améliorer à moyen terme l'économie et la création d'emplois.

#### 1.2 Les partenaires

Les partenaires du Fonds sont la Société de développement du Témiscamingue, la Municipalité régionale de comté de Témiscamingue et la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue. Ce partenariat se concrétise, entre autres, par la signature de *l'Entente spécifique pour la relance économique du Témiscamingue et sa contribution à la prospérité de la région de l'Abitibi-Témiscamingue 2011-2014*.

#### 1.3 Le comité de gestion

- o Le comité de gestion assiste la SDT dans ses responsabilités liées à l'administration et à la gestion du FADET, volet I. Il a le mandat d'orienter, d'analyser et de recommander les projets retenus au conseil d'administration de la CRÉ et de déposer un rapport annuel détaillant l'affectation du FADET au comité de suivi et d'évaluation de l'Entente spécifique;
- o Le comité sera composé de :
  - Deux représentants de la CRÉ;
  - Deux représentants de la MRCT;
  - Deux représentants de la SDT.
- o Afin de pouvoir tenir une rencontre et émettre une recommandation, la présence d'au moins un représentant de chacun des organismes est nécessaire.

### 2. MODALITÉS DU FONDS

#### 2.1 Objectifs

Soutenir la réalisation d'activités ou de projets se situant en amont des projets d'investissements, tels la réalisation d'étude et la prospection, et ce, par une aide financière versée sous forme d'une contribution non remboursable.

#### 2.2 Territoire d'application

Le territoire visé est celui de la MRC de Témiscamingue et il est situé dans région administrative de l'Abitibi-Témiscamingue.

### **2.3 Organismes admissibles**

- o Un organisme à but non lucratif et incorporé (OBNL);
- o Une coopérative;
- o Une entreprise privée légalement constituée.

### **2.4 Projets ou activités admissibles**

L'aide financière peut servir à réaliser des activités ou des projets se situant en amont des projets d'investissements, tels la réalisation d'études d'opportunité, de faisabilité, les validations nécessaires à la réalisation d'un plan d'affaires et la prospection.

Les projets devront être structurants, maximiser la mise en valeur des ressources naturelles et humaines et par le fait même contribuer à la création de richesse, renforçant les conditions propices au développement du territoire.

Les projets devront être conformes aux lois et règlements en vigueur.

### **2.5 Taux maximal de l'aide financière**

Pour les entreprises privées, l'aide accordée ne pourra excéder 50 % du coût des dépenses admissibles. Le cumul des aides gouvernementales ne pourra excéder 80 % et une contribution d'au moins 20 % du coût des dépenses admissibles est exigée du promoteur. Un maximum de 50 % du montant investi par l'entreprise peut se faire sous forme de contribution matérielle ou humaine.

Pour les OBNL, l'aide accordée ne pourra excéder 80 % du coût des dépenses admissibles. Le cumul des aides gouvernementales ne pourra excéder 80 % et une contribution d'au moins 20 % du coût des dépenses admissibles est exigée du promoteur. Un maximum de 50 % du montant investi par l'entreprise peut se faire sous forme de contribution matérielle ou humaine.

Dans le calcul du cumul des aides gouvernementales, une aide non remboursable est considérée à 100 % de sa valeur, alors qu'une aide remboursable est considérée à 30 %.

Pour être admissible, le coût du projet doit totaliser un minimum de 2 000 \$ pour un OBNL et de 5 000 \$ pour une entreprise privée. L'aide financière maximale accordée ne peut excéder 50 000 \$ par projet.

### **2.6 Dépenses admissibles**

L'aide financière sera versée afin d'assurer les dépenses d'heures professionnelles et de frais de déplacement reliés aux services suivants :

- Évaluation de l'opportunité d'un projet;
- Faisabilité du projet incluant l'évaluation des approvisionnements, l'analyse du marché et de ses tendances, la faisabilité technique et financière;
- Validation des technologies, équipements et processus de production;
- Coordination et la gestion de projet.

### **2.7 Restrictions**

Aucune aide financière ne peut être versée à une entreprise privée pour :

- La réalisation d'un projet d'investissement (démarrage ou expansion) ou activités commerciales;
- Les dépenses déjà réalisées et les dépenses pour lesquelles l'organisme a pris des engagements contractuels avant la date officielle de dépôt du dossier à la Société de développement du Témiscamingue;
- Les projets ou activités réalisées par des entreprises privées dans les secteurs du commerce de détail, du commerce de gros et de la restauration;
- TPS et TVQ payées qui font l'objet d'un crédit de taxe sur les intrants (CTI) et de remboursement de la taxe sur les intrants (RTI).

### **2.8 Nature de l'aide financière**

L'aide financière consentie est versée sous forme d'une contribution non remboursable.

### **2.9 Versement de l'aide financière**

Le versement de l'aide financière aux promoteurs fait l'objet d'une entente entre le gestionnaire du Fonds soit, la SDT et le bénéficiaire.

### **2.10 Approbation des projets**

Le comité de gestion du Fonds recommande au conseil d'administration de la CRÉ, les projets qui auront été retenus. Pour être financé, tout projet fera l'objet d'une résolution d'adoption par la CRÉ, et ce, avant la signature d'une entente entre la SDT et le promoteur.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE EN MATIÈRE  
D'IMMIGRATION  
DANS LA RÉGION DE LAVAL  
2010-2012**

ENTRE

La **MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**,  
madame Kathleen Weil, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelée la « **MICC** »

ET

Le **MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE  
L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**, monsieur Laurent Lessard, agissant pour et au  
nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelé le « **MAMROT** »

ET

La **CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LAVAL**, personne morale instituée  
par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c.M-22.1),  
ayant son siège social au 1555 boulevard Chomedey, bureau 220, Laval (Québec)  
H7V 3Z1, représentée par le Président, monsieur Gilles Vaillancourt, dûment autorisé  
en vertu d'une résolution du conseil d'administration CE/2010.11.08-8.1-17 en date du  
8 novembre 2010 dont copie est jointe à la présente,

ci-après appelée la « **CRÉ** »

ET

La **VILLE DE LAVAL**, personne morale de droit public, représentée aux fins des  
présentes par monsieur Gilles Vaillancourt, maire, dûment autorisé en vertu d'une  
résolution dont copie est jointe à la présente,

ci-après appelée la « **VILLE** »

ET intervenant à la présente

**LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LAVAL**, madame Michelle  
Courchesne, pour et au nom du gouvernement du Québec.

**ATTENDU QUE** les conférences régionales des élus, instituées en vertu de la Loi sur le ministère des Affaires municipales des Régions et de l'Occupation du Territoire (L.R.Q., c. M-22.1), sont les interlocutrices privilégiées du gouvernement en matière de développement régional et ont des responsabilités définies en matière de planification et de coordination;

**ATTENDU QU'**en vertu de cette loi, les conférences régionales des élus peuvent conclure avec les ministères et organismes du gouvernement des ententes spécifiques pour l'exercice des pouvoirs et des responsabilités découlant de l'entente;

**ATTENDU QUE** la **CRÉ** a conclu une entente avec le **MAMROT** et qu'en vertu de l'article 5.8 de celle-ci, la **CRÉ** peut, avec l'accord du **MAMROT**, réaliser, pour le compte d'un ministère ou organisme du gouvernement, un mandat de concertation, de consultation, de coordination ou tout autre mandat;

**ATTENDU QUE** la **MICC**, conformément à l'article 2 de la Loi sur le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (2005, chapitre 24), est chargée de l'immigration;

**ATTENDU QUE** la **MICC** a la responsabilité, notamment :

- De promouvoir l'immigration et de sélectionner les personnes immigrantes;
- De soutenir l'intégration linguistique, sociale et économique des nouveaux arrivants à la société québécoise;
- De favoriser l'ouverture de la société au pluralisme;
- De faciliter le rapprochement interculturel;

**ATTENDU QUE** la **MICC** est responsable de la mise en œuvre du Plan stratégique 2008-2012 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles;

**ATTENDU QUE** la **MICC** est responsable du Plan de mesures pour renforcer l'action du Québec en matière d'intégration des immigrants;

**ATTENDU QUE** la **MICC** est responsable du Plan gouvernemental et du Plan d'action gouvernemental *La diversité : une valeur ajoutée* pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec;

**ATTENDU QUE** les membres du comité exécutif de la **CRÉ** ont adopté le 8 novembre 2010 une résolution pour conclure une entente en matière d'immigration pour la région de Laval;

**ATTENDU QUE** le territoire de Laval a la particularité d'être à la fois une municipalité, une MRC et une région;

**ATTENDU QUE** la **VILLE** a signé avec la **MICC**, le 7 avril 2003, une entente triennale intitulée *De l'accessibilité à la participation* assortie d'un plan d'action visant à favoriser l'accueil et l'intégration en français des immigrants à la communauté lavalloise et à la culture québécoise;

**ATTENDU QUE** la **VILLE** a conclu une entente tripartite (**MICC-VILLE-CRÉ**) de partenariat pour la période 2005-2008 qui a pour objet de favoriser la concertation des partenaires afin de susciter la réalisation d'activités ou de projets visant l'attraction de la main-d'œuvre immigrante qualifiée, la régionalisation de l'immigration ainsi que le développement de relations interculturelles harmonieuses;

**ATTENDU QUE** la **VILLE** est responsable de l'aménagement de son territoire et, partant, des milieux de vie, et qu'elle souhaite poursuivre le travail amorcé depuis plusieurs années pour accueillir et intégrer harmonieusement les personnes issues de l'immigration, dans un objectif de cohésion sociale;

**ATTENDU QUE** les principaux partenaires de la région de Laval ont choisi d'œuvrer dans le cadre des concepts de l'écocitoyenneté et du développement durable et de l'approche *Ensemble à Laval*;

**ATTENDU QUE** la CRÉ s'est dotée d'un plan stratégique régional, *Agir pour une région écocitoyenne*, plan qui couvre la période 2008-2013, qui mise sur l'écocitoyenneté comme moteur de son développement et qui interpelle tous les organismes, entreprises et citoyens lavallois;

**ATTENDU QUE** plusieurs orientations et objectifs du plan stratégique régional, *Agir pour une région écocitoyenne*, touchent l'immigration et l'établissement durable des personnes immigrantes dans la communauté lavalloise, tant en termes d'accueil, d'intégration sociale et professionnelle, de participation citoyenne des personnes immigrantes qu'en ce qui a trait à la promotion de la région de Laval comme pôle de destination. Dans le cadre de ce plan, un des objectifs prioritaires consiste à développer une stratégie d'attraction à l'emploi auprès des personnes immigrantes, en adéquation avec les besoins spécifiques en main-d'œuvre de la région;

**ATTENDU QUE** la CRÉ doit assurer, en partenariat avec le milieu, l'élaboration et la mise en œuvre du Plan pluriannuel de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale pour la région de Laval, Plan qui pourrait toucher les territoires où sont majoritairement établies les personnes issues de l'immigration;

**ATTENDU QUE** la MICC, la CRÉ et la VILLE souhaitent intensifier leur collaboration en vue de promouvoir l'immigration et l'intégration des nouveaux arrivants dans la région de Laval, en visant la complémentarité et la collaboration avec les autres partenaires de la région;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **1 - OBJET DE LA PRÉSENTE ENTENTE**

La présente entente a pour objet de poursuivre le travail amorcé en vue de favoriser la concertation des partenaires afin de susciter la réalisation d'activités ou de projets, tant en ce qui a trait à l'attraction des travailleurs immigrants qualifiés à Laval, à leur processus d'accueil et à leur établissement durable dans la région qu'en ce qui a trait au développement de relations interculturelles harmonieuses au sein de la société d'accueil, et ce, dans une optique de développement de l'écocitoyenneté le tout dans le respect des compétences, des mesures, des normes, des programmes applicables aux parties concernées.

Pour la région de Laval, il s'agit en particulier de :

- Favoriser l'attraction des travailleurs immigrants qualifiés et l'établissement des nouveaux arrivants tout en respectant le cadre des concepts d'écocitoyenneté et de développement durable, et de l'approche *Ensemble à Laval*;
- Permettre aux partenaires de la région d'harmoniser leurs interventions en matière d'intégration des personnes immigrantes, dans un but de cohérence, de complémentarité et de convergence dans l'action, en fonction des priorités régionales.

## DÉFINITIONS

Dans la présente entente, on entend par :

**Comité de gestion de l'Entente :** Comité relevant de la **CRÉ** et réunissant la **CRÉ**, la **VILLE**, le **MAMROT** et la **MICC**.

**Comité des partenaires en immigration de Laval :** Comité coordonné par la **CRÉ** et réunissant les principaux partenaires régionaux en immigration.

**Entente :** Entente de partenariat en immigration.

**Ensemble à Laval :** Concept d'intervention, développé par la **VILLE**, qui vise l'équilibre entre les besoins de la communauté d'accueil et des personnes issues de l'immigration. Cette « approche citoyenne » est basée sur la réciprocité, l'accessibilité aux services, le développement du sentiment d'appartenance, le partenariat. L'accent est mis sur : la ressemblance plutôt que la différence, la personne, le citoyen, les devoirs et responsabilités plutôt qu'exclusivement sur les droits, l'accueil comme première étape vers l'intégration et la pleine participation, la participation pour favoriser l'inclusion et développer un sentiment d'appartenance et le partage de valeurs communes dans l'espace civique.

**Écocitoyenneté et Développement durable :** Dans une perspective de solidarité, d'équité et en réponse aux grands enjeux de la planète, la région de Laval s'engage dans l'écocitoyenneté : sa population, ses institutions et ses entreprises adoptent des modes de production et de consommation responsables pour maintenir et améliorer la santé économique, sociale et environnementale de la communauté lavalloise et des grands ensembles dans lesquels elle évolue.

Développement qui permet de satisfaire les besoins des générations présentes sans compromettre la possibilité pour les générations à venir de satisfaire leurs propres besoins. Le développement durable vise l'atteinte de trois objectifs :

- maintenir et améliorer l'équité sociale,
- améliorer l'efficacité économique,
- maintenir l'intégrité de l'environnement.

Le développement durable autorise une croissance économique riche en emplois de qualité, équitable pour les individus et les collectivités, donc orienté vers la cohésion sociale et l'accès pour tous à une qualité de vie.

En matière d'immigration, il est axé sur les aspects sociaux et économiques en interrelation, et sur l'équité entre les membres de la communauté d'accueil et ceux issus de l'immigration.



## 2 - DURÉE DE LA PRÉSENTE ENTENTE

La présente entente entre en vigueur à la date de l'apposition de la dernière signature. Elle prend effet le 1<sup>er</sup> avril 2010 et prend fin le 31 mars 2012. Elle n'est pas sujette à reconduction tacite. Au cours de la deuxième année de l'entente, les parties conviendront, le cas échéant, des modalités d'une nouvelle entente.

Toutefois, dès que la **MICC** informe la **CRÉ** et la **VILLE** que les nouvelles normes du programme régional d'intégration (PRI) sont en vigueur, ces dernières s'engagent à conclure, dans les trois mois qui suivent, une entente spécifique en matière de régionalisation de l'immigration conforme à ces nouvelles normes.

## 3 - OBJECTIFS SPÉCIFIQUES DE LA PRÉSENTE ENTENTE

Les parties s'entendent pour favoriser l'arrimage des services offerts sur le territoire et développer des projets en vue de réaliser les objectifs spécifiques suivants :

- 3.1 Promouvoir l'immigration comme stratégie de développement durable et la région de Laval comme pôle d'attraction;
- 3.2 Développer une vision concertée du développement des services en immigration dans la région de Laval, inscrite dans le cadre des concepts d'écocitoyenneté et de développement durable et d'*Ensemble à Laval*;
- 3.3 Faciliter l'intégration culturelle, sociale, professionnelle des personnes immigrantes et améliorer leur rétention, en offrant une gamme de services intégrés, dans le respect des compétences des partenaires;
- 3.4 Contribuer à l'établissement de relations interculturelles harmonieuses au sein de la population lavalloise;
- 3.5 Promouvoir le potentiel de la main-d'œuvre immigrante et issue des communautés culturelles auprès des employeurs de la région et promouvoir l'apport de l'immigration auprès de la population;
- 3.6 Améliorer le processus d'accueil dans la région en vue de favoriser l'établissement de personnes immigrantes à Laval et de faciliter l'intégration des personnes immigrantes à la communauté lavalloise;
- 3.7 Contribuer à la réalisation des projets de revitalisation urbaine intégrée (RUI) qui sont mis en œuvre à Laval, par l'entremise du soutien à des projets ou à des actions spécifiques à ces territoires.

## 4 - ENGAGEMENTS CONJOINTS DES PARTIES

Les parties s'engagent à :

- 4.1 Mettre en place un comité de gestion de la présente entente composé d'un représentant de la **MICC**, d'un représentant de la **CRÉ**, d'un représentant de la **VILLE** et d'un représentant du **MAMROT**.
- 4.2 Reconnaître le Comité des partenaires en immigration de Laval, coordonné par la **CRÉ**, en tant que comité conseil du comité de gestion de la présente entente et revaloriser son rôle eu égard à la réflexion en cours dans la région en ce qui a trait aux principaux enjeux inhérents à l'intégration des nouveaux arrivants à Laval;
- 4.3 Contribuer financièrement à la réalisation de la présente entente et des objectifs de celle-ci;
- 4.4 Réserver à même le PRI, un montant de soixante mille dollars (60 000 \$), à raison de 30 000 \$ par année, pour les frais de fonctionnement inhérents à la réalisation de l'objet de la présente entente et la coordination des travaux des comités s'y rattachant. Se concerter en vue de mieux articuler leurs interventions et d'assurer la réalisation des objectifs de la présente entente.

## 5 - ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

### 5.1 Aux fins de la présente entente, la MICC s'engage à :

- 5.1.1. Mettre à la disposition de la **CRÉ** une enveloppe maximale totale de cent-quatre-vingt-mille dollars (180 000 \$), à raison de quatre-vingt-dix-mille dollars (90 000 \$) par année provenant du Programme régional d'intégration (PRI);
- 5.1.2 Mettre à la disposition de la **VILLE** une enveloppe maximale totale de cent-cinquante-mille dollars (150 000 \$), à raison de 75 000 \$ par année; provenant du Programme régional d'intégration (PRI) dont cent mille (100 000 \$) seront destinés aux services de proximité permettant de favoriser une cohabitation harmonieuse entre les diverses communautés et de prévenir les manifestations de racisme.
- 5.1.3 Verser à la **CRÉ** et à la **VILLE** la contribution financière annuelle selon les modalités suivantes :

#### Pour la première année de la présente entente

- 5.1.3.1 Un premier versement de 100 %, dans les trente jours suivant la signature de la présente entente;

#### Pour la deuxième année de la présente entente

- 5.1.3.2 Un premier versement de 50 %, dans les trente jours de l'acceptation par la **MICC** du rapport annuel de la première année prévu à la clause 8.9 de la présente entente;
- 5.1.3.3 Un deuxième versement de 40% dans les trente jours suivant le dépôt et l'acceptation par la **MICC** du rapport annuel de la présente entente prévu à la clause 8.8 de la présente entente;
- 5.1.3.4 Un dernier versement de 10 % dans les trente jours suivant l'acceptation par la **MICC** du rapport final prévu à la clause 8.10 de la présente entente;
- 5.1.4 Participer aux rencontres du Comité des partenaires en immigration de Laval, y apporter sa contribution et soutenir leurs travaux;
- 5.1.5 Participer au comité de gestion de la présente entente et contribuer à la réalisation des objectifs de celle-ci;
- 5.1.6 Contribuer à la réalisation des mesures qui sont sous sa responsabilité, en lien avec le plan stratégique du MICC, ainsi qu'en ce qui a trait aux nouvelles mesures mises de l'avant par la **MICC** pour renforcer l'action du Québec, notamment, en matière de diversité, d'intégration en emploi des immigrants et de francisation;
- 5.1.7 Arrimer ses interventions aux priorités de la région et contribuer à la réalisation du projet de revitalisation urbaine intégrée (RUI) mis en œuvre à Laval.

## 5.2 Engagements de la CRÉ

Aux fins de la présente entente, la **CRÉ** s'engage à :

- 5.2.1 Sous réserve de l'allocation des crédits qui sont prévus au Fonds de développement régional (FDR), allouer un montant maximal total de cent mille dollars (100 000 \$), à raison de cinquante mille dollars (50 000 \$) par année, provenant du Fonds de développement régional (FDR);
- 5.2.2 Coordonner et soutenir le comité de gestion de la présente entente;
- 5.2.3 Coordonner le Comité des partenaires en immigration et le mettre à contribution dans le cadre des réflexions entourant la réalisation de la présente entente et réunir ledit comité pour des séances d'échanges et de travail;
- 5.2.4 Contribuer à la réalisation des objectifs de la présente entente dans la mesure de ses compétences et champs de responsabilité;
- 5.2.5 Retourner à la **MICC** toute somme non utilisée à l'échéance finale prévue à la présente entente et provenant de celle-ci;
- 5.2.6 Coordonner les relations et les communications entre les partenaires de la présente entente et leur transmettre toute documentation relative à celles-ci.

## 5.3 Engagements de la VILLE :

Aux fins de la présente entente, la **VILLE** s'engage à :

- 5.3.1 Contribuer en ressources humaines et matérielles à la mise en œuvre de la présente entente;
- 5.3.2 Participer au comité de gestion de la présente entente;
- 5.3.3 Contribuer à la réalisation des objectifs de la présente entente dans la mesure de ses compétences et champs de responsabilité;
- 5.3.4 Participer aux rencontres du Comité des partenaires en immigration de Laval, y apporter sa contribution et soutenir leurs travaux;
- 5.3.5 Retourner à la **MICC** toute somme non utilisée à l'échéance finale prévue à la présente entente;
- 5.3.6 Assurer la mise en place de services de proximité particulièrement dans la sphère du développement social et communautaire permettant de favoriser une cohabitation harmonieuse entre les diverses communautés et de prévenir les manifestations de racisme.

## 5.4 Engagements du MAMROT :

Aux fins de la présente entente, le **MAMROT** s'engage à :

- 5.4.1 Favoriser, par le biais de la Conférence administrative régionale (CAR) de Laval, la participation des ministères et organismes aux objectifs ou actions gouvernementales en matière de régionalisation de l'immigration et d'intégration des nouveaux arrivants afin de faciliter l'atteinte des objectifs de la présente entente;
- 5.4.2 Participer, au besoin, aux travaux de sous-comités pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente;
- 5.4.3 Être dépositaire de la présente entente.

## 6 - MODALITÉS PARTICULIÈRES

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

## 7 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

La **CRÉ** et la **VILLE** s'engagent à :

- 7.1 Tenir les livres et les registres appropriés de toutes les opérations relatives, notamment, aux engagements et paiements effectués dans le cadre de la présente entente;
- 7.2 Fournir, selon la forme et les modalités exigées, tout document et renseignement que la **MICC** juge utile dans le cadre de la présente entente;
- 7.3 Respecter les règles qui régissent leur statut corporatif et utiliser les règles d'une saine gestion démocratique.

## 8 - MANDAT ET COMPOSITION DU COMITÉ DE GESTION

Le mandat du comité de gestion est de:

- 8.1 Assurer la mise en œuvre de la présente entente, son suivi et son évaluation;
- 8.2 Assurer le suivi financier et administratif de la présente entente;
- 8.3 Élaborer un plan de travail qui devra tenir compte, notamment :
  - du Plan stratégique 2008-2012 du **MICC**;
  - du Plan de mesures pour renforcer l'action du Québec en matière d'intégration des immigrants;
  - du Plan gouvernemental et du Plan d'action gouvernemental *La diversité : une valeur ajoutée*;
  - du plan stratégique de la région de Laval 2008-2013, *Agir pour une région écocitoyenne*;
  - des concepts de développement durable et d'écocitoyenneté;
  - du Plan pluriannuel de lutte à la pauvreté et de l'exclusion sociale de la région de Laval
  - du concept d'intervention *Ensemble à Laval* développé par la **VILLE**;
  - du plan de mesures pour renforcer l'action du Québec en matière d'intégration des immigrants
  - des plans d'action élaborés par les autres partenaires régionaux.
- 8.4 Recommander à la **CRÉ** et à la **VILLE** les projets à être financés dans le cadre de la présente entente;
- 8.5 Définir le mandat du Comité des partenaires en immigration de Laval ainsi que la composition de celui-ci dans le cadre de la présente entente et le soutenir dans la réalisation des travaux inhérents à celle-ci;
- 8.6 Affecter les sommes d'argent nécessaires à la réalisation des projets retenus par la **CRÉ** ou la **VILLE** conformément aux normes du Programme régional d'intégration (annexe A) et du Fonds de développement régional (annexe B);
- 8.7 Établir un cadre d'évaluation des projets de la présente entente comprenant des indicateurs qualitatifs et quantitatifs de mesure de l'atteinte des objectifs et le transmettre à la **MICC** dès sa réalisation;

- 8.8 Déposer à la **MICC** un état de situation de la mi-année, lequel portera sur l'avancement des travaux du comité de gestion, les projets issus de la présente entente et l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de celle-ci.
- 8.9 Produire un rapport annuel décrivant les activités réalisées et inhérentes à la présente entente ainsi qu'un rapport financier qui décrit l'utilisation des sommes monétaires allouées à celle-ci, et le déposer à la **CRÉ**;
- 8.10 Déposer à la **MICC** un rapport final au terme de la présente entente, rapport qui fait état des activités et projets réalisés, des résultats obtenus et de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
- 8.11 S'assurer du respect des modalités et obligations, telles que définies à la présente entente;
- 8.12 S'adjoindre, au besoin, d'autres partenaires interpellés dans la mise en œuvre et la réalisation des activités de la présente entente;
- 8.13 Constituer, au besoin, des sous-comités de travail pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente;
- 8.14 Rendre disponible et transmettre les renseignements pertinents et les outils nécessaires à la réalisation des objectifs de la présente entente.

Le comité de gestion sera composé d'un représentant des partenaires suivants qui participent à la présente entente, soit : la **MICC**, la **CRÉ**, la **VILLE** et le **MAMROT**

## 9 - VISIBILITÉ ET AFFAIRES PUBLIQUES

Les parties conviennent de respecter le protocole d'affaires publiques prévu à l'annexe C.

## 10 - CESSION

Les droits et obligations contenus aux présentes ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans le consentement écrit des parties qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## 11 - RÉSILIATION

Les parties peuvent par écrit, en tout temps, résilier la présente entente ou la modifier d'un commun accord.

En cas de modification ou de résiliation, une partie ne peut être tenue de payer les dommages, intérêts ou toute forme d'indemnité ou de frais à l'autre partie.

Toute somme payée en trop par la **MICC** devra lui être remboursée dans les trente (30) jours suivant la résiliation si la **MICC** juge à propos d'en faire la demande.

## 12 - VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de la présente entente peuvent faire l'objet d'une vérification par le Contrôleur des finances qui, à cette fin, a tous les pouvoirs prévus à la Loi sur le ministère des finances (L.R.Q., c. M-24.01).

## 13 - ANNEXES

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les parties déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaudra.

## 14 - REPRÉSENTANTS DES PARTIES

- 14.1 La **MICC**, aux fins de l'application de la présente entente, désigne monsieur Serge Tétreault, directeur régional, d'Immigration-Québec, Direction régionale de Laval, des Laurentides et de Lanaudière, pour le représenter. Si un remplacement devient nécessaire, la **MICC** avisera le **MAMROT**, la **CRÉ** et la **VILLE** dans les meilleurs délais;
- 14.2 Le **MAMROT**, aux fins d'application des présentes, désigne monsieur Jérôme Unterberg, sous-ministre adjoint à la Métropole pour le représenter. Si un remplacement devient nécessaire, le **MAMROT** avisera le **MICC**, la **CRÉ** et la **VILLE** dans les meilleurs délais
- 14.3 La **CRÉ**, aux fins de l'application de la présente entente, désigne madame Manon Caron, directrice générale, pour la représenter. Si un remplacement devient nécessaire, la **CRÉ** avisera la **MICC**, le **MAMROT** et la **VILLE** dans les meilleurs délais;
- 14.4 La **VILLE** désigne monsieur Gaétan Turbide, directeur général, pour la représenter. Si un remplacement devient nécessaire, la **VILLE** avisera la **MICC**, le **MAMROT** et la **CRÉ** dans les meilleurs délais.

## 15 - AVIS ET COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES

Aux fins de la présente entente, les parties conviennent que les communications (avis, instructions, recommandations ou documents exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par la ou le destinataire, si elles leur sont acheminées à l'adresse indiquée ci-après, par courriel, par télécopieur, ou par courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissière ou huissier.

### **Pour la MICC**

Monsieur Serge Tétreault  
 Directeur régional  
 Immigration-Québec, Direction régionale de Laval, des Laurentides et de Lanaudière  
 Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles  
 1438, boulevard Daniel-Johnson  
 Laval (Québec) H7V 4B5

### **Pour le MAMROT**

Monsieur Jérôme Unterberg  
 Sous-ministre adjoint à la Métropole  
 Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire  
 800, Square Victoria, bureau 3.16  
 Montréal (Québec) H4Z 1B7

### **Pour la CRÉ**

Madame Manon Caron  
 Directrice générale  
 Conférence régionale des élus de Laval  
 1555, boulevard Chomedey, bureau 220  
 Laval (Québec) H7V 3Z1

### **Pour la VILLE**

Monsieur Gaétan Turbide  
 Directeur général  
 Ville de Laval  
 1, Place du Souvenir  
 Case postale 422, succursale Saint-Martin  
 Laval (Québec) H7V 3Z4

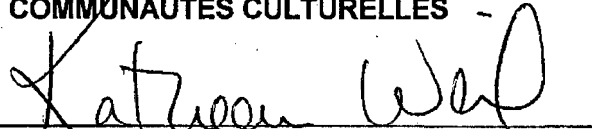
Les parties doivent s'informer mutuellement de tout changement d'adresse au moyen d'un avis écrit.

## 16 - SIGNATURES

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des dispositions de la présente entente.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé comme suit :

LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES  
COMMUNAUTÉS CULTURELLES




Madame Kathleen Weil, Ministre

16 / 09 / 2011

Date et lieu



LE MINISTRE DES AFFAIRES  
MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE  
L'OCCUPATION DU TERRITOIRE



---

Monsieur Laurent Lessard, Ministre

15/09/11

---

Date et lieu

LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS  
DE LAVAL

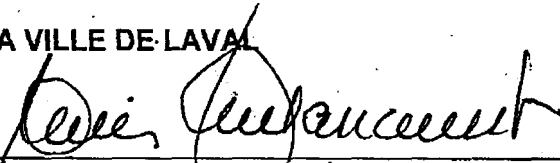


Président ou Vice-président(e)

16/09/2011

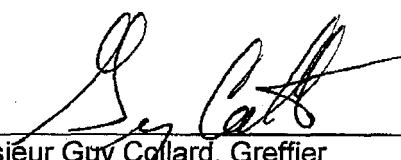
Date et lieu

LA VILLE DE LAVAL

  
Monsieur Gilles Vaillancourt, Maire

15/09/2011

Date et lieu

  
Monsieur Guy Collard, Greffier

16-09-2011

Date et lieu

MINISTÈRE RESPONSABLE DE LA  
RÉGION DE LAVAL

  
Madame Michèle Courchesne, Ministre

16 septembre 2011  
Date et lieu



## ANNEXE A

### Programme régional d'intégration (PRI)

#### DESCRIPTION

Le Programme régional d'intégration soutient les actions concertées des partenaires locaux et régionaux en vue d'accroître l'apport de l'immigration au développement démographique, économique, social et culturel du Québec.

### **VOLET 1 - Soutien des organismes à but non lucratif en régionalisation de l'immigration**

#### **1. Objectifs**

Ce volet sert à financer les projets visant l'ensemble des objectifs suivants :

- augmenter le nombre d'immigrants s'établissant en dehors des territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil;
- encourager le partage d'expertise, l'innovation et la concertation avec les partenaires du milieu, afin d'accroître la capacité des intervenants du milieu à attirer des immigrants dans leur région;
- améliorer les conditions d'accueil, d'établissement et d'intégration des immigrants;
- valoriser, auprès des populations des régions, l'apport économique, social et culturel de l'immigration.

La priorité est accordée à l'attraction et à l'établissement des immigrants admis dans le volet de l'immigration économique (les travailleurs qualifiés et les gens d'affaires). Toutefois, les personnes de la catégorie du regroupement familial, les réfugiés sélectionnés à l'étranger, les réfugiés reconnus et les personnes autorisées à soumettre sur place une demande de résidence permanente ne sont pas exclus.

Les personnes visées doivent être des candidats à l'immigration ou des résidents permanents installés au Québec depuis moins de cinq ans.

Les demandeurs d'asile ne sont pas visés.

#### **2. Admissibilité**

Pour être admissible au programme, un organisme doit répondre aux conditions suivantes :

- être un organisme à but non lucratif, légalement constitué et dont les objets inscrits à sa charte sont compatibles avec les objectifs du programme;
- être dirigé par un conseil de direction ou d'administration, élu démocratiquement et formé majoritairement de personnes domiciliées au Québec, possédant la citoyenneté canadienne ou le statut de résident permanent et prêtant leur concours à l'organisme à titre bénévole;
- tenir chaque année une assemblée générale annuelle en conformité avec la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38), article 98;
- produire annuellement des états financiers comportant un bilan et un état des revenus et dépenses ainsi qu'un rapport d'activité;
- être immatriculé au Registraire des entreprises du Québec.

Les organismes admissibles sont prioritairement situés dans les régions en dehors des territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil. Toutefois, des organismes peuvent être situés dans l'un de ces territoires, en autant que leur projet vise l'établissement en région et dans la Capitale-Nationale d'immigrants résidant actuellement dans les territoires des

conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil. Dans ce cas, le projet doit nécessairement inclure une entente formelle de partenariat avec un ou plusieurs organismes en région ou dans la Capitale-Nationale.

### **3. Projets admissibles**

Est admissible au programme tout projet susceptible d'avoir un impact positif sur l'attraction, l'établissement, l'intégration et la rétention des immigrants dans la région.

Sont exclus des projets admissibles :

- le soutien au fonctionnement d'un organisme autre que les frais directement rattachés à la réalisation du projet;
- des activités de recherche;
- des dépenses d'immobilisation;
- des activités pouvant être financées dans le cadre d'un autre programme du Ministère.

#### **Conditions obligatoires**

- Les projets présentés doivent répondre à des priorités et aux besoins exprimés par les régions.
- Les projets doivent présenter des objectifs précis et viser des résultats réalistes et mesurables.

### **4. Critères d'évaluation des projets**

Les projets sont évalués selon les principes d'évaluation suivants :

- pertinence du projet en regard des objectifs du volet du programme, des orientations ministérielles et des enjeux locaux et régionaux;
- potentiel du milieu où est élaboré le projet en termes d'attraction, d'accueil, d'intégration et de rétention des immigrants;
- faisabilité du projet;
- résultats escomptés du projet;
- contribution financière de l'organisme et des partenaires au projet.

### **5. Modalités financières**

- La contribution financière versée à l'organisme lui sert exclusivement à l'acquittement des obligations retenues pour la réalisation du projet tel qu'il est défini dans le cadre d'un protocole d'entente.
- La contribution financière du Ministère n'excède pas 75 % des coûts totaux d'un projet conçu en dehors d'une entente de régionalisation avec une conférence régionale des élus. Une contribution financière d'au minimum 25 % est exigée de l'organisme et de ses partenaires.
- Dans le cas des projets élaborés dans le cadre d'une entente de régionalisation, la participation financière du Ministère est conditionnelle à une participation financière au moins équivalente de l'organisme ou d'autres partenaires.
- La participation financière de l'organisme et des partenaires peut être constituée d'un prêt de services ou de l'affectation de ressources humaines et matérielles aux fins du projet, à condition que ces ressources ne soient pas déjà affectées à des projets financés par le Ministère.
- L'organisme doit fournir sur demande des preuves de sa contribution.
- Le Ministère peut, en tout temps, mettre fin à une entente si l'organisme ne se conforme plus aux normes et critères du programme ou, encore, si les résultats de son intervention sont jugés nettement insuffisants. Un préavis de 30 jours sera donné à l'organisme, le cas échéant.

## **6. Modalités administratives**

### **6.1. Présentation de la demande**

Les demandes d'aide financière des projets sont présentées en tout temps durant l'année financière.

### **6.2. Durée des ententes**

La contribution financière est octroyée pour une durée maximale de deux ans et peut être renouvelée. Pour chaque projet, l'organisme doit présenter un calendrier de réalisation. Pour les projets de plus d'un an, l'organisme doit remettre au Ministère un calendrier annuel de réalisation, en démontrant pourquoi les résultats finaux ne pourront être atteints qu'à moyen terme.

## **VOLET 2 - Soutien aux organismes publics en immigration**

### **1. Objectifs**

Ce volet sert à financer les projets visant un ou plusieurs des objectifs suivants :

- augmenter le nombre d'immigrants s'établissant en dehors des territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil;
- encourager le partage d'expertise, l'innovation et la concertation avec les partenaires du milieu, afin d'accroître la capacité des intervenants du milieu à attirer des immigrants dans leur région;
- améliorer les conditions d'accueil, d'établissement et d'intégration des immigrants (notamment dans les services municipaux), soutenir les activités d'intégration en emploi, favoriser le rapprochement interculturel et lutter contre le racisme et la discrimination;
- valoriser, auprès des populations, l'apport économique, social et culturel de l'immigration.

### **2. Organismes admissibles**

- Une municipalité locale ou une municipalité régionale de comté (MRC).
- Un organisme public rattaché au réseau de la santé ou de l'éducation ou un organisme paramunicipal.
- Une conférence régionale des élus (CRÉ).
- Un centre local de développement (CLD).
- Cette liste est exhaustive.

### **3. Projets admissibles**

Est admissible tout projet ayant un lien direct avec les objectifs du programme.

Sont exclus des projets admissibles :

- le soutien au fonctionnement d'un organisme autre que les frais directement rattachés à la réalisation du projet;
- les activités de recherche;
- les dépenses d'immobilisation;
- les activités pouvant être financées dans le cadre d'un autre programme du Ministère.

### **Conditions obligatoires**

Les projets doivent présenter des objectifs précis et viser des résultats réalistes et mesurables.



#### 4. Critères d'évaluation des projets

Les projets sont évalués selon les principes d'évaluation suivants :

- pertinence du projet en regard des objectifs du volet du programme, des orientations ministérielles et des enjeux locaux et régionaux;
- potentiel du milieu où est élaboré le projet en termes d'attraction, d'accueil, d'intégration et de rétention des immigrants;
- faisabilité du projet;
- résultats escomptés du projet;
- contribution financière du promoteur et des partenaires au projet.

#### 5. Modalités financières

- La contribution financière versée à l'organisme sert exclusivement à l'acquittement des obligations retenues pour la réalisation du projet, tel qu'il est défini dans le cadre d'un protocole d'entente.
- La contribution financière du Ministère n'excède pas 75 % des coûts totaux d'un projet conçu en dehors d'une entente de régionalisation avec une conférence régionale des élus. Une contribution financière d'au minimum 25 % est exigée de l'organisme promoteur et de ses partenaires.
- Dans le cas des projets élaborés dans le cadre d'une entente de régionalisation, la participation financière du Ministère est conditionnelle à une participation financière au moins équivalente de l'organisme et d'autres partenaires.
- La participation financière de l'organisme promoteur et des partenaires peut être constituée d'un prêt de services ou de l'affectation de ressources humaines et matérielles aux fins du projet, à condition que ces ressources ne soient pas déjà affectées à des projets financés par le Ministère.
- L'organisme promoteur doit fournir sur demande des preuves de sa contribution.
- L'organisme promoteur doit accepter de divulguer ses autres sources de financement.
- Le Ministère peut, en tout temps, mettre fin à une entente si l'organisme ne se conforme plus aux normes et critères du programme ou encore, si les résultats de son intervention sont jugés nettement insuffisants. Un préavis de 30 jours sera donné à l'organisme, le cas échéant.

#### 6. Modalités administratives

##### 6.1 Présentation de la demande

Les demandes d'aide financière des projets sont présentées en tout temps durant l'année financière.

##### 6.3 Durée des ententes

La contribution financière est octroyée pour une durée maximale de deux ans et peut être renouvelée. Pour chaque projet, les promoteurs doivent présenter un calendrier de réalisation. Pour les projets de plus d'un an, le promoteur doit remettre au Ministère un calendrier annuel de réalisation, en démontrant pourquoi les résultats finaux ne pourront être atteints qu'à moyen terme.

## ANNEXE B

### Protocole d'affaires publiques

---

Le présent protocole d'affaires publiques fait partie intégrante de l'entente de partenariat en immigration signée entre le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), la Conférence régionale des élus de Laval (CRÉ) et la Ville de Laval. Ce protocole a pour but d'établir les modalités de visibilité entre la MICC, la CRÉ et la VILLE et de définir leurs obligations réciproques dans le cadre de la mise en œuvre de l'entente de partenariat en immigration signée par les trois parties.

#### OBLIGATIONS DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LAVAL ET DE LA VILLE DE LAVAL

---

Dans le cadre de l'entente de partenariat en immigration, la **Conférence régionale des élus de Laval** et la **Ville de Laval** s'engagent à :

- **inviter**, lorsque pertinent, un représentant de la **MICC** à prononcer un discours lors d'activités de communication publiques (ex. conférence de presse, colloques, etc.);
- **associer, dès le départ**, la **MICC** dans les démarches de préparation des actions de communication (notamment dans l'élaboration d'un plan de communication);
- **faire approuver** par le représentant désigné par la **MICC** le contenu de tous les outils publiés dans le cadre de cette entente de partenariat;
- s'assurer auprès du représentant désigné par la **MICC**, du **respect de la Politique d'identification visuelle du gouvernement du Québec**;
- **placer la signature institutionnelle** du **MICC** et mentionner de manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle ou publique qu'une contribution financière est accordée par la **MICC** à la **Conférence régionale des élus de Laval** dans le cadre de l'entente de partenariat en immigration;
- **publier** un message du ministère d'une **demi-page** (selon le format et le concept du support produit) lors d'activités de communication publiques;
- **installer un stand, un para-poste, un panneau ou une bannière** du ministère dans la salle où se tiendront les activités de communication publiques;
- **installer le drapeau du Québec** derrière le lutrin installé dans la salle où se tiendront les activités de communication publiques;
- **remettre** gracieusement à la **MICC** cinq (5) exemplaires du rapport final produit dans le cadre ou à la suite de la réalisation des engagements et obligations des parties prévus dans le cadre du présent protocole;

#### OBLIGATIONS DU MICC

---

Le **MICC** s'engage à :

- fournir à ses partenaires tous les éléments de communication (signature institutionnelle, message de la **MICC**, etc.) nécessaires à la réalisation de la présente entente;
- mettre à la disposition de la **Conférence régionale des élus de Laval** et de la **Ville de Laval** des représentants pour valider les contenus touchant le ministère;
- fournir à la **Conférence régionale des élus de Laval**, à la **Ville de Laval** et à leurs graphistes toutes les explications relatives au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.



**CONFÉRENCE RÉGIONALE  
DES ÉLUS DE LAVAL**

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DE L'EXÉCUTIF TENUE LE 8 NOVEMBRE 2010.

**RÉSOLUTION**

**Entente spécifique en immigration pour la région de Laval 2010-2012**

**RÉSOLUTION CE/2010-1108-3-17**

Sur proposition dûment appuyée, il est résolu d'entériner l'« Entente spécifique en immigration pour la région de Laval 2010-2012 » à intervenir entre la CRÉ DE LAVAL, le MAMROT, le MICC et Ville de Laval, d'y affecter un montant total de 100 000 \$ réparti sur deux ans, soit 50 000 \$ par année, et d'autoriser le Président et/ou le ou la Vice-Président(e) à signer ladite Entente, conditionnellement à l'acceptation de celle-ci par l'ensemble des partenaires signataires. Ce montant sera puisé à même le Fonds de développement régional.

Adoptée à l'unanimité.

**CERTIFICAT**

JE, soussignée, Lucie Hill Larocque, secrétaire-trésorière de la CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LAVAL, certifie que ce qui précède est une copie conforme et véridique d'une résolution de l'exécutif de la CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LAVAL, datée du 8 novembre 2010.

ET J'AI SIGNÉ À LAVAL

**COPIE CERTIFIÉE CONFORME**

**LUCIE HILL LAROCQUE**  
Secrétaire-trésorière



**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU COMITÉ EXÉCUTIF  
TENUE À HUIS CLOS LE MERCREDI 14 SEPTEMBRE 2011 À 10 HEURES**

---

CE-2011/5642

ENTENTE SPÉCIFIQUE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION  
2010-2012

---

**RÉSOLU À L'UNANIMITÉ:**

d'approuver l'entente spécifique en matière d'immigration 2010-2012 à intervenir entre le ministère de l'Immigration et des Communautés Culturelles, le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire du Québec, la Conférence Régionale des Élus de Laval et la Ville de Laval;

il est également résolu d'approuver la réalisation des actions ciblées et des projets identifiés à cet égard;

que le Maire et Président du Comité exécutif ou le Vice-président du Comité exécutif et le Greffier ou la Greffière adjointe soient et, par la présente, sont autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Laval tous les documents requis, conformément à l'article 51a. de la Loi sur les cités et villes, comme elle est modifiée pour la Ville de Laval.

(Réf: 26-59)

COPIE CONFORME

Me Guy Collard, greffier ou  
Me Chantal Sainte-Marie, greffière adjointe

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
sur le financement du Carrefour industriel et expérimental de Lanaudière

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION,**  
monsieur Pierre Corbeil, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MAPAQ** »

ET

**LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION,** monsieur Sam Hamad, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MDEIE** »

ET

**LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE,** monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MAMROT** »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS(ES) DE LANAUDIÈRE,** personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c.M-22.1.), ayant son siège au 3, rue Papineau, bureau 107, Joliette (Québec) J6E 2K3, représentée ici par le vice-président municipal, monsieur Gaétan Morin, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration, (CRÉ-CA-11-52-12, le 19 mai 2011) dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »

ET

**LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE L'ASSOMPTION,** représentée ici par madame Chantal Deschamps, préfète de la Municipalité régionale de comté de l'Assomption, sise au 330A, rue Dorval, L'Assomption (Québec) J5W 3A1, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil (10-10-241, le 26 octobre 2010) dont copie est jointe au dossier,

ci-après désignée la « **MRC** »

ET

**LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MRC L'ASSOMPTION,** représenté ici par monsieur Mario Morais, président du conseil d'administration, sis au 435, rue Notre-Dame, Repentigny (Québec) J6A 2T3, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration (11-CA-44, le 24 mai 2011), dont copie est jointe au dossier;

ci-après désigné le « **CLD** »

ET

**LA VILLE DE L'ASSOMPTION,** représentée ici par madame Louise Francoeur, mairesse de la Ville de l'Assomption, sise au 399, rue Dorval, L'Assomption (Québec) J5W 1A1, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil (2010-12-0839, le 7 décembre 2010) dont copie est jointe au dossier,

ci-après appelée la « **VILLE** »

ET

**LE CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE**, organisme légalement constitué en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, dont le siège social est situé au 781, rue Notre-Dame, Repentigny (Québec) J5Y 1B4, représenté par son président monsieur François Duval, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration (CARL-101130-19, le 30 novembre 2010) dont copie est jointe au dossier,

ci-après appelé le « **CÉGEP** »

ET

**LE CARREFOUR INDUSTRIEL ET EXPÉRIMENTAL DE LANAUDIÈRE**, corporation légalement constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies, dont le siège social est situé au 801, route 344, C.P. 3158, L'Assomption (Québec) J5W 4M9, représenté par le président du conseil d'administration, M. Michel Fafard, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration (11-05-406, le 18 mai 2011) dont copie est jointe au dossier,

ci-après appelé le « **CIEL** »

ci-après désignés les « **PARTIES** »

ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES :

**LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LANAUDIÈRE**, madame Michelle Courchesne, pour et au nom du gouvernement du Québec,

## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la **CRÉ** est l'interlocuteur privilégié du gouvernement du Québec en matière de développement régional et que sa mission s'inscrit dans le développement de la région Lanaudière sur les plans économique, culturel et social;

**ATTENDU QUE** l'article 21,18 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire* a institué le Fonds de développement régional (FDR) et que ce fonds peut être affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques;

**ATTENDU QUE** la **CRÉ** peut conclure avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice des pouvoirs et des responsabilités qui découlent de l'entente de gestion conclue avec le **MAMROT**, et ce, pour prévoir des mesures en vue d'adapter aux particularités de la région qu'il représente, l'action gouvernementale en matière de développement régional;

**ATTENDU QUE** la présente entente spécifique s'inscrit dans les priorités du Plan quinquennal de développement Lanaudière 2007-2012 entériné par tous les partenaires régionaux, où il y est plus spécifiquement identifié à titre de grands et sous-objectifs de :

### **Favoriser la compétitivité économique régionale**

- En misant sur le développement des créneaux porteurs et en émergence dans la région
- En travaillant au développement des industries de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> transformation et d'industries à valeur ajoutée

### **Favoriser le développement d'une culture d'innovation**

- En développant des pôles de recherche régionaux
- En favorisant l'implantation de centres de recherche et développement dans la région
- En créant davantage de liens avec les institutions universitaires, collégiales et de recherche
- En accroissant les activités de transfert technologique

### **Préserver et mettre en valeur la qualité de l'environnement**

- En développant de nouvelles expertises en matière environnementale

**ATTENDU QUE** la reconnaissance par le gouvernement du Québec du créneau « Agroalimentaire et bioproduits végétaux », dans le cadre de la stratégie des créneaux d'excellence ACCORD supporté par le **MDEIE**, et que le **CIEL** est un acteur majeur du développement du secteur portant sur les bioproduits végétaux;

**ATTENDU QUE** le **CIEL**, en particulier avec le développement de son projet d'une nouvelle structure d'accueil pour les entreprises, vise à être un moteur de développement économique pour la région en permettant, entre autres, d'attirer et de stimuler la création d'entreprises de haut savoir et d'entreprises de transformation à valeur ajoutée;

**ATTENDU QUE** le **CIEL** est le seul centre de recherche reconnu dans la région et que les retombées de ses activités peuvent permettre à Lanaudière d'améliorer de façon significative sa performance régionale en matière d'innovation;

**ATTENDU QUE** le maintien du **CIEL** permet la mise en commun d'activités de recherche, de transfert technologique et de formation permettant d'accentuer la synergie des institutions du territoire oeuvrant dans des secteurs connexes et ainsi soutenir plus efficacement le développement du secteur agricole et la valorisation de la biomasse végétale dans une perspective de développement durable;

**ATTENDU QUE** le **CIEL** est un partenaire régional du **CÉGEP** et que ce dernier contribue au développement du pôle en biologie végétale par l'enrichissement du programme en horticulture et que son partenariat avec **CIEL** contribue au développement des compétences transmises par le **CÉGEP** dans les programmes de formation liés au secteur de la biologie végétale;

**ATTENDU QUE** les collaborations et liens du **CIEL** avec le **MAPAQ** se sont significativement accrus au cours des dernières années et que la reconnaissance de l'expertise du **CIEL** se concrétise par la convention de partenariat intervenue avec le **MAPAQ** visant à mieux répondre aux besoins spécifiques en recherche des productions végétales et de la phytoprotection;

**ATTENDU QUE** la convention de partenariat intervenue entre le **MAPAQ** et le **CIEL** vise, en plus de confirmer le soutien au développement des activités du **CIEL**, de lui confier deux mandats visant la coordination et la mise en place de réseaux de surveillance et d'essais dans le secteur maraîcher à l'échelle provinciale.

**EN CONSÉQUENCE**, les **PARTIES** conviennent de ce qui suit :

## **1. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de préciser les engagements et les responsabilités des **PARTIES** en vue de favoriser le développement des activités du **CIEL** dans le respect des mesures, programmes et normes applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

## **2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

### **2.1 Objectif général visé**

Soutenir le développement du seul centre de recherche expérimentale et appliquée de la région et dédié au secteur de la valorisation des plantes et de la biologie végétale en contribuant au financement des activités du **CIEL** au plan de recherche et du service d'accueil. Et ce, en visant les sous-objectifs suivants;

### **2.2 Les sous-objectifs visés**

- 2.2.1 Consolider et accroître le développement d'activités de formation, de recherche appliquée et de transfert technologique en biologie végétale, en lien avec les priorités horticoles de la région et du Québec et en partenariat étroit avec les organismes et partenaires qui y oeuvrent;
- 2.2.2 permettre le développement d'activités d'essaimage et offrir une nouvelle structure d'accueil pour de nouvelles entreprises en incubation;
- 2.2.3 favoriser l'implantation et le développement d'entreprises de transformation à valeur ajoutée dans le secteur de la biologie végétale;
- 2.2.4 encourager le développement de produits innovateurs et à valeur ajoutée dans le secteur de la biologie végétale;
- 2.2.5 favoriser le développement d'une main-d'œuvre spécialisée dans le domaine de la biologie végétale et la création d'emplois de qualité;
- 2.2.6 favoriser le développement du créneau d'excellence **ACCORD** dans le secteur agroalimentaire et des bioproduits végétaux;

## **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

### **3.1 Engagements communs des PARTIES**

Les **PARTIES** aux présentes s'engagent à :

- 3.1.1 participer à la réalisation des objectifs de la présente entente;
- 3.1.2 participer à la mise en place et aux activités d'un comité de gestion tel que stipulé à l'article 10 en désignant un représentant au sein du comité de gestion;
- 3.1.3 verser les sommes prévues selon les modalités indiquées à l'article 4.



#### **4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

##### **4.1 Engagements du MAPAQ**

Le **MAPAQ** s'engage à :

- 4.1.1 Maintenir un partenariat étroit avec le **CIEL** de manière à reconnaître et mettre en valeur son expertise dans le domaine de la phytoprotection;
- 4.1.2 assurer un travail de collaboration et d'échanges entre le **CIEL** et le service agronomique régional du **MAPAQ** afin d'identifier les problématiques agricoles auxquelles l'expertise de recherche de **CIEL** pourrait être utile;
- 4.1.3 participer financièrement à la réalisation de l'objectif principal de l'entente, soit le soutien au développement des activités de **CIEL** pour un montant total de 300 000 \$ réparti de la façon suivante : 120 000 \$ pour l'année 2011, 105 000 \$ pour l'année 2012, 75 000 \$ pour l'année 2013 (voir les modalités de versement à l'article 5.1 et 5.3.1);
- 4.1.4 assurer un financement additionnel de 135 000 \$ sur trois ans, et réparti de la façon suivante : 45 000 \$ pour l'année 2011, 45 000 \$ pour l'année 2012, 45 000 \$ pour l'année 2013, en confiant au **CIEL** la réalisation de deux mandats de coordination visant la mise en place de réseaux de surveillance et d'essais dans le secteur maraîcher à l'échelle provinciale (voir les modalités de versement à l'article 5.1 et 5.3.1).

##### **4.2 Engagements du MDEIE**

Le **MDEIE** s'engage à :

- 4.2.1 participer financièrement à la réalisation de l'entente pour un montant total de 118 848 \$ réparti de la façon suivante : 95 232 \$ pour l'année 2011, 11 832 \$ pour l'année 2012, 11 784 \$ pour l'année 2013 (voir les modalités de versement à l'article 5.1 et 5.3.2);
- 4.2.2 soutenir le projet de développement de **CIEL** pour une nouvelle structure d'accueil pour les entreprises en incubation.

##### **4.3 Engagements du MAMROT**

Le **MAMROT** s'engage à :

- 4.3.1 collaborer à la mise en place des interventions interministérielles pour faciliter l'atteinte des objectifs de la présente entente;
- 4.3.2 être dépositaire de l'entente;
- 4.3.3 informer la Conférence administrative régionale de Lanaudière (CAR) des travaux en lien avec la mise en œuvre et le suivi de l'entente et lui déposer le bilan annuel produit par le **CIEL**.

##### **4.4 Engagements de la CRÉ**

La **CRÉ** s'engage à :

- 4.4.1 sous réserve des disponibilités budgétaires et de la confirmation annuelle des crédits, affecter à la mise en œuvre de l'entente, dans le cadre du FDR, un montant de 225 000 \$ réparti de la façon suivante : 75 000 \$ pour l'année 2011, 75 000 \$ pour l'année 2012 et 75 000 \$ pour l'année 2013;
- 4.4.2 assurer le suivi administratif de l'entente;
- 4.4.3 coordonner les activités du comité de gestion.

#### **4.5 Engagements de la MRC de l'Assomption**

La MRC s'engage à :

- 4.5.1 poursuivre le développement stratégique dans la MRC d'un pôle industriel dans le secteur de la biologie végétale et favoriser sa reconnaissance auprès de la Communauté métropolitaine de Montréal;
- 4.5.2 participer financièrement à la réalisation de l'entente pour un montant de 150 000 \$ réparti de la façon suivante : 50 000 \$ pour l'année 2011, 50 000 \$ pour l'année 2012, 50 000 \$ pour l'année 2013.

#### **4.6 Engagements du CLD de la MRC de l'Assomption**

Le CLD s'engage à :

- 4.6.1 maintenir, parmi les axes prioritaires de développement, le créneau de la biologie végétale au sein de la planification stratégique en matière de développement économique du territoire de la **MRC**;
- 4.6.2 soutenir le **CIEL** dans le développement de son projet d'une nouvelle structure d'accueil d'entreprises en incubation;
- 4.6.3 coordonner le développement et la mise en œuvre d'une stratégie de développement industriel dans le secteur de la biologie végétale pour la **MRC**.

#### **4.7 Engagements de la VILLE de l'Assomption**

La VILLE s'engage à :

- 4.7.1 soutenir le **CIEL** dans le développement de son projet d'une nouvelle structure d'accueil d'entreprises en incubation;
- 4.7.2 participer financièrement à la réalisation de l'entente pour un montant de 150 000 \$ réparti de la façon suivante : 50 000 \$ pour l'année 2011, 50 000 \$ pour l'année 2012, 50 000 \$ pour l'année 2013.

#### **4.8 Engagements du Cégep régional de Lanaudière**

Le CÉGEP s'engage à :

- 4.8.1 assurer avec le **CIEL** un travail de partenariat afin d'optimiser les retombées dans le secteur des travaux et activités des deux institutions en ce qui a trait à la formation, à la recherche et aux activités de transfert technologique;
- 4.8.2 participer financièrement à la réalisation de l'entente pour un montant de 30 000 \$ réparti de la façon suivante : 10 000 \$ pour l'année 2011, 10 000 \$ pour l'année 2012, 10 000 \$ pour l'année 2013.

#### **4.9 Engagements du CIEL**

Le CIEL s'engage à :

- 4.9.1 contribuer à mettre en œuvre les objectifs de l'entente et réaliser plus spécifiquement les activités prévues au plan de développement et au plan d'action triennal 2011-2013 convenus avec les **PARTIES**;
- 4.9.2 lorsque non protégés par des ententes de confidentialité ou d'exclusivité, partager les résultats de ses recherches avec les principaux partenaires régionaux intéressés au secteur de la biologie végétale, et ce, dans le respect des droits d'auteur ou toutes autres formes de propriété intellectuelle en application;
- 4.9.3 contribuer au financement de ses activités, et via ses revenus autonomes de financement à une hauteur minimale de 50 %;
- 4.9.4 utiliser l'aide financière octroyée aux seules fins prévues à l'entente et aviser les **PARTIES** d'une modification dans les sources de revenus de l'organisme;

- 4.9.5 gérer les aides financières mises à sa disposition dans le cadre de l'entente et tenir une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables à son fonctionnement et à ses activités de recherche;
- 4.9.6 remettre annuellement au comité de gestion un rapport d'activités comprenant un bilan faisant état des actions menées pour la mise en œuvre de l'entente, ses états financiers faisant rapport de l'utilisation des aides financières reçues, son plan d'action annuel pour l'année suivante et son budget prévisionnel;
- 4.9.7 réaliser son mandat en conformité avec les lois et les règlements en application au Québec.

## **5. MODALITÉS PARTICULIÈRES**

### **5.1 Modalités de versement des contributions financières**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

### **5.2 Modalités de versements pour les PARTIES suivantes : CRÉ, MRC, VILLE ET CÉGEP**

Pour la première année de financement, les aides financières annuelles prévues seront versées en totalité au CIEL à la suite de la signature de l'entente.

Pour chacune des deux autres années, la totalité des aides financières annuelles sera versée au CIEL, à la suite de la présentation de son rapport annuel et à la réalisation de ses engagements prévus à l'article 4.9.

### **5.3 Modalités de versements pour les PARTIES suivantes : MAPAQ ET MDEIE**

5.3.1 Pour le **MAPAQ**, sous réserve de l'accomplissement des obligations de CIEL, l'aide financière est payable en trois versements, selon les modalités suivantes :

5.3.1.1 un montant de 165 000 \$ sera versé à la signature de la convention;

5.3.1.2 un montant de 150 000 \$ sera versé en mars 2012;

5.3.1.3 un versement de 120 000 \$ sera versé en mars 2013.

5.3.2 Pour le **MDEIE**, sous réserve de l'accomplissement des obligations de l'Organisme, l'aide financière est payable en trois versements à la suite de l'approbation par le ministre, selon les modalités suivantes :

5.3.2.1 un premier versement de 95 232 \$ à la suite de la signature de la convention de subvention par les parties;

5.3.2.2 après le 1<sup>er</sup> février 2012, un second versement de 11 832 \$ à la suite de l'approbation des pièces justificatives, de la présentation de son rapport annuel et à la réalisation de ses engagements prévus à l'article 4.9.1 de la présente entente;

5.3.2.3 après le 31 mars 2013, un troisième versement de 11 784 \$ à la suite de l'approbation des pièces justificatives, de la présentation de son rapport annuel et à la réalisation de ses engagements prévus à l'article 4.9.1 de la présente entente.

## 6. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

	2011	2012	2013	Total
<b>MAPAQ (1)</b>	120 000 \$	105 000 \$	75 000 \$	<b>300 000 \$</b>
<b>MAPAQ (2)</b>	45 000 \$	45 000 \$	45 000 \$	<b>135 000 \$</b>
<b>MDEIE</b>	95 232 \$	11 832 \$	11 784 \$	<b>118 848 \$</b>
<b>CRÉ</b>	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	<b>225 000 \$</b>
<b>MRC</b>	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	<b>150 000 \$</b>
<b>VILLE</b>	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	<b>150 000 \$</b>
<b>CÉGEP</b>	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	<b>30 000 \$</b>
<b>Total</b>	<b>445 232 \$</b>	<b>346 832 \$</b>	<b>316 784 \$</b>	<b>1 108 848 \$</b>

(1) Représente la participation financière du MAPAQ aux activités du CIEL.

(2) Représente la participation financière du MAPAQ pour la réalisation de deux mandats spécifiques de coordination.

## 7. TERRITOIRE D'APPLICATION

La présente entente est applicable sur le territoire de Lanaudière.

## 8. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** (les dépenses admissibles étant rétroactives à l'année financière de l'organisme, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2011) et prend fin le 31 décembre 2013. Elle n'est pas sujette à une reconduction tacite.

## 9. CONFLITS D'INTÉRÊTS

Le **CIEL** doit éviter toute situation mettant en conflit l'intérêt de ses administrateurs et employés ou créant l'apparence d'un tel conflit pour la mise en application de la présente entente, notamment lors du choix des projets subventionnés par des fonds provenant de la présente entente.

## 10. SUIVI ET ÉVALUATION DE L'ENTENTE

La **CRÉ** s'engage à mettre en place un comité de gestion de l'entente, lequel sera responsable des orientations et de l'évaluation des activités de l'entente.

### 10.1 Composition et responsabilités du comité de gestion de l'entente

Le comité de gestion sera composé d'un représentant ou d'une représentante de chacun des ministères et organismes signataires de l'entente.

Le comité pourra, au besoin, s'adjoindre toute autre personne jugée utile à la réalisation de ses travaux.

Le mandat du comité de gestion consistera à :

- assurer la mise en oeuvre de l'entente en lien avec ses objectifs;
- se réunir annuellement afin de recevoir le rapport d'activités de l'organisme, ses états financiers et son plan d'action pour l'année suivante;
- évaluer les résultats obtenus en fonction des objectifs de l'entente et formuler des recommandations;
- déposer un bilan final portant sur la réalisation des activités et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
- les membres du comité de gestion de l'entente doivent éviter toute situation mettant en conflit leur intérêt personnel ou créant l'apparence d'un tel conflit dans l'exercice de leur fonction.

## **11. RÉSILIATION DE L'ENTENTE**

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les **PARTIES**, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, le **CIEL** s'engage à rembourser, à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation, tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

## **12. CAUTION ET RESPONSABILITÉS**

La présente entente n'implique aucun cautionnement des partenaires à l'égard du **CIEL**, de ses biens et ses services.

Le **CIEL** s'engage, d'une part, à assumer seul toute responsabilité légale à l'égard de tiers et à assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de l'objet de la présente entente et, d'autre part, à tenir indemnes les partenaires de la présente entente, advenant toute réclamation pouvant en découler et s'assurer qu'il en soit de même pour tout contrat octroyé aux fins de réalisation de l'objet de la présente convention.

## **13. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances (L.R.Q., c. M-24.01)).

## **14. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES** (addenda). Cette entente ne peut changer la nature de l'entente et elle en fera partie intégrante.

## **15. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 11 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que les communications écrites entre elles seront acheminées de la façon suivante :

**Pour le MAPAQ :**

Monsieur François Perron  
Directeur régional  
867, boulevard l'Ange-Gardien  
L'Assomption (Québec) J5W 4M9

**Pour le MDEIE :**

Madame Nathalie Breault  
Directrice régionale par intérim  
40, rue Gauthier Sud, bureau 3300  
Joliette (Québec) J6E 4J4

**Pour le MAMROT :**

Monsieur Jean Ouellet  
Directeur régional  
40, rue Gauthier Sud, bureau 3200  
Joliette (Québec) J6E 4J4

**Pour la CRÉ :**

Monsieur Guy Raynault  
Directeur général  
3, rue Papineau, bureau 107  
Joliette (Québec) J6E 2K3

**Pour la MRC :**

Madame Chantal Deschamps  
Préfète de la MRC de L'Assomption  
330A, rue Dorval  
L'Assomption (Québec) J5W 3A1

**Pour le CLD de la MRC de L'Assomption :**

Monsieur Joffrey Bouchard  
Directeur général  
435, rue Notre-Dame  
Repentigny (Québec) J6A 2T3

**Pour la VILLE :**

Madame Louise Francoeur  
Mairesse de la Ville de L'Assomption  
399, rue Dorval  
L'Assomption (Québec) J5W 1A1

**Pour le CÉGEP :**

Monsieur Bernard Lachance  
Directeur général  
781, rue Notre-Dame  
Repentigny (Québec) J5Y 1B4

**Pour le CIEL:**

Monsieur Michel Fafard  
Président  
801, route 344, C.P. 3158  
L'Assomption (Québec) J5W 4M9

**16. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les **PARTIES** qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## **17. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

16.1 Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres signataires ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉ**, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des organismes signataires;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire couvert;
- le budget total de l'entente.

16.2 La présente entente est confidentielle tant qu'elle ne sera pas annoncée publiquement par les **PARTIES** signataires, à moins d'avis contraire.

16.3 Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des parties lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

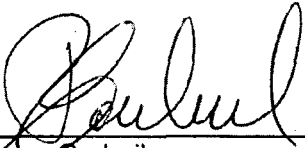
16.4 Les **PARTIES** acceptent que des représentants de parties participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les signataires doivent être informés, par écrit, au moins dix jours avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

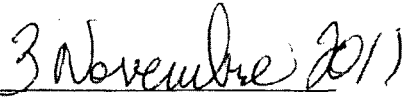
## **18. SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** ont signé :

**LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION :**

  
\_\_\_\_\_  
Pierre Corbeil  
Ministre

  
\_\_\_\_\_  
Date



LE MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION :

Sam Hamad 5 Nov 2011

---

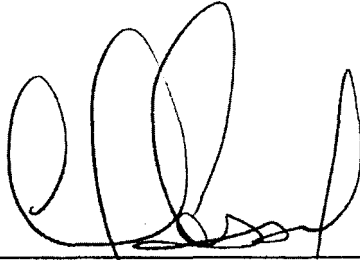
Sam Hamad  
Ministre

Date

Sam Hamad  
Ministre

Date \_\_\_\_\_

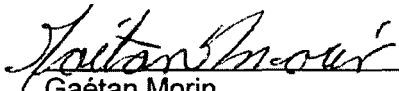
**LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION  
DU TERRITOIRE :**



Laurent Lessard  
Ministre

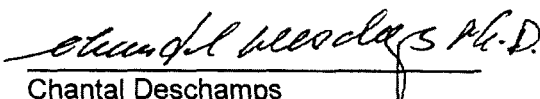
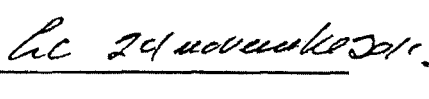
19/10/11  
Date

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS(ES) DE LANAUDIÈRE :**

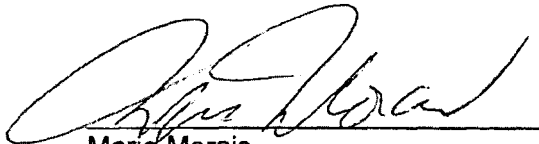
  
Gaétan Morin  
Vice-président municipal

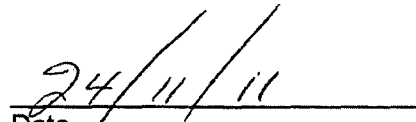
25/11/11  
Date

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE L'ASSOMPTION :

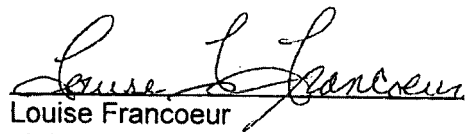
	
Chantal Deschamps	Date
Préfète	

**LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MRC DE L'ASSOMPTION :**

  
Mario Morais  
Président

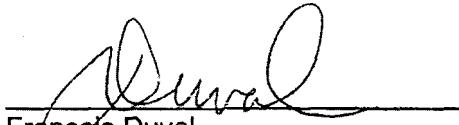
  
Date

**LA VILLE DE L'ASSOMPTION :**

  
Louise Francoeur  
Mairesse

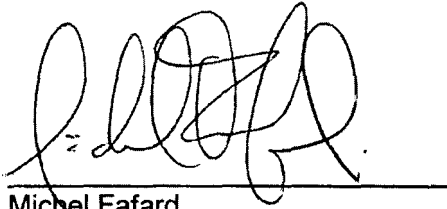
24/NOV 2011  
Date

**LE CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE :**

  
\_\_\_\_\_  
François Duval  
Président

28 novembre 2011  
Date

**LE CARREFOUR INDUSTRIEL ET EXPÉRIMENTAL DE LANAUDIÈRE :**




Michel Fafard  
Président

24 nov. 2011.

Date



**LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LANAUDIÈRE :**

  
Michelle Courchesne  
Ministre

29 octobre 2011  
Date

**Entente spécifique en matière d'immigration dans la  
région des Laurentides pour l'année 2011-2012**

---

**Entente spécifique en matière d'immigration dans la région des Laurentides pour  
l'année 2011-2012**

---

**ENTRE**

**LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES,**  
madame Kathleen Weil, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelée la « **MICC** »

**ET**

**LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE  
L'OCCUPATION DU TERRITOIRE,** monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du  
gouvernement du Québec,

ci-après appelé le « **MAMROT** »

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DES LAURENTIDES,** personne morale  
instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de  
l'Occupation du territoire, (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 161, rue de la Gare,  
bureau 205, Saint-Jérôme (Québec) J7Z 2B9, représentée par le président, monsieur  
Marc Gascon, dûment autorisé en vertu de la résolution CA-0612-15-187 du conseil  
d'administration du 7 décembre 2006 dont copie est jointe à la présente,

ci-après appelée la « **CRÉ** »

ci-après désignées « **les PARTIES** »

Et intervenant à la présente entente :

**LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DES LAURENTIDES,**  
madame Michelle Courchesne, pour et au nom du gouvernement du Québec,

**Entente spécifique en matière d'immigration dans la  
région des Laurentides pour l'année 2011-2012**

**PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la négociation et la conclusion d'ententes spécifiques entre la **CRÉ** et les ministères sectoriels permettent la mise en œuvre de priorités de développement régional;

**ATTENDU QUE** le **MAMROT**, en tant que responsable de l'organisation municipale et du développement régional, a la charge de conseiller le gouvernement et d'assurer la coordination interministérielle dans ces domaines;

**ATTENDU QUE** le **MAMROT** a pour rôle de favoriser l'élaboration et la conclusion d'ententes, notamment entre les conférences régionales des élus et les ministères et organismes du gouvernement;

**ATTENDU QU'**une Entente spécifique sur l'immigration dans la région des Laurentides pour les années 2008-2011 a déjà été conclue;

**ATTENDU QUE** cette entente devait débuter en avril 2008 mais qu'elle n'a pris effet que le 19 novembre 2008, soit à la date des signatures des parties;

**ATTENDU QUE** les sommes prévues pour l'année 2008 n'ont pas été versées par toutes les parties mais qu'elles ont été réservées conformément à la loi pour les mêmes fins;

**ATTENDU QUE** certaines parties désirent continuer la même forme de partenariat et de fonctionnement que celle prévue à l'entente spécifique antérieure, à l'exception de leur participation financière et de quelques modifications à certaines conditions;

**ATTENDU QUE** le Forum jeunesse et Emploi-Québec ont décidé de se retirer de ce partenariat;

**ATTENDU QU'**il y a lieu de conclure une nouvelle entente pour l'année 2011-2012;

**ATTENDU QUE** cette entente ne génère pas d'engagements financiers autres que ceux déjà prévus à l'entente antérieure;

**EN CONSÉQUENCE**, les parties conviennent de ce qui suit :

**1. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de contribuer pour l'année 2011-2012 au développement économique régional de la région des Laurentides par l'apport de l'immigration et de favoriser l'accueil et l'intégration économique, sociale, linguistique et culturelle des personnes immigrantes, par la mise en commun des ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées.

Pour les fins de la présente entente, les conditions mentionnées à l'entente conclue le 19 novembre 2008 pour les années financières 2008-2011, appelée aux fins des présentes « l'entente originale », s'appliquent avec les adaptations nécessaires, notamment quant aux contributions financières 2011-2012 et sa prise d'effet ainsi que du retrait du Forum jeunesse qui ne participe pas à la présente entente.

« L'entente originale » est annexée à la présente entente et en fait partie intégrante.

Les parties acceptent que les sommes qui n'ont pas été versées en 2008 dans l'entente originale mais qui ont été réservées conformément à la loi soient reportées pour les fins de la présente entente.

**2. ENGAGEMENTS DU MICC**

Le MICC s'engage à verser à la CRÉ un montant de 100 000 \$ pour l'année financière 2011-2012 selon les modalités suivantes :

**Entente spécifique en matière d'immigration dans la  
région des Laurentides pour l'année 2011-2012**

- un premier versement de 75 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant le dépôt et l'acceptation par le **MICC** de la mise à jour du plan d'action et du rapport annuel de l'année 2009-2010 prévus aux clauses 3.3.4 et 3.3.7 de l'entente originale;
- un deuxième versement de 15 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant le dépôt de l'état de situation à la mi-année prévu à la clause 3.3.6 de l'entente originale;
- un troisième et dernier versement de 10 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant l'acceptation par le **MICC** du rapport final prévu à la clause 3.3.8 de l'entente originale.

**3. ENGAGEMENTS DE LA CRÉ**

La CRÉ s'engage à réserver un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012 pour les fins de la présente entente.

**4. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

Parties	2011-2012	Total
<b>MICC</b>	100 000 \$	100 000 \$
<b>CRÉ</b>	100 000 \$	100 000 \$
<b>Total</b>	<b>200 000 \$</b>	<b>200 000 \$</b>

**5. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur à la date d'apposition de la dernière signature, elle prend effet le 1<sup>er</sup> avril 2011 et prend fin le 31 mars 2012.

**6. ANNEXE**

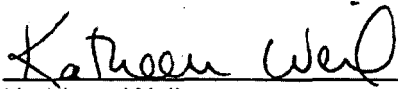
Entente spécifique sur l'immigration dans la région des Laurentides 2008-2011

**7. SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente.

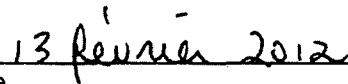
**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** ont signé :

Entente spécifique en matière d'immigration dans la  
région des Laurentides pour l'année 2011-2012

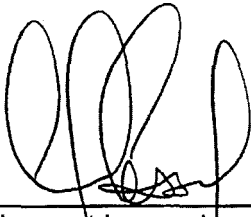


Kathleen Weil

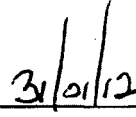
Ministre de l'Immigration et des Communautés  
culturelles

  
Date

Entente spécifique en matière d'immigration dans la  
région des Laurentides pour l'année 2011-2012



Laurent Lessard  
Ministre des Affaires municipales, des Régions et  
de l'Occupation du territoire



Date

Entente spécifique en matière d'immigration dans la  
région des Laurentides pour l'année 2011-2012



Marc Gascon  
Président  
Conférence régionale des élus des Laurentides



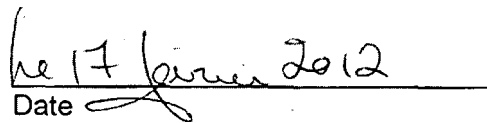
Date

Entente spécifique en matière d'immigration dans la  
région des Laurentides pour l'année 2011-2012



Michelle Courchesne

Ministre responsable de la région des Laurentides



Date



**ENTENTE SPÉCIFIQUE EN IMMIGRATION  
POUR L'ATTRACTION, L'ACCUEIL, L'INTÉGRATION  
ET L'ÉTABLISSEMENT DURABLE  
SUR LE TERRITOIRE DE LA CRÉ MONTÉRÉGIE EST  
2010-2012**

ENTRE

**LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**,  
madame Kathleen Weil, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée la « **MICC** »

ET

**LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE  
L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du  
gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MAMROT** »

ET

**LA MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**, madame Julie  
Boulet, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée « **EMPLOI-QUÉBEC** »

ET

**LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT**, madame Line  
Beauchamp, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée la « **MELS** »

ET

**L'AGENCE DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE**,  
représentée aux fins des présentes par le président-directeur général, monsieur Yvan  
Gendron, dûment autorisé tel qu'il le déclare,

ci-après désignée l'« **ASSS** »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA MONTÉRÉGIE EST**,  
personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des  
Régions et de l'Occupation du territoire (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège social au  
255, boulevard Laurier, bureau 200, à McMasterville (Québec) J3G 0B7, représentée  
par le président, monsieur Arthur Fauteux, dûment autorisé en vertu d'une résolution  
du conseil d'administration (n° R-CA.10/11-077) en date du 19 novembre 2010 et  
dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »

ET

**LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ D'ACTON**, personne morale de droit  
public, située au 1037, rue Beaugrand à Acton Vale (Québec) J0H 1A0, représentée  
aux fins des présentes par monsieur Jean-Marie Laplante, préfet, dûment autorisé en  
vertu d'une résolution du conseil de la MRC (n° 2009-83) en date du 17 avril 2009 et  
dont copie est jointe à la présente,

ET

**LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE BROME-MISSISQUOI**, personne  
morale de droit public, située au 749, rue Principale à Cowansville (Québec) J2K 1J8,  
représentée aux fins des présentes par monsieur Arthur Fauteux, préfet, dûment  
autorisé en vertu d'une résolution du conseil de la MRC (n° 228-0509) en date du  
19 mai 2009 et dont copie est jointe à la présente,

ET

**LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA HAUTE-YAMASKA**, personne morale de droit public, située au 142, rue Dufferin, bureau 100, à Granby (Québec) J2G 4X1, représentée aux fins des présentes par monsieur Pascal Russell, préfet, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil de la MRC (n° 2009-11-377) en date du 25 novembre 2009 et dont copie est jointe à la présente,

ET

**LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DU HAUT-RICHELIEU**, personne morale de droit public, située au 380, 4<sup>e</sup> Avenue à Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J2X 1W9, représentée aux fins des présentes par monsieur Gilles Dolbec, préfet, dûment autorisé en vertu d'une résolution du comité administratif de la MRC (n° 12259-10) en date du 13 octobre 2010 et dont copie est jointe à la présente,

ET

**LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MARGUERITE-D'YOUVILLE**, personne morale de droit public, située au 609, route Marie-Victorin à Verchères (Québec) J0L 2R0, représentée aux fins des présentes par madame Suzanne Roy, préfète, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil de la MRC (n° 2010-03-064) en date du 11 mars 2010 et dont copie est jointe à la présente,

ET

**LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DES MASKOUTAINS**, personne morale de droit public, située au 805, avenue du Palais à Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5C6, représentée aux fins des présentes par madame Francine Morin, préfète, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil de la MRC (n° 10-10-308) en date du 13 octobre 2010 et dont copie est jointe à la présente,

ET

**LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE PIERRE-DE SAUREL**, personne morale de droit public, située au 50, rue du Fort à Sorel-Tracy (Québec) J3P 7X7, représentée aux fins des présentes par monsieur Gilles Salvas, préfet, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil de la MRC (n° 2009-12-311) en date du 21 décembre 2009 et dont copie est jointe à la présente,

ET

**LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE ROUVILLE**, personne morale de droit public, située au 500, rue Desjardins, bureau 100, à Marieville (Québec) J3M 1E1, représentée aux fins des présentes par monsieur Michel Picotte, préfet, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil de la MRC (n° 09-05-7693) en date du 15 avril 2009 et dont copie est jointe à la présente,

ET

**LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU**, personne morale de droit public, située au 255, boulevard Laurier, bureau 100, à McMasterville (Québec) J3G 0B7, représentée aux fins des présentes par monsieur Gilles Plante, préfet, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil de la MRC (n° 09-05-136) en date du 7 mai 2009 et dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignées conjointement les « **MRC** »

ci-après désignés les « **PARTIES** ».

Et **INTERVENANTS** à la présente entente :

**LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE LA MONTÉRÉGIE**, institué par la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail (L.R.Q., c. M-15.001), ayant son siège social au 600, boulevard Casavant Est à Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 7T2, représenté par le président, monsieur Jean-Claude Lecompte, dûment autorisé en vertu d'une résolution (n° 09-CR-401) en date du 10 décembre 2009 et dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « **CRPMT** »

ET

**LE FORUM JEUNESSE MONTERÉGIE EST**, ayant son siège social au 255, boulevard Laurier, bureau 202, à McMasterville (Québec) J3G 0B7, représenté par la présidente, madame Catherine Plante, dûment autorisée tel que le prévoit les règlements généraux du FJME, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « **FJME** »

ET

**LES ORGANISMES MEMBRES DE LA TABLE D'ÉDUCATION INTERORDRES DE LA MONTERÉGIE**, soit les commissions scolaires des Grandes-Seigneuries, des Hautes-Rivières, de Marie-Victorin, de New Frontiers, des Patriotes, de Riverside, de Saint-Hyacinthe, de Sorel-Tracy, des Trois-Lacs, du Val-des-Cerfs, de la Vallée-des-Tisserands; les collèges Champlain, Édouard-Montpetit, Granby-Haute-Yamaska, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean-sur-Richelieu, Sorel-Tracy, Valleyfield; l'Institut de technologie agricole; la Direction régionale de la Montérégie d'Emploi-Québec; la Direction régionale de la Montérégie du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation; l'Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie et les conférences régionales des élus de Longueuil, de la Montérégie Est et de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, ici représentés aux fins des présentes par madame Fabienne Desroches, présidente de la **TABLE INTERORDRES** et dûment autorisée lors de la réunion du 12 juin 2009 dont copie de l'extrait du compte-rendu est jointe à la présente entente,

ci-après désignés les « **MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES** »

ET

**LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA MONTERÉGIE**, madame Nicole Ménard, pour et au nom du gouvernement du Québec.

L'ensemble des **PARTIES** et des **INTERVENANTS** étant désignés ci-après les « **SIGNATAIRES** ».

## **MISE EN CONTEXTE**

La population du territoire de la CRÉ Montérégie Est la place actuellement au 3<sup>e</sup> rang au Québec avec une population de 610 000 individus, soit 8 % de la population du Québec dont près de 4 % sont issus de l'immigration.

Les perspectives démographiques de l'Institut de la statistique du Québec<sup>1</sup> laissent entrevoir une baisse significative de la population appartenant aux groupes d'âge des 0-14 ans, 15-24 ans et 25-44 ans d'ici 2026, soit une baisse démographique respective de 15,7 %, de 20,1 % et de 11,4 %. À l'inverse, on prévoit une hausse marquée du groupe d'âge des 65 ans et plus, soit une augmentation de 116,3 %. Ces données statistiques sont davantage accentuées en Montérégie Est comparativement à celles de l'ensemble de la Montérégie et celles de la province du Québec.

Par ailleurs, l'économie de la Montérégie Est, très diversifiée, compte plus de 40 000 entreprises. Selon les estimations d'Emploi-Québec, entre 2009 et 2013, l'emploi en Montérégie connaîtra un taux de croissance annuel moyen de 0,7 %, ce qui représente à terme une augmentation de 18 500 emplois dans les divers secteurs d'activités. En 2013, nous devrions compter environ 745 000 emplois. Parmi les secteurs d'activités particulièrement importants en termes d'emplois sur le territoire de la CRÉ Montérégie Est pour lesquels le taux de croissance est positif, mentionnons les secteurs de la fabrication d'aliments, fabrication de produits métalliques, matériel de transport et celui des soins de santé et assistance sociale pour n'en nommer que quelques-uns.

Au total, entre 2009 et 2013, 119 000 emplois seront à pourvoir en Montérégie dont 77 % sont en grande partie attribuables au remplacement de la main-d'œuvre.

<sup>1</sup> Institut de la statistique du Québec, *Population des MRC, scénario A de référence, perspectives démographiques, Québec, 2026, édition 2003.*

Ces constats poussent à agir dès aujourd'hui et ils incitent à mettre en pratique des objectifs communs et concertés par le biais de cette entente spécifique en immigration. Cette entente, laquelle est davantage en termes de relance économique compte tenu du contexte actuel, vise la mise en place des assises pour l'attraction, l'accueil et l'établissement durable des personnes immigrantes et de celles issues des communautés culturelles.

## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** la **MICC** est responsable de la mise en œuvre du Plan stratégique 2008-2012 qui encadre les mesures gouvernementales, annoncées en 2008, pour renforcer l'action du Québec en matière de francisation et d'intégration en emploi des personnes immigrantes ainsi que du Plan d'action gouvernemental pour favoriser la participation de toutes et tous à l'essor du Québec 2008-2013 intitulé : *La diversité : une valeur ajoutée*;

**ATTENDU QUE** la **MICC** met en place de nouvelles mesures pour accompagner davantage les personnes nouvellement arrivées dans leur intégration en emploi, pour multiplier les occasions de rencontres entre les personnes issues de l'immigration et des communautés culturelles et les employeurs, pour former ces derniers en gestion de la diversité, pour promouvoir la régionalisation et qu'elle compte, pour l'aider à atteindre ses objectifs, soutenir financièrement les conférences régionales des élus et les municipalités;

**ATTENDU QUE** le **MAMROT**, en tant que responsable de l'organisation municipale et du développement régional en lien avec les municipalités régionales de comté (**MRC**), a la charge de conseiller le gouvernement et d'assurer la coordination interministérielle dans ces domaines;

**ATTENDU QUE** le **MAMROT** a la responsabilité de la Politique nationale de la ruralité;

**ATTENDU QU'Emploi-Québec** contribue, de concert avec les partenaires du marché du travail, à développer l'emploi et la main-d'œuvre, ainsi qu'à lutter contre le chômage, la pauvreté et l'exclusion sociale dans une perspective de développement économique et social;

**ATTENDU QU'Emploi-Québec** est lié par l'entente interministérielle, conclue à l'été 2008 entre le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, qui permet de conjuguer leurs efforts afin, d'une part, d'optimiser leurs interventions respectives en matière d'intégration en emploi des personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles et, d'autre part, d'harmoniser leurs activités de façon à assurer un continuum étroit entre les services, les mesures et les programmes des deux ministères;

**ATTENDU QUE** le **CRPMT** de la Montérégie a notamment pour fonction d'identifier des dossiers susceptibles de faire l'objet, par **Emploi-Québec**, d'ententes spécifiques régionales en matière de main-d'œuvre et d'emploi avec la conférence régionale des élus visée à l'article 21.5 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et de promouvoir auprès de celle-ci la prise en compte des stratégies et des objectifs en matière de main-d'œuvre et d'emploi;

**ATTENDU QUE** le **CRPMT** s'est vu confier la mise en œuvre du Pacte pour l'emploi (2008-2011) qui vise, entre autres, à renforcer l'aide apportée aux personnes immigrantes et de celles issues des communautés culturelles pour favoriser leur participation au marché du travail;

**ATTENDU QUE** la **MELS** est associée à la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental du **MICC** et qu'elle s'est dotée d'une Politique d'intégration scolaire et d'éducation interculturelle ainsi que d'un plan d'action s'y rattachant;

**ATTENDU QUE** selon l'**ASSS**, il y a des facteurs qui influent sur l'accessibilité des soins de santé des personnes immigrantes et de celles issues des communautés culturelles et leur famille tels que le manque d'information concernant les programmes, la langue et la capacité de s'exprimer;

**ATTENDU QUE** l'ASSS de la Montérégie souhaite collaborer dans le cadre de la présente entente pour le mieux-être des personnes immigrantes et de celles issues des communautés culturelles sur son territoire et qu'elle a constitué un comité-conseil qui a pour rôle d'informer le président-directeur général sur les moyens pertinents pour favoriser l'accessibilité aux services de santé et aux services sociaux;

**ATTENDU QUE** l'une des stratégies du Plan quinquennal de développement durable 2006-2011 de la CRÉ consiste à promouvoir la venue et l'accueil d'un plus grand nombre de personnes issues de l'immigration sur son territoire et de favoriser la reconnaissance et le respect des acquis académiques et professionnels de celles-ci;

**ATTENDU QUE** la CRÉ, dans le cadre de la présente entente, compte mettre à contribution son Fonds de développement régional ainsi que des montants consentis au sein de différentes ententes régionales ou spécifiques poursuivant les mêmes objectifs, en accord avec les partenaires concernés, afin de mettre en commun des ressources financières et humaines dans le but d'harmoniser les interventions et de maximiser les impacts attendus;

**ATTENDU QUE** le FJME a pour mission de favoriser l'intégration sociale et professionnelle de tous les jeunes de la Montérégie Est où 77 % des nouvelles personnes immigrantes en Montérégie Est étaient âgées de moins de 35 ans entre les années 2002 et 2007;

**ATTENDU QUE** les **MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES** ont identifié comme un enjeu et une priorité le développement du potentiel d'attraction et d'intégration du réseau d'éducation auprès de la clientèle immigrante et comme un défi à relever, l'intégration des immigrantes et des immigrants en emploi et l'accélération du processus de reconnaissance des acquis et des compétences;

**ATTENDU QUE** les commissions scolaires en Montérégie Est connaissent une hausse des élèves nés à l'étranger, dans les écoles primaires et secondaires, leur part passant de 3,6 % en 2004-2005 à 4,3 % en 2007-2008;

**ATTENDU QUE** la première entente spécifique en immigration 2006-2009 a permis la concrétisation de plusieurs actions et réalisations en matière d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles. Elle a généré des retombées de près de 1,2 million de dollars, la mise en place de quatre Tables de partenaires ainsi que quatre centres de services spécialisés aux personnes immigrantes situés respectivement dans les MRC de La Haute-Yamaska, du Haut-Richelieu, de Pierre-De Saurel et des Maskoutains;

**ATTENDU QUE** les personnes ayant participé au *Forum des générations* ont convenu d'accélérer la signature d'ententes de régionalisation en matière d'immigration;

**ATTENDU QUE** la MICC, le MAMROT, Emploi-Québec, la MELS, l'ASSS, la CRÉ, les MRC, le CRPMT, le FJME, les **MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES** et la **MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA MONTÉRÉGIE** désirent intensifier leur partenariat en vue de favoriser l'attraction, l'accueil, l'intégration socioéconomique et l'établissement durable des personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles sur le territoire de la CRÉ de la Montérégie Est.

**EN CONSÉQUENCE, LES SIGNATAIRES RECONNAISSENT L'IMPORTANCE DE CONCLURE UNE ENTENTE ET CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **1. OBJET DE LA PRÉSENTE ENTENTE**

La présente entente a pour objet de favoriser la concertation des **SIGNATAIRES** autour d'activités ou de projets visant l'attraction, l'accueil, l'établissement durable, l'intégration globale des personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles ainsi que le rapprochement interculturel avec la société d'accueil. La présente entente vise également à positionner la Montérégie Est sur l'échiquier mondial pour l'attraction de nouvelles personnes immigrantes et des communautés culturelles, des étudiantes et des étudiants étrangers, des gens d'affaires et des *immigrants investisseurs* pour favoriser l'investissement, la main-d'œuvre et la croissance démographique. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **SIGNATAIRES** dans le respect des mesures, des programmes et des normes de gestion qui leur sont applicables.

## 2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

- 2.1 Les **SIGNATAIRES** s'entendent pour favoriser l'arrimage des services offerts sur le territoire de la **CRÉ** et pour soutenir des projets en vue de réaliser les objectifs spécifiques suivants :
- 2.2 À l'échelle du territoire de la **CRÉ**
- 2.2.1 Combler les besoins de main-d'œuvre et contribuer au développement économique du territoire de la **CRÉ** par l'intégration en emploi d'une main-d'œuvre qualifiée issue de l'immigration et des communautés culturelles et répondant aux besoins des entreprises;
  - 2.2.2 Encourager les femmes issues de l'immigration et des communautés culturelles à participer au fonctionnement des organismes du milieu, notamment au niveau des instances décisionnelles;
  - 2.2.3 Encourager les jeunes issus de l'immigration et des communautés culturelles à participer aux activités sociales, publiques et communautaires du territoire, notamment en suscitant des projets en lien avec le rapprochement interculturel;
  - 2.2.4 Faciliter, aux personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles, l'accès aux soins de santé compte tenu de la barrière linguistique et de la méconnaissance des services;
  - 2.2.5 Promouvoir l'immigration comme stratégie de développement socioéconomique et démographique régional et le territoire de la **CRÉ** comme pôle d'attraction, notamment par la mise en ligne du site Internet « Immigration régionale » [www.immigrationmonteregie-est.org](http://www.immigrationmonteregie-est.org);
  - 2.2.6 Promouvoir l'entente spécifique en immigration au sein des créneaux d'excellence ACCORD Montérégie afin de générer des projets en matière d'intégration et d'établissement durable de la main-d'œuvre issue de l'immigration;
  - 2.2.7 Soutenir les mesures ciblant la reconnaissance des acquis et des compétences et l'offre de formation manquante afin de mieux répondre aux besoins de la clientèle immigrante visée par une démarche d'intégration à l'emploi;
  - 2.2.8 Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles dans les établissements scolaires de la Montérégie Est;
  - 2.2.9 Faire connaître davantage aux personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles les services offerts sur le territoire en matière d'intégration socioéconomique et professionnelle;
  - 2.2.10 Faciliter l'accès à des services d'interprétariat en Montérégie Est;
  - 2.2.11 Établir des collaborations avec certains organismes de la Montérégie Est pour l'accès à des technologies afin de faciliter des entrevues entre les dirigeantes et les dirigeants du Québec et les personnes immigrantes à l'étranger;
  - 2.2.12 Offrir des formations aux ressources œuvrant au sein des organismes dédiés en immigration et celles au sein des organismes locaux de chacune des **MRC** et participer à des événements, à des congrès et à des colloques en lien avec l'immigration et la gestion de la diversité;
  - 2.2.13 Accompagner et soutenir l'ensemble des **MRC** de la Montérégie Est pour l'attraction, l'accueil et l'établissement durable des personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles;
  - 2.2.14 Assurer la concertation régionale par l'embauche d'une agente ou d'un agent de liaison en immigration.

## 2.3 À l'échelle internationale

- 2.3.1 Cibler et établir des ententes de collaboration ou de coopération avec des organismes présents ou œuvrant à l'étranger, y compris les États-Unis, pour l'attraction et l'établissement de nouvelles personnes immigrantes en Montérégie Est;
- 2.3.2 Produire des outils promotionnels pour le recrutement des personnes immigrantes à l'international en tenant compte des caractéristiques de chacune des **MRC** en Montérégie Est;
- 2.3.3 Réaliser des activités de promotion auprès des communautés étudiantes étrangères et des travailleuses et des travailleurs temporaires présents sur le territoire de la Montérégie Est pour accéder au statut de résidence permanente.

## 3. RÉSULTATS ATTENDUS

Au terme de la présente entente, les **SIGNATAIRES** s'entendent pour contribuer à l'atteinte des résultats suivants :

- 3.1 Augmenter la proportion des personnes nées à l'étranger s'établissant sur le territoire de la Montérégie Est, en faisant passer leur nombre de 700 à 1 100 personnes par année;
- 3.2 Sensibiliser 350 dirigeantes ou dirigeants à l'embauche des personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles;
- 3.3 Rejoindre 700 jeunes, dont 350 âgés de plus de 18 ans et 350 âgés de moins de 18 ans, afin qu'ils ou qu'elles réalisent ou participent à des activités en lien avec les relations interculturelles, l'immigration et l'intégration;
- 3.4 Soutenir, au cours de la deuxième année de la présente entente, les **MRC** désirant réaliser des visites de prospection de groupe pour la main-d'œuvre immigrante disponible en emploi à l'intérieur même de leur **MRC**, incluant les salons de l'emploi;
- 3.5 Offrir un service à 350 femmes immigrantes par le biais des organisations existantes œuvrant auprès des femmes et des familles;
- 3.6 Établir, par année, 370 personnes issues de l'immigration plus particulièrement celles de la catégorie des *travailleurs qualifiés* en Montérégie Est;
- 3.7 Réaliser trois ententes de collaboration ou de coopération avec des institutions et des organismes présents ou œuvrant à l'étranger en vue de promouvoir le territoire de la Montérégie Est pour le recrutement des personnes et des familles immigrantes;
- 3.8 Mener, au cours de la présente entente, des activités de promotion auprès de 170 personnes des communautés étudiantes étrangères et de la catégorie des *travailleurs temporaires* présents sur le territoire en Montérégie Est pour accéder au statut de résidence permanente.

## 4. ENGAGEMENTS CONJOINTS DES SIGNATAIRES

**LES SIGNATAIRES** s'engagent à :

- 4.1 Mettre en place le comité de gestion de la présente entente composé respectivement d'une personne représentant la **MICC**, le **MAMROT**, **Emploi-Québec**, la **MELS**, l'**ASSS**, la **CRÉ**, chacune des **MRC**, le **FJME** et les **MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES**;
- 4.2 Confier au comité de gestion les mandats suivants :
  - 4.2.1 Faire le suivi du plan d'action régional et superviser la mise en œuvre de la présente entente afin de réaliser les objectifs;

- 4.2.2 Élaborer, dans un délai de 60 jours après la signature de la présente entente, un plan de travail pour la durée de l'entente, lequel doit être révisé annuellement, ainsi qu'un cadre d'évaluation de l'entente comprenant des indicateurs qualitatifs et quantitatifs de mesure de l'atteinte des objectifs, mis à jour annuellement;
- 4.2.3 Assurer le suivi financier et administratif de la présente entente;
- 4.2.4 Établir un cadre normatif tenant compte de la Politique régionale en égalité de la **CRÉ** pour les dépôts de projets;
- 4.2.5 Assurer que la réalisation des projets découlant de la présente entente intègre l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et soit conforme notamment :
  - 4.2.5.1 Au Plan stratégique 2008-2012 de la **MICC**;
  - 4.2.5.2 Au Plan quinquennal 2006-2011 de développement durable de la **CRÉ** et de son plan d'action « volet immigration ».
- 4.2.6 Mobiliser les **SIGNATAIRES** et les autres partenaires autour du plan d'action et des objectifs identifiés pour le territoire de la **CRÉ**;
- 4.2.7 Favoriser une meilleure articulation et adaptation des actions des divers partenaires qui contribuent à l'attraction, à l'établissement et l'intégration de personnes immigrantes et issues des communautés culturelles sur le territoire de la **CRÉ**, et effectuer des recommandations à cet effet;
- 4.2.8 Participer à l'identification de projets variés et complémentaires et susciter le dépôt de projets susceptibles de contribuer aux objectifs et au plan de travail annuel;
- 4.2.9 Analyser la pertinence des projets déposés et, le cas échéant, recommander à la **CRÉ** et aux partenaires concernés d'affecter les sommes nécessaires au financement des projets et actions convenues, en respectant les cadres normatifs liés aux enveloppes consenties par les **SIGNATAIRES** notamment en ce qui concerne le programme régional d'intégration (PRI), le Fonds de développement régional (FDR) et le Fonds de développement du marché du travail (FDMT);
- 4.2.10 Acheminer tous les projets déposés dans le cadre de la présente entente au conseil d'administration de la **CRÉ** pour recommandation ou non des projets ainsi que les rapports mi-étapes et annuels;
- 4.2.11 Déposer aux **SIGNATAIRES** un état de situation à la mi-année de chaque année de la présente entente, lequel portera sur l'avancement des travaux du comité de gestion, les projets issus de la présente entente et l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de celle-ci;
- 4.2.12 Déposer aux **SIGNATAIRES**, en fin d'année financière, un rapport annuel pour la première année de la présente entente, portant sur la réalisation des activités prévues au plan de travail annuel et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
- 4.2.13 Déposer aux **SIGNATAIRES** un rapport final, trois mois suivant la date de fin de la présente entente, portant sur les réalisations et les objectifs de la présente entente et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de celle-ci;
- 4.2.14 Recommander l'embauche d'une agente ou d'un agent de liaison en immigration, déterminer ses fonctions et ses mandats et en faire le suivi;
- 4.2.15 S'assurer du respect des modalités et obligations telles que définies à la présente entente;



- 4.2.16 S'adjoindre, au besoin, d'autres partenaires interpellés pour la mise en œuvre et la réalisation de certaines des actions prévues au plan de travail annuel;
- 4.2.17 Constituer, au besoin, des sous-comités de travail pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente.

## **5. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES SIGNATAIRES**

### **5.1 ENGAGEMENTS DE LA MICC**

La **MICC** s'engage à :

- 5.1.1 Désigner une personne pour la représenter au comité de gestion prévu à la clause 4.1 de la présente entente;
- 5.1.2 Mettre à la disposition de la **CRÉ** une enveloppe maximale de deux cent vingt mille dollars (220 000 \$) sur deux ans, soit une enveloppe annuelle maximale de cent dix mille dollars (110 000 \$) conformément au plan de financement présenté à l'annexe B et en respectant les cadres normatifs tels qu'ils apparaissent en annexe A;
- 5.1.3 Verser à la **CRÉ** la contribution financière annuelle selon les modalités suivantes :

#### ***Pour la première année de l'entente :***

- 5.1.4 Un premier versement de 50 % de la contribution annuelle, soit un montant maximal de cinquante-cinq mille dollars (55 000 \$) dans les trente jours suivant la signature de la présente entente;
- 5.1.5 Un deuxième versement de 50 % de la contribution annuelle, soit un montant maximal de cinquante-cinq mille dollars (55 000 \$) dans les trente jours suivant l'acceptation par la **MICC** de l'état de situation à la mi-année prévu à la clause 4.2.11 de la présente entente;

#### ***Pour la deuxième année de l'entente :***

- 5.1.6 Un premier versement de 50 % de la contribution annuelle, soit un montant maximal de cinquante-cinq mille dollars (55 000 \$) dans les trente jours de l'acceptation par la **MICC** du rapport annuel de la première année et de la mise à jour du plan de travail prévus aux clauses 4.2.12 et 4.2.2 de la présente entente;
- 5.1.7 Un deuxième versement de 40 % de la contribution annuelle, soit un montant maximal de quarante-quatre mille dollars (44 000 \$) dans les trente jours suivant l'acceptation par la **MICC** de l'état de situation à la mi-année prévu à la clause 4.2.11 de la présente entente;
- 5.1.8 Un troisième versement de 10 % de la contribution annuelle, soit un montant maximal de onze mille dollars (11 000 \$) dans les trente jours suivant l'acceptation par la **MICC** du rapport final prévu à la clause 4.2.13 de la présente entente.

### **5.2 ENGAGEMENTS DU MAMROT**

Le **MAMROT** s'engage à :

- 5.2.1 Assurer la promotion de la présente entente et sa diffusion au sein de la Conférence administrative régionale (CAR) et assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- 5.2.2 Désigner une personne pour le représenter au comité de gestion prévu à la clause 4.1 de la présente entente;

- 5.2.3 Offrir un soutien aux municipalités régionales de comté (**MRC**) qui désirent présenter des projets spécifiques en immigration par l'intermédiaire des pactes ruraux issus de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014 et de façon plus générale, sensibiliser les **MRC** à la mise en œuvre des objectifs de la présente entente.

### 5.3 ENGAGEMENTS D'EMPLOI-QUÉBEC

**Considérant que** sur le territoire de la **CRÉ**, les personnes immigrantes représentaient, en 2007-2008, 3,9 % des personnes en âge de travailler (15 à 64 ans), qu'elles constituaient environ 5,3 % des nouvelles clientèles aux mesures d'Emploi-Québec et que 6,6 % des nouveaux engagements étaient consacrés pour intervenir auprès des personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles.

**Emploi-Québec** s'engage à :

- 5.3.1 Sous réserve de ses disponibilités budgétaires, maintenir et améliorer les services qu'elle offre actuellement aux personnes immigrantes en matière d'emploi, via ses centres locaux d'emploi, comme pour l'ensemble des autres clientèles desservies;
- 5.3.2 Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité dans le *Fonds de développement du marché du travail* ainsi que dans le respect de ses politiques, mesures, programmes, services et normes de gestion **Emploi-Québec** s'engage à participer aux projets qui seront soumis dans le cadre de la présente entente, dans la mesure où ceux-ci constitueront des ajouts pertinents à son offre de service existante. **Emploi-Québec** s'engage à y consacrer pour chaque année de la durée de la présente entente une somme de vingt-cinq mille dollars (25 000 \$), conformément au plan de financement présenté à l'annexe B. Les déboursés seront faits directement auprès des organismes promoteurs de projets qui auront été retenus et le montant de ces déboursés correspondra à la décision qu'aura prise **Emploi-Québec** à cet égard;
- 5.3.3 Advenant que les montants prévus par **Emploi-Québec** pour la réalisation de la présente entente ne soient pas investis en totalité chaque année, la partie non engagée ne pourra être reportée l'année suivante;
- 5.3.4 Fournir aux partenaires de la présente entente de l'information différenciée selon le sexe sur le marché du travail nécessaire à sa mise en œuvre et à participer aux travaux du comité de suivi de la présente entente;
- 5.3.5 Désigner une personne pour le représenter au comité de gestion prévu à la clause 4.1 de la présente entente.

### 5.4 ENGAGEMENTS DU CRPMT

Le **CRPMT** s'engage à :

- 5.4.1 Appuyer **Emploi-Québec** dans sa participation à la mise en œuvre de la présente entente;
- 5.4.2 Considérer la situation particulière des personnes immigrantes et de celles issues des communautés culturelles dans le développement des stratégies et des objectifs mis en œuvre par **Emploi-Québec** pour contribuer à un meilleur équilibre entre la demande et l'offre de main-d'œuvre en Montérégie Est.

### 5.5 ENGAGEMENTS DE LA MELS

La **MELS** s'engage à :

- 5.5.1 Collaborer à la mise en œuvre et au suivi de la présente entente;

- 5.5.2 Collaborer aux travaux de la **TABLE INTERORDRES** en accordant une attention particulière à la clientèle immigrante et à celle issue des communautés culturelles en ce qui concerne l'accueil, l'intégration et les qualifications de cette clientèle en lien avec les besoins prioritaires du marché du travail;
- 5.5.3 Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre, par les commissions scolaires présentes sur le territoire de la Montérégie Est, de politiques d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes favorisant leur réussite scolaire;
- 5.5.4 Désigner une personne pour la représenter au comité de gestion prévu à la clause 4.1 de la présente entente.

## 5.6 ENGAGEMENTS DES MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES

Les **MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES** s'engagent à :

- 5.6.1 Accorder une attention particulière à la clientèle immigrante et à celle issue des communautés culturelles dans le cadre de ses travaux, notamment en développant des projets de reconnaissance des acquis répondant aux besoins de ces clientèles;
- 5.6.2 Poursuivre l'engagement de mettre en œuvre des stratégies concertées visant à attirer davantage la clientèle immigrante et celle issue des communautés culturelles dans les établissements et à faciliter leur intégration;
- 5.6.3 Participer, s'il y a lieu, au financement des projets qui seront soumis dans le cadre de la présente entente, dans la mesure où ceux-ci contribueront au développement socioéconomique régional et s'inscriront dans les priorités des **MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES**;
- 5.6.4 Désigner une personne pour les représenter au comité de gestion prévu à la clause 4.1 de la présente entente.

## 5.7 ENGAGEMENTS DE L'ASSS

L'**ASSS** s'engage à :

- 5.7.1 Sensibiliser son réseau de santé et de services sociaux à la gestion de la diversité culturelle ainsi qu'à l'impact de cette réalité sur l'offre de service auprès des personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles;
- 5.7.2 Désigner une personne pour la représenter au comité de gestion prévu à la clause 4.1 de la présente entente.

## 5.8 ENGAGEMENTS DE LA CRÉ

La **CRÉ** s'engage à :

- 5.8.1 Contribuer, à raison de cinquante mille dollars (50 000 \$) par année, soit un montant de cent mille dollars (100 000 \$) pour les deux années de la présente entente, conformément au plan de financement présenté à l'annexe B;
- 5.8.2 Coordonner et soutenir le comité de gestion établi dans le cadre de la présente entente, notamment pour la production des rapports prévus aux clauses 4.2.11, 4.2.12 et 4.2.13;
- 5.8.3 Désigner une personne pour la représenter au comité de gestion prévu à la clause 4.1 de la présente entente, tout comme le **FJME** désignera une personne pour le représenter à ce comité;

- 5.8.4 Procéder à l'embauche d'une agente ou d'un agent de liaison en immigration, et ce, à temps plein pour la durée de la présente entente. Cette personne aura comme principal mandat d'accompagner et de soutenir les **MRC** ainsi que les Tables de partenaires en immigration dans leurs projets et de réaliser les objectifs de l'entente;
- 5.8.5 Héberger l'agente ou l'agent en immigration dans ses locaux;
- 5.8.6 Offrir à l'agente ou l'agent en immigration les services en lien avec l'hébergement, l'administration, la communication ainsi que la promotion pour un montant évalué à trois mille dollars (3 000 \$) la première année, et six mille dollars (6 000 \$) la deuxième année de la présente entente, comme indiqué à l'annexe C;
- 5.8.7 Déposer, à la satisfaction des **SIGNATAIRES**, un rapport final portant sur la réalisation de la présente entente et un rapport financier portant sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente, selon les indications fournies par les partenaires;
- 5.8.8 Conserver, aux fins de vérification, les factures ou les comptes accompagnés des pièces justificatives liées aux activités et projets;
- 5.8.9 Tenir les livres et les registres appropriés de toutes les opérations relatives, notamment, aux engagements pris et paiements effectués par la **CRÉ** dans le cadre de la présente entente;
- 5.8.10 Fournir, selon la forme et les modalités exigées, tout document et renseignement que les **SIGNATAIRES** jugent utile dans le cadre de la présente entente;
- 5.8.11 Retourner à la **MICC** et aux autres partenaires visés toutes sommes non utilisées à l'échéance finale prévue dans le cadre de la présente entente;
- 5.8.12 Réserver, au nom du **FJME**, une enveloppe de soixante-quinze mille dollars (75 000 \$), à même le *Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ)*. De ce montant :
- a) Une somme de soixante mille dollars (60 000 \$) sera réservée au cours des deux années de l'entente afin de soutenir des projets découlant des quatre Tables de partenaires en immigration en Montérégie Est favorisant l'insertion sociale et professionnelle des jeunes immigrantes et immigrants et ceux issus des communautés culturelles de 35 ans et moins;
  - b) Les ententes à signer porteront sur les responsabilités et les devoirs respectifs des parties à l'égard de l'utilisation de l'aide financière du **FJME**. Le cas échéant, les déboursés du **FJME** seront faits directement auprès des organismes promoteurs des projets. De plus, les projets des Tables de partenaires devront être approuvés par les membres du **FJME** et du conseil d'administration de la **CRÉ**;
  - c) Une somme de quinze mille dollars (15 000 \$) sera acheminée à la **CRÉ** et réservée au cours des deux années de l'entente afin de pourvoir aux objectifs de la présente entente.

## 5.9 ENGAGEMENTS DE CHACUNE DES MRC

Chacune des **MRC** s'engage à :

- 5.9.1 Contribuer, à raison de mille dollars (1 000 \$) par année, en ressources financières pour la mise en œuvre de la présente entente conformément au plan de financement présenté à l'annexe B;
- 5.9.2 Contribuer à la réalisation des objectifs de la présente entente dans la mesure de ses compétences et de ses champs de responsabilités;
- 5.9.3 Désigner une personne pour la représenter au comité de gestion prévu à la clause 4.1 de la présente entente.

## 6. MODALITÉS PARTICULIÈRES

6.1 Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001);

6.2 La **MICC**, le **FJME** et chacune des **MRC** s'engagent à :

Verser annuellement à la **CRÉ** les sommes identifiées dans le cadre de la présente entente et conformément au plan de financement présenté à l'annexe B.

## 7. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

<b>PARTENAIRES</b>	<b>2010-2011</b>	<b>2011-2012</b>	<b>TOTAL 2 ANS</b>
9 MRC x 1 000 \$ par année	9 000 \$	9 000 \$	18 000 \$
MICC	110 000 \$	110 000 \$	220 000 \$
Emploi-Québec	25 000 \$	25 000 \$	50 000 \$
CRÉ (FJME)	37 500 \$	37 500 \$	75 000 \$
CRÉ - contribution financière	50 000 \$	50 000 \$	100 000 \$
CRÉ - services et hébergement de l'agente ou de l'agent en immigration	3 000 \$	6 000 \$	9 000 \$
<b>TOTAL DE L'ENTENTE</b>	<b>234 500 \$</b>	<b>237 500 \$</b>	<b>472 000 \$</b>

## 8. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire d'application de la présente entente correspond au territoire de la **CRÉ** de la Montérégie Est, lequel est composé de neuf municipalités régionales de comté (**MRC**), soit les **MRC** d'Acton, de Brome-Missisquoi, du Haut-Richelieu, de La Haute-Yamaska, de Marguerite-D'Youville, des Maskoutains, de Pierre-De Saurel, de Rouville et de La Vallée-du-Richelieu.

## 9. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur à la date d'apposition de la dernière signature, mais prend effet le **1<sup>er</sup> avril 2010** et se terminera le **31 mars 2012**. Toutefois, dès que la **MICC** informe les autres **SIGNATAIRES** que les nouvelles normes du Programme régional d'intégration (PRI) sont en vigueur, ceux-ci s'engagent à conclure dans les trois mois qui suivent une nouvelle entente spécifique en matière de régionalisation de l'immigration conforme à ces nouvelles normes. À l'expiration de ce délai, la présente entente prendra fin automatiquement et la contribution financière des **SIGNATAIRES** sera alors établie en proportion du temps écoulé durant l'année budgétaire.

## 10. SUIVI ET ÉVALUATION

Afin d'être en mesure d'analyser si les objectifs visés ont été atteints, un plan de travail sera accompagné d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs précis et mesurables par les membres du comité de gestion conformément à la clause 4.2.2 de la présente entente.

## 11. RÉSILIATION

Si l'un des **SIGNATAIRES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre, par courrier recommandé, un avis de résiliation écrit à toutes les parties énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versé mais non encore dépensé. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les activités et les projets visés par la présente entente.

## 12. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de la présente entente sont sujettes à la vérification par le *Contrôleur des finances* (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## 13. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **SIGNATAIRES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## 14. VISIBILITÉ ET AFFAIRES PUBLIQUES

Les **SIGNATAIRES** de la présente entente conviennent de respecter le protocole de visibilité et d'affaires publiques prévu à l'annexe D.

## 15. CESSION

Les droits et obligations contenus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans le consentement écrit préalable des **SIGNATAIRES**, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## 16. OUVERTURE À D'AUTRES PARTENAIRES

L'implication de nouveaux partenaires désireux de s'associer à la mise en œuvre de la présente entente sera intégrée à celle-ci ou rendue possible par l'ajout d'un avenant annexé à la présente entente sans préjudice à la réalisation des clauses de la présente entente, et ce, avec l'accord de tous les **SIGNATAIRES**.

## 17. ANNEXES

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les **SIGNATAIRES** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaut.

## 18. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Aux fins de la présente entente, les **SIGNATAIRES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou documents exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par la ou le destinataire, si elles leur sont acheminées à l'adresse indiquée ci-après, par courriel, par télécopieur, par courrier ou par courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier ou huissier.

Pour la MICC :	Monsieur Guy Gagnon Directeur régional Immigration-Québec 2, boulevard Desaulniers, 3 <sup>e</sup> étage Saint-Lambert (Québec) J4P 1L2
Pour le MAMROT :	Monsieur Robert Sabourin Directeur régional 201, place Charles-Le Moyne, bureau 4.03 Longueuil (Québec) J4K 2T5
Pour Emploi-Québec :	Madame Diane Landriault Directrice régionale 600, boulevard Casavant Est Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 7T2
Pour la MELS :	Madame Lise Langlois Directrice régionale 201, place Charles-Le Moyne, 6 <sup>e</sup> étage Longueuil (Québec) J4K 2T5
Pour l'ASSS :	Monsieur Yvan Gendron Président-directeur général 1255, rue Beauregard Longueuil (Québec) J4K 2M3
Pour la CRÉ :	Monsieur Patrick Sabourin Directeur général 255, boulevard Laurier, bureau 200 McMasterville (Québec) J3G 0B7
Pour la MRC D'ACTON :	Monsieur Yvan Talbot Directeur général et secrétaire-trésorier 1037, rue Beaugrand Acton Vale (Québec) J0H 1A0
Pour la MRC DE BROME-MISSISQUOI :	Monsieur Robert Desmarais Directeur général 749, rue Principale Cowansville (Québec) J2K 1J8
Pour la MRC DE LA HAUTE-YAMASKA :	Madame Johanne Gaouette Directrice générale 142, rue Dufferin, bureau 100 Granby (Québec) J2G 4X1
Pour la MRC DU HAUT-RICHELIEU :	Madame Joane Saulnier Directrice générale 380, 4 <sup>e</sup> Avenue Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J2X 1W9
Pour la MRC DE MARGUERITE-D'YOUVILLE	Monsieur Sylvain Berthiaume Directeur général et secrétaire-trésorier 609, route Marie-Victorin Verchères (Québec) J0L 2R0
Pour la MRC DES MASKOUTAINS :	Monsieur Gabriel Michaud Directeur général 805, avenue du Palais Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5C6
Pour la MRC DE PIERRE-DE SAUREL :	Monsieur Denis Boisvert Directeur général et secrétaire-trésorier 50, rue du Fort Sorel-Tracy (Québec) J3P 7X7
Pour la MRC DE ROUVILLE :	Monsieur Rosaire Marcil Directeur général et secrétaire-trésorier 500, rue Desjardins, bureau 100 Mariville (Québec) J3M 1E1

Pour la MRC DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU :	Monsieur Bernard Roy Directeur général et secrétaire-trésorier 255, boulevard Laurier, bureau 100 McMasterville (Québec) J3G 0B7
Pour le CRPMT :	Monsieur Jean-Claude Lecompte Président 600, boulevard Casavant Est Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 7T2
Pour le FJME :	Monsieur Luc Martinet Coordonnateur 255, boulevard Laurier, bureau 202 McMasterville (Québec) J3G 0B7
Pour les MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES :	Madame Fabienne Desroches Présidente Table d'éducation interordres de la Montérégie 201, place Charles-Le Moyne, 6 <sup>e</sup> étage Longueuil (Québec) J4K 2T5

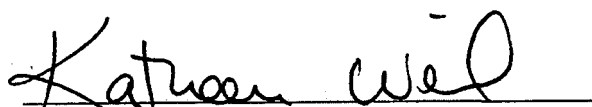
Tout changement d'adresse, de la représentante ou du représentant de l'un des **SIGNATAIRES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **SIGNATAIRES** de la présente entente.

#### 19. SIGNATURES

Les **SIGNATAIRES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ET LES INTERVENANTS, APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DE LA PRÉSENTE ENTENTE ET L'AVOIR ACCEPTÉE, ONT DÛMENT SIGNÉ COMME SUIVIT :**



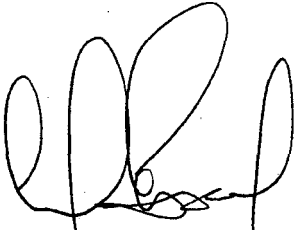


Madame Kathleen Weil

Ministre de l'Immigration et des  
Communautés culturelles

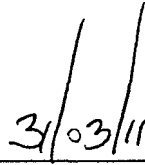
30 Mars 2011

Date



Monsieur Laurent Lessard

Ministre des Affaires municipales,  
des Régions et de l'Occupation du territoire



Date

Julie Boulet

Madame Julie Boulet

Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

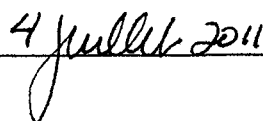
23 août 2011

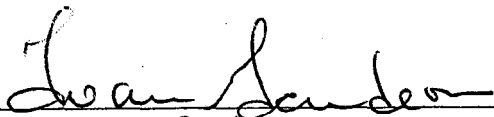
Date



Madame Line Beauchamp  
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Date



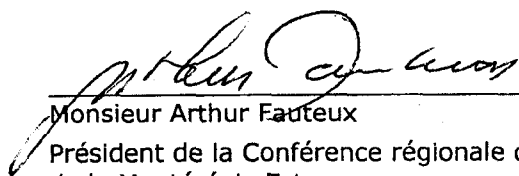


Monsieur Yvan Gendron

Président-directeur général de l'Agence de  
santé et des services sociaux de la Montérégie

31 mars 2011

Date

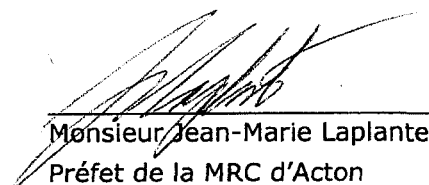


Monsieur Arthur Fauteux

Président de la Conférence régionale des élus  
de la Montérégie Est

31 mars 2011

Date




---

Monsieur Jean-Marie Laplante  
Préfet de la MRC d'Acton

31 mars 2011

---

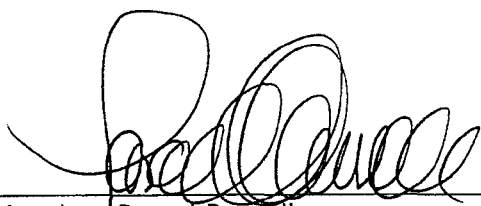
Date

  
Monsieur Arthur Fauteux  
Préfet de la MRC de Brome-Missisquoi

31 mars 2011

Date

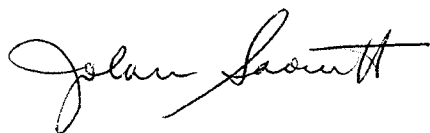





Monsieur Pascal Russell  
Préfet de la MRC de La Haute-Yamaska

31 mars 2011

Date



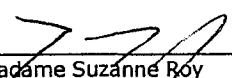
31 mars 2011

  
Monsieur Gilles Dolbec

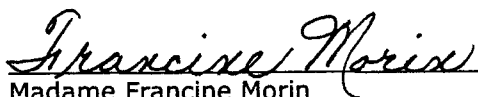
Préfet de la MRC du Haut-Richelieu

31 mars 2011

Date

  
\_\_\_\_\_  
Madame Suzanne Roy  
Préfète de la MRC de Marguerite-D'Youville

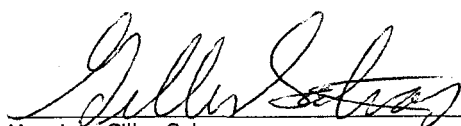
31 mars 2011  
\_\_\_\_\_  
Date

  
Madame Francine Morin

Préfète de la MRC des Maskoutains

31 mars 2011

Date

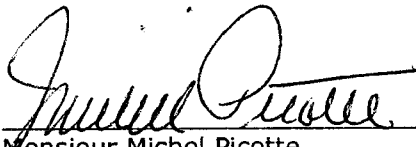


Monsieur Gilles Salvas

Préfet de la MRC de Pierre-De Saurel

31 mars 2011

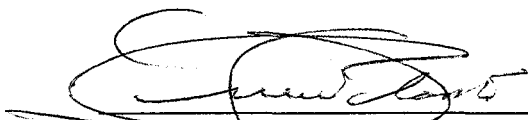
Date



Monsieur Michel Picotte  
Préfet de la MRC de Rouville

31 mars 2011

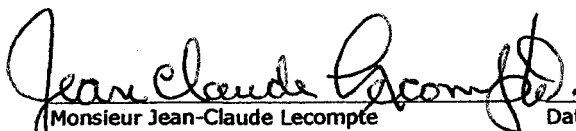
Date



Monsieur Gilles Plante  
Préfet de la MRC de La Vallée-du-Richelieu

31 mars 2011

Date



Monsieur Jean-Claude Lecompte

31 mars 2011

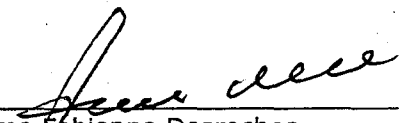
Date

Président du Conseil régional des partenaires  
du marché du travail de la Montérégie

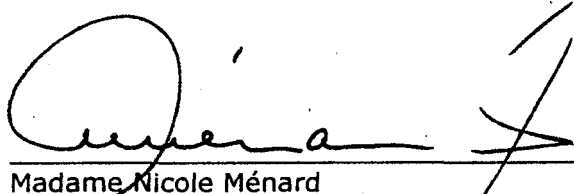


Catherine Plante  
Madame Catherine Plante  
Présidente du Forum Jeunesse Montérégie Est

31 mars 2011  
Date

  
\_\_\_\_\_  
Madame Fabienne Desroches  
Présidente de la Table d'éducation interordres  
de la Montérégie

\_\_\_\_\_  
31 mars 2011  
Date



Madame Nicole Ménard

Ministre responsable de la région  
de la Montérégie

Date

29 juin 2011

## ANNEXE A

### Cadres normatifs liés aux enveloppes consenties par les signataires de l'entente

SIGNATAIRES	RESSOURCES ALLOUÉES	FONDS ET SOUTIEN
<b>MICC</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources financières et participation au comité de gestion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme régional d'intégration (PRI)</li> </ul>
<b>MAMROT</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation au comité de gestion</li> </ul>	
<b>Emploi-Québec</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources financières et participation au comité de gestion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Modalités d'application des mesures actives d'Emploi-Québec financées dans le Fonds de développement du marché du travail</li> </ul>
<b>MELS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation au comité de gestion</li> </ul>	
<b>ASSS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation au comité de gestion</li> </ul>	
<b>CRÉ</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources financières, services et participation au comité de gestion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Politique de gestion du Fonds de développement régional</li> </ul>
<b>MRC d'Acton</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources financières et participation au comité de gestion</li> </ul>	
<b>MRC de Brome-Missisquoi</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources financières et participation au comité de gestion</li> </ul>	
<b>MRC de La Haute-Yamaska</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources financières et participation au comité de gestion</li> </ul>	
<b>MRC du Haut-Richelieu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources financières et participation au comité de gestion</li> </ul>	
<b>MRC de Marguerite-D'Youville</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources financières et participation au comité de gestion</li> </ul>	
<b>MRC des Maskoutains</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources financières et participation au comité de gestion</li> </ul>	
<b>MRC de Pierre-De Saurel</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources financières et participation au comité de gestion</li> </ul>	
<b>MRC de Rouville</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources financières et participation au comité de gestion</li> </ul>	
<b>MRC de La Vallée-du-Richelieu</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources financières et participation au comité de gestion</li> </ul>	
<b>CRPMT</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Signataire de l'entente</li> </ul>	
<b>FJME</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources financières et participation au comité de gestion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fonds régional d'investissement jeunesse</li> </ul>
<b>TABLE INTERORDRES</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation au comité de gestion</li> </ul>	

## ANNEXE B

### Plan de financement de l'entente 2010-2012 Contributions financières sous la responsabilité de la CRÉ :

Partenaires	1 <sup>re</sup> année 2010-2011	2 <sup>e</sup> année 2011-2012	Total
MICC	110 000 \$	110 000 \$	220 000 \$
CRÉ MONTÉRÉGIE EST	50 000 \$	50 000 \$	100 000 \$
CRÉ MONTÉRÉGIE EST - services	3 000 \$	6 000 \$	9 000 \$
FJME	37 500 \$	37 500 \$	75 000 \$
MRC D'ACTON	1 000 \$	1 000 \$	2 000 \$
MRC DE BROME- MISSISQUOI	1 000 \$	1 000 \$	2 000 \$
MRC DE LA HAUTE-YAMASKA	1 000 \$	1 000 \$	2 000 \$
MRC DU HAUT-RICHELIEU	1 000 \$	1 000 \$	2 000 \$
MRC DE MARGUERITE- D'YOUVILLE	1 000 \$	1 000 \$	2 000 \$
MRC DES MASKOUTAINS	1 000 \$	1 000 \$	2 000 \$
MRC DE PIERRE-DE SAUREL	1 000 \$	1 000 \$	2 000 \$
MRC DE ROUVILLE	1 000 \$	1 000 \$	2 000 \$
MRC DE LA VALLÉE- DU-RICHELIEU	1 000 \$	1 000 \$	2 000 \$
<b>Sous-total</b>	<b>209 500 \$</b>	<b>212 500 \$</b>	<b>422 000 \$</b>

### Contribution financière sous la responsabilité du partenaire :

Partenaire	1 <sup>re</sup> année 2010-2011	2 <sup>e</sup> année 2011-2012	Total
Emploi-Québec	25 000 \$	25 000 \$	50 000 \$
<b>Sous-total</b>	<b>25 000 \$</b>	<b>25 000 \$</b>	<b>50 000 \$</b>

<b>Total</b>	<b>234 500 \$</b>	<b>237 500 \$</b>	<b>472 000 \$</b>
--------------	-------------------	-------------------	-------------------

## ANNEXE C

Revenus et dépenses de l'entente spécifique en immigration  
2010-2012

<b>PARTENAIRES</b>	<b>2010-2011</b>	<b>2011-2012</b>	<b>TOTAL 2 ANS</b>
9 MRC x 1 000 0 0 \$ par année	9 000 \$	9 000 \$	18 000 \$
MICC	110 000 \$	110 000 \$	220 000 \$
EMPLOI-QUÉBEC <sup>2</sup>	25 000 \$	25 000 \$	50 000 \$
CRÉ (FJME)	37 500 \$	37 500 \$	75 000 \$
CRÉ - contribution financière	50 000 \$	50 000 \$	100 000 \$
CRÉ - services et hébergement de l'agente ou de l'agent en immigration	3 000 \$	6 000 \$	9 000 \$
<b>TOTAL DE L'ENTENTE</b>	<b>234 500 \$</b>	<b>237 500 \$</b>	<b>472 000 \$</b>
<b>DÉPENSES</b>	<b>2010-2011</b>	<b>2011-2012</b>	<b>TOTAL 2 ANS</b>
Appels de projets	160 000 \$	160 000 \$	320 000 \$
Projets jeunesse Tables partenaires 4 x 15 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	60 000 \$
Colloque, formation au personnel offrant des services aux personnes immigrantes	1 000 \$	3 000 \$	4 000 \$
Soutien à la banque d'interprètes	0 \$	5 000 \$	5 000 \$
Soutien - activités économiques	750 \$	5 000 \$	5 750 \$
Outils promotionnels	0 \$	7 000 \$	7 000 \$
Site Internet régional en immigration	0 \$	500 \$	500 \$
Salaire et avantages sociaux de l'agente ou de l'agent en immigration	8 000 \$	48 000 \$	56 000 \$
Hébergement - administration, communication, promotion, téléphone, ordinateur	3 000 \$	6 000 \$	9 000 \$
Frais de représentation, déplacements, papeterie, envois postaux	1 000 \$	3 400 \$	4 400 \$
Divers/contingences	100 \$	250 \$	350 \$
<b>TOTAL</b>	<b>203 850 \$</b>	<b>268 150 \$</b>	<b>472 000 \$</b>

<sup>2</sup> Dans le cadre de cette entente et tel qu'indiqué à l'annexe B, les montants alloués par Emploi-Québec seront versés directement aux organismes promoteurs des projets qu'Emploi-Québec aura acceptés.

## ANNEXE D

### Protocole de visibilité et d'affaires publiques

#### Préambule :

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques fait partie intégrante de l'entente signée entre la **MICC**, le **MAMROT**, **Emploi-Québec**, la **MELS**, l'**ASSS**, la **CRÉ**, les **MRC**, le **CRPMT**, le **FJME** et les **MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES**. Il a pour but d'établir les modalités de visibilité de la **MICC**, du **MAMROT**, d'**Emploi-Québec**, de la **MELS**, de l'**ASSS**, de la **CRÉ**, des **MRC**, du **CRPMT**, du **FJME** et des **MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES** et de définir leurs obligations réciproques dans le cadre de cette entente.

**CONSIDÉRANT QUE** la **MICC**, le **MAMROT**, **Emploi-Québec**, la **MELS**, l'**ASSS**, la **CRÉ**, les **MRC**, le **CRPMT**, le **FJME** et les **MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES** jugent pertinent de se concerter pour coordonner leurs actions de communication destinées à soutenir la mise en œuvre de leur entente de partenariat.

**CONSIDÉRANT QUE** la **MICC**, le **MAMROT**, **Emploi-Québec**, la **MELS**, l'**ASSS**, la **CRÉ**, les **MRC**, le **CRPMT**, le **FJME** et les **MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES** veulent s'assurer de la cohérence de leurs messages relatifs à leur entente de partenariat.

**CONSIDÉRANT QUE** la visibilité de la contribution des partenaires signataires ne se limite pas seulement à la publication de leur logo respectif.

**CONSIDÉRANT QU'**il est primordial d'assurer un grand rayonnement à tous les efforts mis en œuvre par les partenaires pour donner suite à leur entente.

La **MICC**, le **MAMROT**, **Emploi-Québec**, la **MELS**, l'**ASSS**, la **CRÉ**, les **MRC**, le **CRPMT**, le **FJME** et les **MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES** conviennent du présent protocole de visibilité et d'affaires publiques.

#### **OBLIGATIONS DE LA CRÉ ENVERS LA MICC**

La **CRÉ** s'engage à :

- Désigner, dès la signature de l'entente de partenariat, une ressource professionnelle pour élaborer, en étroite collaboration avec la **MICC**, une stratégie de communication générale autour de laquelle s'articuleront les actions de communication et de visibilité qui seront mises en œuvre dans le cadre de ladite entente de partenariat;
- Soumettre à la **MICC**, un mois après la signature de l'entente de partenariat, ladite stratégie de communication aux fins de commentaires et approbation;
- Dans le respect du *Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec*, placer la signature institutionnelle de la **MICC** et mentionner de manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle ou publique qu'une contribution financière est accordée par la **MICC** à la **CRÉ**;
- Faire approuver, par la Direction des affaires publiques et des communications désignée par la **MICC**, le contenu et la forme de tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration de la **MICC** dans le cadre de cette entente;
- Souligner la collaboration de la **MICC** dans toutes les interventions et dans tous les projets que la **CRÉ** finance, sous forme de commandites ou de subventions, dans le cadre de cette entente de partenariat;

- Dans le cas où un événement public serait organisé dans le cadre de l'entente :
  - offrir une tribune aux partenaires signataires de l'entente ou des personnes les représentant lors d'événements annonçant les subventions découlant de la présente entente;
  - inviter la représentante ou le représentant de la **MICC** et des autres partenaires signataires de l'entente à toutes les activités publiques relatives à cette entente et aux projets qui en découlent, mentionner leur contribution et les inviter à prononcer un discours;
  - installer un para-post, un panneau ou une bannière du ministère dans la salle où se tiendra l'événement public;
  - installer le drapeau du Québec derrière le lutrin installé dans la salle où se tiendra l'événement public.
- Dans le cas où la **CRÉ** souhaite la présence de la ministre ou d'une personne la représentant à une activité publique organisée dans le cadre de cette entente, adresser l'invitation au moins 20 jours avant la tenue de ladite activité;
- Consentir, par son acceptation de la présente entente, à ce que la **MICC** et, le cas échéant, les autres partenaires divulguent, s'ils le jugent à propos, les grandes lignes de l'aide financière, par exemple, la nature et le montant de l'aide financière ou encore le nom de l'organisme bénéficiaire;
- À la fin de l'entente, remettre un compte rendu de la visibilité accordée à la **MICC** relativement à l'entente, incluant au moins un exemplaire papier ou une version numérique des outils d'information et de promotion élaborés et diffusés dans le cadre de cette entente.

#### **OBLIGATIONS DE LA MICC ENVERS LA CRÉ**

---

La **MICC** s'engage à :

- Mettre à la disposition de la **CRÉ** une ressource professionnelle de la Direction régionale de la Montérégie d'Immigration-Québec aux fins de l'application du présent protocole de visibilité et d'affaires publiques;
- Fournir à la **CRÉ** tous les éléments de communication et de promotion (signature institutionnelle, message de la ministre, para-post, bannière, etc.) nécessaires à la réalisation de la présente entente;
- Fournir à la **CRÉ** et à son graphiste toutes les explications relatives au *Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec*.

#### **OBLIGATIONS DE LA CRÉ ENVERS LE MAMROT**

---

- Dans le respect du *Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec*, mentionner de manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle, la participation du **MAMROT**;
- Faire approuver, par la personne représentant le **MAMROT**, le contenu et la forme de tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration du **MAMROT** dans le cadre de cette entente.

#### **OBLIGATIONS DE LA CRÉ ENVERS EMPLOI-QUÉBEC**

---

- Dans le respect du *Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec*, mentionner de manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle, la contribution financière d'**Emploi-Québec**;
- Faire approuver, par la personne représentant **Emploi-Québec**, le contenu et la forme de tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration d'**Emploi-Québec** dans le cadre de cette entente.



#### **OBLIGATIONS DE LA CRÉ ENVERS LA MELS**

---

- Mentionner, de manière appropriée, dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle, la participation de la **MELS**;
- Faire approuver, par la personne représentant la **MELS**, le contenu et la forme de tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration de la **MELS** dans le cadre de cette entente.

#### **OBLIGATIONS DE LA CRÉ ENVERS L'ASSS**

---

- Mentionner, de manière appropriée, dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle, la participation de l'**ASSS**;
- Faire approuver, par la personne représentant l'**ASSS**, le contenu et la forme de tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration de l'**ASSS** dans le cadre de cette entente.

#### **OBLIGATIONS DE LA CRÉ ENVERS LES MRC**

---

- Mentionner, de manière appropriée, dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle, la contribution financière des **MRC**;
- Faire approuver, par les représentantes et les représentants des **MRC**, le contenu et la forme de tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration des **MRC** dans le cadre de cette entente.

#### **OBLIGATIONS DE LA CRÉ ENVERS LE CRPMT**

---

- Mentionner, de manière appropriée, dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle, la participation du **CRPMT**;
- Faire approuver, par la personne représentant le **CRPMT**, le contenu et la forme de tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration du **CRPMT** dans le cadre de cette entente.

#### **OBLIGATIONS DE LA CRÉ ENVERS LE FJME**

---

- Mentionner, de manière appropriée, dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle, la contribution financière du **FJME**;
- Faire approuver, par la personne représentant le **FJME**, le contenu et la forme de tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration du **FJME** dans le cadre de cette entente.

#### **OBLIGATIONS DE LA CRÉ ENVERS LES MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES**

---

- Mentionner, de manière appropriée, dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle, la participation des **MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES**;
- Faire approuver, par la personne représentant les **MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES**, le contenu et la forme de tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration des **MEMBRES DE LA TABLE INTERORDRES** dans le cadre de cette entente.

**ANNEXE E**

**Copies des résolutions des signataires  
de l'entente spécifique en immigration de la CRÉ Montérégie Est 2010-2012**



**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL** de la 44<sup>e</sup> assemblée du conseil d'administration de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de la Montérégie Est tenue le 19 novembre 2010, à 9h30 am, à l'Hostellerie Rive-Gauche, sis au 1810, rue Richelieu, à Beloeil.

---

#### ÉTAIENT PRÉSENTS

**Mesdames** Diane Bouchard, représentante du milieu du tourisme  
Suzanne Dansereau, mairesse, ville de Contrecoeur  
Louise Gagnon-Lessard, représentante du milieu communautaire  
Karine Guilbault, représentante de l'économie sociale  
Anna Luisa Iturriaga, représentante de l'immigration  
Sylvie Lacroix, représentante du milieu de l'économie  
Louise Lavigne, mairesse, ville de Carignan  
Guylaine Maltais, représentante du milieu de la condition féminine  
Francine Morin, préfet, MRC Les Maskoutains  
Pauline Quinlan, mairesse, ville de Bromont

**Messieurs** Sébastien Aubin, représentant du milieu de la jeunesse  
Claude Bernier, maire, ville de Saint-Hyacinthe  
Réjean Bessette, représentant du milieu de l'agriculture  
Patrick Bonvouloir, représentant de la MRC du Haut-Richelieu  
Michel Carrier, représentant du milieu de la science  
Éric Charbonneau, maire, ville d'Acton Vale  
Martin Damphousse, maire, ville de Varennes  
Réjean Dauplaise, maire, ville de Sorel-Tracy  
Gilles Dolbec, maire, ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Arthur Fauteux, maire, ville de Cowansville  
Bruno Gadrat, représentant du milieu de l'environnement  
François Gamache, maire, ville de Saint-Amable  
Serge Gendron, maire, ville de Saint-Césaire  
Michel Gilbert, maire, ville de Mont-Saint-Hilaire  
Claude Jutras, représentant de la MRC de Lajemmerais  
Jean-Marie Laplante, préfet, MRC d'Acton  
Michel Martin, maire, ville d'Otterburn Park  
Claude Leblanc, représentant des aînés  
Michel Picotte, préfet, MRC de Rouville  
Gilles Plante, maire, municipalité de McMasterville  
Marcel Poirier, représentant du milieu de la culture  
Gilles Salvas, préfet, MRC de Pierre-De Saurel  
Albert Santerre, représentant de la MRC Brome-Missisquoi  
Guy Vincent, représentant du milieu de l'éducation

#### Étaient également présents

Mesdames Viviane Tardif, adjointe à la direction générale/comptable, CRÉ Montérégie Est  
Nathalie Ward, directrice générale adjointe, CRÉ Montérégie Est

Messieurs Patrick Sabourin, directeur général, CRÉ Montérégie Est  
Robert Sabourin, MAMROT

#### ÉTAIENT ABSENTS

Mesdames Fabienne Desroches, représentante du milieu de l'éducation supérieure  
Diane Lavoie, mairesse, ville de Beloeil  
Suzanne Roy, mairesse, ville de Sainte-Julie  
Jocelyne Sauvé, représentante du milieu de la santé

Messieurs Alexandre Bélisle, maire, municipalité de Verchères  
Gilles Decelles, maire, ville de Lac-Brome  
Jean-Marc Desrochers, maire, canton de Shefford  
Jacques Durand, représentant de la MRC de La Vallée-du-Richelieu  
Bernard Gagnon, maire, ville de Saint-Basile-le-Grand  
Serge Girard, représentant du milieu du travail  
Richard Goulet, maire, ville de Granby  
Josef Hüsler, maire, ville de Farnham  
Jacques Ladouceur, maire, ville de Richelieu  
Denis Lavoie, maire, ville de Chambly  
Raymond Loignon, représentant de la MRC de La Haute-Yamaska  
Claude Marchesseault, représentant du milieu du loisir et du sport  
Alain Ménard, maire, ville de Marieville  
Pascal Russell, maire, ville de Waterloo  
Pierre St-Onge, maire, ville de Saint-Pie

### 3.6 ENTENTE EN IMMIGRATION

R-CA.10/11-077

**ATTENDU** la présentation de l'entente spécifique en immigration pour l'attraction, l'accueil, l'intégration et l'établissement durable sur le territoire de la Montérégie Est entre la CRÉ Montérégie Est, la MICC, le MAMROT, Emploi-Québec, la MELS, l'ASSS, les neuf MRC du territoire ainsi les intervenants à la présente entente, soit le CRPMT, le FJME, les organismes membres de la Table d'éducation interordres de la Montérégie et la ministre responsable de la région de la Montérégie;

**CONSIDÉRANT** que la MICC est responsable de la mise en oeuvre du Plan stratégique 2008-2012 qui encadre les mesures gouvernementales, annoncées en 2008, pour renforcer l'action du Québec en matière de francisation et d'intégration en emploi des personnes immigrantes ainsi que du Plan d'action gouvernemental pour favoriser la participation de toutes et tous à l'essor du Québec 2008-2013 intitulé : La diversité : une valeur ajoutée;

**CONSIDÉRANT** que la MICC met en place de nouvelles mesures pour accompagner davantage les personnes nouvellement arrivées dans leur intégration en emploi, pour multiplier les occasions de rencontres entre les personnes issues de l'immigration et des communautés culturelles et les employeurs, pour former ces derniers en gestion de la diversité, pour promouvoir la régionalisation et qu'elle compte pour l'aider à atteindre ses objectifs soutenir financièrement les Conférences régionales des élus et les municipalités;

**CONSIDÉRANT** que le MAMROT, en tant que responsable de l'organisation municipale et du développement régional en lien avec les municipalités régionales de comté (MRC), a la charge de conseiller le gouvernement et d'assurer la coordination interministérielle dans ces domaines;

**CONSIDÉRANT** que le MAMROT a la responsabilité de la Politique nationale de la ruralité;

**CONSIDÉRANT** que le plan d'action de la politique internationale du Québec 2006-2009 intitulé : Favoriser la croissance et la prospérité du Québec, inclut des actions de la MICC pour appuyer les bureaux du Québec à l'étranger notamment en réalisant des missions de recrutement de personnes immigrantes visant à combler des pénuries de main-d'oeuvre spécialisée et qui impliquent la participation des entreprises et des représentantes et représentants des villes ou des Conférences régionales des élus;

**CONSIDÉRANT** qu'Emploi-Québec contribue, de concert avec les partenaires du marché du travail, à développer l'emploi et la main-d'oeuvre, ainsi qu'à lutter contre le chômage, la pauvreté et l'exclusion sociale dans une perspective de développement économique et social;

**CONSIDÉRANT** qu'Emploi-Québec est lié par l'entente interministérielle, conclue à l'été 2008 entre le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, qui permet de conjuguer leurs efforts afin, d'une part, d'optimiser leurs interventions respectives en matière d'intégration en emploi des personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles et, d'autre part, d'harmoniser leurs activités de façon à assurer un continuum étroit entre les services, les mesures et les programmes des deux ministères;

**CONSIDÉRANT** que le CRPMT de la Montérégie a notamment pour fonction d'identifier des dossiers susceptibles de faire l'objet, par Emploi-Québec, d'ententes spécifiques régionales en matière de main-d'oeuvre et d'emploi avec la Conférence régionale des élus visée à l'article 21.5 de la loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et de promouvoir auprès de celle-ci la prise en compte des stratégies et des objectifs en matière de main-d'oeuvre et d'emploi;

**CONSIDÉRANT** que le CRPMT s'est vu confier la mise en oeuvre du Pacte pour l'emploi (2008-2011) qui vise, entre autres, à renforcer l'aide apportée aux personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles pour favoriser leur participation au marché du travail;

**CONSIDÉRANT** que la MELS est associée à la mise en oeuvre du Plan d'action gouvernemental du MICC et qu'elle s'est dotée d'une Politique d'intégration scolaire et d'éducation interculturelle ainsi que d'un plan d'action s'y rattachant;

**CONSIDÉRANT** que selon l'ASSS, il y a des facteurs qui influent sur l'accessibilité des soins de santé des personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles et leur famille tels que le manque d'information concernant les programmes, la langue et la capacité de s'exprimer;

**CONSIDÉRANT** que l'ASSS de la Montérégie souhaite collaborer dans le cadre de cette entente pour le mieux-être des personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles sur son territoire et qu'elle a constitué un comité-conseil qui a pour rôle d'informer la présidente-directrice générale sur les moyens pertinents pour favoriser l'accessibilité aux services de santé et aux services sociaux;

**CONSIDÉRANT** que l'une des stratégies du Plan quinquennal de développement durable 2006-2011 de la CRÉ consiste à promouvoir la venue et l'accueil d'un plus grand nombre de personnes issues de l'immigration sur son territoire et de favoriser la reconnaissance et le respect des acquis académiques et professionnels de celles-ci;

**CONSIDÉRANT** que la CRÉ, dans le cadre de la présente entente, compte mettre à contribution son Fonds de développement régional ainsi que des montants consentis au sein de différentes ententes régionales ou spécifiques poursuivant les mêmes objectifs, en accord avec les partenaires concernés, afin de mettre en commun des ressources financières et humaines dans le but d'harmoniser les interventions et de maximiser les impacts attendus;

**CONSIDÉRANT** que le FJME a pour mission de favoriser l'intégration sociale et professionnelle de tous les jeunes de la Montérégie Est où 77 % des nouvelles personnes immigrantes en Montérégie Est étaient âgées de moins de 35 ans entre les années 2002 et 2007;

**CONSIDÉRANT** que les membres de la Table Interordres ont identifié comme un enjeu et une priorité, le développement du potentiel d'attraction et d'intégration du réseau d'éducation auprès de la clientèle immigrante et comme un défi à relever, l'intégration des immigrantes et des immigrants en emploi et l'accélération du processus de reconnaissance des acquis et des compétences;

**CONSIDÉRANT** que les commissions scolaires en Montérégie Est connaissent une hausse des élèves nés à l'étranger, dans les écoles primaires et secondaires, passant de 3,6 % en 2004-2005 à 4,3 % en 2007-2008;

**CONSIDÉRANT** que la première entente spécifique en immigration 2006-2009 a permis la concrétisation de plusieurs actions et réalisations en matière d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles. Elle a généré des retombées de près de 1,2 million de dollars ainsi que la mise en place de quatre Tables de partenaires ainsi que quatre centres de services spécialisés aux personnes immigrantes situés respectivement dans les MRC La Haute-Yamaska, Le Haut-Richelieu, Pierre-De Saurel et Des Maskoutains;

**CONSIDÉRANT** que les personnes ayant participé au Forum des générations ont convenu d'accélérer la signature d'ententes de régionalisation en matière d'immigration;

**CONSIDÉRANT** que la MICC, le MAMROT, Emploi-Québec, la MELS, l'ASSS, la CRÉ, les MRC, le CRPMT, le FJME, les membres de la Table Interordres et la Ministre responsable de la région de la Montérégie désirent intensifier leur partenariat en vue de favoriser l'attraction, l'accueil, l'intégration socioéconomique et l'établissement durable des personnes immigrantes et celles issues des communautés culturelles sur le territoire de la CRÉ de la Montérégie Est;

**IL EST PROPOSÉ** par M. Louise Gagnon-Lessard

**APPUYÉ** par Mme Pauline Quinlan

**ET RÉSOLU** à l'unanimité,

**D'abroger** la résolution numéro R-CA.09/10-054 prise par le conseil d'administration du 30 septembre 2009;

**D'adopter** l'entente spécifique en immigration pour l'attraction, l'accueil, l'intégration et l'établissement durable sur le territoire de la Montérégie Est entre la CRÉ Montérégie Est, la MICC, le MAMROT, Emploi-Québec, la MELS, l'ASSS, les neuf MRC du territoire ainsi les intervenants à la présente entente, soit le CRPMT, le FJME, les organismes membres de la Table d'éducation Interordres de la Montérégie et la ministre responsable de la région de la Montérégie;

**DE contribuer** à la présente entente, à raison de 50 000 \$ par année, soit un montant de 100 000 \$ pour les deux années de l'entente, conformément au plan de financement;


**DE procéder** à l'embauche d'un agent de liaison en immigration dédié au dossier à temps plein pour la durée de l'entente et d'offrir les services en lien avec l'hébergement, l'administration, la communication et la promotion pour un montant évalué à 3 000 \$ pour la première année et de 6 000 \$ pour la deuxième et troisième année de l'entente;

**DE réserver, au nom du FJME, une enveloppe financière au montant de 75 000 \$ à même le Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) et que de ce montant, une somme de 60 000 \$ soit réservée au cours des deux années de l'entente afin de soutenir des projets découlant des quatre Tables de partenaires en immigration et d'acheminée 15 000 \$ à la CRÉ pour pourvoir aux objectifs de ladite entente;**

**D'autoriser le président, M. Arthur Fauteux, à signer, pour et au nom de la CRÉ Montérégie Est, l'entente à cet effet.**

**Adoptée**

**COPIE CERTIFIÉE conforme**  
à McMasterville, ce 18 février 2011



---

Patrick Sabourin  
Directeur général



**Municipalité  
Régionale de  
Comté d'Acton**

1037, rue Beaugrand, Acton Vale (Québec) J0H 1A0  
Courriel: info@mrcacton.qc.ca Site Internet: www.mrcacton.qc.ca

Téléphone: (450) 546-3256  
Télécopieur: (450) 546-4991

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 8 AVRIL 2009 TENUE À  
19:30 HEURE**

**ÉTAIENT PRÉSENTS LORS DE L'ADOPTION DE LA PRÉSENTE RÉSOLUTION:**

Mme Huguette Saint-Pierre Beaulac, préfet et mairesse de Sainte-Christine,

**et les conseillers suivants:**

M. Stéphane Beauregard, maire du Canton de Roxton,  
M. Yves Croteau, préfet suppléant et maire d'Upton,  
Mme Juliette Dupuis, mairesse de la ville d'Acton Vale,  
M. André Fafard, maire de Saint-Nazaire d'Acton,  
Mme Chantal B. Favreau, mairesse de Béthanie,  
M. Jean-Marie Laplante, maire de Roxton Falls,  
M. Dany Larivière, maire de Saint-Théodore d'Acton.

tous formant quorum sous la présidence du préfet, madame Huguette Saint-Pierre Beaulac.

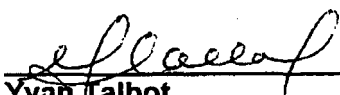
**Résolution numéro 2009-83**

**PROJET D'ENTENTE SPÉCIFIQUE EN IMMIGRATION PROPOSÉ PAR LA CONFÉRENCE  
DES ÉLUS (CRÉ) MONTRÉGIE EST**

Il est dûment proposé, appuyé et résolu à l'unanimité des conseillers présents:

1. De confirmer la participation de la MRC d'Acton à l'entente spécifique en immigration 2009-2012 proposé par la Conférence des Élus (CRÉ) de la Montérégie Est;
2. De contribuer financièrement pour la réalisation de cette entente d'une somme annuelle de 1000 \$ pour une période de trois ans;
3. De désigner le préfet à titre de représentant de la MRC d'Acton au comité de gestion de l'entente;
4. D'autoriser le préfet et/ou le directeur général et secrétaire-trésorier (ou leurs substituts) à signer cette entente spécifique.

Copie certifiée conforme,  
ce JEUDI, 16 avril 2009.

  
Yvan Talbot,  
Directeur général  
et secrétaire-trésorier.



A une séance ordinaire du conseil de la Municipalité régionale de comté Brome-Missisquoi, tenue en la salle du Conseil de la MRC Brome-Missisquoi à Cowansville, le 19 mai 2009 à 19 h 30, conformément aux dispositions de la Loi et des règlements, et à laquelle étaient présents les maires(ses) suivants(es): Ernest Gasser, représentant de la municipalité de St-Pierre-de-Véronne-à-Pike-River, Donald Badger, Bolton-Ouest, Yvon Pepin, représentant de la ville de Cowansville, Jean-Charles Bissonnette, Abercorn, Gilles Chabot, ville de Frelighsburg, Madeleine Chabot, village d'East Farnham, Claude Dubois, ville de Bedford, Kenneth Hill, ville de Sutton, Josef Husler, ville de Farnham, Lucien Messier, Stanbridge Station, Steven Neil, représentant de Brigham, Michel Pelletier, Notre-Dame-de-Stanbridge, Réal Pelletier, St-Armand, Laurent Phoenix, Ste-Sabine, Marcel Poirier, ville de Dunham, Gaétan Falcon, St-Ignace-de-Stanbridge, Leon Tomas Selby, village de Brome, Gilles St-Jean, canton de Bedford, Greg Vaughan, Stanbridge East, Donald Gagné, ville de Lac-Brome.

Formant quorum sous la présidence de Monsieur Arthur Fauteux, préfet et maire de la ville de Cowansville ainsi que Monsieur Robert Desmarais, directeur général, agissant aux présentes à titre de secrétaire d'assemblée.

**RÉSOLUTION NUMÉRO : 228-0509**

**PROJET D'ENTENTE SUR L'IMMIGRATION AVEC LA CRÉ MONTERÉGIE-EST**

IL EST PROPOSÉ PAR MARCEL POIRIER  
APPUYÉ PAR CLAUDE DUBOIS  
ET RÉSOLU:

D'informer la CRÉ Montérégie-Est que la MRC est d'accord en principe à signer l'entente sur l'immigration où elle fournira une somme 1 000 \$ pour chacune des trois (3) prochaines années afin de favoriser l'attraction d'immigrants sur notre territoire.

ADOPTÉ

COPIE CERTIFIÉE CONFORME  
CE 25<sup>e</sup> JOUR DE MAI 2009

ROBERT DESMARAIS  
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER ET  
DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le procès-verbal de ladite session sera approuvé lors d'une session ultérieure.

749, rue Principale, Cowansville (QC) – J2K 1J8 Tél. 450 266-4900 – Fax 450 266-6141 – Courriel : administration@mrcbm.qc.ca

## MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA HAUTE-YAMASKA

À la séance **ordinaire** du conseil de la Municipalité régionale de comté tenue le **25 novembre 2009**, et à laquelle est présent le Préfet, **M. Pascal Russell**, et les conseillers suivants :

M. Sylvain Beaudoin

M. Richard Goulet

M. René Beauregard

M. Raymond Loignon

M. Clément Choinière

M. Philip Tétrault

M. Jean-Marc Desrochers

Tous formant quorum.

Mme Johanne Gaouette, directrice générale et secrétaire-trésorière, est également présente.

---

### 2009-11-377 AUTORISATION DE SIGNATURE – ENTENTE SPÉCIFIQUE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION

ATTENDU l'entente spécifique en matière d'immigration adoptée par la résolution numéro 2006-01-033 le 12 janvier 2006 ;

ATTENDU que cette entente est expirée;

ATTENDU que la CRÉ Montérégie Est est à négocier avec les organismes gouvernementaux et autres partenaires une nouvelle entente spécifique en immigration visant l'attraction, l'établissement, la rétention et la gestion de la diversité sur le territoire de la CRÉ Montérégie;

ATTENDU que cette entente couvrira une période de trois ans débutant le 1<sup>er</sup> avril 2010;

ATTENDU que les 9 MRC sur le territoire de la CRÉ Montérégie Est sont invitées à devenir partenaire de ladite entente en contribuant selon un montant de 1 000 \$ par année pendant trois ans;

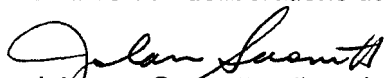
EN CONSÉQUENCE, il est proposé par M. le conseiller Jean-Marc Desrochers, appuyé par M. le conseiller Raymond Loignon et résolu unanimement :

- que la MRC accepte d'adhérer à la nouvelle entente spécifique en immigration proposée par la CRÉ Montérégie Est;
- que la MRC accepte de verser une contribution de 1 000 \$ par année pour chacun de ses exercices financiers 2010, 2011 et 2012;
- d'autoriser le préfet et la directrice générale et secrétaire-trésorière à signer cette entente pour et au nom de la MRC de La Haute-Yamaska.

Signé Pascal Russell  
Pascal Russell, préfet

Signé Johanne Gaouette  
Johanne Gaouette, directrice générale  
et secrétaire-trésorière

**COPIE CERTIFIÉE CONFORME**  
au livre des délibérations du conseil



Johanne Gaouette, directrice générale et secrétaire-trésorière.  
Ce 27<sup>ième</sup> jour de novembre 2009.



**Extrait du procès-verbal  
de la séance ordinaire  
du 13 octobre 2010**

Séance ordinaire du Conseil municipal de la Municipalité régionale de comté du Haut-Richelieu tenue le treizième jour du mois d'octobre deux mille dix, à dix-neuf heures trente (19h30), à l'endroit ordinaire des séances, à laquelle sont présents son honneur le préfet, M. Gilles Dolbec, Saint-Jean-sur-Richelieu, et les conseillers régionaux suivants:

Mme Suzanne Boulais, Mont-Saint-Grégoire, MM. André Bergeron, Saint-Alexandre, Patrick Bonvouloir, Sainte-Brigide-d'Iberville, Pierre Chamberland, Saint-Valentin, Clément Couture, Sainte-Anne-de-Sabrevois, Jacques Desmarais, Saint-Blaise-sur-Richelieu, Yves Duteau, Lacolle, Gérard Dutil, Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, Louis Hak, Saint-Georges-de-Clarenceville, Serges Lafrance, Henryville, Jacques Landry, Venise-en-Québec, Réal Ryan, Noyan, Michel Surprenant, Saint-Sébastien, et conformément à l'article 210.27 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. 0-9), Mme Christiane Marcoux, conseillère municipale de Saint-Jean-sur-Richelieu.

Le Conseil siégeant avec quorum sous la présidence du préfet, M. Gilles Dolbec.

Également présente : Mme Joane Saulnier, directeur général et secrétaire-trésorier.

**Résolution 12259-10**

**Entente spécifique en immigration - CRÉ de la Montérégie Est**

**CONSIDÉRANT** l'entente spécifique en immigration proposée par le CRÉ Montérégie Est, le tout déposé sous la cote «document 8» des présentes;

**EN CONSÉQUENCE;**

Sur proposition du conseiller régional M. Jacques Desmarais,  
appuyée par le conseiller régional Mme Suzanne Boulais,

**IL EST RÉSOLU:**

**QUE** le préambule de la présente en fasse partie intégrante;

**QUE** le Conseil de la M.R.C. du Haut-Richelieu ratifie et autorise la signature de l'entente spécifique en immigration proposée par la CRÉ Montérégie Est, pour l'attraction, l'accueil, l'intégration et l'établissement durable sur le territoire de la CRÉ Montérégie Est 2010/2012, laquelle sera conclue entre le ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, l'Agence de Santé et des services sociaux de la Montérégie, la Conférence régionale des élus de la Montérégie Est, la M.R.C. d'Acton, la M.R.C. Brome-Missisquoi, la M.R.C. la Haute-Yamaska, la M.R.C. du Haut-Richelieu, la M.R.C. Lajemmerais, la M.R.C. des Maskoutains, la M.R.C. de Pierre-de-Saurel, la M.R.C. Rouville, la M.R.C. la Vallée-du-Richelieu, le Conseil régional des partenaires du marché du travail de la Montérégie, le Forum Jeunesse Montérégie Est, les organismes membres de la Table d'Éducation Interordres de la Montérégie et la ministre responsable de la région de la Montérégie;

**D'AUTORISER** le préfet de la M.R.C. du Haut-Richelieu ou en son absence le préfet suppléant, et le directeur général et secrétaire-trésorier ou en son absence la secrétaire-trésorière adjointe à procéder aux signatures requises;

**D'AUTORISER** les crédits nécessaires à cette fin à raison de 1 000\$ par année pour un total de 2 000\$.

ADOPTÉE

Signé: Gilles Dolbec, préfet

Signé: Joane Saulnier, directeur général et secrétaire-trésorier

**COPIE CERTIFIÉE CONFORME**

Le directeur général et secrétaire-trésorier,

  
Joane Saulnier,  
M.R.C. du Haut-Richelieu



## MRC de Lajemmerais

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL** de la séance ordinaire du conseil de la Municipalité régionale de comté de Lajemmerais tenue en la salle du conseil de la MRC de Lajemmerais, **le jeudi 11 mars 2010, à 20 h**, et à laquelle sont présents :

Madame la préfet Suzanne Roy, mairesse de Sainte-Julie, madame la mairesse Suzanne Dansereau de Contrecoeur, messieurs les maires Claude Jutras de Calixa-Lavallée, François Gamache de Saint-Amable, Martin Damphousse de Varennes et Alexandre Bélisle de Verchères ainsi que monsieur le conseiller Mario Lemay, représentant de la Ville de Sainte-Julie, formant quorum.

### RÉSOLUTION 2010-03-064

#### CRÉ MONTÉRÉGIE EST – ENTENTE SPÉCIFIQUE EN IMMIGRATION

ATTENDU la première entente spécifique en immigration, signée le 31 août 2005, visant la collaboration des partenaires de la CRÉ Montérégie Est à la mise en application du plan d'action du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles;

CONSIDÉRANT que ce plan visait à favoriser la venue, l'intégration et la rétention de nouveaux immigrants en Montérégie Est;

CONSIDÉRANT que cette entente a pris fin le 31 mars 2009;

CONSIDÉRANT que la CRÉ Montérégie Est souhaite réaliser une seconde entente spécifique en immigration, et ce, selon la structure financière de l'entente spécifique en immigration 2010-2013;

CONSIDÉRANT que dans cette nouvelle entente, des mesures et des actions concrètes seront mises de l'avant tant au niveau local, régional et international;

CONSIDÉRANT que la CRÉ Montérégie Est souhaite l'adhésion et la participation financière des MRC à ladite entente;

CONSIDÉRANT que la participation financière demandée à la MRC de Lajemmerais est de 1 000 \$ par année, et ce, pour la durée de ladite entente;

CONSIDÉRANT que le conseil de la MRC reconnaît le bien-fondé d'une telle entente;

CONSIDÉRANT que le conseil de la MRC avait déjà adopté une résolution à ce sujet pour une éventuelle entente 2009-2012;

.../2

**Résolution 2010-03-064**

IL EST PROPOSÉ par M. François Gamache  
APPUYÉ par M. Martin Damphousse

ET RÉSOLU à l'unanimité,

D'abroger la résolution numéro 2009-04-082;

D'autoriser la préfet, Mme Suzanne Roy à signer, pour et au nom de la MRC de Lajemmerais, ladite entente;

DE participer financièrement à l'entente spécifique en immigration pour un montant de 1 000 \$ par année pour les trois (3) prochaines années, permettant ainsi la mise en œuvre de l'entente;

DE désigner M. Mathieu Noraz, conseiller en entrepreneuriat au CLD de Lajemmerais, à titre de représentant de la MRC de Lajemmerais au sein du comité de gestion de ladite entente;

D'acheminer la présente résolution à la CRÉ Montérégie Est.

**ADOPTÉ**

COPIE certifiée conforme  
à Verchères, ce 17 mars 2010



Sylvain Berthiaume  
Directeur général et secrétaire-trésorier

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DES MASKOUTAINS CONVOQUÉE À 20 H, TENUE À 20 H 12, LE MERCREDI 13 OCTOBRE 2010 DANS LA SALLE DU CONSEIL AU SIÈGE SOCIAL SITUÉ AU 805, AVENUE DU PALAIS, À SAINT-HYACINTHE.

## RÉSOLUTION NUMÉRO 10-10-308

Point 7-4 **CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA MONTERÉGIE EST –  
ENTENTE SPÉCIFIQUE EN IMMIGRATION 2010-2012 –  
APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

CONSIDÉRANT la résolution numéro 10-01-13 adoptée par les membres du conseil lors de la séance ordinaire tenue le 20 janvier 2010, selon laquelle le conseil approuvait un projet d'entente spécifique en immigration pour la période de 2010 à 2013 impliquant également les MRC de la Haute-Yamaska et la MRC du Haut-Richelieu;

CONSIDÉRANT le nouveau projet d'entente spécifique en immigration pour l'attraction, l'accueil, l'intégration et l'établissement durable sur le territoire de la Conférence régionale des élus de la Montérégie Est 2010-2012 présenté, lequel concerne maintenant les neuf MRC de la Montérégie Est;

CONSIDÉRANT le rapport administratif de monsieur Gabriel Michaud, directeur général, en date du 6 octobre 2010;

En conséquence, sur la proposition de M. le conseiller Claude Bernier,  
Appuyée par M. le conseiller Normand Corbeil,  
IL EST RÉSOLU

D'APPROUVER l'entente spécifique en immigration pour l'attraction, l'accueil, l'intégration et l'établissement durable sur le territoire de la Conférence régionale des élus de la Montérégie Est 2010-2012 à intervenir avec la Conférence régionale des élus de la Montérégie Est et les autres parties concernées, conformément au projet soumis dans sa version d'octobre 2010, incluant la contribution financière annuelle établie à 1 000 \$.

D'AUTORISER le préfet, madame Francine Morin, ou, en son absence, le préfet suppléant, monsieur Simon Lacombe, à signer cette entente pour et au nom de la MRC des Maskoutains.

DE DÉSIGNER monsieur Gabriel Michaud, directeur général, pour représenter la MRC au sein du comité de gestion de l'entente.

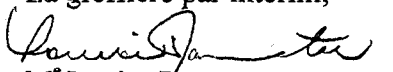
D'ABROGER, à toutes fins que de droit, la résolution numéro 10-01-13 intitulée « Conférence régionale des élus de la Montérégie Est – Entente spécifique en immigration 2010-2013 – Approbation », adoptée par le conseil lors de la séance ordinaire du 20 janvier 2010.

Les deniers sont disponibles au poste budgétaire 1-02-190-971 (Subventions à des organismes).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES VOIX ET DE LA  
POPULATION / PARTIE 1 DU BUDGET

Copie certifiée conforme, ce 18<sup>e</sup> jour du mois d'octobre 2010.

La greffière par intérim,



M<sup>e</sup> Louise Panneton, avocate

---

**COPIE DE RÉSOLUTION NUMÉRO 2009-12-311 ADOPTÉE PAR LA MUNICIPALITÉ  
RÉGIONALE DE COMTÉ (MRC) DE PIERRE-DE SAUREL À SA SÉANCE EXTRAORDINAIRE  
DU 21 DÉCEMBRE 2009 AU SUJET DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE EN IMMIGRATION.**

---

**CONSIDÉRANT** qu'une entente spécifique en immigration a été conclue en 2005 sur le territoire de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de la Montérégie Est;

**CONSIDÉRANT** que ladite entente a pris fin le 31 mars 2009 ;

**CONSIDÉRANT** que la CRÉ Montérégie Est souhaite réaliser une seconde entente avec les organismes gouvernementaux et ses différents partenaires ;

**CONSIDÉRANT** que cette démarche vise l'attraction, l'établissement, la rétention et la gestion de la diversité sur le territoire de la Montérégie-Est;

**CONSIDÉRANT** que l'entente proposée par la CRÉ Montérégie Est couvre une période de trois ans (2010, 2011, 2012);

**CONSIDÉRANT** que les neuf MRC du territoire de la CRÉ Montérégie Est sont invitées à devenir partenaires de ladite entente en versant une contribution de 1 000 \$ par année pendant trois ans;

**EN CONSÉQUENCE**, il est proposé par M. le Conseiller régional Olivar Gravel, M. le Conseiller régional Gilles Salvas, que la MRC de Pierre-De Saurel :

- adhère à la nouvelle entente spécifique en immigration proposée par la CRÉ Montérégie Est;
- accepte de verser une contribution financière de 1 000 \$ par année pour chacun des exercices financiers suivants : 2010, 2011 et 2012;
- autorise le préfet à signer ladite entente pour et au nom de la MRC.

**Adoptée à l'unanimité**

Copie certifiée  
Extrait conforme



**Denis Boisvert**  
Directeur général et secrétaire-trésorier  
Ce 22 décembre 2009

**Denis Boisvert**  
Directeur général et secrétaire-trésorier



## MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE ROUVILLE

### EXTRAIT DU LIVRE DES DÉLIBÉRATIONS

Séance ordinaire du 6 mai 2009

Salle du Conseil, 500, rue Desjardins, Marieville

#### Présences :

Mme Susie Dubois, préfet de la MRC de Rouville et maire de Rougemont, ainsi que les conseillers régionaux suivants : MM. Yvon Boucher, maire de Saint-Césaire, Martial Gousy, maire de Saint-Paul-d'Abbotsford, Rosaire Houle, maire d'Ange-Gardien, Jacques Ladouceur, maire de Richelieu, Michel Marchand, maire de Marieville, Michel Picotte, maire de Sainte-Angèle-de-Monnoir, et Patrice Viens, maire de Saint-Mathias-sur-Richelieu.

Les membres présents forment le quorum sous la présidence du préfet, Mme Susie Dubois.

Mme Katherine Durocher, coordonnatrice à la gestion des cours d'eau par intérim, MM. Francis Provencher, directeur général adjoint et coordonnateur à l'aménagement, et Philippe Gagné, responsable du Parc régional linéaire, sont également présents.

#### Résolution 09-05-7693

#### Entente spécifique en immigration sur le territoire de la Montérégie

**Considérant** que la CRÉ Montérégie Est a soumis à la MRC de Rouville un projet d'entente spécifique en immigration sur le territoire de la Montérégie Est pour les années 2009 à 2012;

**Considérant** que ce projet d'entente a fait l'objet d'une présentation aux membres du conseil par des représentants de la CRÉ et du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec, dans le cadre de la réunion de travail du conseil tenue le 15 avril 2009;

**Considérant** que cette entente, qui interpelle plusieurs ministères du gouvernement du Québec, des intervenants du milieu et les neuf (9) MRC de la Montérégie Est, vise à favoriser l'attraction, l'établissement, la rétention et l'intégration culturelle, sociale et professionnelle des personnes immigrantes et le développement de relations interculturelles harmonieuses avec la société d'accueil;

**Considérant**, parmi les engagements des parties à l'entente, qu'il est prévu l'embauche par la CRÉ Montérégie Est d'un(e) agent(e) de liaison régional(e) en immigration;

**Considérant** que les engagements de la MRC de Rouville prévus à l'entente consistent à verser annuellement et pour la durée de l'entente un montant de 1 000 \$ pour sa mise en œuvre, à contribuer à la réalisation des objectifs de l'entente dans la mesure de ses compétences et champs de responsabilités et à désigner un représentant au comité de gestion de l'entente;

**En conséquence**, il est proposé par M. Michel Marchand, appuyé par M. Jacques Ladouceur et **résolu** d'accepter l'entente spécifique en immigration soumise par la CRÉ Montérégie Est et intitulée : « Entente spécifique de l'attraction, de l'établissement et de la gestion de la diversité des personnes immigrantes sur le territoire de la CRÉ Montérégie Est 2010-2011-2012 » et d'autoriser la signature de cette entente par le préfet de la MRC de Rouville. **Adoptée à la majorité des voix des conseillers régionaux et de la population des municipalités qu'ils représentent / Partie 1 du budget**, le vote sur cette proposition étant de 6 Pour et 1 Contre

Le texte de la présente résolution pourrait être modifié lors de l'adoption du procès-verbal.

Copie certifiée conforme  
ce 28 mai 2009

Rosaire Marcil  
Secrétaire-trésorier et  
directeur général





**M.R.C. de La Vallée-du-Richelieu**

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DE LA M.R.C. DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU, TENUE LE JEUDI 7 MAI 2009, À 20 HEURES, AU SIÈGE SOCIAL DE LA M.R.C., SIS AU 255 BOUL. LAURIER, À McMASTERVILLE.

Étaient présents outre messieurs Gilles Plante préfet et Michel Gilbert préfet suppléant, messieurs les conseillers Robert Beaudry, Raymond Billette, Michel Carrières, Benoît DeGagné, Jacques Durand, Réal Jeannotte, Denis Lavoie, Jean-Guy Legendre, André Morisset substitut, Jean Paquette et Jacques Villemaire.

Résolution numéro 09-05-136

**ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'IMMIGRATION :**

**CRÉ MONTÉRÉGIE EST**

ATTENDU QUE la CRÉ Montérégie Est est l'interlocutrice privilégiée du gouvernement du Québec;

ATTENDU QUE l'une des stratégies du Plan quinquennal de développement durable de la CRÉ consiste à promouvoir la venue et l'accueil d'un plus grand nombre d'immigrants sur son territoire et de favoriser la reconnaissance et le respect des acquis académiques et professionnels des immigrants;

ATTENDU QUE cette nouvelle entente spécifique en immigration a pour but de promouvoir l'immigration comme stratégie de développement socioéconomique et démographique régional;

ATTENDU QUE le territoire de la M.R.C. de La Vallée-du-Richelieu compte une population de plus de 1 000 habitants issus de l'immigration et des communautés culturelles;

ATTENDU QUE lors de la première entente spécifique en immigration (2006-2009), un organisme sur le territoire de la M.R.C. a été financé;

ATTENDU QUE le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles met en place de nouvelles mesures d'une part pour accompagner davantage les personnes nouvellement arrivées, pour former les employeurs du Québec à la gestion de la diversité en emploi, pour multiplier les occasions de rencontres entre les personnes issues de l'immigration et les employeurs, pour créer des passerelles pour l'emploi en région et, d'autre part, pour renforcer l'action du Québec en matière d'intégration en emploi des immigrants et ce, en accordant du financement supplémentaire au programme d'appui aux relations interculturelles afin de soutenir les conférences régionales des élus et les municipalités;

ATTENDU QUE l'objet de l'entente favorise la concertation des parties du territoire de la Montérégie Est afin de susciter la réalisation d'activités ou de projets dans le respect des mesures, des programmes et des normes de gestion qui leur sont applicables, de favoriser l'établissement, la rétention et l'intégration culturelle, sociale et professionnelle des personnes immigrantes sur le territoire de la CRÉ et le développement de relations interculturelles harmonieuses avec la société d'accueil

.../2



/2

EN CONSÉQUENCE

IL EST PROPOSÉ PAR Monsieur Réal Jeannotte  
APPUYÉ PAR Monsieur Robert Beaudry

ET RÉSOLU QUE le Conseil de la M.R.C. de La Vallée-du-Richelieu soit et est favorable à verser à la CRÉ Montérégie Est la somme de mille dollar (1 000 \$) par année pour la réalisation des projets et des activités liés à l'entente spécifique en immigration 2010-2012.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Le 20 mai 2009

Bernard Roy  
secrétaire-trésorier

**Ce procès-verbal n'est pas adopté.**

---

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL de la réunion du Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT) de la Montérégie, tenue le 10 décembre 2009.**

**Résolution 09-CR-401** *Signature du président du Conseil régional des partenaires du marché du travail*

Il est *proposé* par Mme Marie-Louise Kerneïs-Gentric  
*appuyé* par Mme France Beaudry

De mandater le président du Conseil régional des partenaires du marché du travail, M. Jean-Claude Lecompte, pour signer toutes les ententes spécifiques en Montérégie.

**Adopté**

---

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**  
10 décembre 2009

**Marjolaine Lauzon**  
Secrétaire d'assemblée pour le Conseil régional  
des partenaires du marché du travail de la Montérégie



Forum Jeunesse Montérégie Est

Extrait du compte rendu de la rencontre du Forum Jeunesse Montérégie Est, tenue le 16 avril 2010, à McMasterville.

**Étaient présents et formaient quorum :**

Marie-Lou Pearson	MRC d'Acton
Patricia Salvas	MRC Pierre-De Saurel
Martine Lorrain-Cayer	MRC du Haut-Richelieu
Julie Patenaude	MRC Lajemmerais
Elsa Carlier	MRC Brome-Missisquoi
Nicolas Perreault	MRC Rouville
Julie Samson	MRC de la Vallée-du-Richelieu
Kawtar Missoum	MRC Haute-Yamaska
Catherine Plante	Société civile
Maryline Charbonneau	Société civile
Sébastien Aubin	Société civile
Frédéric Bonner	Société civile
Mélanie Dufort	Société civile

**Équipe permanente :**

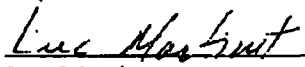
Annie Morin	Observatrice - CRÉ Montérégie Est
Luc Martinet	Coordonnateur - FJME
David McDuff	Agent de participation citoyenne - FJME

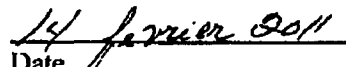
**5. Gestion du Forum jeunesse Montérégie Est**

**5.1 Élection des officiers**

Après l'élection tenue pour déterminer qui occuperait la présidence du Forum jeunesse Montérégie Est (FJME), il est convenu unanimement que Catherine Plante occupe le poste de présidente pour l'année 2010-2011, et ce, à compter du 16 avril 2010. Tel que le prévoit les règlements généraux, madame Plante pourra signer, lorsque requis, l'ensemble des documents légaux au nom du FJME.

Adopté.

  
Luc Martinet  
Coordonnateur  
Forum jeunesse Montérégie Est

  
Date



Secrétariat  
à la jeunesse  
Québec

255 boul. Sir Wilfrid Laurier, bureau 202  
McMasterville, Québec J3G 6B7  
Téléphone 450 446-3835  
Fax 450 446-1942



**Compte rendu de la rencontre du 12 juin 2009 -Adopté par le CE le 19-août 2009 et la TEIOM le 11 juin 2010**

<b>Membres présents</b>	<b>Membres absents</b>
M <sup>me</sup> Claude Boivin, directrice générale, CS des Hautes-Rivières	M. Michel Bienvenu, directeur général, CRÉ Longueuil
M <sup>me</sup> Suzanne Chartrand, présidente, CS des Patriotes	M. Serge Brassat, directeur général, Collège Édouard-Montpetit
M. Francis Culée, directeur régional de la Montérégie, DR MELS	M <sup>me</sup> Chantal Denis, directrice générale, Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu
M <sup>me</sup> Lucie Désilets, présidente, CS Marie-Victorin	M. Wayne Goldthorp, directeur général, CS New Frontiers
M <sup>me</sup> Fabienne Desroches, directrice générale, Cégep de Sorel-Tracy	M. Alain Lecours, directeur général, CS du Val-des-Cerfs
M <sup>me</sup> Anne-Marie Dionne en remplacement de M. Michel Bienvenu, directeur général, CRÉ Longueuil	M. Kevin Lukian, directeur général, CS Riverside
M. Richard Flibotte, président, CS de Saint-Hyacinthe	M. Morton Mendelson, premier vice-principal adjoint, Université Mc Gill
M. Yvan Gauthier, Directeur général,	M. Gilles Michaud, directeur des ressources humaines, des affaires administratives et de la qualité, Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie
M <sup>me</sup> Carole Houle, directrice générale, CS de la Vallée-des Tisserands	M. Patrick Sabourin, directeur général, CRÉ Montérégie Est
M <sup>me</sup> Marie-Louise Kerneïs, présidente CS des Grandes-Seigneuries	M. Donald T. Shewan, directeur, Collège Champlain Saint-Lambert
M. Jacques Laberge, directeur général, CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	
M <sup>me</sup> Marie-Johanne Lacroix, directrice générale, Cégep de Granby-Haute-Yamaska	
M <sup>me</sup> Francine Lambert, directrice, Institut de technologie agroalimentaire, Saint-Hyacinthe	
M <sup>me</sup> Diane Landriault, directrice régionale, Emploi-Québec	
M. Guy Laperrière, directeur général, Collège de Valleyfield	
M. Jacques La Rue, directeur régional, Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE)	
M <sup>me</sup> Dominique Lapointe en remplacement de Léon-Gérald Ferland, directeur, Université du Québec à Montréal	
M. Denis Marceau, vice-recteur, Université de Sherbrooke	
M. Jean Morin, directeur général, CS de Sorel-Tracy	
M <sup>me</sup> Danielle Morin, vice-recteur, Université Concordia	

M<sup>me</sup> Annie Morin, en remplacement de M. Patrick Sabourin, directeur général, CRÉ Montérégie Est  
Mme Lucie Rioux, coordonnatrice - ressources humaines réseau, en remplacement de M. Gilles Michaud, directeur des ressources humaines, des affaires administratives et de la qualité, Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie  
M<sup>me</sup> Manon Rivest, directrice, Université de Montréal  
M<sup>me</sup> Jeannine Routhier, directrice, Université du Québec à Trois-Rivières  
M. Kenneth Robertson, directeur général, Collège Champlain  
M<sup>me</sup> Diane Schetagne, présidente, CS des Trois-Lacs  
M. Roger Sylvestre, directeur général, Cégep de Saint-Hyacinthe  
M<sup>me</sup> Caroline Dion, responsable de la FPT, DR-MELS-secrétaire TEIOM

**Invités :**

M. Jean-Patrice Quesnel, Analyste TEIOM  
M<sup>me</sup> Normande Lemieux, directrice-générale de la CS des Patriotes  
M<sup>me</sup> Carole Blouin, coordonnatrice de la mise en place des deux projets de chaire de recherche  
M. François Lafortune, directeur-général adjoint de la CS des Hautes-Rivières  
M. Michel Laurendeau, coordonnateur de la mise en œuvre du plan d'aménagement de l'offre FPT en Montérégie  
M. Denis Marion, collaborateur à la mise en œuvre du plan d'aménagement

**Chercheurs :**

M. Roch Chouinard, vice-doyen de la Faculté des sciences de l'éducation, Université de Montréal  
M. Michel Janosz, professeur au département de psychoéducation et directeur du Groupe de recherche sur l'environnement scolaire (GRES, Université de Montréal)  
  
M. Abdelkrim Hasni, professeur à la faculté d'éducation et directeur de Centre de recherche sur l'enseignement et l'apprentissage des sciences de Sherbrooke (CREAS), Université de Sherbrooke  
M. Patrice Potvin, professeur-chercheur en didactique des sciences, département d'éducation et pédagogie, UQAM

ORDRE DU JOUR	DESCRIPTION ET SYNTHÈSE DES ÉCHANGES	DÉCISIONS OU SUIVIS
<b>Présidence de la Table et calendrier des prochaines rencontres 2009-2010</b>	<p>En ce qui concerne la présidence et la vice présidence Mme Lacroix fait la proposition suivante :</p> <p>Mme Desroches à titre de présidente, Mme Boivin à titre de vice co-présidente Mme Schetagne à titre de vice co-présidente.</p> <p>Pour les universités à titre de représentant sur le comité exécutif, M. Marceau mentionne que lors de la prochaine Table, on connaîtra le représentant nommé par les universités.</p> <p>La nomination de M<sup>me</sup> Fabienne Desroches est retenue par l'ensemble des membres de la Table d'éducation interordres de la Montérégie pour assurer la présidence au cours des deux prochaines années. Les membres félicitent Mme Desroches pour sa nomination. Des remerciements sont également adressés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Mmes Boivin et Schetagne</li> <li>-M. Marceau</li> <li>-la commission scolaire Marie-Victorin et particulièrement à la collaboration de Mme France Guertin pour l'accueil et le support logistique</li> <li>-la direction régionale du MELS en Montérégie.</li> </ul> <p><i>Calendrier</i> Une proposition de calendrier est déposée aux membres : 15 octobre 2009 12 février 2010 11 juin 2010</p>	<p>Appuyée par Mme Routhier</p> <p>Appuyée par Mme Lacroix</p>
<b>Évaluation du fonctionnement de la Table</b>	Mme Boivin propose aux membres de se prononcer quant au fonctionnement de la table. Le fonctionnement de la Table convient aux membres.	
<b>Varia</b>	Aucun point.	

**Levée de l'assemblée 12 :18**